

1000



Débat de 18.10.12.36.

1614 59 ju

# LA PREMIÈRE ANNÉE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

BIBLIOTEKA F. D. A.

Warszawa, Pl. Narutowicza 5

Nr. Inw 3224 Nr. 3301

(MARS 1917 - MARS 1918)

BIBLIOTEKA FUNDACJI

„DOMY AKADEMICKIE im. Prez. G. NARUTOWICZA“

w Warszawie.

Nr. 3301

FAITS - DOCUMENTS - APPRECIATIONS

AVEC UN TABLEAU HORS TEXTE  
DES PARTIS POLITIQUES RUSSES

SOUS LA RÉDACTION  
DE  
V. VICTOROFF-TOPOROFF  
DOCTEUR EN DROIT

1 9 1 9

AGENCE DE PRESSE RUSSE  
BERNE

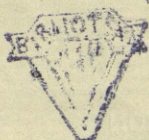
ÉDITION G. CRÈS & CIE  
PARIS-ZURICH

IMPRIMERIE G. ISELI, BERNE.

323.2e : 9(47)6



IL A ÉTÉ TIRÉ 20 EXEMPLAIRES HORS COMMERCE  
SUR GRAND PAPIER  
NUMÉROTÉS DE 1 à 20



34346/2

---

*Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation  
réservés pour tous pays.*

*Copyright 1918, by l'Agence de Presse Russe, Berne.*

2.460/58  
6. XII

# TABLE DES MATIÈRES.

	Pages
AVANT-PROPOS . . . . .	VII—IX
CHAPITRE I. BIBLIOGRAPHIE . . . . .	1—18
1. Bibliographie relative à la Russie en général . . . . .	1—7
2. Bibliographie relative à la révolution russe . . . . .	8—17
3. Les périodiques . . . . .	18
CHAPITRE II. LA PREMIÈRE ANNÉE DE LA RÉVOLUTION RUSSE. Article de M. V. Victoroff-Toporoff . . . . .	19—32
CHAPITRE III. CHRONOLOGIE DE LA RÉVOLUTION RUSSE DU 27 FÉV- RIER 1917 JUSQU'AU 22 MARS 1918 . . . . .	33—78
CHAPITRE IV. COMPOSITION DES PRINCIPALES INSTITUTIONS POLITIQUES PENDANT LA PREMIÈRE ANNÉE DE LA RÉVOLUTION . . . . .	79—88
1. Tableau représentant la composition des quatre Doumas d'empire d'après la couleur politique des députés . . . . .	80
2. Tableau représentant la composition des quatre Doumas d'empire d'après la nationalité des députés . . . . .	81
3. Composition du Comité Provisoire de la Douma d'empire formé le 12 mars 1917 . . . . .	79
4. Tableau des ministres du Gouvernement Provisoire du 14 mars au 7 novembre 1917 . . . . .	82—83
5. Composition du Comité Exécutif du Soviet des délégués des ouvriers et des soldats de Petrograd . . . . .	84
6. Composition du Comité Exécutif du Soviet panrusse des délégués des paysans . . . . .	84—85
7. Composition de la Conférence Nationale de Moscou (du 25 août au 29 août 1917) . . . . .	85—86
8. Composition de la Conférence Démocratique de Petrograd (du 27 septembre au 5 octobre 1917) . . . . .	86
9. Composition du Conseil Provisoire de la République Russe (Avant- parlement, du 20 octobre au 7 novembre 1917) . . . . .	87
10. Composition (approximative) de l'Assemblée Constituante (18 jan- vier 1918) . . . . .	88
CHAPITRE V. DOCUMENTS . . . . .	89—155
A. ACTES D'ABDICTION . . . . .	89—91
1. Deux télégrammes de M.-W. Rodsianko, président de la Douma, au Tsar Nicolas II . . . . .	89
2. Télégramme de vingt-deux membres du Conseil d'empire, envoyé au Tsar le 12 mars 1917 . . . . .	89—90
3. Lettre du Grand-Duc Nicolas au Tsar, du 15 mars 1917 . . . . .	90
4. Manifeste d'abdication du Tsar, du 15 mars 1917 . . . . .	90—91
5. Manifeste du Grand-Duc Michel, du 16 mars 1917 . . . . .	91

	Pages
B. ACTES DE CONSTITUTION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA DOUMA D'EMPIRE . . . . .	91— 93
1. Appel à la population, du 11 mars 1917 . . . . .	91— 92
2. Proclamation du 13 mars 1917 . . . . .	92— 93
C. ACTES DE CONSTITUTION DU CONSEIL DES DÉLÉGUÉS DES OUVRIERS ET SOLDATS . . . . .	93— 96
1. Appel à la population, du 13 mars 1917 . . . . .	93— 94
2. Appel à la population, du 13 mars 1917 . . . . .	94
3. Décret du 13 mars 1917 . . . . .	95
4. Résolution du Congrès Panrusse des Soviets, du 7 novembre 1917 . . . . .	96
5. Proclamation du Comité révolutionnaire, du 8 novembre 1917 . . . . .	96
D. ACTES DE CONSTITUTION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE . . . . .	79—100
1. Proclamation du 14 mars 1917 . . . . .	97
2. Appel à la population, du 16 mars 1917 . . . . .	97— 98
3. Manifeste du 20 mars 1917 . . . . .	98— 99
4. Acte du 2 mai 1917 sur la préparation des élections à la Constituante . . . . .	100
E. ACTES DE CONSTITUTION DU 2 <sup>m</sup> e MINISTÈRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE . . . . .	100—104
1. Déclaration du Gouvernement Provisoire, du 19 mai 1917 . . . . .	100—102
2. Déclaration du prince Lvoff . . . . .	102—104
F. ACTES DE CONSTITUTION DU 3 <sup>m</sup> e MINISTÈRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE . . . . .	105—109
1. Lettre du prince Lvoff au Gouvernement Provisoire, du 20 juillet 1917 . . . . .	105—106
2. Déclaration du Gouvernement Provisoire, du 23 juillet 1917 . . . . .	106—109
G. ACTES DE CONSTITUTION DU 4 <sup>m</sup> e MINISTÈRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE . . . . .	109—110
Appel à la population, du 7 août 1917 . . . . .	109—110
H. ACTES DE CONSTITUTION DU DIRECTOIRE . . . . .	110—111
1. Communiqué du 15 septembre 1917 . . . . .	110
2. Manifeste . . . . .	111
I. ACTE DE CONSTITUTION DU DERNIER MINISTÈRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE . . . . .	111—116
Déclaration du Gouvernement Provisoire, du 8 octobre 1917 . . . . .	111—116
K. ACTES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE CONCERNANT LES BUTS DE GUERRE ET LES CONDITIONS DE LA PAIX . . . . .	116—124
1. Note adressée aux puissances le 18 mars 1917 par le ministre des affaires étrangères M. Milioukoff . . . . .	116—118
2. Proclamation aux Polonais, du 29 mars 1917 . . . . .	118
3. Proclamation du Gouvernement Provisoire, du 9 avril 1917 . . . . .	119—120
4. Explications du Gouvernement Provisoire, du 1 <sup>er</sup> mai 1917 . . . . .	120—121
5. Lettre circulaire de M. Milioukoff aux représentants de la Russie auprès des puissances alliées (1 <sup>er</sup> mai 1917) . . . . .	121—122
6. Note du Gouvernement Provisoire, du 13 juin 1917 . . . . .	122—123
7. Note du Gouvernement Provisoire, du 1 <sup>er</sup> août 1917 . . . . .	123—124

	Pages
L. RÉSOLUTIONS VOTÉES PAR LES SOVIETS CONCERNANT LES BUTS DE GUERRE ET LES CONDITIONS DE LA PAIX . . . . .	124—137
1. Proclamation du Conseil des délégués des ouvriers et soldats, du 27 mars 1917 . . . . .	124—125
2. Appel adressé à l'armée par le Conseil des délégués des ouvriers et soldats, le 13 mai 1917 . . . . .	125—128
3. Appel du Conseil des délégués des ouvriers et soldats aux socialistes de tous les pays, du 13 mai 1917 . . . . .	128—129
4. Résolution du Congrès des délégués des paysans (29 mai 1917)	129—131
5. Appel à l'armée adressé par les comités des Soviets des paysans le 5 septembre 1917 . . . . .	131—132
6. Proclamation à la population, du 6 septembre 1917 . . . . .	132—133
7. Instructions du Comité exécutif du Conseil des ouvriers et soldats à l'ancien ministre Skobelev désigné comme représentant de la démocratie russe à la Conférence des Alliés à Paris . . . . .	133—134
8. Instructions du Conseil des délégués des paysans à l'ancien ministre Skobelev à même propos, du 2 novembre 1917 . . . . .	134—135
9. Résolutions du Congrès des ouvriers et soldats, du 11 novembre 1917 . . . . .	135—137
M. ACTES CONCERNANT LA CONSTITUANTE RUSSE . . . . .	137—155
1. Déclaration du Comité exécutif du Soviet des délégués des paysans, du 6 janvier 1918 . . . . .	137
2. Appel du Comité exécutif central du Soviet des délégués ouvriers et soldats élus aux premières élections . . . . .	138—140
3. Bulletin des membres de l'Assemblée Constituante appartenant à la fraction socialiste-révolutionnaire, du 13 janvier 1918 . . . . .	141—143
4. Déclaration lue à l'ouverture de la Constituante au nom des Soviets . . . . .	143—145
5. Résolutions votées par la Constituante . . . . .	145—147
6. Résolution du Gouvernement des Soviets concernant la dissolution de la Constituante Russe . . . . .	147—149
7. Déclaration envoyée le 28 janvier au Congrès des délégués ouvriers, soldats et paysans convoqué par le gouvernement bolcheviste au palais de Tauride, par le III <sup>e</sup> Congrès national des Soviets des délégués paysans . . . . .	149—153
8. Procès-verbal de la séance du III <sup>e</sup> Congrès national des Soviets des délégués paysans . . . . .	153—155
CHAPITRE VI. LA CONFÉRENCE DE MOSCOU DU 25—29 AOUT 1917 . . . . .	156—192
1. Discours de M. Kerenski . . . . .	156—173
1. Discours de N.-D. Avksentieff . . . . .	173—175
3. Discours de S.-N. Prokopovitch . . . . .	175—178
4. Discours de N.-V. Nekrasoff . . . . .	178—185
5. Discours du généralissime Korniloff . . . . .	185—187
6. Discours de W.-W. Roudneff . . . . .	187—188
7. Résolution . . . . .	189—192

	Pages
CHAPITRE VII. LES PARTIS POLITIQUES EN RUSSIE . . . . .	193—211
Généralités . . . . .	193—195
1. Le parti des socialistes-révolutionnaires . . . . .	196—200
2. Le parti de la social-démocratie . . . . .	200—204
3. Le parti des populaires-socialistes . . . . .	204—206
4. Le parti constitutionnel démocrate . . . . .	206—211
5. Les autres partis non-socialistes . . . . .	211
CHAPITRE VIII. LA VIE ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE ET LA RÉVOLUTION DE 1917—1918. Article du D <sup>r</sup> M. Chabad . . . . .	212—222
1. Coup d'œil retrospectif sur l'économie politique de la Russie à la veille du conflit mondial . . . . .	212—214
2. Influence de la guerre mondiale sur la vie économique en Russie . . . . .	215—217
3. L'expérience communiste des bolcheviks . . . . .	217—221
4. Perspectives d'avenir . . . . .	221—222
CHAPITRE IX. LA RUSSIE ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. Article de V. Victoroff-Toporoff . . . . .	223—235
INDEX DES NOMS PROPRES . . . . .	237—243

HORS TEXTE: Tableau des partis politiques russes.

## AVANT-PROPOS.

Dix huit mois seulement se sont écoulés depuis que le peuple russe s'est réveillé de son sommeil séculaire et s'est dressé plein de vigueur pour la grande œuvre de libération.

Dix huit mois seulement se sont passés depuis l'heure où les vrais démocrates du monde entier ont acclamé la libération du peuple russe, qui, affranchi du joug du tsarisme, paraissait naître à une vie nouvelle.

Et néanmoins, durant ce temps si court, le peuple russe et les vrais démocrates de tous les pays ont connu l'amertume d'une série de cruelles désillusions. La grande œuvre de libération a tourné en une catastrophe, en un véritable anéantissement de l'Etat. La vie nouvelle s'est transformée en un chaos politique, économique et social, auprès duquel les plus sombres années du passé apparaissent encore comme ensoleillées. Non seulement la nouvelle démocratie s'est trouvée incapable de prêter aux démocraties de l'ouest la collaboration qu'elles en attendaient dans leur lutte pour le grand idéal commun, mais elle leur a rendu la lutte plus pénible, en les mettant dans la nécessité de sauver l'existence même de la démocratie russe.

Il n'est guère surprenant qu'après cela, aussi bien en Russie qu'au dehors, des voix toujours plus nombreuses et toujours plus fortes se soient élevées, qui veulent rejeter sur la révolution russe toute la responsabilité de la catastrophe, et il semble déjà que l'opinion publique du monde entier ne voie plus dans cette libération d'un grand peuple qu'une sombre page de l'histoire universelle.

Le temps viendra où l'histoire objective portera un jugement autorisé et définitif sur ce qu'a donné au monde la révolution russe.

Mais ceux qui, depuis des dizaines d'années, attendaient cette révolution, travaillant sans relâche à en hâter le jour, et qui, contemplant aujourd'hui la réalité tragique, redoublent d'énergie pour rendre à ce mouvement son caractère vivifiant et régénérateur, ceux-là ne sauraient admettre qu'on attende passivement le jugement impartial des temps à venir. Les contemporains de la révolution ont tout au moins le devoir de recueillir et de soumettre au public éclairé l'ensemble des documents sur lesquels se fondera plus tard le jugement de l'histoire.

C'est en partant de ces considérations que l'Agence de Presse Russe à Berne, encouragée par l'accueil réservé à ses publications de mai 1917 («La Nouvelle Russie», supplément gratuit de la «Tribune de Lausanne», No. du 29 mai 1917; et «Das Neue Russland», supplément gratuit des «Basler Nachrichten», No. 262 du 26 mai 1917), tente aujourd'hui de réunir dans le présent ouvrage une partie tout au moins des documents qui, présentés avec ordre, peuvent servir à donner une idée générale des grandes tâches qu'avait assumées la révolution russe, et des difficultés insurmontables contre lesquelles elle a eu à lutter.

Le but que les auteurs se sont proposé, est en première ligne de constituer un ouvrage de référence, avec indication des sources. Ils se sont donc inspirés autant que possible de principes objectifs, et ont consacré la majeure partie de ce travail au matériel de documentation; une partie relativement restreinte est réservée aux appréciations et aux opinions personnelles des auteurs.

Le texte documentaire comprend les chapitres I et III—VII. Le chapitre I donne une courte bibliographie relative à la Russie en général et à la révolution russe en particulier. Pour autant que nous le sachions, cette bibliographie constitue un document entièrement nouveau. Elle n'a ni la prétention d'être complète, ni celle d'être conçue sur une base rigoureusement méthodique; elle se borne à énumérer les publications qui figurent dans la bibliothèque de l'Agence de Presse Russe à Berne. Aussi les auteurs seront-ils reconnaissants à tous ceux qui voudront bien leur signaler les omissions qu'ils ont pu commettre. C'est ainsi que l'on parviendra à constituer une bibliographie scientifique sur la Russie en guerre et sur la Russie révolutionnaire. Le chapitre III est une énumération chronologique des événements les plus importants qui se sont déroulés pendant la première année de la révolution. Le chapitre IV donne la composition de tous les organes et institutions qui ont joué un rôle important soit à la veille de la révolution, soit au cours de la révolution elle-même. Le chapitre V qui renferme un résumé des documents qui se rapportent à la première année de la révolution, se subdivise à son tour comme suit: sous les rubriques A—H figurent les manifestes publiés à l'occasion de la renonciation du tsar et du grand-duc au trône impérial, et les déclarations de tous les gouvernements provisoires, jusqu'au coup d'Etat bolcheviste. Sous la rubrique J sont groupés les actes des gouvernements provisoires et celles de leurs déclarations qui se rapportent spécialement aux buts de guerre et aux conditions de paix. La rubrique K comprend les résolutions prises sur ces mêmes questions par les soviets des délégués des ouvriers, soldats et paysans, et la rubrique L comprend les documents ayant trait

à l'Assemblée Constituante et à l'activité qu'elle a pu déployer durant son unique journée d'existence. Le chapitre VI reproduit les discours prononcés par les ministres de la Conférence de Moscou. Le chapitre VII enfin expose les programmes des divers partis politiques russes dont un tableau récapitulatif se trouve à la fin du volume.

L'invitation que nous avons adressée plus haut à nos lecteurs au sujet de la bibliographie, nous l'adressons d'une façon plus instante encore en ce qui concerne les autres chapitres de notre ouvrage.

La partie consacrée aux appréciations et opinions personnelles des auteurs comprend trois articles. Deux d'entre eux: «La première année de la révolution russe» (chapitre II) et «La Russie et la Société des Nations» (chapitre IX) sont dus à la plume de M. W. Victoroff-Toporoff, Directeur de l'Agence de Presse Russe à Berne. L'article intitulé «La vie économique de la Russie révolutionnaire» (chapitre VIII) a été rédigé par le Dr. Michel A. Schabad.

On trouvera, à la fin du volume, un index alphabétique des noms propres.

L'Agence de Presse Russe à Berne se rend parfaitement compte des imperfections de la présente publication, mais cet ouvrage n'a d'autre prétention que d'être un point de départ pour de nouveaux travaux à exécuter dans le même domaine. Les auteurs osent espérer néanmoins que leur travail ne sera pas sans intérêt ni sans utilité pour ceux qui, malgré tous les faux pas inévitables de la révolution russe, ont foi cependant dans les destinées du peuple russe.

«Aux grands, les grandes souffrances», dit un proverbe oriental. C'est en effet au prix de souffrances inouïes, qu'il a endurées déjà et qu'il endure encore, que le peuple russe lutte pour améliorer les conditions de son existence, et pour conquérir une place honorable parmi les démocraties du monde.

*Berne, septembre 1918.*

*A. P. R.*

... l'histoire de la Russie... les ministres de la Couronne de Moscou... les programmes des divers partis politiques russes... l'histoire de la Russie... les ministres de la Couronne de Moscou... les programmes des divers partis politiques russes... l'histoire de la Russie... les ministres de la Couronne de Moscou... les programmes des divers partis politiques russes...

... les ministres de la Couronne de Moscou... les programmes des divers partis politiques russes... l'histoire de la Russie... les ministres de la Couronne de Moscou... les programmes des divers partis politiques russes... l'histoire de la Russie... les ministres de la Couronne de Moscou... les programmes des divers partis politiques russes... l'histoire de la Russie... les ministres de la Couronne de Moscou... les programmes des divers partis politiques russes...

1918

... les ministres de la Couronne de Moscou... les programmes des divers partis politiques russes... l'histoire de la Russie... les ministres de la Couronne de Moscou... les programmes des divers partis politiques russes... l'histoire de la Russie... les ministres de la Couronne de Moscou... les programmes des divers partis politiques russes... l'histoire de la Russie... les ministres de la Couronne de Moscou... les programmes des divers partis politiques russes...

*LA PREMIÈRE ANNÉE  
DE LA RÉVOLUTION  
RUSSE*

LA PREMIÈRE ANNÉE  
DE LA RÉVOLUTION  
RUSSE

BIBLIOGRAPHIE.

I. BIBLIOGRAPHIE RELATIVE A LA RUSSIE EN GÉNÉRAL.

- Alexinsky Grégoire.** *La Russie Moderne.* Nouvelle édition, complétée. Ouvrage honoré d'une souscription du Ministère de l'Instruction publique. — Bibliothèque de Philosophie scientifique. *Grégoire Alexinsky*, ancien Député à la Douma. Ernest Flammarion, Editeur, 26, rue Racine. Paris 1915.
- Alexinsky Grégoire**, ancien Député à la Douma. *La Russie et l'Europe.* Bibliothèque de Philosophie scientifique. Paris. E. Flammarion, Editeur. 1917.
- Alexinsky Grégoire.** *La Russie et la guerre.* Paris 1916. Chez A. Colin.
- Ambrózy Stefan (Graf).** *Ukrainisches.* *Graf Stefan Ambrózy* (Mitglied des ung. Magnatenhauses). Librairie Ukrainienne. Lausanne 1916.
- Annuaire du Commerce Russe et Français.** Edité sous le Patronage et avec le Concours de la Chambre de Commerce Russe de Paris. Administration: 40, rue Lafitte, Paris.
- Barnes Steveni William.** *L'armée Russe telle qu'elle est.* Librairie Payot & Cie., 46, rue St-André des Arts, Paris 1915.
- Bartuska V. (Dr.)** *L'Etat Lituanien et le gouvernement de Suvalkai (Suvalki).* Publié par les soins du Bureau d'Informations de Lituanie, Villa Italia, Avenue du Léman. Lausanne 1918.
- Belevsky A. et Voronoff B.** *Les organisations publiques russes et leur rôle pendant la guerre.* *A. Belevsky et B. Voronoff* (correspondants des «Rousskia Viedomosti» de Moscou.). Une préface de M. E. Denis (Professeur à la Sorbonne). Librairie Hachette & Cie., Bd. St-Germain 79. Paris 1917.
- Bienstock J. W.** *Raspoutine. La fin d'un Régime.* Albin Michel, éditeur, Paris, 22, rue Huyghens.
- Brocher G.** *Essais sur les principales Nationalités de Russie.* Leur Histoire, leurs revendications, leur Littérature. *G. Brocher*, Directeur et Rédacteur en chef de «La Russie Libre». Editions de «La Russie Libre», 51, rue de Bourg, Lausanne.
- Caspar (Jean-Jacques).** *La résistance légale en Finlande.* *Caspar (Jean-Jacques)*, avocat à la Cour d'Appel de Paris. Préface de M. Pierre Mille. Librairie Félix Alcan. Paris 1914.
- Cehelsky L. (Dr.),** Reichsratsabgeordneter. *Die grossen politischen Aufgaben des Krieges im Osten und die ukrainische Frage.* Berlin 1915.
- Daya Werner.** *Der Aufmarsch im Osten.* Russisch-Asien als deutsches Kriegs- und Wirtschaftsziel. Mit sechs Karten. Einhorn-Verlag in Dachau bei München.
- Dehio G. G., Dr.,** Professor in Strassburg. *Livland und Elsass.* Verlag von Julius Springer. Berlin 1918.

- Donzow Dmytro.** *Die ukrainische Staatsidee und der Krieg gegen Russland.* Herausgegeben von der ukrainischen Zentralorganisation. In Kommission bei Carl Kroll. Berlin 1915.
- Doukhovskoy Barbara.** *The diary of a russian lady.* Reminiscences of *Barbara Doukhovskoy* (née Princesse Galitzine). John Long, Ltd., Norris str., Haymarket 12, 13, 14. London.
- Doumergue G.** *L'Arménie, les Massacres et la question d'Orient.* Conférence, Etudes, et Documents. *G. Doumergue*, Doyen de la faculté libre de théologie protestante de Montauban. Librairie de «Foi et Vie», rue de Lille, 48. Paris 1916.
- Doumergue G.** *Une petite nationalité en souffrance. Les Lettons. Les Provinces Baltiques et le Pangermanisme Prussien en Russie.* Editions de «Foi et Vie». Paris 1917.
- Draghicesco D.,** Sénateur roumain. *La Bessarabie et le droit des peuples.* Esquisse historique, géographique, ethnographique et statistique. Avec une Préface de M. Etienne Fournol. Avec une carte coloriée hors texte. Etudes documentaires sur les questions roumaines. Librairie Félix Alcan. Paris 1918.
- Economic Russia.** Her actuality and her possibilities. A. B. Leach & Company, 62 Cedar str. New York.
- Felde Léon.** *Le Blé Russe.* Production et voies de transport vers la Suisse. Etude de géographie physique, économique et sociale. *Léon Felde*, Dr. ès-Sciences Commer. lauréat de l'Univ. de Lausanne. Librairie Payot & Cie.: Lausanne, rue de Bourg 1. Paris, Bd. St-Germain, 106. 1917.
- Fillingham Coxwell C.** *Through Russia in War-Time.* T. Fisher Unwin Ltd. Adelphi Terrace. London 1917.
- Forel (Prof. Dr.) A. et Osolin Austra.** *Pour la Lettonie libre et unie, réunie à la Russie libre.* Prof. Dr. A. Forel (Membre du Comité Suisse d'études de la question lettone.) *Austra Osolin* (Directrice du Bureau Letton d'informations.) Extrait de la «Tribune de Lausanne», Edition Latvija. W. Trösch. Olten 1917.
- Forel (Prof. Dr.) A. und Osolin Austra.** *Für ein freies Lettland im freien Russland.* Sonderabdruck aus den «Basler Nachrichten».
- Franiel Pinzi.** *Meine Leiden in russischer Gefangenschaft.* Erlebnisse der Frau Admiral v. Mauler. Druck und Verlag August Scherl. Berlin 1916.
- Gaigalat (D<sup>r</sup>) W.** *La Lituanie. Le territoire occupé. La population et l'orientation de ses idées.* Avec 12 gravures et deux cartes. Traduction et Préface d'Adam Vilimovicz, Directeur de la Ligue des Coopératives en Lituanie. Edition Atar, Corratierie 12. Genève.
- Gassenko Georg (v.).** *Ist Cholmland polnisch oder ukrainisch?* Librairie des Nationalités, Rue Caroline-Ancienne Douane, 2. Lausanne 1918.
- Golowin K. (von).** *Der letzte Glanz des Zarenhofes.* Meine Erinnerungen. Wilhelm Borngräber Verlag. Berlin.
- Gorelik Sch.** *Portraits russes.* Imprimerie Atar, Corratierie, 12. Genève 1918.
- Gorrini Jean.** *La Russie d'aujourd'hui et les intérêts italiens.* La section Russe à l'Exposition Internationale de Turin en 1911. *Jean Gorrini* (Docteur en Droit). Silvestrelli & Cappelletto, Editeurs. Turin 1915.
- Grumbach S.** *Brest-Litowsk.* Vortrag mit Beilage. Verlag Payot & Co., Lausanne 1918.
- Gustedt Dr. juris (Baron von).** *Aus Russisch-Litauen 1916-17.* Erinnerungen und Erwägungen. Ein Memento von Dr. juris *Baron von Gustedt*, General-Landschafts-direktor a. D. I. Band. Kommissionsverlag von Wilhelm Knapp. Halle (Saale).
- Hecker Julius F., Ph. D.** *Russian Sociology, a contribution to the history of sociological thought and theory.* By Julius F. Hecker, Ph. D. Longmans, Green Cy., New York.

- Hoetzsch Otto.** *Russland.* Eine Einführung auf Grund seiner Geschichte von 1904 bis 1912. Druck und Verlag von Georg Reimer. Berlin 1913.
- Hruschewskyi Michael,** Profes. der Lemberger Universität. *Die ukrainische Frage in historischer Entwicklung.* Druck: «Vorwärts», Rechte Wienzelle, 97. Wien 1915.
- Inorodetz.** *La Russie et les peuples allogènes.* Ferd. Wyss, Editeur. Berne 1917.
- Kareivis A.** *La Lituanie sous la Domination Russe 1795—1915.* Librairie centrale des Nationalités, rue Caroline-Ancienne Douane, 2. Lausanne 1917.
- Kirchlichen Zustände im Bistum Wilna (Die).** Auszug aus «Litauen» Nr. 2—7. Kommissionsverlag Librairie Centrale des Nationalités, rue Caroline. Lausanne 1918.
- Klibanski H.** *Russlands Kriegsgesetze gegen die feindlichen Ausländer.* H. Klibanski (Justizrat in Berlin). J. U. Kern's Verlag (Max Müller). Breslau 1916.
- Koloss auf tönernen Füßen (Der).** Gesamte Aufsätze über Russland von Prof. *Dietrich Schäfer*, Archivrat *Paul Karge*, *Dmytro Donzow*, Dr. *Josef Neumann-Frohnau*, Prof. *Rudolf Eucken*, Prof. *Johann Haller*, *Leon Wasilewski*, Dr. *Eugen Lewicky*, Dr. *Ad. Dirr*, *A. G. Jussuf*. Herausgegeben von Axel Ripke. J. F. Lehmanns Verlag. München 1916.
- Kostomaroff Nicolas.** *Deux nationalités russes.* Traduit de l'Ukrainien par G. Brocher. Edition de la Revue Ukrainienne. Lausanne 1916.
- Kovalevsky (W. de).** *La Russie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.* Publication de la Commission impériale de Russie pour l'Exposition universelle de Paris en 1900. Librairie Félix Alcan, Paris.
- Krieg (Der), die Ukraina und die Balkanstaaten.** Druck: «Vorwärts», Rechte Wienzelle, 97. Wien.
- Land Ober Ost (Das).** Deutsche Arbeit in den Verwaltungsgebieten Kurland, Litauen und Bialystok-Grodno. Herausgegeben im Auftrage des Oberbefehlshabers Ost, bearbeitet von der Presseabteilung Ober Ost. Verlag der Presseabteilung Ober Ost. Im Buchhandel bei der deutschen Verlagsanstalt. Stuttgart und Berlin 1917.
- Lanson Gustave.** *Culture allemande. Humanité russe.* *Gustave Lanson*, Professeur à l'Université de Paris. Librairie Payot & Cie., 46, rue Saint-André des Arts. Paris 1915.
- Lanz Heinrich.** *Herausgegeben von. Ukraina.* Mit 64 Abbildungen. Verlag von Georg Stilke in Berlin N.W. 7. Hofbuchhändler Sr. Kaiserl. u. Königl. Hoheit des Kronprinzen. 1918.
- Lebedev V.** *Souvenir d'un volontaire russe dans l'armée française (1914—1916).* Traduit du russe avec l'autorisation de l'auteur par P. F. Trogan et T. de Wyzewa. Préface de Pierre Mille. Librairie Académique Perrin & Cie., Libraires-éditeurs, 35, Quai des Grands-Augustins. Paris 1917.
- Leclercq Jules.** *La Finlande aux mille lacs.* Avec 16 gravures hors texte et une carte. Librairie Plon. Paris 1914.
- Leger (Louis),** membre de l'Institut. *Russes et Slaves.* Etudes politiques et littéraires. 2 vol. Hachette & Cie. 1896—1899.
- Leger (Louis).** *Le Monde Slave.* Etudes politiques et littéraires. In-12. Hachette & Cie. 1902.
- Leger (Louis).** *Moscou.* In-12. Laurens. 1904.
- Leger (Louis).** *Souvenir d'un Slavophile (1861—1897).* In-12. Hachette & Cie. 1905.
- Leger (Louis).** *Histoire de la littérature russe.* Petit in-8°. Larousse. 1907.
- Leger (Louis).** *Histoire de Russie.* In-12. Larousse. 1907.
- Leist Arthur.** *Das Georgische Volk.* Mit zahlreichen Illustrationen. E. Pierson's Verlag in Dresden.
- Leroy-Beaulieu.** *L'Empire des tsars et les Russes.* 3 vol. Edition Hachette & Cie. Paris. 1897-1898.

- Leroy-Beaulieu.** *Etudes russes et européennes.* C. Lévy. Paris. 1897.
- Lettonie contre la menace allemande (La).** Edition « Pro Lettonia ». W. Trösch, Editeur, Olten (Suisse).
- Lifschitz (Dr. F.).** *Russland.* Dr. F. Lifschitz, Privatdozent an der Universität Bern. Druck und Verlag: Art. Institut Orell Füssli. Zürich 1916.
- Lifschitz (Dr. F.).** *Ueber die Schweizerisch-Russischen Beziehungen.* Dr. F. Lifschitz (Privatdozent an der Universität Bern). Druck und Verlag: Art. Institut Orell Füssli. Zürich 1916.
- Ossip-Lourié.** *La philosophie russe contemporaine.* Ossip-Lourié, professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles. Librairie Félix Alcan. Paris 1905.
- Ossip-Lourié.** *La psychologie des romanciers russes au XIX<sup>e</sup> siècle.* Ossip-Lourié, professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles. Librairie Félix Alcan. Paris 1905.
- Ossip-Lourié.** *La Russie (1914-1917).* Ossip-Lourié, professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles. Librairie Félix Alcan. Paris.
- Malmberg Aino.** *The Republic of Finland.* «Century», March, 1918.
- Mandelstam André.** *Le sort de l'Empire ottoman.* Par André Mandelstam, Dr. en droit international. Librairie Payot & Cie., Lausanne et Paris 1917.
- Marchand R.** *Les grands problèmes de la politique intérieure russe.* La question agraire. La question polonaise. La question finlandaise. La défense nationale. La situation politique. Librairie Félix Alcan. Paris 1912.
- Masaryk Th.** *G. Russland und Europa.* Studien üb. d. geist. Strömg. in Russland. I. Folge. Zur russ. Geschichts- und Religionsphilosophie. Soziol. Skizzen. 2 Bde. (387 u. 533 S.) gr. 8<sup>o</sup> je 14. E. Diederichs. Jena 1913.
- Mayewski (Général).** *Les massacres d'Arménie.* Statistique des Provinces de Van et de Bitlis. *Général Russe Mayewski.* (Consul Général de Russie à Van, puis à Erzeroum.) L'Imprimerie Militaire. Petersbourg 1916.
- M. G.** *La défense héroïque de Van (Arménie).* Traduit de différents journaux arméniens. M. G. Edition de la revue «Droschak». Genève 1916.
- Milioukoff Paul.** *La Crise Russe.* Ses Origines. — Son Evolution. — Ses Conséquences. Edition revue, corrigée et mise à jour avec un chapitre additionnel par Paul Milioukoff. Traduit avec autorisation spéciale de l'auteur par Mme. Marie Petite. Librairie Universelle, 33, rue de Provence. Paris 1907.
- Milioukov P.-N.** *Le Mouvement Intellectuel Russe.* P.-N. Milioukov, ancien Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement Provisoire russe. Traduit du russe par J.-W. Bienstock. Editions Bossart, 43, rue Madame. Paris 1918.
- Montvert J.** *Lettres de Soldats russes.* Recueillies et traduites par J. Montvert. Librairie Payot & Cie., 46 rue St-André des Arts. Paris.
- Munir Pacha Salih,** ancien ambassadeur de Turquie. *La Politique Orientale de la Russie.* 1918, Librairie Nouvelle de Lausanne.
- Nation (La) Ukrainienne et ses Revendications.** Mémoire présenté par la Délégation Ukrainienne à la III<sup>e</sup> Conférence des Nationalités. Librairie Centrale des Nationalités, rue Caroline-Ancienne Douane, 2. Lausanne 1917.
- Neue Russland (Das).** Sonderbeilage zu No. 262 der «Basler Nachrichten», Samstag, 26. Mai 1917. — Redaktion: Wladimir Victoroff-Toporoff, Alexander v. Leontieff, Dr. V. Furlan.
- Nolde Boris E. (Baron).** *L'Ukraine sous le protectorat russe.* Baron Boris E. Nolde. Profes. à l'Inst. de Pierre le Grand à Petrograd. Librairie Payot & Cie., rue St-André des Arts, 46. Paris 1915.

- Nötzel Karl.** *Die Grundlagen des geistigen Russlands.* Versuch einer Psychologie des russischen Geisteslebens. Verlag bei Eugen Diederichs. Jena 1917.
- Nouvelle Russie (La).** Supplément à la *Tribune de Lausanne* du 29 mai 1917. Rédaction: Wladimir Victoroff-Toporoff, Alexandre Leontieff, W. Fourlan et P. Perret. 32 pages de texte. Lausanne 1917.
- Nys Ernest.** *La Géorgie et la guerre actuelle.* Ernest Nys. (Professeur à l'Université de Bruxelles, Conseiller à la Cour d'Appel). Librairie Nouvelle. Lausanne 1917.
- Osolin Austra.** *Le Droit de la Russie ou le droit de l'Allemagne sur les côtes de la Baltique?* Publié par les soins du Bureau de presse Letton «Pro Lettonia». W. Trösch, Editeur, Olten.
- Osolin Austra.** *Befreiung oder Vergewaltigung? Russland oder Deutschland?* Schriftenfolge des Latvija-Verlages, Kommissions-Verlag und Druck bei W. Trösch. Olten 1917.
- Osolin Austra.** *Selbstbefreiung oder Selbstvergewaltigung?* Des lettischen Volkes Frage an das deutsche Volk. Mit einem Vorwort von Prof. Dr. A. Forel. Kommissions-Verlag und Druck bei W. Trösch. Olten.
- Ostsee-Provinzen Russlands (Die).** Eine Informationsschrift zur Befreiung Kur- und Livlands. Sonderabdruck aus der «Neuen Zürcher Zeitung». Gedruckt bei Frobenius A. G. Basel (Schweiz) 1918. [Austra Krause Osolin.]
- Ozeroff Ivan.** *Problèmes économiques et financiers de la Russie moderne.* Librairie Payot & Cie., I, rue de Bourg, Lausanne.
- Parvus.** *Im Kampf um die Wahrheit.* Aus dem Russischen übersetzt. Verlag für Sozialwissenschaft G. m. b. H. Berlin SW. 68. 1918.
- Peuple letton (Le).** Discours prononcés à la Salle de la Réformation, à Genève, le 4 mars 1918, au cours de l'Assemblée populaire organisée par le Comité suisse d'étude de la question lettone, par M<sup>me</sup> Anna Kenin, MM. Pierre Bovet, Louis Ferrière, Benjamin Valloton et Franc Thomas. Publié par les soins du Bureau de Presse letton «Pro Lettonia». Editeur: Imprimerie F. Ruedi, 3, rue de Jumelles. Lausanne 1918.
- Peuple menacé (Un).** Comité suisse d'études de la question Lettone. Rue Toepffer, 8. Genève.
- Pohle Richard.** *Die russische Gefahr.* Russlands Ländergier. Herausgegeben von Paul Rohrbach. No. 1. Verlag von J. Engelhorn's Nachf. in Stuttgart. 1916.
- Pologne (La).** En ce qui concerne la bibliographie relative à la Pologne nous recommandons les répertoires suivants: 1. *Petite Encyclopédie Polonaise*, Librairie Payot. Paris & Lausanne 1916. Bibliographie — pages 441—444 et 477—478. 2. *Publications du Comité National Suprême.* (Répertoire bibliographique en langue polonaise.) Cracovie 1917. 3. *Bücherkunde zur Geschichte und Literatur des Königreichs Polen*, von Dr. W. Recke und Dr. A. M. Wagner. Verlag von F. Meiner. Leipzig 1918.
- Pouvreau Y. (Mlle.).** *Le Peuple Finlandais et la Question de l'Autonomie finlandaise.* Résumé d'une Conférence faite le 12 mai 1915, à la Société de Sociologie de Paris par Mlle. Y. Pouvreau, Secrétaire de l'Office des Nationalités. Extrait des «Annales des Nationalités» No. 7—8, 1915. Imprimerie Chaix, succursale B, II. Bd. — Saint-Michel. Paris 1916.
- Puluj J. (Dr.)** *Ukraina und ihre internationale politische Bedeutung*, von Hofrat Dr. J. Puluj, Hochschulprofessor in Prag. Bund zur Befreiung der Ukraina. Wien 1915.
- Ragana M.** *La Lituanie sous la Botte Allemande. Le régime prussien en Lituanie et les déportations.* Librairie centrale des Nationalités, rue Caroline-Ancienne Douane, 2. Lausanne 1917.

- Raffalovich Arthur.** *La Russie et la Guerre.* Arthur Raffalovich (Correspondant de l'Institut). Librairie Félix Alcan, maisons Félix Alcan et Guillaumin réunies, Bd. St-Germain, 108. Paris 1915.
- Rimbaud (Alfred).** *Histoire de la Russie depuis les origines jusqu'à nos jours.* 7<sup>e</sup> édition, renfermant un supplément jusqu'en mars 1917. In-12 avec cartes. Hachette. Paris 1918.
- Rémézov K.** La Question agraire en Russie. Préface de G. Brocher, Rédacteur en chef des «Peuples Libres», Lausanne. Éditions des «Peuples Libres», Rue de Bourg 51.
- «Révélations» du procès Suchomlinow (Les). I. La question des responsabilités. Par l'auteur de «J'Accuse». Librairie W. Troesch, Olten.
- Revendications Ukrainiennes.** Memorandum présenté aux Pays Neutres et Belligérants. Imprimeries Réunies S. A. Lausanne 1917.
- Rikli M. (Prof. Dr.),** in Zürich. *Natur- und Kulturbilder aus den Kaukasusländern und Hocharmenien*, von Teilnehmern der schweizerischen naturwissenschaftlichen Studienreise, Sommer 1912. Mit 95 Illustrationen und 3 Karten. Druck und Verlag: Art. Institut Orell Füssli. Zürich 1914.
- Rivas C.** *Lituanie sous le joug Allemand. 1915—1918. Le plan annexionniste allemand.* Lausanne 1918.
- Rivet Charles.** *La Russie telle qu'elle est.* Causes de faiblesses et gages de force. Charles Rivet (Correspondant du Journal «Le Temps»). Payot & Cie. Paris 1916.
- Rohrbach Paul.** *Die Russische Gefahr.* Aus den Geheimprotokollen des Zaren. Herausgegeben von Paul Rohrbach. No. 3. Verlag von J. Engelhorn's Nachf. in Stuttgart 1916.
- Rohrbach Paul Dr.** *Die russische Gefahr.* Russische Selbstzeugnisse der Feindschaft. Herausgegeben von Paul Rohrbach. No. 4. Verlag von J. Engelhorn's Nachf. in Stuttgart. 1916.
- Rohrbach Paul.** Weltpolitisches Wanderbuch. Deutschland. — Russland. — Orient. China. — Afrika. — Amerika. Vom Weltkrieg 1915. Von Karl Robert Langewiesche.
- Russen über Russland.** Ein Sammelwerk. Herausgegeben von Josef Melnik. Zweites Tausend. Literarische Anstalt Rütten & Loening. Frankfurt am Main.
- Russes en Galicie (Les).** Première occupation des provinces Ukrainiennes d'Autriche par les troupes Russes (août 1914 - juin 1915) d'après la presse russe. Bureau Ukrainien, Avenue de la Gare, 23. Lausanne 1917.
- «Russia», its trade and commerce. Chez P. S. King & Sons. London. (Sous presse.)
- Russie (La) commerciale et industrielle.** «The times book of Russia». Traduit de l'anglais par Georges Mis. Ouvrage documentaire d'intérêt pratique. H. Dunod et E. Pinat, éditeurs, 47 & 49, Quai des Grands-Augustins (VI<sup>e</sup>). Paris 1917.
- Russisches-Allzurussisches.** Herausgegeben von J. M. Schoenthal. Eine Sammlung zeitgenössischer Berichte, Urkunden u. s. w. Georg Müller. München 1916.
- Sands Bedwin.** *The Ukraine.* Reprint of a lecture delivered on ukrainian history and present-day political problems. Francis Griffiths, 34 Maiden Lane, Strand. London WC. 1914.
- Seeck Otto.** *Russen und Balten.* Verlag von Velhagen und Klasing. Bielefeld und Leipzig 1917.
- Segalow Cäsar.** *Die Wahrheit über Russland.* Verlagsbuchhandlung Carl Konegen. Wien 1917.
- Schmidt Axel** *Die russische Gefahr.* Das Endziel Russland. Herausgegeben von Paul Rohrbach. Nr. 2. Verlag von J. Engelhorn's Nachf. Stuttgart 1916.

- Schröer Gustav. *Die Flucht von der Murmanbahn*. G. Grote. Berlin.
- Semenoff (de). *La Russie Extra-Européenne et Polaire*. Par M. de Semenoff, vice-président de la Société de Géographie de Petrograd (épuisé).
- Singer J. *Die Zukunft des Rubels*. Franz Siemenroth, SW. II, Dessauerstrasse 10. Berlin 1918.
- Solovjeff Wladimir. *Russland und Europa*. Politisches Leben, Schriften zum Ausbau eines Volksstaates. Erstes und zweites Tausend. Verlegt bei Eugen Diederichs. Jena 1917.
- Suchanoff Nikolaus. *Die russische Linke und der Krieg*. Verlag Eugen Diederichs. Jena 1917.
- Stavenhagen Kurt (Dr.). *Die Kriegsziele des Grossrussentums und der Fremdvölker Russlands*. Ostlandverlag G. m. b. H., Grolmanstrasse 36. Charlottenburg 1916.
- Stiénon Charles. *Le Mystère Roumain et la Défection Russe*. Librairie Plon, 8, rue Garancière — 6. Paris 1918.
- Toynbée A. J. *Les Massacres Arméniens*. Librairie Payot & Cie. Lausanne, 1, rue de Bourg, Paris, 106, B<sup>d</sup> St-Germain. 1916.
- Trubetzkoi G. (Fürst). *Russland als Grossmacht*. Deutsche Verlagsanstalt. Stuttgart und Berlin.
- Tseretheli Michael (von). *Die Rechte Georgiens*. Verlag «Der neue Orient» G. m. b. H. Berlin W. 50. 1917.
- Uebersberger Hans. *Russlands Orientpolitik in den letzten zwei Jahrhunderten*. Erster Band bis zum Frieden von Jassy. Deutsche Verlagsanstalt. Stuttgart 1913.
- Ukraine (L') et la Guerre. *L'Ukraine et la Guerre*. Lettre ouverte, adressée à la II<sup>e</sup> conférence socialiste internationale tenue en Hollande en mai 1916. Edition du journal social-démocrate ukrainien «Borotba». Lausanne 1916.
- Verbels K. *La Lituanie Russe*. Considérations statistiques et ethnographiques. Traduction d'Antoine Viscont, Dr. en philosophie, licencié ès-sciences politiques et sociales. Edition Atar, Corrairie, 12. Genève.
- Vidūnas W. St. *La Lituanie dans le passé et dans le présent*. Traduction et notes d'Antoine Viscont. Edition Atar. Genève 1918.
- Viscont Antoine (Dr. en philosophie). *La Lituanie et la guerre*. 9 planches hors-texte et 2 cartes. Edition Atar, Corrairie, 12. Genève 1917.
- Viscont Antoine. *La Lituanie Religieuse*. Edition G. Crès et Cie. Paris 1918.
- Völker-Verteilung in West-Russland. 2. Auflage. Verlag von L. Friederichsen & Co. Hamburg 1917.
- Vogel (Adolf von). *Der Wirtschaftskrieg*. Zweite Abteilung «Russland». Die Massnahmen und Bestrebungen des feindlichen Auslandes zur Bekämpfung des deutschen Handels und zur Förderung des eigenen Wirtschaftslebens. Herausgegeben vom Königlichen Institut für Seeverkehr & Weltwirtschaft an der Universität Kiel, Kaiser Wilhelm Stiftung. Bearbeitet von Adolf v. Vogel, z. Z. wissenschaftlicher Hilfsarbeiter am Institut für Seeverkehr & Weltwirtschaft. Kommissionsverlag von Gustav Fischer. Jena 1918.
- Vogel Dr. *Bis Pinsk mit der Garde-Kavallerie*. Von Hofprediger Dr. Vogel, Felddivisionspfarrer des Grossen Hauptquartiers. Stiftungsverlag in Potsdam.
- Wasilewski Leon. *Die nationalen und kulturellen Verhältnisse im sogenannten West-russland*. Verlag der Wochenschrift «Polen». Druck von Carl Hermann, Alserstrasse 50. Wien 1915.
- Westrussland in seiner Bedeutung für die Entwicklung Mitteleuropas. Mit einer Einleitung von M. Sering. Verlag und Druck von B. G. Teubner. Leipzig und Berlin 1917.
- Zeelen F. (Zinis). *Der Krieg und die Baltische Frage*. Eine Informationsschrift zur Befreiung Kurlands. Auslandskorrespondent der lettischen Zeitung «Jaunais Wahrd», Riga. Verlag Buchdruckerei Jordi. Belp-Bern 1917.

## 2. BIBLIOGRAPHIE RELATIVE A LA RÉVOLUTION RUSSE.

**Anet Claude.** *La Révolution Russe à Pétrograde et aux armées.* (Mars-Mai 1917.) Librairie Payot & Cie., 106, Bd. St-Germain. Paris 1917.

Les aventures et les impressions personnelles de l'Auteur pendant les trois premiers mois de la révolution sont dépeintes de manière très vivante dans ce livre qui est à la portée même du lecteur qui ne connaît pas la Russie. Ce livre est à recommander comme un ouvrage du plus grand intérêt, car il permet au lecteur occidental de faire la connaissance de nombreux politiciens russes éminents de la première période révolutionnaire.

**Appel à l'Internationale.** *Aux Partis Socialistes du monde entier.* De la Délégation Russe des partis socialdémocrate et socialiste-révolutionnaire à l'étranger.

**Aulard A.** *La Révolution Française et la Révolution Russe.* A. Aulard, Professeur d'Histoire de la Révolution Française à l'Université de Paris. Lettre aux Citoyens de la libre Russie. Librairie Payot & Cie. Lausanne 1917.

Les paroles sensées que le célèbre historien français adresse dans cette lettre aux citoyens de la libre Russie résument d'une façon remarquable le point de vue des vrais républicains français à l'égard des événements de Russie pendant les premiers mois de la révolution. C'était au moment où paraissait se justifier l'espérance que la Russie révolutionnaire, en plein accord avec ses alliés, allait suivre la route commune de la lutte contre le militarisme prussien.

**B. F. (v.).** *Nikolaus II. und das Ende der Romanows.* Die Geschichte der grossen russischen Revolution von F. v. B. Theod. Thomas Verlag. Leipzig 1917.

L'auteur attribue la responsabilité de la guerre uniquement à «l'impérialisme moscovite» et n'épargne pas les violentes invectives à l'adresse de l'Entente. Pour le reste, ce livre volumineux se borne à des anecdotes et à des reminiscences historiques dans lesquelles l'auteur présente Raspoutine comme un martyr de la paix et se permet de grossières plaisanteries. «Peut-être Kerensky s'est-il laissé acheter par les Anglais.» Cette interprétation de la révolution disqualifie complètement l'auteur.

**Bainville Jacques.** *Comment est née la Révolution Russe.* Nouvelle Librairie Nationale, II, rue de Médicis. Paris 1917.

Dans cette brochure, l'auteur analyse moins les causes profondes que les raisons immédiates qui ont provoqué l'explosion révolutionnaire; pour cela il s'occupe surtout des éléments qui entouraient Nicolas II et qui ont préparé la chute de l'autocratie.

**Bienstock J. W.** *Raspoutine.* La Fin d'un Régime. Albin Michel, Editeur 22, rue Huyghens. Paris 1917.

Exposé détaillé de la carrière aventureuse du paysan de Sibérie dans les coulisses du mysticisme qui sévissait à la Cour impériale.

**Chasles Pierre.** *La Révolution Russe et la Guerre Européenne.* Notes de Russie par Pierre Chasles. Extrait de la Revue des Sciences Politiques du 15 Août 1917. Librairie Félix Alcan, 108, Bd. St-Germain. Paris.

Ce sont quelques remarques superficielles et très générales sur les partis politiques et leurs chefs en Russie.

« **Dangers Mortels** » de la *Révolution Russe (Les)*. Par \* \* \*. Librairie Payot & Cie., 106, Bd. St-Germain. Paris 1917.

Ce livre a pour auteur un politicien polonais distingué, autrefois membre du Conseil d'Empire russe. Conservateur déclaré, bien au courant du mécanisme gouvernemental de la Russie autocratique et bureaucratique, l'auteur énonce dans son ouvrage toute une série d'idées très modérées et très précises. Même celui qui ne partage pas le point de vue de l'auteur doit reconnaître que son livre est écrit loyalement et de façon intéressante. L'impression d'ensemble est diminuée par le chapitre consacré au parti constitutionnel-démocratique. Là l'auteur perd son calme et il ressuscite ouvertement et âprement toutes les luttes de partis. Il est du plus haut intérêt de prendre connaissance de ce livre, car c'est pour le moment la seule publication qui cherche à éclairer les événements, non pas du point de vue révolutionnaire, mais du point de vue conservateur.

**Dudan Camille**. *La Russie Rouge*. Impressions d'un témoin suisse de la révolution russe. — La Russie bolcheviste peinte d'après nature. *Camille Dudan*, Licencié ès-lettres, Professeur à Moscou. Imprimerie Centrale et Populaire, rue de Genève, 5. Lausanne 1918.

En quatre chapitres intitulés « La Russie tsariste », « La Russie démocratique », « La Russie bolcheviste » et « Conclusion », l'auteur — un Suisse qui connaît la Russie et avait appris à l'apprécier, — dépeint d'une manière naturelle et poignante ses impressions dans ce pays. Les portraits et les tableaux vivants brossés « d'après nature » se succèdent dans ce livre qui a sans contredit le mérite d'être vécu.

**Engelhardt R. (v.)**. « *Russlands Auferstehung* ». *R. v. Engelhardt*. W. Mellin & Co. Verlag. Riga 1918.

Essai malencontreux où l'auteur s'efforce d'expliquer les bouleversements politiques en Russie par l'incapacité psychologique nationale des Russes aux fonctions de l'Etat, ainsi que par l'influence de Tolstoï. L'auteur ne tient aucun compte des conditions sociales et économiques et traite avec dédain les conquêtes démocratiques.

**Erich Rafael (Dr.)**. *Die finnische Frage vor und nach der russischen Revolution*. Von *Dr. Rafael Erich*, ord. Professor des öff. Rechts an der Universität Helsingfors. Literarische Anstalt Rütten & Loening, Frankfurt am Main 1918.

Dans ce livre, la revendication de la complète autonomie nationale de la Finlande est présentée comme servant les intérêts de l'Allemagne.

**Friedensverhandlungen (Die) in Brest-Litowsk und der Friede mit Russland**. Deutscher Geschichtskalender. Authentische Berichte. 44. Lieferung. Felix Meiner in Leipzig.

Rapports sténographiques et données chronologiques.

**Friedensvertrag mit der Ukraine (Der)**. *Der Friedensvertrag mit der Ukraine vom 9. Februar 1918, der Zusatzvertrag und der deutsch-ukrainische Handelsvertrag nebst der amtlichen Denkschrift*. Die wirtschaftliche Bedeutung der Ukraine. Herausgegeben von M. Busemann, Syndikus des Deutsch-Russischen Vereines. C. V. — Deutsch-Russischer Verein zur Pflege und Förderung der gegenseitigen Handelsbeziehungen. Eingetragener Verein.

Berlin SW II. Abteilung Ukraine. R. v. Deckers Verlag, G. Schenck, Kgl. Hofbuchhändler. Berlin 1918.

A côté du texte du traité de Brest-Litowsk conclu avec le gouvernement ukrainien, renversé dans l'intervalle, cette brochure contient des données statistiques sur les richesses naturelles et sur la vie économique de l'Ukraine.

**Jennings H. J.** *The Bolshevik Repudiation.* By *H. J. Jennings.* The Fortnightly Review. March 1918. Chapman & Hall, Ltd., II, Henrietta str., Covent Garden, W. C. 2. London.

**Wilcox E. H.** *Lenin and Bolshevism.* By *E. H. Wilcox.* The Fortnightly Review. March 1918. Chapman & Hall, Ltd., II, Henrietta str., Covent Garden, W. C. 2. London.

**Y. A** *German Tyranny in the Baltic.* The Fortnightly Review. April 1918. By *Y. Chapman & Hall, td.,* II, Henrietta Lstr., Covent Garden, W. C. 2. London.

**Fabricius.** *Russia-Another Federation of the Rhine?* By *Fabricius.* The Fortnightly Review. April, 1918. Chapman & Hall, Ltd., II, Henrietta str., Covent Garden, W. C. 2. London.

**Wilcox E. H.** *Lenin as Protégé of the Old Régime.* By *E. H. Wilcox.* The Fortnightly Review. Chapman & Hall, Ltd.; II, Henrietta str., Covent Garden, W. C. 2. London.

Les cinq articles consacrés à la Russie dans les cahiers de mars et d'avril de la «Fortnightly Review» ne sont pas seulement intéressants en raison de leur contenu. Ils sont de la plus grande valeur en ce sens qu'ils font comprendre l'attention passionnée avec laquelle l'opinion publique anglaise suit les événements en Russie et s'efforce d'envisager ces événements d'un juste point de vue. Si l'on compare ces articles à ce qui a été écrit, il y a relativement peu de temps, dans les journaux anglais, on est obligé de reconnaître que l'opinion publique anglaise a réussi à s'orienter même dans des problèmes compliqués tels que le bolchevisme, l'idée fédérative, etc. La valeur des publications citées plus haut réside précisément dans le fait qu'elles sont l'œuvre d'Anglais et qu'elles mettent en lumière le point de vue anglais.

**Kalinine W.** *La révolution russe et ses perspectives.* (V. «Demain», No. 15, juillet 1917.)

**Trotsky Léon.** *Le pacifisme au service de l'impérialisme.* (V. «Demain», No. 18, octobre 1917.)

**Programme du parti social-démocrate ouvrier de Russie.** *Programme du parti social-démocrate ouvrier de Russie (bolcheviki).* (V. «Demain», No. 21, 10 janvier 1918.)

**Lénine.** *De la paix malheureuse.* (V. «Demain», No. 25, mai 1918.)

**Sokolnikoff.** *La politique financière des Soviets.* (V. «Demain», No. 27, juillet 1918.)

**Zinovieff G.** *Georges Plekhanoff.* (V. «Demain», No. 27, juillet 1918.)

Articles des bolcheviks russes, très importants pour la compréhension du bolchevisme.

**Lasareff G.** *La Révolution Russe.* I. L'Ex-Tzar Nicolas II. II. Le Conseil des Délégués Ouvriers et Militaires. III. La Question de Constantinople et des Détroits. Edition de «La Petite Revue». Leysin 1917.

Cette brochure a pour auteur un des plus anciens membres du parti socialiste-révolutionnaire. L'auteur a vécu en Suisse ces dernières années. Il s'efforce de démontrer que la démocratie européenne n'a pas à redouter l'impérialisme russe parce que la Russie révolutionnaire ne suivra aucune des lignes de conduite impérialistes. Ecrit dans les premiers mois de la révolution, ce livre ne présente plus aujourd'hui qu'un intérêt bibliographique.

**Lénine N.** *Les problèmes présents du pouvoir des soviets.* Edition de la Revue «Demain», 25, Av. Gerebrow. Genève (Suisse).

Discours prononcé à l'un des congrès qui se succèdent maintenant en grand nombre dans la République des Soviets, le Congrès panrusse des Conseils de l'Economie nationale, au mois de mai 1918, à Moscou.

L'auteur indique quel doit être à son avis le travail positif, constructif de la nouvelle société: l'attraction des meilleures forces techniques, le développement de la productivité industrielle, l'organisation du travail basée sur une discipline volontaire, la lutte contre les habitudes séculaires du laisser-faire, de l'égoïsme petit-bourgeois. La première période de cette révolution s'est distinguée plutôt par un caractère négatif: ce qui y prévalait, c'était le travail de destruction des chaînes capitalistes.

**Lenin und Trotzki.** *Krieg und Revolution.* Schriften und Aufsätze aus der Kriegszeit. *Lenin und Trotzki.* Kommissionsverlag der Grütlibuchhandlung. Zürich 1918.

Celui qui veut apprendre à connaître, à leur source, les conceptions bolchevistes trouvera dans ce livre de précieux renseignements.

Les discours de Lénine et Trotzki résument tout le programme théorique dont la mise en pratique a conduit la Russie à sa perte.

**Lettres d'un diplomate russe sur les derniers événements en Russie.** Paul Haupt, Librairie Académique. Berne 1918.

Petite brochure de 42 pages in-16 qui ne renferme que des appréciations très vagues d'un diplomate sur les événements en Russie.

**Lifschitz F. (Dr.).** *Die russische Revolution.* Eine unparteiische Betrachtung von Dr. F. Lifschitz, Privatdozent an der Universität Bern. Akademische Buchhandlung von Max Drechsel, Bern 1917.

L'auteur avoue « avoir contesté catégoriquement, par la parole et par la plume, la possibilité d'une révolution pendant la guerre » (page 1). A la page suivante il déclare pourtant que « la révolution russe a été provoquée par des causes logiques et par les conditions spécifiques de la Russie ». En ce qui concerne le bolchevisme également, l'auteur se montre mauvais prophète. A la page 15 il croit pouvoir affirmer que « seule une petite fraction a perdu la raison et sa patrie et que, fort heureusement, cela ne peut avoir qu'une influence insignifiante sur le sort de l'Etat ».

**Loewenthal N.** *L'Allemagne et la Paix. La Révolution Russe.* Librairie F. Rouge & Cie., 6, rue Haldimand. Lausanne 1917.

**Loewenthal N.** *La débacle de la Révolution russe et la Paix allemande.* Par Librairie F. Rouge & Cie., 6, rue Haldimand. Lausanne 1918.

**Markovitch Marylie.** *La Révolution Russe vue par une Française.* *Marylie Markovitch* (Mme. Amélie de Néry). Librairie Académique Perrin & Cie., Libraires-Editeurs, 35, Quai des Grands-Augustins. Paris 1918.

Ce livre est une chronique écrite à Petrograd, où sont consignés les événements depuis le début de la révolution jusqu'au 27 mai (9 juin) 1917. Les phases politiques sont présentées sans système, d'une manière incomplète et au hasard. Quelques scènes de la révolution, la plupart croquées sur le vif, sont bien rendues, ce qui nous donne un aperçu de la psychologie des événements. Les portraits de quelques chefs révolutionnaires sont bien venus.

**Merejkowsky D.** *Le Tsar et la Révolution.* D. Merejkowsky, L. Hippius. — Dr. Philosophoff. Société de Mercure de France, 26, rue de Condé. Paris 1907.

Ecrit il y a onze ans ce livre prophétique est d'un intérêt très grand pour l'intelligence des événements actuels.

**Masson Aimé.** *Histoire complète de la Révolution Russe.* Du 10 Mars au 17 Novembre 1917. E. de Boccard, Editeur, 1, rue de Médicis. Paris 1918.

Il s'agit d'un exposé chronologique des événements les plus importants depuis le début de la révolution jusqu'au coup de force des bolchevikis. Ce livre contient des matériaux considérables qui intéressent le côté politique des événements. Cet ouvrage se recommande comme la meilleure collection d'informations qui ait paru sur l'histoire de la révolution.

**Mosler Alexander.** *In den Sturmtagen der russischen Revolution.* Meine Befreiung aus russischen Kerkern. Verlag Ullstein & Co. Berlin-Wien 1918.

Aventures d'un officier allemand en Russie avant et après le coup d'Etat bolcheviste.

L'avant-propos en vers, empreint de chauvinisme, est péniblement affecté.

**Murat Lucien (Princesse).** *Raspoutine et l'Aube sanglante.* Princesse Lucien Murat. Préface de M. Emile Vandervelde, Ministre d'Etat Belge. E. de Boccard, éditeur. Paris 1917.

L'auteur a fait là, avec un incontestable talent, une sorte de « voyage d'exploration ». Il communique ses impressions sans beaucoup de suite. Les impressions sur les personnalités, les localités et les époques ne sont reliées par aucun fil conducteur ; l'auteur n'émet d'ailleurs aucune prétention de ce genre. Ces descriptions offrent un réel intérêt pour l'historiographe de la révolution, parce qu'elles servent à éclairer certains détails du formidable mouvement. Il donne sur Raspoutine quelques renseignements passablement incohérents et pas toujours contrôlés. Le caractère du « staretz », le mystère de son influence sur les puissants du monde, le mysticisme tout à fait moyenâgeux du Raspoutisme, — tout cela n'est qu'effleuré dans ce livre à titre d'indication.

**Oberutjev K. M.** *Den stora ryska revolutionen.* 1917. Av K. M. Oberutjev. Översättning från ryskan av Dr. Alfred Jensen. Skandinavskij Listoks Förlag. Stockholm.

L'histoire de la révolution russe, conçue par le colonel Obéroutcheff, a été publiée originellement en langue russe, puis elle a été traduite en suédois.

L'auteur a pris part, en sa qualité de commandant de l'arrondissement militaire de Kiew, aux événements des premiers mois de la révolution ; c'est pourquoi quelques-unes de ses remarques et de ses explications présentent un certain intérêt.

**Oeuvre (L') sociale et politique du Gouvernement socialiste de Russie.** Fascicule I. *Décrets fondamentaux.* (Recueil de Documents et d'Actes.) Prix : 30 centimes. Imprimerie des Unions Ouvrières, 23, rue des Bains. Genève 1918.

*Table des matières*: Note des éditeurs. — Introductions. — De la constitution du Gouvernement ouvrier et paysan. — De l'abolition de la propriété foncière des propriétaires. — Du contrôle ouvrier. — De la journée de travail de 8 heures, de la durée et de la répartition du temps de travail. — De la nationalisation des banques. — De la cessation du paiement des coupons et des dividendes. — Déclaration des droits des peuples de Russie. — De la séparation de l'Eglise de l'Etat et de l'Ecole de l'Eglise. — De l'abolition des titres et des ordres. — Du droit de révocation des délégués. — Du traitement des fonctionnaires. — De la régie des appartements.

Dans la Note des Editeurs (pages 3 et 4) nous lisons: « ... pour juger une révolution, un gouvernement, un régime politique, la connaissance de ses idées maîtresses, de ses intentions, de la forme que prend leur réalisation apparaît comme indispensable. Sans oublier que, au point de vue pratique, la connaissance de la nouvelle législation russe peut éviter bien de mécomptes... »

et plus bas: « ... on ne peut ne pas voir que la Révolution de Novembre en Russie a, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, jeté les bases d'un *Etat socialiste*... »

Et encore: « ... le régime socialiste en Russie existe depuis neuf mois et l'on n'aperçoit aucun signe précurseur d'une catastrophe imminente... »

De ce point de vue les 12 « décrets fondamentaux » signés par le gouvernement des Soviets méritent d'être lus attentivement.

Il faut espérer que le deuxième fascicule de ce recueil, qui, d'après l'annonce, « paraîtra incessamment », nous renseignera d'une manière aussi exacte et aussi documentée sur l'application pratique des décrets fondamentaux, sur les résultats de la lutte des classes, sur les massacres des intellectuels démocrates et autres bienfaits de ce régime prétendu socialiste.

**Rakitnikoff Inna.** *Comment les paysans russes ont lutté pour l'Assemblée Constituante.* Rapport au Bureau Socialiste International, par *Inna Rakitnikoff*, Vice-Présidente du Comité Exécutif du Soviet des délégués se plaçant sur le terrain de la défense de l'Assemblée Constituante. Imprimerie «Union», 46, Bd. St-Jacques. Paris 1918.

Le Rapport rédigé par Mme. Rakitnikowa, membre influent du parti socialiste-révolutionnaire, donne une idée claire de l'organisation des soviets des délégués paysans, des difficultés que le parti socialiste-révolutionnaire eut à vaincre au début de la révolution, de l'attitude des soviets paysans envers les bolcheviks et des luttes organisées contre le bolchévisme; enfin, de la conduite des paysans organisés envers l'Assemblée Constituante et des événements les plus importants qui ont eu lieu à Petrograd à propos de l'ouverture et de la dissolution de cette Assemblée.

**Rivet Charles.** *Le dernier Romanoff.* Par *Charles Rivet*, Correspondant du «Temps» en Russie. Le Tsar et sa Cour. Les influences occultes. Raspoutine. Politique et politiciens d'hier. La Révolution. Les fautes françaises en Russie. Librairie Académique Perrin & Cie., Libraires-Editeurs, Quai des Grands-Augustins, 35, Paris 1917.

L'auteur a observé personnellement la marche des événements en Russie pendant la guerre mondiale, et il réunit ses souvenirs dans ce volume.

**Rolland R. — Jouve P.-J. — Martinet M. — Guilbeaux H. — Masereel F.** *Salut à la Révolution Russe.* Romain Rolland. — P.-J. Jouve. — Marcel Martinet. — Henri Guilbeaux. — Frans Masereel. Edition de la Revue «Demain», 15, rue Merle-d'Aubigné. Suisse. Genève 1917.

Cette petite brochure collective contient des paroles enthousiastes de quelques socialistes suisses et français à l'adresse des révolutionnaires russes.

**Rohrbach Paul (Dr.) und Schmidt Axel.** *Die russische Gefahr.* Die russische Revolution. Verlag von Engelhorn's Nachf. in Stuttgart. No. 7. 1917. Herausgegeben von Paul Rohrbach.

L'orientation générale de l'auteur est suffisamment connue. Un chapitre de son ouvrage sur la révolution russe est consacré à l'impérialisme russe, un autre à l'influence de l'Angleterre sur la révolution russe.

L'exposé de la lutte entre le bloc de la Douma et le gouvernement est très remarquablement fait dans ce livre.}

**Roubakine N. (Dr.).** *La Russie qui s'en va et la Russie qui vient.* Dr. N. Roubakine. Imprimeries Réunies S. A. Lausanne 1916.

Ce livre, écrit avant la révolution, est basé sur l'opposition entre la Russie du passé et celle de l'avenir : la première comprend les milieux sur lesquels s'appuyait l'autocratie, la seconde est la Russie démocratique. Les questions traitées dans la brochure sont très particulières; le sujet est loin d'être épuisé et il n'est pas toujours traité avec une parfaite objectivité. Toutefois les données statistiques et historiques réunies dans cette brochure sont très importantes.

**Roubakine N.** *La Question Agraire comme base de la Révolution Russe.* (Première partie.) La Revue Politique Internationale. Nos 28-29. Juillet-Septembre 1917. 16, Place St-François, Lausanne.

**Roubakine N.** *La Question Agraire comme base de la Révolution Russe.* (Seconde partie.) La Revue Politique Internationale. No. 30. Octobre-Décembre 1917. 16, Place St-François, Lausanne.

Les deux articles de N. Roubakine consacrés à la question agraire en Russie donnent une idée très claire de la manière dont se posait cette question fondamentale avant la révolution. La partie descriptive est traitée avec clarté et précision. On peut être en désaccord avec l'auteur sur quelques-unes de ses conclusions, mais ses articles forment en tout cas un document précieux dont la lecture est à recommander à ceux qui veulent étudier la question vitale de la politique intérieure russe.

**Roubakine N.-A. (Dr.).** *Qu'est-ce que la Révolution Russe?* Faits, statistiques, perspectives historiques et sociologiques. Edition Atar, Corratierie, 12, Genève, Editions G. Crès & Cie., Bd. St-Germain, 116. Paris 1917.

Le sous-titre donne une idée du contenu du livre. La façon dont l'auteur édifie ses perspectives historiques et sociologiques est intéressante en elle-même mais elle n'est pas exempte de tout arbitraire. Il faut faire la même réserve en ce qui concerne le choix des matériaux et des faits. La partie statistique, qui renferme d'intéressantes données confirmées par des chiffres, est de la plus grande valeur.

**Russische Revolution (Die).** *Die russische Revolution.* Authentische Berichte und Kundgebungen. Verlag von Felix Meiner. Leipzig.

Cette brochure contient une chronique des événements depuis du 1<sup>er</sup> au 31 mars 1917, chronique détaillée et intéressante, citant de nombreux exemples pris sur le vif.

**Sembat Marcel (Député).** «*Perdons-nous la Russie?*» «Le Fait de la Semaine». 5<sup>e</sup> Année. No. 9. 22 Déc. 1917. Que veulent les Russes? — Causes du succès maximaliste. — Trois grands problèmes. — Que faire? — Librairie Grasset, 61, rue des Saints-Pères, Paris.

L'auteur s'attache à démontrer à l'opinion publique française que, si gros de conséquences que puisse être l'ébranlement provoqué par le coup de force bolcheviste en Russie, la France ne doit pourtant pas abandonner la Russie, mais qu'elle doit mettre tout en œuvre pour renforcer son influence en Russie et l'opposer à l'influence de l'Allemagne qui devient toujours plus envahissante.

**S. R.** *Histoire de la Révolution russe.* (1905-1917.) S. R. Membre de plusieurs sociétés savantes. Pages d'Histoire 1917. Librairie Militaire Berger-Levrault: Paris, Rue des Beaux-Arts, 5—7. Nancy, Rue des Glacis, 18.

On trouve dans cette brochure quelques pensées de valeur très diverse et quelques réminiscences historiques qui ont rapport à la révolution russe.

**Stern E. (von).** *Regierung und Regierte, Politiker und Parteien im heutigen Russland.* Von E. von Stern. Auslandsstudien aus der Universität Halle-Wittenberg. Oeffentliche Vorträge über Fragen der Politik der Gegenwart. Heft 3—4. Verlag von Max Niemeyer, Halle a. S. 1918.

L'auteur, qui connaît la Russie pour l'avoir habitée, donne une caractéristique, juste dans ses lignes générales, des politiciens et des partis en Russie avant la chute du pouvoir tsariste. Les renseignements fournis par le savant écrivain n'apprennent rien de bien nouveau au lecteur déjà renseigné, mais ils sont destinés avant tout aux lecteurs de l'étranger. On ne peut approuver sans réserve la vive critique de la tactique du parti des cadets pendant l'existence de la première Douma. Il est intéressant de noter que l'auteur avoue nettement l'effort tenté par les réactionnaires russes pour rompre l'alliance avec la France et l'Angleterre, et pour rechercher un accord avec la Prusse.

**Swesditch P.** *La Russie en Révolution.* Les clairs-obscur du maximalisme. Edition Atar, Genève. 1917.

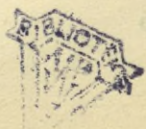
L'auteur de ce livre s'est imposé la lourde tâche de révéler aux occidentaux les conditions psychologiques de la révolution russe. Pour autant que cette tâche peut être réalisée dans un livre écrit immédiatement après la révolution, sous la première impression des grands événements, l'auteur a réussi à évoquer toute une série de phases intéressantes et peu connues en Europe occidentale. Le livre de Swesditch compte parmi les ouvrages les plus utiles sur la Révolution russe qui aient paru dans les diverses langues européennes. Malheureusement cet exposé renferme quelques obscurités pour les lecteurs non-russes par suite des efforts faits par l'auteur pour concilier des antagonismes inconciliables.

**Trotsky Leo.** *Von der Oktober-Revolution bis zum Brester Friedensvertrag.* Promachos-Verlag, Belp-Bern. 1918.

Durant les conférences de Brest-Litowsk, alors qu'il s'agissait de décider du sort de la Russie, Trotsky, le représentant muni des pleins pouvoirs du gouvernement bolcheviste, se trouva le loisir et le goût d'écrire un livre sur la Révolution russe. Il tente d'y exposer, de son propre point de vue, internationaliste et social-révolutionnaire, la marche des événements en 1917.

Ce n'est pas seulement la bourgeoisie libérale, mais le parti socialiste non-bolcheviste tout entier que Trotsky prend violemment à partie. Il accuse le gouvernement de Kerenski d'avoir fait des menaces de représailles, mais se garde d'exposer comment son propre parti, arrivé au pouvoir, a laissé sombrer tout le pays dans les flots de sang de la guerre civile.

Il cherche, au moyen d'arguments sophistiqués, à justifier la dissolution de l'Assemblée souveraine constituante et termine par quelques vues sur la révolution prolétarienne mondiale.



Ce livre est intéressant à titre de document humain et historique. Mais le brillant feu d'artifice de la rhétorique de Trotski ne parvient pas à nous aveugler sur le caractère profondément anti-démocratique du bolchevisme.

**Trotski L.** *Arbeit, Disziplin und Ordnung werden die sozialistische Sowjet-Republik retten.* Vortrag auf der Moskauer städtischen Konferenz der Russischen Kommunistischen Partei am 28. März 1918. Verlag der Buchhandlung des Arbeiterbundes. Basel 1918.]

**Vandervelde Emile.** *Trois aspects de la Révolution russe.* (7 mai—25 juin 1917. Berger-Levrault, Libraires-Editeurs: Paris, 5-7 rue des Beaux-Arts. Nancy, rue des Glacis, 18. 1918. (5<sup>e</sup> édition.)

Il s'agit ici d'un travail fait en collaboration par Vandervelde, de Brouckère et Henri de Man, qui, dans les mois de mai et de juin, ont visité la Russie et la Roumanie en qualité de délégués du parti socialiste belge.

La révolution à Petrograd, la révolution dans les fabriques, la révolution dans l'armée, — tels sont les trois aspects qu'a envisagé l'auteur.

Ce livre présente un sérieux intérêt en raison des impressions personnelles qui y sont consignées, impressions ressenties par trois représentants distingués du socialisme européen dans leurs rapports avec les camarades russes.

Ce livre écrit avant le coup de force bolcheviste s'efforce d'atténuer les inconciliables oppositions qui existaient déjà, en juin 1917, entre les socialistes qui se plaçaient sur le terrain de la défense nationale et les maximalistes.

**Verow N. E.** *Die grosse russische Revolution.* Mit historischen Bildern und Porträts. Verlag für Sozialwissenschaft G. m. b. H. Berlin SW. 68. 1917.

Ce livre renferme des attaques contre l'Entente. L'exposé se contente de décrire en détail les faits et les événements. Les illustrations jointes au volume sont intéressantes.

**Vinogradoff Paul.** *Some Elements of the Russian Revolution.* (The Quarterly Review. No. 452. July 1917.)

Le célèbre savant russe, qui est professeur dans une Université anglaise, dépeint dans cette étude le développement successif du mouvement révolutionnaire en dehors des contingences et des conditions de la politique russe. Il souligne, en particulier, l'importance des institutions des zemstvos qui, à côté de leur œuvre quotidienne dans le domaine de l'administration locale, sont devenus le refuge du libéralisme et de la démocratie.

**Wrangel F. (von).** *Russische Rückblicke und Ausblicke.* Druck und Verlag: Art. Institut Orell Füssli. Zürich 1917.

Le livre du baron de Wrangel examine, au point de vue conservateur, le problème de «la faute du tsarisme», le développement historique de la Russie au 19<sup>e</sup> siècle, le nationalisme moscovite, la période gouvernementale de Nicolas II, la constitution de 1905, la réforme agraire de 1906, le problème agraire et le radicalisme russe.

**Wrangel F. (von).** *Russlands Zukunft.* Politische Betrachtungen von F. von Wrangel (Europäus). Verlag: Art. Institut Orell Füssli. Zürich 1918.

L'auteur, qui estime que la meilleure solution du problème russe réside dans la monarchie héréditaire avec un Romanoff sur le trône, traite la question agraire et nationale en Russie. Une importante partie de l'ouvrage est consacrée à l'exposé d'une série d'idées sur le droit des gens et le pacifisme.

Zévaès Alexandre. *La Révolution Russe. Problèmes de Guerre et de Paix.* Librairies des sciences politiques et sociales Marcel Rivière & Cie., 31, rue Jacob, et 1, rue St-Benoît. Paris 1917.

Dans ce livre de l'éminent écrivain socialiste français, écrit en juillet 1917, les deux premières parties sont spécialement intéressantes. Elles traitent des antécédents et des origines de la révolution, et du mouvement avorté de 1905. Dans ces chapitres l'auteur expose des faits qui sont presque inconnus au lecteur européen et qui sont pourtant absolument indispensables à l'intelligence des événements actuels. Le troisième chapitre — la Russie dans la guerre mondiale — est moins réussi et est conçu de façon un peu superficielle. Le bref chapitre final est consacré à un coup d'œil sur les événements survenus en Russie de mars à juillet 1917.

Zusammenbruch Russlands und seine Ursachen (Der). Die falsche Rechnung Englands. Von \* \* \* Ernst'sche Verlagsbuchhandlung, Leipzig.

Collection d'épisodes piquants qui ne tient compte, en aucune manière, des profonds facteurs historiques de la révolution russe.

BIBLIOTEKA FUNDACJI  
„OGNI AKADEMICKIE im. Prez. G. NARUTOWICZA“  
w Warszawie.  
№ 3307

*Au cours des travaux d'impression du présent volume  
ont paru les ouvrages suivants :*

Kamkow B. *Les Socialistes-Révolutionnaires de gauche.* Imprimerie Reggiani, rue du Diorama, 16. Genève 1918.

Lenin N. *Der Kampf um das Brot.* Eine Rede, gehalten in der ausserord. Sitzung des allrussischen zentralen Vollzugausschusses der Sowjets der Arbeiter-, Bauern-, Soldaten- und Kosaken-Deputierten. Promachos-Verlag, Belp-Bern 1918.

Löwe Heinrich. *Das neue Russland und seine sittlichen Kräfte.* Berlin 1918.

Maresch Dr Maria. *Der russische Mensch.* Zur Ideengeschichte und Psychologie des Ostens. Verlagsanstalt Tyrolia, Wien-Innsbruck-München 1918.

Russie Socialiste (La). *Événements de juillet 1918.* Parti des Socialistes-Révolutionnaires de gauche (Internationalistes). Imprimerie Reggiani, rue du Diorama, 16. Genève 1918.

Steinberg J. *Pourquoi nous sommes contre la Paix de Brest-Litowsk.* Parti des Socialistes-Révolutionnaires de gauche (Internationalistes). Imprimerie Reggiani, rue du Diorama, 16. Genève 1918.

### 3. LES PÉRIODIQUES.

- Bote der russischen Revolution.** Organ der ausländischen Vertretung des Zentralkom. der Soc. dem. Arbeiterpartei Russlands (Bolschewiki). Erscheint Samstags. Adresse: Stockholm, Postbox 224.
- Bulletin de l'Agence de Presse Russe** (Russische Press-Korrespondenz) à Berne, rue Monbijou, 20. 2<sup>e</sup> Année. Directeur V. Victoroff-Toporoff.
- Bulletin de la Chambre de Commerce Russe de Paris.** 17<sup>e</sup> Année. Siège de la Chambre de Commerce Russe: 27, rue Tronchet, Paris.
- Bulletino della Lega Russa per il risorgimento della patria in stretta unione con gli Alleati.** — Rome. (En langue italienne).
- Bulletin de la Ligue Russe pour la Défense révolutionnaire.** A partir du No. 10 (7 juillet 1918): **Bulletin de la Ligue républicaine russe.** Défense nationale. — Défense de la révolution démocratique. Publication bi-mensuelle. Secrétaire Général de la Ligue: M. Peskine, 63, rue de l'Université, Paris (7<sup>e</sup>).
- Bureau d'informations russes,** 3, place de Valois, Paris, organisé sous la direction de M. E. Lafont, député.
- Cause Commune (La).** Rédaction: 7, rue Toullier. Administration: 17, rue Cujas. Directeur politique: V. Bourtzeff.
- Echos de Russie (Les).** (Stimmen aus Russland.) Bulletin de la Délégation du parti Socialdémocrate et du parti Socialiste-Révolutionnaire. Publié sous la direction de Paul Axelrod, de Nicolas Roussanoff et de Vassili Soukhomline. Direction et Administration: Kungsgatan, 56, Stockholm.
- Echos Russes (Les).** (En langue russe.) 12, rue Lagrange, Paris (5<sup>e</sup>).
- Messager de la Chambre de Commerce de Russie en Suisse.** Bulletin périodique. 1<sup>re</sup> Année. Rédacteur en chef W. M. Felkner. Rédaction et Administration: rue Gutenberg, 33, Berne.
- Problème Russe (Le).** Organe de défense des Intérêts de l'Entente. Questions sociales, diplomatiques et militaires. — Finances, Commerce, Industrie. — Lettres, Arts. C. Michel, Rédacteur en Chef. Rédaction et Administration: 1, rue Grétry, Paris (2<sup>e</sup>).
- Russia Nuova (La).** Giornale Settimanale. Rappresentante del Comitato Direttivo: Boris Jakovenko. Amministrazione e Redazione: Piazza S. Silvestro, 81<sup>o</sup>, Roma.
- Russian (The).** A Weekly Journal devoted to Russian affairs. Published every tuesday. Price 6 d. Annual Subscription 24 Shillings. Published by The Russian Newspaper, Ltd., 17, Southampton Street, Holborn, W. C. I. Founded and Edited by Edouard S. Luboff.
- Russian Newspaper (The), Limited,** 17, Southampton Street, Holborn, W. C. I. Publishers of Russian & Anglo-Russian Literature. Manager: Alexander Mariassin, Formerly of the Russian Ministry of Agriculture.
- Russie libre (La).** Deuxième année. (Nos 1—7). A partir du No. 8: **Les peuples libres.** Revue scientifique, littéraire et sociale. Rédacteur: G. Brocher. Administrateur: H. Rémézov. Rédaction et administration: 51, rue de Bourg, Lausanne.
- Russische Nachrichtendienst** (Nouvelles de Russie), Bundesrain, 8, à Berne. Agence de Presse de la Légation des bolchevikis à Berne.
- Voix du Pays (La).** Rédaction et Administration: Parkstraat, 25, Haag. (En langue russe).
- Le Soldat-Citoyen Russe en France.** Deuxième Année. Edition de la Société chrétienne d'Amérique de jeunes gens. Rédaction et Administration: 46, Bd. St-Jacques, Paris. (En langue russe.)

## C H A P I T R E II.

### *LA PREMIÈRE ANNÉE DE LA REVOLUTION RUSSE.*

Le conflit mondial, dans lequel la Russie est entrée en même temps que les autres puissances de l'Entente, a soumis l'autocratie russe à toute une série d'épreuves. La participation à la guerre mondiale exigeait, en effet, le rendement maximum de toutes les forces productives du pays; or cela n'était réalisable qu'à la condition de laisser le champ libre à l'initiative et à l'activité individuelles. Le pouvoir autocratique, qu'effrayait l'ombre même de la liberté, n'a su découvrir aucune issue à l'impasse où il se trouvait acculé. Disposé, sous la pression de la nécessité, à faire, aux heures des désastres militaires, des concessions à l'opinion publique, il retirait à la hâte toutes ses promesses aux heures de victoire, et faisait appel aux forces obscures de réaction. De Kokovtseff à Gorémykine, de Gorémykine à Sturmer, de Sturmer à Trépoff et de Trépoff à Golitsine, jamais on ne trouvera la ligne droite d'une politique suivie, fût-ce même celle d'une politique étroitement conservatrice ou implacablement réactionnaire. On ne rencontrera que les traces incohérentes d'une mentalité hésitante et désemparée, dépourvue de toute force créatrice; d'une mentalité qui aurait été capable, encore peu auparavant, de donner naissance à une conception nationale et à un régime caractérisé, mais qui avait précisément été conduite à l'absurde par le régime même créé par elle; d'une mentalité enfin dont Grigory Raspoutine était l'aboutissant et la caricature.

L'opinion publique en Russie a accepté la guerre mondiale comme une dure épreuve, mais en même temps aussi comme un moyen de libération: libération extérieure du joug allemand, qui menaçait sérieusement la Russie; libération intérieure de l'autocratie qui cherchait sa justification dans le péril allemand.

«On ne change pas l'attelage au milieu du gué», disait cependant Choulguine, représentant modéré du bloc progressiste de la Douma, à la réunion plénière des quatre Doumas, le 10 mai 1917. Et cette opinion comptait de nombreux adhérents au sein même des cercles gouvernementaux et sociaux influents de l'Europe occidentale.

Dans son immense majorité, l'opinion publique en Russie a pris fait et cause pour la défense nationale et pour une collaboration aussi étroite que possible avec les Alliés.

Cette tâche devait se réaliser dans des conditions exceptionnellement anormales. Et pourtant les intellectuels russes étaient accoutumés à travailler dans des conditions anormales. L'union des Zemstvos, l'union des villes et le comité de l'industrie de guerre, presque prescrits par un gouvernement qui les jugeait nuisibles, avaient consolidé, dans la mesure du possible, une armée dont la préparation à la guerre était très insuffisante. Pendant deux ans et demi, la démocratie intellectuelle russe avait été l'alliée fidèle et ferme des démocraties occidentales dans leur lutte pour les principes du droit et de la justice.

Au printemps 1916, la politique du pouvoir central en Russie s'engagea définitivement sur la voie périlleuse des hésitations et des expédients, causant ainsi les plus vives inquiétudes aux éléments patriotes du pays. Le bloc progressiste, qui s'était constitué déjà auparavant au sein de la Douma et du Conseil d'empire, rallia autour de lui toute l'opinion publique du pays. Son programme modéré se résumait dans les réclamations catégoriques suivantes :

- 1° Création d'un gouvernement jouissant de la confiance du peuple.
- 2° Emploi de méthodes administratives légales.
- 3° Amnistie pour les délits politiques.
- 4° Réalisation des promesses contenues dans le manifeste du 30 août 1905 sur la liberté de pensée.
- 5° Autonomie de la Pologne.
- 6° Amélioration de la situation légale des Juifs.
- 7° Politique de conciliation à l'égard de la Finlande.
- 8° Suppression des représailles dirigées contre les Ukrainiens.
- 9° Suppression des restrictions imposées aux associations et à la presse de la classe ouvrière.
- 10° Réalisation d'un accord entre le gouvernement et les corps législatifs dans le domaine de la législation concernant la défense nationale, les livraisons à l'armée, les secours aux blessés, aux fugitifs, etc.
- 11° Programme de travail législatif pour la victoire et le maintien de l'ordre à l'intérieur du pays : émancipation des paysans, extension des institutions des Zemstvos, réforme de l'organisation des villes, avantages accordés au mouvement coopératif, maintien de l'interdiction de l'alcool, amélioration de la situation matérielle insuffisante des employés de commerce et des employés des postes et des télégraphes ; unification de l'activité des organes des administrations locales.

Tel était le programme minimum des réformes politiques dont l'opinion publique russe estimait la réalisation nécessaire pour que la Russie pût poursuivre la guerre jusqu'à la victoire.

En s'opposant à la réalisation de ce programme, dont les alliés de la Russie reconnaissaient unanimement l'opportunité, l'autocratie a assumé la responsabilité entière de toutes les conséquences de sa politique. Elle a consolidé en même temps, par son attitude, la situation des éléments extrémistes qui, dès le début, avaient considéré le bloc progressiste comme une utopie de la bourgeoisie.

En rejetant le programme des éléments modérés de l'opinion publique, l'autocratie a fait le jeu de ceux pour qui la guerre n'était pas un moyen de défendre, de consolider et d'agrandir la patrie, mais pour qui elle était avant tout le point de départ de la révolution.

Aujourd'hui se confirme avec une étonnante précision la conviction que le gouvernement, en refusant durant l'été de 1916, au lendemain des succès de l'offensive de Broussiloff, de collaborer avec les organisations sociales, a inauguré la période où allaient se développer en Russie, avec une vitesse vertigineuse, les théories du défaitisme internationaliste.

L'autocratie qui venait ainsi au milieu de 1916 de refuser tout compromis, toutes concessions, se vit obligée, dix mois plus tard, de capituler sans conditions sous la pression de l'opinion publique.

Mais, entre le mois de mai 1916 et le mois de mars 1917, un abîme infranchissable s'est creusé. En 1916, la Russie était encore animée d'un enthousiasme patriotique qui lui communiquait la force et la persévérance nécessaires pour poursuivre la lutte contre l'ennemi; en 1917, une fraction importante de l'opinion publique était prête à subir l'influence empoisonnée de la méfiance, du découragement et de la lassitude morale. En 1916, il existait encore des mots d'ordre capables de rallier à peu près tout le pays; en 1917, il n'y avait plus de mots d'ordre indiscutés, plus de valeurs absolues, pas plus sur le terrain de la politique extérieure, que dans le domaine de la politique intérieure. En 1916, certains liens unissaient encore les intellectuels aux masses; les deux partis étaient encore animés, l'un envers l'autre, d'une confiance réciproque; ils avaient encore la possibilité de trouver un langage commun. En 1917, au contraire, dès le premier jour de la révolution, le conseil des délégués des ouvriers et des soldats s'est dressé en face du gouvernement provisoire issu de la Douma. Dès le premier jour, est apparue cette funeste incompréhension mutuelle, cette tragique divergence de vues qu'il n'a plus été possible de dissiper, et qui, comme tout conflit politique, a suivi son cours jusqu'aux conséquences extrêmes. En 1916, la Russie avait encore une armée, piteusement équipée, il est

vrai, et mal armée, mais prête à accomplir loyalement son devoir vis-à-vis de la patrie. Après la révolution de 1917, il n'y eut plus d'armée; il n'y eut plus que des hordes désarmées d'hommes à la merci des événements, et qui, dès le début, furent en butte aux influences simultanées de forces diamétralement opposées. L'autocratie avait capitulé devant l'élan du peuple, mais celui-ci se trouva bientôt désuni, désillusionné, épuisé.

Le gouvernement provisoire ne s'est pas rendu suffisamment compte, au début de son activité, des transformations profondes qui s'étaient produites au cours de l'année qui avait précédé la révolution. Il a suivi la ligne de conduite du bloc progressiste. Cependant les événements dépassaient les revendications formulées, un an auparavant, par ce bloc; ils faisaient disparaître la base même de son programme de réformes, et lui enlevaient sa raison d'être. Le bloc progressiste se trouvait ainsi engagé peu à peu dans une lutte difficile, au moment où la chute de l'autocratie venait de placer le pays devant le grand problème de la création immédiate d'un nouvel ordre gouvernemental. Leur idéalisme, leur foi dans la force morale et matérielle de la Russie ont empêché les chefs du bloc progressiste de saisir clairement ce qu'il y avait de nouveau dans la situation politique. Issus de la révolution, les membres du premier gouvernement provisoire partaient de cette conviction que le vigoureux patriotisme de la Russie libérée saurait trouver en lui-même les voies les plus rapides et les plus équitables vers la création de formes sociales nouvelles.

Mais le défaitisme et l'internationalisme qui, auparavant déjà, avec l'aide involontaire de l'autocratie, s'étaient répandus parmi les ouvriers et dans l'armée, trouvèrent, immédiatement après l'explosion révolutionnaire, d'innombrables points d'appui, en dehors du gouvernement provisoire et parmi les organismes politiques fonctionnant à côté de lui.

Le conseil des délégués des ouvriers et des soldats, qui, dans l'esprit de ses fondateurs et de ses chefs, devait être un des soutiens de l'idée prolétarienne et assurer le contrôle du prolétariat sur la politique bourgeoise, attira vers lui, inévitablement, tous ceux qui affirmaient que la révolution avait à balayer non seulement le régime de l'autocratie mais encore le régime économique de la bourgeoisie, la domination du travail par le capital sous toutes ses formes.

Ces éléments internationalistes et défaitistes ne possédaient pas à la vérité, la supériorité numérique et morale dans les soviets de la première période révolutionnaire. Tandis que le gouvernement provisoire s'efforçait d'adapter aux nouvelles circonstances les idées du bloc progressiste, le soviet de son côté, dans sa composition primitive tout au

moins, pouvait être considéré comme le continuateur de l'opposition qui s'était formée, dans la gauche de la Douma, contre le bloc progressiste. Les idées qu'il représentait avaient naturellement subi des modifications correspondant aux changements qui s'étaient produits dans la situation générale. Les guides spirituels du gouvernement provisoire étaient Milioukoff et Goutchkoff, chefs des deux partis dont la réconciliation et la fusion avaient hâté et facilité l'isolement du gouvernement tsariste et jeté ainsi les bases essentielles de la révolution. Les chefs du premier soviet étaient Kerenski, Tchkeïdzé, Tsereteli et Skobeleff. Leur activité avait été orientée, dans la Douma d'empire, contre le bloc progressiste; elle laissait présumer, dès 1916, que la révolution en Russie ne se bornerait pas à l'anéantissement du régime politique de l'autocratie et à la réalisation du programme minimum de la bourgeoisie libérale, mais qu'elle tendrait à renverser aussi l'organisation économique du capitalisme.

Les chefs du soviet, dans sa composition primitive, n'étaient ni des maximalistes ni des défaitistes. Pour une bonne part, ils n'étaient pas même, à proprement parler, des internationalistes. Mais, selon une tradition conforme à leur tactique et à leur action au sein de la Douma, ils représentaient l'opposition socialiste du prolétariat vis-à-vis du bloc progressiste bourgeois. Partant de l'idée que l'existence même d'une telle opposition est utile à la marche de la révolution, ils considérèrent comme de leur devoir de persister dans cette opposition vis-à-vis du gouvernement provisoire.

La lutte entre l'aile gauche et le centre de l'ancienne Douma a rempli toute la période qui va de mars à mai 1917. Les mots d'ordre n'étaient plus les mêmes, les formules étaient nouvelles, mais les causes profondes de cette lutte persistante demeuraient les mêmes. Le gouvernement persistait à croire en la puissance des idées et à se laisser guider par des principes, pendant que le soviet, sans vouloir endosser la responsabilité de l'édification d'une société nouvelle, continuait son œuvre d'agitation parmi les masses, et s'efforçait d'ébranler leur confiance dans les « usurpateurs bourgeois ».

En mai 1917, le soviet remporta une victoire sur le gouvernement provisoire. Kerenski vainquit Milioukoff. Le deuxième gouvernement provisoire ou le deuxième cabinet du prince Lvoff fut une tentative de compromis entre le premier gouvernement provisoire et le soviet primitif. Dans ce cabinet, les responsabilités sont assumées par les leaders du soviet, Kerenski, Tsereteli et Skobeleff, tandis que Milioukoff et Goutchkoff, chefs de l'ancien bloc progressiste, sont écartés. Dans ce même cabinet figure Tchernoff, chef des soviets des délégués paysans, Zimmerwaldien et défaitiste convaincu.

Le deuxième gouvernement provisoire ne réussit pas mieux que le premier à éviter d'entrer en conflit avec une opposition. Lorsque Tsereteli et Skobelev eurent transporté le siège de leur activité principale, du conseil des délégués des ouvriers et des soldats, dans le conseil des ministres, les leaders de l'internationalisme, les politiciens de Zimmerwald et de Kienthal, comme Martoff, Martynoff et Axelrod, jouirent, au sein du comité central des soviets, d'une influence prépondérante, voire même décisive, et se crurent obligés de rappeler continuellement à Tchernoff et à Tsereteli leur devoir socialiste.

Toutefois, pendant cette période, le «devoir socialiste» fut compris très différemment par le gouvernement et par les soviets. Tant que le gouvernement, bien qu'ayant parmi ses membres un internationaliste de la trempe de Tchernoff, estime nécessaire de rester fidèle aux Alliés et de poursuivre la lutte contre l'ennemi extérieur, Kerenski parcourt le front et s'efforce, à grand renfort d'éloquence, d'engager chaque compagnie, chaque batterie, chaque escadron à prendre consciencieusement et héroïquement la défense de la patrie révolutionnaire. Il lui arrive même, en réalité, d'enregistrer certains succès et de ranimer les vertus militaires de quelques unités combattantes. Mais, dans le même temps, les soviets adoptent définitivement le point de vue internationaliste de Zimmerwald et de Kienthal. Ils écartent bien encore l'idée d'une paix séparée; toutefois la formule, proclamée par eux, d'une paix générale démocratique immédiate, exclu toute possibilité d'une collaboration militaire de la Russie avec ses alliés. Aussi ces derniers distinguaient-ils clairement le caractère utopique de la formule de soviets. L'offensive de Broussiloff en juillet 1917 fut une tentative désespérée pour sortir de l'imbroglio créé par les divergences d'opinion qui existaient entre le gouvernement et les soviets. Le soulèvement des bolcheviks en juillet et la conversion définitive des soviets au zimmerwaldisme, tels furent les seuls résultats concrets de cette tentative. Alors que le premier gouvernement provisoire avait été obligé, deux mois auparavant, de renoncer à la collaboration de deux de ses membres les plus éminents pour pouvoir s'entendre avec le soviets de la première heure, le deuxième gouvernement provisoire se vit dans la nécessité de renoncer presque complètement à toute alliance avec la bourgeoisie pour sauvegarder sa situation vis-à-vis du deuxième soviets. En juillet 1917 enfin, le zimmerwaldisme l'emportait définitivement au sein du soviets sur le socialisme modéré, qui s'était prononcé en faveur de la collaboration avec les bourgeois et de la continuation de la guerre aux côtés des Alliés. Ce fut la victoire de Tchernoff, de Martoff et d'Axelrod sur Kerenski.

La date du 23 juillet 1917 a aujourd'hui la valeur d'une date

historique. Elle est d'une importance capitale pour l'intelligence des événements qui se sont déroulés depuis lors en Russie.

Après la démission du prince Lvoff et le départ de presque tous les éléments non socialistes du gouvernement, la question brûlante était de savoir qui allait maintenant prendre en mains les rênes du pouvoir. Il eût été naturel que les chefs du mouvement révolutionnaire envisageassent alors la situation avec un sérieux tout particulier. Le dilemme se présentait à peu près de la manière suivante. Les éléments bourgeois refusaient d'assumer la responsabilité d'une politique inspirée en fait par des soviets en majorité internationalistes. Les soviets de leur côté ne réclamaient l'éloignement de ces éléments bourgeois que dans un but d'intimidation. En réalité, ils ne tenaient pas à faire endosser à leurs propres chefs la responsabilité de la réalisation impossible de la formule utopique adoptée par eux, d'une paix générale et démocratique immédiate, sans annexions ni indemnités. Or, qui à cette heure, allait prendre en mains le gouvernement et en assumer les lourdes responsabilités? Ce fut, — et cela montre bien l'absurdité de la situation à ce moment précis, — ce fut Kerenski, qui composa alors son premier cabinet, le troisième gouvernement provisoire.

Ce fut Kerenski, c'est-à-dire un homme politique qui s'était prononcé catégoriquement contre l'internationalisme des socialistes extrémistes et en faveur de la défense nationale, un homme qui s'était opposé à la constitution d'un cabinet socialiste homogène, se montrant favorable à l'idée d'une coalition avec les éléments bourgeois, un homme enfin qui combattait la formule de la paix immédiate et préconisait la nécessité de vaincre le militarisme prussien! Tel était l'homme qui accepta de se mettre à la tête d'un ministère presque exclusivement socialiste, d'un ministère dont les soviets attendaient un changement de direction de la politique extérieure, dans le sens des idées de Zimmerwald, de l'extension de la révolution sociale à l'intérieur, et de la conclusion immédiate d'une paix générale démocratique sans annexions ni indemnités.

A la vérité le cabinet, constitué par Kerenski le 23 juillet 1917, ne comprenait, à l'exception de Tchernoff, aucun internationaliste éminent et convaincu. A vrai dire également, Terechtchenko, un bourgeois qui avait pris fait et cause pour le respect de la fidélité jurée aux Alliés, demeurait ministre des affaires étrangères, et Savinkoff et Lebedeff, deux socialistes partisans de la défense nationale, dirigeaient les ministères de la guerre et de la marine sous l'autorité directe de Kerenski, titulaire de ces deux portefeuilles. Ils s'étaient imposé la tâche de réaliser une série de réformes militaires, destinées à restituer à l'armée sa puissance combattive. Il est juste de reconnaître enfin que Kerenski

lui-même, dans son appel à l'armée, déclara que le gouvernement prenait et entendait prendre pour lui seul la responsabilité entière de combattre et de réprimer l'anarchie dans le pays. Mais sentait-on, derrière cette phraséologie, un homme animé d'une solide confiance en ses propres forces, devinait-on une ferme résolution de livrer bataille, trouvait-on la décision de mettre tout en œuvre pour réaliser le programme ministériel que l'on avait proclamé? Kerenski a-t-il pris la résolution de se libérer de l'influence du soviet, qui à son point de vue, ne pouvait être qu'une source de malheurs? A toutes ces questions, il faut répondre: non.

Lorsque Kerenski, en sa qualité de chef du cabinet, se trouva dans l'obligation de préciser définitivement son attitude vis-à-vis de l'opposition du soviet, il abandonna complètement la ligne de conduite logique et claire qu'il avait suivie jusque-là, passant des menaces aux concessions, des concessions à l'intimidation, et des déclarations hardies aux gestes de désespoir, pour en revenir toujours à un optimisme que rien ne justifiait. C'est ainsi que le président du nouveau cabinet, cramponné au gouvernail de l'Etat, alla de la conférence de Moscou à la convocation de l'Avant-Parlement, essayant tout d'abord de s'appuyer sur l'ensemble de l'opinion publique, pour faire ensuite l'expérience d'un bloc socialiste destiné à combattre l'anarchie. Aussi deux semaines après la formation de son cabinet, Kerenski devait-il déjà se résigner à le modifier partiellement et à constituer son deuxième cabinet (quatrième gouvernement provisoire), dans lequel il fit entrer quatre représentants du parti des constitutionnels-démocrates. Il y eut alors un moment du plus haut intérêt, celui où Tsereteli, un des théoriciens et des chefs les plus éminents du soviet primitif, entrevit enfin l'impossibilité de nouvelles compromissions et se retira du ministère. Mais Kerenski ne comprit pas la situation; il crut pouvoir sauver le pays en consolidant son gouvernement par l'adjonction de quelques représentants de l'opposition de droite et de gauche.

Pendant ce temps, les internationalistes modérés du soviet devaient céder leurs positions l'une après l'autre, tandis que, dans le comité central des soviets, comme dans les soviets de provinces, s'affirmait toujours davantage l'influence des bolcheviks, qui maintenant développaient librement et franchement leur programme et leur tactique.

De même que le premier gouvernement provisoire avait dû lutter contre l'opposition du soviet socialiste modéré, et que le deuxième gouvernement avait vu se dresser contre lui l'opposition d'un soviet en majorité internationaliste, de même le troisième, le quatrième et le cinquième gouvernements provisoires eurent à résister à des soviets dans lesquels

les bolchevikis, bien que ne jouant pas un rôle officiel, exerçaient cependant en fait une influence prépondérante. L'antagonisme entre le gouvernement et les soviets atteignit finalement son apogée. La puissance du gouvernement provisoire ne fut plus qu'une fiction; l'anarchie dans laquelle était plongé le pays dégénérait en catastrophe; l'armée fut complètement abandonnée à la propagande de désorganisation des bolchevikis, qui prêchaient la paix immédiate, dût-elle être une paix séparée. Enfin la tentative de Korniloff, — encore mal connue aujourd'hui, — eut pour résultat de compromettre tous ceux qui gardaient encore l'espérance de rétablir l'ordre avec l'aide de la force armée.

C'est ainsi que se préparait l'état d'esprit qui allait permettre aux soviets bolchevistes d'effectuer, en novembre 1917, leur coup de force. Et le conseil des commissaires, à la tête duquel se trouvaient Lénine, Trotski et Lounatcharski, put entreprendre, aux dépens du malheureux pays, ses expériences communistes.

\* \* \*

Avant le soulèvement bolcheviste, la révolution russe avait été essentiellement un mouvement de politique intérieure. Ce n'est pas à dire qu'un événement d'une si vaste portée n'ait influencé ou n'ait pu influencer la politique extérieure de la Russie; mais tant que le mouvement révolutionnaire, avant le coup de force bolcheviste, n'eut pour but que la transformation des institutions de l'Etat, il ne modifia la politique étrangère que dans la mesure où cela était l'inévitable conséquence des transformations intérieures. A ce point de vue, le fait que tous les gouvernements, qui se sont succédé à la tête de l'Etat depuis le début de la révolution jusqu'au soulèvement bolcheviste, sont demeurés très conservateurs dans les questions de politique étrangère, ce fait ne résulte pas d'un pur hasard. Pendant les huit premiers mois de la révolution, les buts de guerre de la Russie n'ont subi presque aucune modification; seule, la question des détroits a été soumise à une révision fondamentale après la retraite de Milioukoff. Fidélité à l'égard des Alliés et fidélité à l'égard de l'idéal démocratique de l'Europe occidentale, tels furent les principes fondamentaux de la politique des deux cabinets de Lvoff, ainsi que de tous les ministères de Kerenski qui leur ont succédé. Terechtchenko, qui incarnait ce principe, est resté ministre des affaires étrangères même dans les cabinets où il était à peu près le seul représentant des éléments non socialistes. Les changements de personnes dans les représentations diplomatiques de la Russie à l'étranger n'ont été effectués que très lentement et avec circonspection. L'on prenait soin de recruter les nouveaux diplomates dans des milieux

plus conservateurs encore que l'ensemble du gouvernement central. Il y a là la meilleure preuve qu'avant le coup de force bolcheviste la révolution russe continua, en la personne de ses représentants responsables, à rester fidèle aux principes de patriotisme en matière de politique étrangère, ainsi qu'aux principes de défense nationale et de fidélité envers les Alliés qui, pendant les premières années de la guerre mondiale, avaient joué un rôle si important et si caractéristique dans l'opinion publique russe.

Les soviets, par contre, en entrant d'emblée en opposition avec le gouvernement révolutionnaire, s'efforcèrent en même temps d'exercer une influence révolutionnaire sur la politique étrangère de la Russie. Les premiers soviets obtinrent que Milioukoff se retirât du cabinet Lvoff et liquidèrent ainsi la question de Constantinople et des Dardanelles. Les soviets de seconde formation se donnèrent pendant cinq mois une peine infinie pour briser la ligne de conduite des cabinets Kerenski et la politique étrangère de Terechtchenko, et pour obtenir la réunion de la conférence socialiste à Stockholm. Bien plus, ils envoient des délégués dans les pays alliés et prétendent s'arroger le droit d'en envoyer également à la conférence interalliée de Versailles.

Mais comme la majorité internationaliste des soviets ne peut sortir du dilemme de ces deux formules: «Rejet d'une paix séparée», et «Réalisation immédiate d'une paix démocratique générale», et qu'elle se heurte à des contradictions irréductibles, les soviets se trouvent placés dans un cercle vicieux, qui exclut la possibilité d'une attitude nette, totalement exempte d'équivoque.

Le soulèvement bolcheviste de novembre 1917 déplaça, comme nous l'avons expliqué, le centre du mouvement révolutionnaire, en le faisant passer de la sphère de la politique intérieure dans le domaine de la politique étrangère.

Dans le domaine de la politique intérieure, les bolchevikis n'introduisaient, en effet, aucune nouvelle formule bien précise. Luttant contre l'immense majorité de l'opinion publique du pays, ils ne pouvaient réaliser aucune des tâches qu'ils avaient alléguées pour exiger et obtenir la remise entre les mains des soviets de tout le pouvoir gouvernemental. Ils durent dissoudre l'Assemblée Constituante, parce que son premier acte aurait tout naturellement consisté à écarter le «gouvernement» bolcheviste. Ils ne purent davantage résoudre la question agraire, car la solution de la question agraire russe ne comporte pas simplement la promulgation d'une loi, elle exige l'exécution de toute une série de mesures qui ne peuvent être réalisées qu'avec la collaboration effective de tous les milieux intéressés de la population. En ce qui concerne la

question des nationalités, les bolchevikis ont adopté également une tactique ambiguë, reconnaissant platoniquement, sur le papier, le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, et appliquant en fait les méthodes du terrorisme nationaliste. Ils n'ont pas même réussi, à l'aide des canons et des mitrailleuses, à introduire en Russie le régime socialiste; abstraction faite du jugement moral que l'on peut porter sur l'emploi de tels procédés, la voie de la violence dans laquelle ils s'étaient engagés devait les conduire à de tout autres résultats qu'à la réalisation du socialisme intégral.

Impuissants à faire valoir leurs principes dans le domaine de la politique intérieure et à réaliser les folles promesses qu'ils avaient faites au peuple, les bolchevikis se virent obligés de concentrer tous leurs efforts pour tenir au moins les engagements pris sur le terrain de la politique extérieure, à savoir: la conclusion immédiate de la paix, fût-ce d'une paix séparée.

A ce propos, il est nécessaire de rappeler les faits suivants: Au moment du soulèvement bolcheviste, la plus grande partie de l'armée russe en était arrivée à un tel point de démoralisation que l'idée de paix immédiate était le mot d'ordre le plus populaire sur le front. La proclamation publique de cette nouvelle formule était donc de nature à faire oublier les contradictions des internationalistes et à permettre sur un point capital une réalisation pratique. Enfin, en adoptant la formule d'une paix immédiate, même séparée, les bolchevikis et le « conseil des commissaires du peuple » pouvaient s'appuyer sur les propositions concrètes et toutes préparées des puissances centrales, qui n'attendaient précisément que l'intervention des bolchevikis pour terminer la guerre sur le front oriental. Au moment où Lénine et Trotzki, au mépris des principes et des espérances de toute la Russie et des démocraties de l'Europe occidentale, s'emparaient du pouvoir, la Russie se trouvait placée au point de vue international devant ce dilemme: Ou bien sauver son honneur et sa dignité en restant fidèle aux Alliés et en poursuivant d'accord avec eux la guerre contre le militarisme prussien, ou bien renoncer à tout idéal et tendre la main à l'impérialisme allemand, par dessus l'armée démoralisée et par dessus le pays désorganisé. La première solution aurait nécessité les efforts réunis de toutes les couches de la population et de tous les partis politiques. Mais cela eût été incompatible avec la dictature des soviets et le pouvoir exclusif de la fraction bolcheviste; aussi cette solution parut-elle inacceptable à Lénine et à Trotzki. Le gouvernement du conseil des commissaires du peuple choisit donc la seconde.

Mais là encore on ne put s'en tirer sans compromis. En dépit du

cynisme des dictateurs, qui, dès le premier jour du règne bolcheviste, ne se sont pas gênés pour appeler les choses par leur nom, les commissaires du peuple ne purent se décider à lancer d'emblée l'idée de la paix séparée. Dans sa proclamation du 11 novembre 1917, le Congrès des Soviets s'exprimait comme suit :

« Le gouvernement des ouvriers et des paysans propose à tous les gouvernements belligérants d'entreprendre des négociations en vue d'une paix juste et démocratique. Cette paix doit être une paix sans annexions ni indemnités, et reposer sur le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. »

Dans cette proclamation, il n'est pas question de l'intention des soviets de faire une paix séparée, mais il est nettement spécifié que les soviets se rallieraient à une paix sans annexions. Il est évident que cette proclamation fut, aux yeux de ses auteurs, destinée à assurer la transition entre les soviets de la deuxième manière et les soviets de la troisième formation.

En réalité, pour Lénine et Trotzki, il s'agissait uniquement d'utiliser tous les moyens susceptibles de terminer la guerre à tout prix.

Les négociations de Brest-Litowsk, à la fin de 1917, sont la dernière tentative faite par les bolcheviks pour affirmer leur prétention de rester sur le terrain des principes, et pour recouvrir leur politique du voile des espérances révolutionnaires, en invoquant la perspective d'un soulèvement populaire en Allemagne. La formule de la paix sans annexions ni indemnités y est présentée, pour la dernière fois, comme une formule engageant les deux parties. Mais lorsque les diplomates de la Quadruplice eurent mis les points sur les i et déclaré sans façons que les déclarations relatives aux annexions et aux contributions de guerre ne devaient intervenir que pour lier l'un des contractants, tandis que les autres signataires restaient libres d'annexer selon leur bon plaisir, alors Lénine et Trotzki inaugurèrent une ligne de conduite nouvelle. Ils invoquèrent dès lors sans ambages dans les soviets l'impossibilité de continuer la guerre et annoncèrent leur intention de capituler. Le développement intérieur des événements apparaît comme un jeu bizarre et mal déguisé. La fin de la deuxième conférence de Brest-Litowsk, l'étonnante formule « Ni paix, ni état de guerre », puis l'offensive allemande, l'ultimatum allemand, enfin la divergence d'opinion entre Lénine et Trotzki et la retraite de ce dernier quittant le commissariat des affaires étrangères, tout cela n'est qu'incidents secondaires, sans signification aucune dans la direction générale de la politique des soviets. Les usurpateurs avaient atteint leur but, c'est-à-dire la réalisation de cet idéal pseudo-socialiste, à propos duquel, une année avant la révolution, Lénine disait en

pleine assemblée publique, qu'il lui était indifférent que la frontière entre la Russie et l'Allemagne passât par Werjbolowo ou par Pskow. L'idée socialiste, disait encore Lénine, ne connaît pas de frontières, et ce n'est pas pour des frontières que le prolétariat versera son sang, mais pour l'amour de la révolution sociale.

\* \* \*

Un an s'est écoulé depuis que la révolution russe a éclaté. La crise formidable que le pays a traversé pendant cette période relativement courte ne nous permet pas d'en établir, dès à présent, le bilan, ni de formuler des conclusions définitives.

A vrai dire, le travail législatif positif n'a pas été négligé pendant les débuts de la période révolutionnaire. D'importantes innovations politiques et sociales ont été réalisées. Mais, en gros comme en détail, la révolution n'a agi jusqu'à présent, en Russie, que dans un esprit de destruction. En quelques jours, d'accord avec les vœux de tout le pays, la révolution a anéanti les formes politiques de la défunte autocratie. Mais elle a détruit également la conception de la solidarité active entre les classes sociales, sur laquelle les intellectuels russes avaient fondé de si grandes espérances pendant les premiers mois de la révolution; elle a détruit encore l'unité du front démocratique à l'intérieur, et l'unité du front militaire à l'extérieur; elle a détruit le lien qui unissait la démocratie russe aux démocraties de l'Europe occidentale, et le cycle de cette œuvre destructive a été complété par le morcellement de l'empire russe.

Un travail de destruction aussi épouvantable était-il nécessaire? L'œuvre de démolition touche-t-elle réellement à sa fin? L'avenir prochain ne réserve-t-il pas d'autres surprises encore? Il est difficile de répondre à ces questions.

Après d'innombrables déceptions, ceux qui considéraient la révolution comme inévitable et avaient foi en ses buts élevés, ne sont plus guère enclins à se faire des illusions.

La formule de Bakounine, suivant laquelle la destruction porte en soi le germe des rénovations, ne nous satisfait pas, et la chute de l'ancien régime ne signifie pas encore pour nous le triomphe des idées nouvelles.

Dans les premiers mois de la révolution, le premier gouvernement provisoire s'est rendu clairement compte que l'activité destructrice n'était pas suffisante à elle seule; il s'est efforcé d'insuffler à la nation un nouvel esprit créateur.

Un an s'est écoulé depuis ces jours lumineux, et tous ceux qui ont refusé de reconnaître le pouvoir usurpateur du gouvernement bolcheviste et la paix honteuse conclue par lui, ceux qui sont restés fidèles aux espoirs des premières journées de la révolution russe et aux principes des démocraties de l'Europe occidentale, tous ceux, en un mot, en qui réside la puissance morale et matérielle de la Russie, sont toujours disposés à consacrer leurs forces à l'œuvre de reconstruction. Les forces créatrices de la Russie sont incommensurables. Il a fallu des années de politique criminelle de l'autocratie, il a fallu toute une série de fautes des gouvernements révolutionnaires, il a fallu enfin l'œuvre de destruction, franchement cynique, du bolchevisme, pour arrêter l'action de ces forces immenses accumulées au cours des siècles, pour avilir les trésors de la pensée russe et de la volonté russe et pour faire disparaître momentanément de la surface de la vie publique les fruits des efforts accomplis par la Russie pour prendre sa part du progrès universel. Et pourtant, en dépit de tout, ces forces et ces trésors existent encore. Les éléments sains et féconds sont désorganisés et paralysés, incapables d'une action méthodique et coordonnée, mais ils sont là! Et leur existence est à elle seule le gage de la victoire finale.

### CHAPITRE III.

## CHRONOLOGIE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

DU 27 FÉVRIER 1917 JUSQU'AU 22 MARS 1918.

1917.

*Février 27.* — Réunion de la Douma d'empire.

*Mars 3.* — Assemblées populaires à la Wyborgskaïa Storona et à la Perspective Newski. Des orateurs invitent la foule à se soulever contre le gouvernement tsariste.

*Mars 9.* — Collisions entre le peuple et la police. Il y a des victimes de part et d'autre.

*Mars 10.* — Suspension du travail dans les fabriques, les bureaux, les maisons de commerce et les établissements d'instruction publique, les rédactions de journaux. Meetings. A la rue Gontscharnaïa, un détachement de policiers, à la tête duquel se trouve un commissaire de police, attaque le peuple. Sur quoi un détachement de cosaques, conduit par un officier, en vient aux mains avec la police. Le commissaire de police est tué par les cosaques; la foule fraternise avec les cosaques.

*Mars 11.* — Le gouvernement laisse faire usage de mitrailleuses contre le peuple. Centaines de victimes. Le président de la Douma Rodsianko télégraphie au tsar pour insister sur la nécessité de constituer un ministère qui jouisse de la confiance publique — Un ukase ordonne la dissolution de la Douma.

*Mars 12.* — Rodsianko télégraphie au tsar qu'il faut prendre des mesures immédiates. Le sort de la patrie et de la dynastie est en jeu. 22 membres de la Douma attirent télégraphiquement l'attention du tsar sur la nécessité de rompre avec le passé et de constituer un gouvernement qui possède la confiance du peuple. Soulèvement de la garnison de Petrograd. Prise de l'arsenal, de la forteresse Pierre et Paul, de la prison de Kresty, de la maison d'arrêt, du Litowski-Zamok, du bâtiment du commissariat de police. — Arrestation des ministres tsaristes. — Formation du conseil des délégués des ouvriers et des soldats (Soviet). — For-

mation du comité exécutif provisoire de la Douma (vers le milieu de la nuit). (Voir page 79.)

*Mars 13.* — Grève générale à Moscou. — Création dans cette ville d'un comité de 15 membres composé de représentants des organisations ouvrières, coopératives et sociales.

*Mars 14.* — Constitution d'un gouvernement provisoire sous la présidence du prince G. E. Lvoff. (V. page 82.) — Communication à l'armée du « Prikaz No. 1 » du Soviet. — La garnison de Moscou reconnaît le gouvernement provisoire.

*Mars 15.* — Abdication de Nicolas II. (V. page 90.)

*Mars 16.* — Abdication de Michel Alexandrovitch. (V. page 91.) — Appel du gouvernement provisoire à la population russe. (Voir page 97.) — Les bolchevikis s'emparent, par la force, du palais de la danseuse Kchesinskaïa.

*Mars 17.* — Note du ministre des affaires étrangères Milioukoff aux représentants diplomatiques de la Russie à l'étranger.

*Mars 18.* — Déposition des gouverneurs qui sont remplacés par les présidents des organes administratifs provinciaux des Zemstvos. — « Prikas No. 2 » du soviet aux troupes.

*Mars 19.* — Manifeste du gouvernement provisoire (Voir page 98.) — Ratification de la Constitution de la Finlande.

*Mars 21.* — Arrestation de Nicolas Romanoff qui est conduit à Tsarskoïe Selo.

*Mars 22.* — Message du St-Synode implorant la bénédiction divine sur le gouvernement provisoire.

Reconnaissance du gouvernement provisoire par les Etats-Unis d'Amérique.

*Mars 23.* — Lettre du ministre de la guerre Goutchkoff au grand-duc Nicolas Nicolaïevitch pour faire comprendre à ce dernier qu'il n'est pas désirable que des membres de la maison Romanoff possèdent des commandements militaires. — Le congrès de la noblesse, siégeant sous la présidence de A. Samarine, décide de reconnaître le gouvernement provisoire. — Le grand-duc Cyrille Wladimirovitch renonce à son titre de commandant du corps des gardes-marins.

*Mars 24.* — Déposition du généralissime, grand-duc Nicolas Nicolaïevitch. — Introduction de la journée de huit heures à Petrograd sur la base d'une convention entre l'union des fabricants et le soviet de la capitale. — Déclaration du gouvernement provisoire au sujet du maintien de toutes les obligations de l'Etat russe

en ce qui concerne les emprunts, les pensions, l'exécution des contrats, etc.

Reconnaissance du gouvernement provisoire par les grandes puissances alliées, la France, l'Angleterre et l'Italie.

*Mars 25.* — Suppression de la peine de mort.

*Mars 27.* — Télégramme des grand-ducs de la maison Romanoff, reconnaissant le gouvernement provisoire.

*Mars 28.* — Publication à Petrograd du premier numéro de l'organe central du parti socialiste-révolutionnaire «Dielo Naroda». — Le ministère du gouvernement provisoire prête serment devant le Sénat.

*Mars 29.* — Ordre du ministre de la guerre concernant la suppression des tribunaux militaires.

*Mars 30.* — Manifeste du gouvernement provisoire au sujet de l'indépendance de la Pologne. (V. page 118.) — Retour du patriote finlandais Svinhufvuds qui revient, par Helsingfors, de son exil en Sibérie.

*Mars 31.* — Arrivée du métropolite ukrainien Szepticki auquel le gouvernement provisoire a permis de passer par Petrograd pour rentrer en Galicie. — Création, sous la présidence de A. Schoulgine, d'une fraction ukrainienne au Soviet.

*Avril 1<sup>er</sup>.* — Retour de l'exil des députés social-démocrates de la première Douma (parmi lesquels Tsereteli). — Manifestation, organisée par la ligue pour l'égalité des droits des femmes et présidée par Vera Figner, A. Tyrkova et Chichkina-Iaweyne; Rodsianko et Tchkhéidze promettent l'égalité des droits aux femmes. — Fondation de l'union des écrivains.

Ouverture du premier gymnase ukrainien à Kiew. — Création du conseil national ukrainien à Petrograd (sous la présidence de A. Lototzki.) — Mr. Enkel est présenté par le Sénat finlandais comme candidat au secrétariat d'Etat pour la Finlande.

*Avril 3.* — Ouverture du congrès féministe de toute la Russie (présidente: doctoresse A. Chabanowa); le prince Lvoff déclare, en présence de la délégation, que le terme « droit de vote général », qui figure dans la première déclaration du gouvernement provisoire, signifie entre autres « qu'il n'est pas fait de distinction entre les sexes ».

Bataille du Stokhod.

Svinhufvuds est confirmé en qualité de procureur du Sénat finlandais.

*Avril 4.* — Recours à Petrograd des députés bolchevistes social-démocrates de la quatrième Douma.

Reconnaissance du gouvernement provisoire par le Japon, la Belgique, le Portugal, la Roumanie et la Serbie.

*Avril 5.* — Cérémonie funèbre en l'honneur des victimes de la révolution. — Congrès des cosaques à Petrograd.

*Avril 6.* — Suppression de toutes les limitations législatives concernant les nationalités et les confessions.

Arrivée à Petrograd des socialistes suédois Branting et Lindhagen.

*Avril 7.* — Réunion à Petrograd, sous la présidence de Mr. Winawer, du septième congrès du parti des constitutionnels-démocrates.

Congrès national des Blancs-Russiens à Minsk.

*Avril 8.* — Congrès des représentants des organisations coopératives à Moscou.

Déclaration du bureau national arménien à Tiflis au sujet de la nécessité de faire taire toutes les discordes nationales jusqu'à la consolidation du nouveau régime.

*Avril 9.* — Appel du gouvernement provisoire en faveur de l'emprunt de la liberté. — Manifeste du gouvernement provisoire signalant les difficultés de la défense nationale et proclamant que la patrie est en danger. — Manifeste du gouvernement provisoire sur les buts de guerre. (V. page 119.)

*Avril 10.* — Les socialistes-révolutionnaires, les populaires socialistes et les membres du parti des Troudovikis (travailleurs) appartenant au conseil des délégués des ouvriers et des soldats fusionnent et constituent une seule fraction.

Congrès ukrainien à Kiew.

*Avril 11.* — Congrès panrusse des conseils des délégués des ouvriers et des soldats sous la présidence de N. Tchkhéidze. — Introduction du monopole des céréales. — Arrivée à Petrograd de E. K. Brechko-Brechkowskaïa.

Ouverture solennelle du Landtag finlandais. — Création du conseil national blanc-russien à Minsk, sous la présidence de Skirmunt.

*Avril 13.* — Arrivée à Petrograd de G. W. Plekhanoff et des socialistes français et anglais Mouté, Cachin, Lafont, Sanders, O'Grandy, Torn. — Torpillage du vaisseau chargé d'émigrés politiques russes (Karpovitch, Jansen, etc.) rentrant de Londres en Russie par un sous-marin allemand.

*Avril 14.* — Premières divergences d'opinion parmi les émigrés politiques russes en Suisse sur la question du retour à travers l'Allemagne; conférence des socialistes-patriotes à Berne et création d'un comité central, indépendant des éléments internationalistes, pour le rapatriement des émigrés ayant des opinions socialistes et patriotiques. Le siège du comité est fixé à Berne.

Conférence panrusse, à Petrograd, du parti ouvrier juif le « Bund ».

*Avril 15.* — Le général Alexeïeff est nommé généralissime.

*Avril 16.* — Lénine arrive à Petrograd par l'Allemagne.

*Avril 17.* — Conférence, à Petrograd, des représentants des différentes fractions du parti social-démocrate pour examiner la possibilité d'une union. — Congrès médical à Moscou sous la présidence de A. Salaskine.

Le « comité central suisse pour le rapatriement des émigrés politiques russes » à Zurich composé d'éléments internationalistes donne pleins pouvoirs à Robert Grimm. — Le comité des socialistes patriotes à Berne proteste contre les pleins pouvoirs de Grimm.

*Avril 19.* — Premier jour de la souscription à l'emprunt de la liberté.

*Avril 20.* — Congrès panrusse des instituteurs à Petrograd (sous la présidence de W. Tcharnolousski). — Congrès panrusse du parti des Troudovikis (travailleurs), à Petrograd (sous la présidence de N. Tchaïkowski). — Congrès du front à Minsk (président: Posern; vice-président: le soldat Sorokoletoff).

*Avril 21.* — Conférence panrusse des chemins de fer à Petrograd (sous la présidence de N. Loutougine). — Congrès panrusse des représentants des villes à Moscou (président: N. Astroff). — Ordre de Goutchkoff sur l'inadmissibilité de la déposition arbitraire de chefs militaires par les soldats. — Arrivée d'émigrés politiques à Petrograd (Deutsch, Savinkoff, Tchernoff, Bounakoff, Avksentieff, Lebedeff, Onipko, Schreder, etc.). — Assemblée constitutive du parti républicain-démocrate à Petrograd. Sont élus membres du comité-directeur, entre autres: L. Basounoff, A. Barychnikoff, J. Gleboff, I. Dmitrukoff, S. Ivanoff (sénateur), M. Margoulies, E. Erstrem (sénateur).

*Avril 22.* — Albert Thomas arrive à Petrograd à la tête d'une commission.

*Avril 23.* — Assemblée constitutive du parti des socialistes-révolutionnaires ukrainiens à Kiew; décisions: réalisation immédiate de

l'autonomie ukrainienne, continuation de la guerre jusqu'à ce que les puissances centrales renoncent à des annexions, etc.

*Avril 24.* — Ouverture à Petrograd du tribunal arbitral central avec la participation d'employeurs et d'ouvriers. — Congrès des médecins de l'armée et de la marine à Petrograd (président: le professeur W. Oappel).

Congrès bouriate à Irkoutsk. On y adopte un postulat demandant la réalisation de l'autonomie nationale au moyen d'une Diète chargée de légiférer dans le domaine des questions civiques, agraires et religieuses.

*Avril 27.* — Congrès des représentants des organisations des paysans (président: S. Masloff).

*Avril 28.* — Libération des militaires ayant plus de 43 ans. — Acceptation par le gouvernement provisoire de la loi sur le droit de vote général, égal, direct et secret (sans distinction de sexe) pour les élections aux doumas municipales (conseils municipaux).

Ouverture des travaux de la commission de liquidation pour les affaires du royaume de Pologne (sous la présidence de A. Lednicki).

*Avril 28—29.* — Le comité des délégués des armées de l'arrondissement militaire de Kiew se prononce contre la formation de régiments ukrainiens séparés. La Rada centrale ukrainienne décide de créer un «régiment Bogdan Chmielnicki» et de constituer de nouvelles unités de troupes d'après le principe national et régional. La solution définitive de la question est soumise à la décision du ministre de la guerre et du généralissime.

*Avril 29.* — Le soviet de Petrograd se prononce en faveur de l'envoi sur le front de troupes spéciales de la garnison. — Les invalides de guerre font une démonstration anti-bolcheviste.

Le congrès des mahométans du Caucase à Bakou (président: Toptchibacheff, membre de la première Douma) adopte une résolution réclamant, comme forme d'Etat, la république démocratique et fédérative.

*Avril 30.* — On adjoint au conseil des délégués des ouvriers et des soldats de Petrograd une «section pour les relations internationales» à la tête de laquelle est placé M. Skobelev.

*Mai 1<sup>er</sup>.* — Note du gouvernement provisoire sur les buts de guerre. (V. page 121.) — A Jassy, le socialiste roumain Rakowski est tiré de prison avec l'aide de soldats russes.

Le «premier régiment ukrainien Bogdan Chmielnicki» est constitué sous le commandement de D. Pouchnikoff-Grebeniuk.

*Mai 3.* — Manifestations dans les rues à l'occasion de la note du gouvernement provisoire sur les buts de guerre. — Discours de Tchkhéïdze à Petrograd sur les divergences existant entre la démocratie russe et le gouvernement provisoire en matière de politique étrangère. — Décret du gouvernement provisoire sur les assemblées et les réunions.

3000 soldats ukrainiens organisent une manifestation à Kiew et portent à la connaissance du commandant de l'arrondissement militaire qu'ils ont créé, de leur propre autorité, le régiment «Bogdan Chmielnicki».

*Mai 4.* — Télégramme dans lequel la section pour les relations internationales auprès du comité exécutif du soviet proteste, en face de l'étranger, contre la revendication des Dardanelles et la politique de Milioukoff. — Le soviet de Petrograd vote une résolution aux termes de laquelle les manifestations du 3 mai sont approuvées; la résolution demande toutefois qu'on appuie le gouvernement provisoire étant donné qu'il a fourni des explications satisfaisantes relatives à sa politique étrangère.

Le commandant en chef du front sud-occidental donne son assentiment à la constitution du régiment ukrainien.

*Mai 5.* — Résolution du soviet de Petrograd en faveur de l'emprunt de la liberté. — Congrès panrusse des rédacteurs de quotidiens (sous la présidence de I. Hessen).

Explication officielle du gouvernement provisoire sur sa note du 1<sup>er</sup> mai. (V. page 120.)

*Mai 6.* — Proclamation du gouvernement provisoire au sujet de la question agraire. Décret concernant la création de comités agraires. — Le comité central de l'union des villes de toute la Russie, siégeant pour la première fois sous sa nouvelle forme, choisit à l'unanimité comme président N. Astroff. — Congrès des délégués des armées du Caucase à Tiflis.

Congrès des sociétés polonaises de secours aux victimes de la guerre à Moscou.

*Mai 7.* — Le congrès des délégués de la flotte de la Mer Noire, de la garnison et de la classe ouvrière de Sébastopol vote une résolution affirmant la nécessité pour la Russie de posséder des garanties relatives à la liberté des détroits et à la défense contre l'entrée en jeu de forces navales ennemies dans la Mer Noire.

*Mai 8.* — La fraction progressiste décide d'entrer, en qualité d'unité autonome, dans le parti républicain-démocrate.

Le comité exécutif des mahométans de Crimée dément les bruits concernant les soi-disant tentatives faites par la population de Crimée pour obtenir l'autonomie.

*Mai 9.* — Note du gouvernement provisoire expliquant sa politique intérieure. — Note du comité central des soviets défendant aux membres des soviets les manifestations armées. — A la suite des rumeurs relatives à des préparatifs de contre-révolution, des perquisitions sont entreprises dans les propriétés que les Romanoff possèdent en Crimée. — Congrès extraordinaire des représentants des bourses commerciales et agricoles (président: W. Timiriaseff). — Les maximalistes et les anarchistes s'emparent de la maison de campagne de Dournowo, près de Petrograd.

*Mai 10.* — Assemblée solennelle de tous les membres des quatre Doumas au Palais de Tauride. — Le prince Lvoff adresse à Rodzianko et à Tchkeïdze des lettres dans lesquelles il insiste sur la nécessité de la création d'un ministère de coalition.

*Mai 11.* — Les anarchistes s'emparent du palais du duc de Leuchtenberg à Petrograd.

Des parlementaires allemands (Colonel Pritfrink, Capitaine Mennecke, Lieutenant Keiserling et un trompette) apparaissent dans le rayon de la 5<sup>e</sup> armée russe et proposent d'entamer des pourparlers de paix.

*Mai 12.* — Par 23 voix contre 22, le comité exécutif du soviet se prononce contre la participation de ses membres au gouvernement provisoire. — Message du St-Synode concernant la convocation du concile ecclésiastique.

*Mai 13.* — Démission de Goutchkoff, ministre de la guerre et de la marine. — Dans un appel à l'armée, le soviet relève l'inadmissibilité d'une paix séparée et de la fraternisation avec l'ennemi. Mais il ajoute en même temps que ce sont les capitalistes qui ont provoqué la guerre et la considèrent comme nécessaire. Le soviet fait savoir à l'armée qu'il a proposé à tous les peuples de mettre fin à la guerre mais que personne ne prêtera l'oreille à cette proposition si l'Allemagne triomphe d'abord des Alliés, puis de la Russie, et qu'il est donc nécessaire de prendre l'offensive pour défendre la liberté. — Le soviet de Petrograd vote une résolution contre les pillages.

Le congrès des délégués de tous les équipages de la marine de commerce et de guerre, réuni sous la présidence du capitaine de vaisseau Doliwo-Dobrowolski, vote une résolution affirmant la

nécessité de trouver, après avoir réalisé l'accord entre le gouvernement provisoire et le conseil des ouvriers et des soldats, les voies et moyens d'assurer politiquement et militairement les garanties de la libre utilisation des détroits par la Russie.

Proclamation du soviet aux socialistes de tous les pays. (Voir page 125.)

*Mai 14.* — Démission du général Korniloff, commandant en chef du rayon militaire de Petrograd. — Par 41 voix contre 18, le comité exécutif du soviet se prononce *pour* l'entrée de ses membres au sein du gouvernement provisoire. — Congrès des vieux-croyants à Moscou (président: D. Sirotkine).

Congrès des musulmans de toute la Russie à Moscou.

*Mai 15.* — Démission du ministre des affaires étrangères, P. Mioukoff.

*Mai 17.* — Formation du 2<sup>e</sup> cabinet du prince Lvoff (sa composition voir page 82. Déclaration du gouvernement voir page 100). — Premier congrès panrusse des délégués des conseils des paysans (président: N. Avksentieff).

Le professeur Massaryk arrive de Londres à Petrograd.

*Mai 18.* — Congrès des délégués pour le ravitaillement et l'approvisionnement (président: A. Chingareff). — Par 342 voix contre 20 l'assemblée des délégués de la flotte, de l'armée et des ouvriers à Sébastopol vote une résolution aux termes de laquelle le voyage de Lénine dans la contrée de la Mer Noire est qualifié d'indésirable.

Vandervelde, de Brouckère et de Mann arrivent à Petrograd.

Le socialiste roumain Rakowski arrive à Petrograd.

*Mai 19.* — Démission du secrétaire général du conseil des ministres W. Nabokoff.

Le congrès militaire ukrainien des délégués de tous les fronts, des garnisons et de la flotte, réuni à Kiew, exige du gouvernement provisoire la proclamation immédiate du principe de l'autonomie territoriale et nationale de l'Ukraine et la création d'un secrétariat d'Etat pour les affaires ukrainiennes.

*Mai 20.* — Introduction du service militaire obligatoire pour les femmes-médecins. — Congrès des officiers de l'armée et de la flotte au quartier général du généralissime (président: I<sup>er</sup> lieut. Novosiltseff); le généralissime Alexeieff expose que la Russie périt, que l'esprit militaire a disparu, que la formule « sans annexions ni indemnités » ne sera pas admise par l'Allemagne et doit être con-

sidérée comme une utopie, qu'il manque au pays un solide pouvoir gouvernemental, etc.

*Mai 21.* — Premier congrès panrusse des délégués des officiers à Petrograd (président: colonel Gouchtchine).

Kerenski accorde télégraphiquement l'autorisation de constituer un régiment estonien.

*Mai 22.* — Huitième congrès du parti des cadets (président: P. Mi-lioukoff). — Conférence panrusse des social-démocrates (menchevikis). (Résolution: entrer dans le gouvernement provisoire, rétablir la capacité combative de l'armée, répudier la fraternisation avec l'ennemi sur le front, etc.) — Arrivée à Petrograd des émigrés politiques P. Axelrod, Martoff, Mme. Balabanowa, etc., qui sont rentrés en Russie par l'Allemagne.

*Mai 23.* — Le soviet de Petrograd ratifie la décision de son comité exécutif de faire intervenir l'autorité du soviet dans les élections à la Douma centrale de la capitale et dans les doumas du rayon pour lutter contre la bourgeoisie unifiée.

*Mai 24.* — Mesures du gouvernement provisoire pour hâter la réunion de l'Assemblée Constituante.

Note de l'ambassadeur anglais sur les buts de guerre.

Déclaration des droits du soldat.

*Mai 25.* — Deuxième conférence des délégués du front à Petrograd.

L'ambassadeur américain remet au gouvernement provisoire la note du président Wilson sur les buts de guerre.

Grève générale dans toute la Finlande.

*Mai 26.* — Le ministre Skobelev déclare au soviet de Petrograd qu'il doit introduire un impôt de 100 % sur les bénéfices de l'industrie.

L'ambassade française à Petrograd remet au gouvernement provisoire la réponse à sa déclaration du 9 avril 1917.

*Mai 27.* — Congrès des allemands de Russie à Odessa (président: Reicher).

*Mai 28.* — Congrès panrusse des employés des postes et télégraphes à Moscou.

*Mai 29.* — Troisième congrès panrusse des représentants des comités de l'industrie de guerre à Moscou (président: A. Gouchkoff). Le congrès panrusse des délégués des conseils des paysans vote une résolution concernant les buts de guerre (voir page 129). — Conférence préparatoire des étudiants de toute la Russie à Moscou.

Les socialistes italiens Labriola, Cappa, Lerda et Raymondo arrivent à Petrograd.

*Mai 30.* — Le soviet de Cronstadt déclare qu'il ne reconnaît pas l'autorité du gouvernement provisoire, et décide d'exercer le pouvoir à Cronstadt, indépendamment de lui.

Le congrès militaire panrusse des musulmans télégraphie à Kerenski que les musulmans resteront fidèles à la Russie libre.

*Mai 31.* — Démission du ministre du commerce Konowaloff. — Manifestations d'anarchistes armés à Petrograd.

Arthur Henderson arrive à Petrograd.

*Juin 1<sup>er</sup>.* — Le comité central agraire commence ses travaux sous la présidence de A. Posnikoff. — Le général Polovtseff est nommé commandant en chef de l'arrondissement militaire de Petrograd. — Le congrès de l'union des officiers de l'armée et de la marine vote une résolution sur les causes de la décadence de l'armée.

*Juin 2.* — Assemblée constitutive de l'association des propriétaires fonciers à Moscou.

Appel du comité exécutif du soviet aux partis socialistes et associations professionnelles de l'étranger à propos de la conférence convoquée pour le 8 juillet à Stockholm.

*Juin 3.* — Congrès panrusse des représentants des offices de secours et de ravitaillement à Moscou (président: L. Khintchouk).

*Juin 4.* — Démission du généralissime Alexeieff. — Le général Broussiloff est nommé commandant suprême.

A. Thomas, Henderson et Vandervelde protestent contre la résolution du soviet invitant les socialistes à de participer à la conférence de Stockholm.

*Juin 6.* — On procède pour la première fois à l'élection d'un Métropolitain à Petrograd. L'archevêque Benjamin est élu.

Congrès sioniste panrusse à Petrograd (présidents: E. Tchlenoff et M. Oussyckine).

*Juin 7.* — La commission spéciale, chargée d'élaborer un projet de loi pour les élections à l'Assemblée Constituante, commence ses travaux sous la présidence de F. Kokochkine. — Publication du décret du gouvernement provisoire concernant les zemstvos de district.

Congrès panrusse des miliciens lituaniens à Petrograd (président: lieutenant Pillo).

*Juin 8.* — Premier congrès des miliciens polonais à Petrograd (président: enseigne Raczkiewicz).

*Juin 9.* — Aux élections aux doumas régionales de Petrograd, les bolchevikis subissent un échec.

Congrès national lituanien à Petrograd (président: Krapas).

*Juin 11.* — Ordre d'armée de Kerenski sur l'inadmissibilité et les conséquences fâcheuses de la fraternisation.

*Juin 12.* — Arrivée de Pierre Krapotkine à Petrograd. — Le négociant Trounine proclame la souveraineté de la république de Kirsanow (ville dans le gouvernement de Tambow).

*Juin 13.* — Georges Plekhanoff est élu membre du soviet de Petrograd.

Une délégation américaine extraordinaire (Root, Duncan, Russel, etc.) arrive à Petrograd. — Note du gouvernement provisoire sur la convocation d'une conférence inter-alliée pour la révision des buts de guerre. — Le comité exécutif du soviet répond à la protestation de Thomas, Vandervelde et Henderson.

*Juin 14.* — Troisième congrès panrusse du parti socialiste-révolutionnaire à Moscou. — Congrès panrusse du clergé à Moscou.

La demande de la Rada ukrainienne, tendant à faire reconnaître en principe l'autonomie de l'Ukraine avant la convocation de la Constituante, est écartée par le gouvernement provisoire.

*Juin 15.* — Au congrès du parti socialiste-révolutionnaire, réuni à Moscou, Kerenski subit un échec au sujet de l'élection du comité directeur du parti.

Le socialiste suisse Robert Grimm est expulsé de Russie.

*Juin 16.* — Premier congrès panrusse des conseils des délégués des ouvriers et des soldats à Petrograd.

La Rada centrale ukrainienne publie une déclaration aux termes de laquelle le gouvernement provisoire aurait agi contre les intérêts de la population ouvrière de l'Ukraine et contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Dans ces conditions la Rada se voit dans l'obligation de s'adresser à l'ensemble de la population ukrainienne pour lui demander de se grouper en vue de poser immédiatement les bases de l'autonomie ukrainienne.

*Juin 18.* — Parade militaire du premier bataillon féminin de la mort (commandante: Mme. Botchkarewa). — Les anarchistes s'emparent de l'imprimerie du journal « Rousskaïa Volia » à Petrograd.

A Kiew s'ouvre, sous la présidence d'honneur du prof. Hrouchewski, le congrès militaire ukrainien, interdit par le gouvernement provisoire.

1917.

*Juin 20.* — Congrès constitutif panrusse des cosaques à Petrograd (président: le doyen de l'armée Doutoff).

*Juin 22.* — Le congrès des soviets de toute la Russie vote une résolution d'après laquelle la Douma d'empire et le Conseil d'empire doivent être formellement supprimés. Les ressources de l'Etat ne doivent plus servir à entretenir ces institutions.

*Juin 24.* — La Rada centrale ukrainienne proclame l'autonomie de l'Ukraine.

*Juin 25.* — Le bureau du comité exécutif du soviet de Petrograd décide d'envoyer des délégués à Stockholm et dans les pays de l'Entente, en vue de préparer une conférence socialiste internationale.

*Juin 27.* — Les élections à l'Assemblée Constituante sont fixées au 30 septembre, et la convocation de l'Assemblée au 13 octobre.

*Juin 28.* — Le « Seniorens-convent » (comité des leaders des partis) de la Douma d'empire publie une déclaration faisant ressortir l'importance de ce corps législatif. — Le gouvernement provisoire publie une ordonnance sur le prélèvement d'un impôt d'état extraordinaire unique. — Congrès panrusse des invalides de guerre.

*Juin 29.* — Proclamation du gouvernement provisoire au peuple ukrainien demandant à ce dernier de ne pas morceler la Russie et d'attendre la réunion de l'Assemblée Constituante. — Le sénat finlandais déclare que les 18 millions de marks qui constituaient la contribution de la Finlande au programme de guerre de la Russie ne seront plus garantis.

*Juin 30.* — Congrès panrusse du parti des populaires socialistes (président: S. Melgounoff). — K. Liebknecht et Fr. Adler sont nommés membres d'honneur du congrès panrusse des soviets.

*Juillet 1<sup>er</sup>.* — Manifestation du congrès panrusse des soviets. — Emeute des bolcheviks à Petrograd. — Les anarchistes-communistes mettent en liberté les criminels, les individus suspects d'espionnage et les agents provocateurs qui se trouvaient dans la prison de Petrograd.

Commencement de l'offensive russe sur le front sud-ouest.

Création d'un secrétariat général ukrainien.

*Juillet 2.* — Le congrès des soviets envoie un salut à l'armée russe qui a pris l'offensive, et honore la mémoire des soldats tombés dans les combats du 1<sup>er</sup> juillet. — Congrès panrusse du parti des trou-dovikis (travailleurs) (président: N. Tchaïkovski).

*Juillet 3.* — Par 472 voix contre 271 le soviet de Petrograd adopte une résolution saluant l'offensive russe.

*Juillet 4.* — Le gouvernement provisoire crée un conseil d'économie publique et un office de consultation économique. — Le comité exécutif du soviet des délégués des paysans s'associe à l'unanimité à la résolution du congrès des ouvriers et des soldats approuvant l'offensive de l'armée russe. — Troisième conférence panrusse des associations professionnelles à Petrograd. — Manifestation patriotique des aspirants-officiers à Peterhof; conflit entre les aspirants et les soldats. — L'exportation de titres portant intérêts et de coupures d'une valeur supérieure à 500 roubles sans l'autorisation de la chancellerie du ministère des finances est interdite.

Décret du gouvernement provisoire, relatif à la formation de la « réserve de la milice de l'Etat ».

*Juillet 5.* — On procède pour la première fois à Moscou à l'élection d'un archevêque; l'archevêque Tikhon est élu. — Khroustaleff-Nossar, président en 1905 du soviet des ouvriers de Petrograd, est arrêté parce qu'il s'est emparé du pouvoir public dans le district de Pereïaslavl (gouvernement de Poltawa).

Le sénateur N. D. Sokoloff est maltraité par les soldats de la X<sup>e</sup> armée. — Sur la proposition de Kerenski, le gouvernement décide que les officiers pourront être décorés de la croix de Saint-Georges des soldats, sur décision des comités et des assemblées des soldats.

*Juillet 6.* — Sous la présidence de A. Posnikoff se réunit le deuxième congrès panrusse de la Ligue des réformes agraires.

Le premier bataillon féminin est envoyé sur le front sous le commandement de Mme. Botchkarewa.

*Juillet 7.* — Communiqué du gouvernement provisoire au sujet de la conférence des Alliés qui doit se réunir en juillet pour traiter de la question des Balkans; le gouvernement provisoire affirme son intention de s'en tenir aux principes de politique extérieure proclamés par la démocratie russe, et désapprouve l'intervention des Alliés dans les affaires intérieures de la Grèce.

*Juillet 8.* — Au élections à la douma municipale de Moscou, les bolchevikis subissent un échec; les socialistes-révolutionnaires remportent la victoire.

Manifestation ukrainienne en l'honneur de la Rada centrale à Petrograd. Des officiers, des soldats et des fanfares militaires y participent.

*Juillet 10.* — Congrès panrusse des employés et fonctionnaires de la Croix-rouge (président: prof. Ignatowski). — Une résolution du soviet de Moscou salue l'offensive russe.

Le général Tcheremissoff prend Halicz.

Suivant une déclaration du secrétariat général ukrainien, la Rada centrale est transformée en une Diète nationale.

*Juillet 11.* — Le ministre Skobeleff adresse aux ouvriers de la Russie un appel relatif au désordre économique: «Ne pensez pas seulement à vos droits, mais aussi à vos devoirs».

Le gouvernement provisoire crée les postes de commissaires de guerre du gouvernement provisoire auprès des commandants en chef des armées. — Les troupes russes occupent la ville de Kalusz.

La commission de la Diète finlandaise chargée d'élaborer une législation fondamentale publie un projet concernant les droits souverains de la Diète. — La Rada centrale ukrainienne décide de convoquer une Assemblée Constituante ukrainienne et charge le secrétariat général d'élaborer un projet de loi à ce sujet.

*Juillet 12.* — Le comité central du soviet envoie 15 de ses membres pour combattre l'agitation antisémite.

*Juillet 13.* — Le socialiste-révolutionnaire G. I. Chreder est élu maire de Petrograd.

Une convention est conclue par Kerenski, Terechtcheko et Tsereteli avec la Rada centrale ukrainienne.

*Juillet 14.* — Congrès panrusse des propriétaires fonciers (président: W. Meller-Sakomelski).

La Diète finlandaise adopte le projet de loi sur la journée de huit heures proposé par les social-démocrates.

*Juillet 15.* — Le gouvernement provisoire publie une déclaration sur la question ukrainienne (établissement du secrétariat général ukrainien, réglementation en vue de compléter les unités de l'armée ukrainienne, etc.). — En raison de l'acceptation par la majorité du gouvernement provisoire d'une convention avec l'Ukraine, les ministres constitutionnels-démocrates, le prince Chakhowskoï, Manouiloff, Chingareff et Nekrassoff donnent leur démission.

*Juillet 16—17.* — Les ouvriers et les soldats organisent à Petrograd des manifestations contre les ministres capitalistes; ils arrêtent le ministre socialiste Tchernoff, cherchent à s'emparer de Tsereteli, attaquent les cosaques et s'efforcent de se rendre maîtres du bureau de contre-espionnage. Feux d'artillerie, de mitrailleuses et de mousqueterie dans les rues de la capitale; nombreux morts et blessés. Le soulèvement est réprimé.

«Universal» de la Rada centrale ukrainienne sur l'accord avec le gouvernement provisoire.

Congrès panrusse des Grecs ressortissant des états russe, grec et turc à Taganrog.

Assemblée nationale esthonienne à Reval (résolution : la Russie doit être une république démocratique fédérative, l'Esthonie doit devenir un état autonome; les villes de Narwa et de Walk doivent être rattachées à l'Esthonie; le droit de fixer définitivement les formes de l'organisation nationale est réservé à la Constituante russe. Avant la convocation de cette dernière, le gouvernement provisoire doit proclamer le principe de l'autonomie des populations de la Russie et introduire immédiatement la langue esthonienne dans les services administratifs de l'Esthonie).

*Juillet 17.* — Les troupes austro-allemandes ont occupé Kalusz.

*Juillet 18.* — Mme. Sumensohn est arrêtée à Pawlowsk sous l'inculpation de haute trahison. — Démission du ministre de la justice Perewerseff.

Les délégués du soviet quittent Stockholm et se rendent à Londres; Rosanoff reste à Stockholm pour diriger les travaux préparatoires en vue de la convocation d'une conférence socialiste.

Le secrétariat général de l'Ukraine, le comité exécutif des organisations sociales unifiées de Kiew, le bureau du soviet de Kiew, le comité des délégués militaires et le comité de la coalition des étudiants de Kiew adressent au gouvernement provisoire un télégramme dans lequel ils protestent contre la démission des ministres cadets provoquée par des divergences d'opinion sur la question ukrainienne, contre les tentatives anarchistes de la minorité des soldats et des ouvriers de Petrograd pour renverser le ministère de coalition et provoquer la guerre civile, et dans lequel ils assurent en outre de leur appui le gouvernement provisoire révolutionnaire. — Sérieux désordres à Kiew, où 2000 soldats ukrainiens ont formé, de leur propre chef, un « régiment Poloubotiko ».

*Juillet 19.* — Le dreadnought «Volia», construit à Nikolaïeff par des ouvriers russes, avec du matériel russe, est incorporé à la flotte de la Mer Noire.

La Diète finlandaise accepte la législation sur l'autonomie, sans vouloir la soumettre à la ratification du gouvernement provisoire.

*Juillet 20.* — Mandat d'arrêt contre Lénine, Sinovieff, Kameneff et Trotzki. — Démission du président du conseil des ministres, le prince Lvoff (la lettre à ce propos voir page 105). — Attentat contre Kerenski à Polotzk.

Nomination du général Korniloff au poste de commandant en chef du front sud-occidental.

*Juillet 21.* — On interdit la distribution des journaux «Prawda», «Soldatskaïa Prawda» et «Okopnaïa Prawda» parmi les soldats du front.

Congrès blanc-russien à Minsk.

*Juillet 23.* — Formation du premier cabinet Kerenski (composition v. page 83. Déclaration du gouvernement v. page 106). Le comité exécutif central du soviet des ouvriers et des soldats, ainsi que le comité exécutif du soviet panrusse des délégués des paysans adoptent une résolution dans laquelle le gouvernement provisoire est désigné comme le gouvernement de salut public révolutionnaire et dans laquelle ils lui reconnaissent des pouvoirs illimités. — Kerenski, Nekrassoff et Tsereteli télégraphient au commissaire du Caucase Tchkhenskeli: « Après la rupture du front intérieur, le front extérieur est maintenant rompu également... Les contre-révolutionnaires principaux viennent de commencer leur œuvre. Nous estimons nécessaire de prévenir les événements et de créer une dictature révolutionnaire. Le gouvernement reste un gouvernement de coalition avec la participation des éléments bourgeois qui sont plus radicaux que les cadets »...

*Juillet 24.* — Le socialiste-révolutionnaire W. Roudneff est élu premier maire de Moscou.

Une délégation du soviet (Roussanoff, Ehrlich, Smirnoff et Goldenberg) arrive à Londres.

Le commandant en chef du rayon militaire de Petrograd, le général Polovtseff, est relevé de ses fonctions. — Les troupes austro-allemandes occupent Tarnopol.

La Diète finlandaise refuse d'accorder à la Russie un prêt de 350 millions de marks. — Deux délégués de la Diète viennent rendre visite au comité central des soviets. Ils expriment l'opinion que la loi sur la forme de l'Etat finlandais correspond aux décisions du congrès des soviets. Le comité central répond que la proclamation des droits de la nation finlandaise doit être faite par le gouvernement provisoire, et que c'est à l'Assemblée Constituante qu'il appartient de régler définitivement les relations réciproques entre la Finlande et la Russie.

*Juillet 25.* — Les ministres de la guerre et de l'intérieur sont autorisés à suspendre les journaux périodiques. — La peine de mort est rétablie et l'on introduit la juridiction révolutionnaire de guerre. — La Douma d'empire publie, sous la signature de M.

Rodzianko, un appel adressé à toute la population et à l'armée. Cet appel condamne les désertions en masse des soldats et la désunion pitoyable qui règne à l'intérieur du pays; il exhorte le peuple à suspendre les luttes politiques intérieures jusqu'à ce que la Russie soit délivrée de l'ennemi, et à défendre la patrie et son indépendance.

L'ambassadeur français Noulens remet ses lettres de crédit au gouvernement provisoire.

Les troupes austro-allemandes occupent Nadwornaïa et Stanislau.

*Juillet 26.* — Crise ministérielle; plusieurs ministres mettent leur portefeuilles à la disposition de Kerenski. — Suspension des transactions foncières. — Les comités exécutifs centraux des soviets des ouvriers, des soldats et des paysans adoptent, dans une séance commune, une résolution blâmant Lénine et Sinovieff de se soustraire à la justice. — Le comité provisoire de la Douma déclare, à propos de la constitution du cabinet Kerenski, qu'un gouvernement formé sans avoir été approuvé par le comité de la Douma, qui a créé les deux premiers ministères révolutionnaires, n'aura pas une autorité suffisante dans le pays. Le comité demande l'union de toutes les forces vives du pays et non pas leur subordination à la minorité socialiste. Tout en estimant à leur valeur, l'énergie et le patriotisme de Kerenski et en engageant tous les citoyens à reconnaître le nouveau gouvernement comme la seule autorité nationale, le comité de la Douma refuse d'endosser la responsabilité de cette méthode de formation du gouvernement.

L'ambassadeur anglais Buchanan adresse au nouveau maire de Moscou, Roudneff, un salut à Moscou — « la vieille capitale où, il y a cent ans, alors que la patrie était en danger, a commencé à luire le premier rayon d'espoir et de salut ».

Le gouvernement provisoire supprime l'obligation d'équivalence de grade pour la nomination des fonctionnaires du ministère de la guerre.

La Diète finlandaise envoie au gouvernement provisoire une adresse relative à l'indépendance de la Finlande.

A Biisk (Sibérie), au congrès des allogènes de la province d'Altaï, est constituée la « Douma montagnarde d'Altaï ».

*Juillet 27.* — Décret provisoire au sujet de la censure militaire. — Loi sur la liberté de conscience.

La délégation du soviet arrive à Paris.

La Rada centrale ukrainienne élit un secrétariat général. Vinitchenko en prend la direction.

*Juillet 28.* — Kerenski suspend les journaux «Pravda» et «Okopnaïa Pravda».

*Juillet 29.* — Congrès panrusse des chemineaux à Moscou (président: W. Orekhoff).

*Juillet 30.* — A Helsingfors le journal bolcheviste «Wolna» («La Vague») est suspendu.

*Juillet 31.* — Plusieurs vieux révolutionnaires (Mme. Brechko-Brechkowskaïa, Deutsch, Pankratoff, Mme. Zassoulitch, Plekhanoff, Mme. Figner, Tchaïkowski, Tchernoff, Loukachevitch, Novoroussky, Prougavine, etc.) publient un appel au peuple russe, l'exhortant à appuyer le gouvernement provisoire et à ne pas provoquer la lutte des classes. — Les membres de la famille Romanoff sont privés par le gouvernement provisoire du droit de vote à l'Assemblée Constituante.

Nomination du général Tcheremisoff comme commandant en chef du front sud-occidental. Korniloff est nommé généralissime. — Des bataillons féminins se forment à Petrograd et à Moscou.

Dissolution de la Diète finlandaise par le gouvernement provisoire. — Congrès du clergé musulman à Kasan. — Le congrès panrusse militaire des musulmans, autorisé par le gouvernement provisoire, se réunit à Kasan.

*Août 1<sup>er</sup>.* — B. Savinkoff est nommé adjoint au ministre de la guerre; le général Wassilkowski est nommé commandant de l'arrondissement militaire de Petrograd. — Le comité provisoire de la Douma déclare que la cause de la catastrophe sur le front et à l'intérieur du pays réside dans le fait que des organisations irresponsables se sont emparées des attributions du pouvoir et ont provoqué, par cela même, un dualisme d'autorité au centre et l'anarchie dans les provinces; la banqueroute de l'Etat russe est imminente; la seule planche de salut consisterait en un pouvoir gouvernemental fort et solide....

A Paris les délégués du soviet sont reçus par la commission parlementaire pour les affaires extérieures.

*Août 2.* — Démission du ministre de l'agriculture Tchernoff. — Le ministre des affaires étrangères Terechtchenko annonce sa retraite; puis il revient sur cette décision. — A propos de la démission de Tchernoff, les comités centraux exécutifs réunis expriment leur confiance au ministre démissionnaire. — Après une

conférence de W. Rosanoff, délégué du soviet revenu de l'étranger, les comités centraux des conseils des ouvriers, des soldats et des paysans adoptent une résolution d'après laquelle le moyen le plus sérieux de liquider la guerre dans le plus bref délai et aux conditions les plus avantageuses pour la démocratie est le moyen suivant : Elargir et renforcer la lutte méthodique engagée par l'avant-garde du prolétariat et de la démocratie ouvrière dans tous les pays belligérants et neutres en faveur d'une paix sans indemnités ni annexions, basée sur le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes.

Démission de l'amiral Koltchak, commandant de la flotte de la Mer Noire.

*Août 3.* — Arrestation du général Gourko. — Kerenski annonce sa démission dans une lettre à Nékrassoff, mais il revient dans la suite sur cette décision. — Les comités centraux exécutifs des délégués des ouvriers, des soldats et des paysans votent à l'adresse de Kerenski une résolution de confiance, et le chargent de composer un ministère en s'appuyant sur tous les partis qui approuvent sa déclaration du 21 juillet 1917. — Le congrès des chemins de fer à Moscou émet un vote de méfiance à l'égard du ministre des transports Takhtamycheff.

Les troupes austro-allemandes occupent Kimpolung et Czernowicy.

*Août 4.* — A Moscou siège un congrès polonais convoqué par le parti national-démocrate. Ce congrès choisit dans son sein une « Rada polonaise pour la coordination des partis ». Le président de cette Rada est Stanislaw Woïciekhowski.

*Août 5.* — Neuvième congrès du parti des cadets à Moscou (terminé à Petrograd).

*Août 6.* — Arrestation de Trotzki et de Lounatcharski.

Arrivée à Rome de la délégation du soviet.

*Août 6—7.* — Constitution du deuxième cabinet Kerenski.

*Août 7.* — A Petrograd, congrès convoqué par le parti des bolcheviks.

*Août 8.* — Le gouvernement provisoire décide d'accorder au Patriarche-catholique de l'église géorgienne autocéphale le titre « d'évêque de Mtkhet ».

Le régiment « Bogdan Chmielnicki » est envoyé de Kiew sur le front. A cette occasion une sanglante rencontre a lieu avec les cuirassiers. — Le sénat de l'Université de Kiew proteste contre l'ukrainisation par contrainte dans le sud de la Russie.

*Août 10.* — Décret du gouvernement provisoire concernant la suspension de certaines transactions immobilières, la suppression des commissions cadastrales des gouvernements et des districts, etc. — Le gouvernement provisoire accorde au ministre de la guerre et au ministre de l'intérieur le droit de dissoudre les assemblées et les congrès de nature à susciter des inquiétudes au point de vue militaire ou en ce qui concerne la sécurité de l'Etat.

Le congrès panrusse musulman vote une résolution favorable à la constitution de régiments musulmans sur le front, même si le gouvernement provisoire n'y donne pas son assentiment.

*Août 11.* — Le soviet de Riga adopte une résolution relative à la création d'une Lettonie politiquement autonome, composée des parties lettones des gouvernements de Livonie et de Courlande, et des autres contrées habitées par des Lettons; la Diète lettone doit être compétente dans les affaires politiques, administratives et économiques locales.

*Août 13.* — Le parti social-démocrate finlandais décide de tenir pour illégale la dissolution de la Diète finlandaise par le gouvernement provisoire et insiste pour que la future Diète finlandaise joue le rôle d'un corps légiférant.

*Août 14.* — L'ex-tsar est conduit à Tobolsk. — Premier congrès panrusse des sociétés coopératives à Petrograd (président: I. Egoroff). Congrès militaire féminin à Petrograd (présidente: E. Malisson).

Publication des statuts provisoires de l'église géorgienne. La grève générale à Helsingfors. — Démission du sénat finlandais de coalition. Le gouverneur général de Finlande Stakhovitch charge le sénateur Tokoï de constituer un gouvernement socialiste.

*Août 15.* — Le ministre de la guerre et le ministre de l'intérieur reçoivent des pleins pouvoirs spéciaux en vue de l'expulsion et de l'arrestation de certains éléments. — Pour la première fois des aspirants juifs reçoivent à Odessa le grade d'enseigne. — Les ressortissants allemands et autrichiens de nationalité polonaise, non aptes au service militaire, reçoivent la permission de quitter la Russie. — Le gouvernement provisoire déclare que la conférence de Stockholm n'est qu'une conférence de partis bien déterminés. Or ses résolutions n'engageront pas le gouvernement provisoire, qui est seul compétent dans les questions de guerre et de paix.

Le sénateur Tokoï présente au gouverneur général de Finlande une résolution du comité des grévistes d'Helsingfors. Ce

document exige la reprise immédiate des travaux de la Diète finlandaise pour réaliser la souveraineté nationale de la Finlande et interdire, sans réserve, l'immixtion des autorités russes dans les questions tranchées par la Diète.

*Août 16.* — Deuxième congrès panrusse des marchands et des industriels à Moscou (président: P. Riabouchinski).

Le gouvernement provisoire fixe le territoire de l'Ukraine autonome (provinces de Kiew, Podolie, Volynie, Poltawa et une partie du gouvernement de Tchernigow).

*Août 17.* — A Petrograd se réunit un congrès des commissaires de gouvernement et des délégués des comités locaux des organisations sociales unifiées.

Le gouvernement provisoire ratifie les instructions données au secrétariat général ukrainien.

Troubles sérieux à Helsingfors; siège de l'Hôtel de ville et du bâtiment administratif de la police. — Tokoï donne sa démission de vice-directeur du département économique du sénat finlandais.

*Août 18.* — Le bureau du conseil des ouvriers et des soldats décide de différer les élections à l'Assemblée Constituante et de les fixer au 10—11 novembre 1917. — Une Université pour matelots est ouverte à Petrograd.

*Août 18—20.* — Création d'un ministère des cultes.

Une conférence socialiste des nationalités décide de participer à la conférence de Stockholm. Ont pris part aux débats qui ont abouti à cette décision: « la Dachnaksoutioune » arménienne, « la Gromade Socialiste » blanc-russienne, le parti géorgien des socialistes-fédéralistes, les partis socialistes juifs, le groupe socialiste musulman, les partis socialistes de la Lituanie, le parti socialiste polonais, le parti socialiste-révolutionnaire ukrainien, le parti socialiste-populiste, etc.

*Août 19.* — Nicolas Romanoff arrive à Tobolsk.

*Août 21.* — Conférence des hommes politiques à Moscou (président: M. Rodzianko). — Le généralissime Korniloff communique son programme au gouvernement provisoire.

En raison des instructions du gouvernement provisoire concernant le secrétariat général ukrainien, le président de ce secrétariat, Winnitchenko, donne sa démission.

*Août 22.* — Conférence panrusse des associations d'industriels et de fabricants (président: A. Batchmanoff). — Le gouvernement

provisoire renvoie la date des élections à la Constituante au 25 novembre et au 11 décembre 1917 la convocation de cette Assemblée.

Le gouvernement avertit que des poursuites judiciaires seront intentées dans les cas d'offense à l'égard des puissances alliées, de leurs chefs d'Etat et de leurs représentants diplomatiques.

La Diète finlandaise dissoute est convoquée pour le 29 août par son président (talman).

*Août 23.* — Tsereteli est élu à l'unanimité vice-président du comité central exécutif du conseil des délégués des ouvriers et des soldats.

Procès Soukhomlinoff.

Proclamation du comité central du parti social-démocrate finlandais et de la fraction social-démocrate de la Diète au sujet de la convocation de la Diète dissoute.

La Rada centrale ukrainienne refuse de se faire représenter à la conférence nationale de Moscou. — La Rada centrale vote une résolution relative à la convocation d'une assemblée constituante de l'Ukraine ethnographique.

*Août 24.* — Annonce de la démission du chef du ministère de la guerre Savinkoff. (Cette démission est retirée plus tard.)

Une conférence sibérienne à Tomsk se prononce en faveur d'une large autonomie de la Sibérie.

*Août 25.* — Conférence nationale à Moscou. (Sa composition voir page 85. Discours, prononcés au cours de cette conférence voir pages 156—192.)

Au nom de tous les membres du secrétariat général ukrainien, Winnitchenko retire la démission donnée par eux.

*Août 27.* — Explosion et incendie de la fabrique de poudre de l'administration de l'artillerie à Kasan.

*Août 28.* — Concile ecclésiastique panrusse à Moscou (président d'honneur: Wladimir, métropolitaine de Kiew; président: Tikhon, métropolitaine de Moscou).

Dans le secrétariat général ukrainien reconstitué, Dorochenko exerce les fonctions de président et Winnitchenko celles de secrétaire général.

*Août 29.* — Le président de la Douma M. Rodzianko est admis au titre de cosaque du Don.

Réunion illégale de la Diète finlandaise. — Le bâtiment de la Diète est occupé par la troupe. — Protestation du président Manner. — Le soviet d'Helsingfors déclare que la dissolution de la Diète est contraire aux principes de la démocratie.

*Août 30.* — Le généralissime Korniloff exige catégoriquement, dans un télégramme adressé au gouvernement provisoire, l'acceptation des revendications formulées par lui à la conférence nationale de Moscou.

*Août 31.* — Le soviet de Petrograd proteste contre le rétablissement de la peine de mort et contre l'arrestation des bolcheviks.

*Septembre 1<sup>er</sup>.* — Des arrestations sont opérées à propos d'une conjuration contre-révolutionnaire. — Congrès unifié du parti social-démocrate à Petrograd (présidents d'honneur: N. Tchkeïdze et P. Axelrod).

Les allemands effectuent le passage de la Duna. — Ordre d'évacuer partiellement Petrograd.

*Septembre 2.* — Elections à la Douma municipale centrale de Petrograd. (Sont élus: 75 socialistes-révolutionnaires, 67 bolcheviks, 42 cadets, 8 mencheviks, 2 membres du groupe Plekhanoff «Edinstvo», 2 troudovikis, etc.) — Décès de l'ancien président du conseil des ministres Sturmer.

Dorochenko refuse de constituer le secrétariat général de l'Ukraine.

*Septembre 3.* — Arrêt préventif domiciliaire des grand-ducs Michel Alexandrovitch et Paul Alexandrovitch.

Chute de Riga.

Winnitchenko constitue le secrétariat général ukrainien.

*Septembre 4.* — Démission du ministre de la marine Lebedeff. — La direction du ministère de la marine est confiée au ministre de la guerre Savinkoff. — Congrès de vieux croyants à Moscou. (Président: P. Riabouchinski.)

*Septembre 5.* — Premiers bannissements (général Gourko et autres).

*Septembre 6.* — Résolution du soviet au sujet de la chute de Riga.

Ordre d'armée de Savinkoff sur l'opportunité de la création d'organisations de paysans dans l'armée.

*Septembre 7.* — Suivant une décision du gouvernement provisoire, les écoles supérieures sont placées directement sous le contrôle du ministère de l'instruction publique et de cette façon on supprime les larges attributions dont les chefs des arrondissements jouissaient dans les questions universitaires.

*Septembre 8.* — La conférence des chefs des partis politiques siégeant à Moscou fait paraître au peuple russe un appel, signé de Rodzianko, à propos de la rupture du front nord et de la disette imminente. «Sous l'influence de l'agitation criminelle et de l'activité, restée impunie, des espions allemands, l'esprit valeureux de nos régiments a été abattu... Le gouvernement provisoire doit réorgani-

ser l'armée conformément aux instructions données en connaissance de cause par le chef de l'armée... L'activité des anarchistes doit être réprimée par la force, sans hésitation... Seul un gouvernement animé de l'idée nationale et affranchi des chaînes des classes et des partis est en état de sauver la Russie.» Congrès panrusse des sœurs de charité à Petrograd. — Le ministre du ravitaillement Pechekhonoff annonce sa démission. — Ultimatum du généralissime Korniloff (entretien de W. Lvoff et de Kerenski). — Bannissement du Dr. Badmaïeff, de Manassevitch-Manouïloff, de Mme. Wyroubowa et d'autres personnes.

*Septembre 9.* — Les personnes exilées du pays (Mme. Wyroubowa entre autres) sont arrêtées à Rakhimiaki sur l'ordre du soviet d'Helsingfors et conduites sur le yacht «Poliarnaïa Swiesda».

Troisième congrès panrusse du parti social-démocrate juif à Kiew.

*Septembre 10.* — Démission des ministres appartenant au parti cadet: Kokochkine, Oldenbourg, Iureneff. — Démission du ministre de l'agriculture Tchernoff. — Le ministre de la guerre et de la marine Savinkoff est nommé gouverneur-général militaire de Petrograd. — Le général Korniloff entre à Louga avec un détachement de l'armée.

Le doyen du corps diplomatique Buchanan remet au ministre des affaires étrangères Terechtchenko, au nom des puissances alliées, une note dans laquelle les représentants de l'Entente déclarent qu'il est d'une importance capitale de réaliser l'union de toutes les forces de la Russie, afin de poursuivre victorieusement la guerre dans l'intérêt de l'humanité, et pour prévenir des événements irréparables. En même temps ils offrent leurs bons officiers.

*Septembre 11.* — Arrivée de Korniloff à Gatchina. — Arrestation de Goutchkoff. — Arrestation de W. Choulguine et suspension de son journal «Kiiewlianine». — Korniloff est dépossédé de son grade de généralissime et des poursuites judiciaires sont ouvertes contre lui sous l'inculpation de rébellion. — Un incendie, dû à des causes inconnues, éclate dans la fabrique de munitions de Poutiloff à Petrograd. — Tchkhéïdze télégraphie au soviet d'Helsingfors que le comité central des soviets a proposé au gouvernement provisoire de différer le départ de tous les exilés jusqu'à ce qu'on ait éclairci la situation.

*Septembre 12.* — Le président des ministres Kerenski assume le commandement en chef de l'armée. — Le général Verkhowski est nommé ministre de la marine. — Le général Alexeïeff est nommé

chef d'état-major du généralissime Kerenski. — Le général Korniloff fait connaître ses conditions de capitulation.

Les représentants des puissances alliées adressent à Terechtchenko une note dans laquelle ils protestent contre les insinuations de quelques organes tendant à les accuser d'avoir favorisé l'action de Korniloff, ou d'avoir voulu faire avorter les mesures prises pour réprimer le mouvement de Korniloff.

Déclaration du gouvernement provisoire concernant certaines affaires qu'il soumet à la Diète finlandaise en l'autorisant à les trancher en dernière instance.

*Septembre 13.* — Le général Teploff est nommé commandant des troupes de l'arrondissement militaire de Petrograd. — Le général Krymoff se suicide. — Savinkoff est destitué de tous ses emplois. — Démission du ministre des finances Nekrassoff. — Par 279 voix contre 115, le soviet de Petrograd vote une résolution bolcheviste contre la coalition avec la bourgeoisie et en faveur d'une paix immédiate, de la suppression de la peine de mort, de l'annulation immédiate des traités secrets, de la confiscation sans indemnités des propriétés, de la proclamation de la république avant la convocation de l'Assemblée Constituante, etc.

Le gouvernement provisoire confirme le secrétariat général ukrainien présidé par Winnitchenko.

*Septembre 14.* — Démission des ministres socialistes Skobelev, Avksentieff et Zaroudnyi. — Suspension du journal «Novaïa Jisn». — Les représentants du soviet Liber, Dan, Tsereteli, Gotz et Rakitnikoff déclarent au gouvernement provisoire que la décision des organisations de la démocratie révolutionnaire de ne pas laisser les cadets participer au ministère est irrévocable. — Constitution du directoire (Conseil des cinq), composé de Kerenski, Terechtchenko, Nikitine, Verkhowski et Verderewski. — En vertu d'une ordonnance du ministre de l'intérieur, l'entrée dans l'arrondissement citadin de Petrograd dépend dorénavant d'une autorisation spéciale. — Le général Korniloff est arrêté. — Le gouvernement provisoire proclame la République en Russie.

*Septembre 15.* — F. Aladiine, membre de la première Douma est arrêté. — Dans une séance commune, les comités exécutifs des conseils des délégués des ouvriers, des soldats et des paysans se prononcent contre la résolution bolcheviste, votée le 13 septembre par le soviet de Petrograd, et pour la convention d'une conférence démocratique chargée d'organiser un gouvernement national capable de conduire le pays jusqu'à la réunion de l'Assemblée

Constituante; ils expriment leur confiance dans le gouvernement provisoire mais protestent contre la suspension de «Novaïa Jisn».

Kerenski et le général Alexeïeff publient un ordre d'armée destiné à interdire les luttes politiques dans l'armée.

Sous la présidence de Wassanovitch, la Diète lituanienne réunie à Wilna décide à l'unanimité de créer un état lituanien indépendant et de confier la mission de déterminer la forme de cet état à une Constituante lituanienne.

*Septembre 16.* — En raison de la crise gouvernementale en Finlande, le soviet d'Helsingfors vote une résolution, proposée par les bolchevikis, et réclamant la réalisation du programme de la social-démocratie.

*Septembre 17.* — La douma municipale de Petrograd proteste contre le rétablissement de la peine de mort. — Trotzki est remis en liberté contre une caution de 2000 roubles.

La Rada centrale ukrainienne décide de se faire représenter à la Conférence Démocratique de Petrograd.

*Septembre 18.* — Démission du bureau du Soviet de Petrograd (président: Tchkhéïdze, vice-présidents: Anissimoff, Tsereteli, Tchernoff, Gotz, Dan, Skobeïeff). — Le soviet de Moscou vote une résolution bolcheviste sur la situation politique. — Le colonel Polkownikoff est nommé commandant de l'arrondissement militaire de Petrograd.

Le congrès pan-ukrainien des délégués des paysans demande la proclamation de la République fédérative russe, le remplacement du commandant de l'arrondissement militaire de Kiew, colonel Oberoutcheff, par une autre personnalité nommée avec l'assentiment de la Rada centrale, etc.

*Septembre 19.* — La délégation du soviet, envoyée à l'étranger, rentre à Petrograd.

*Septembre 20.* — Démission du général Alexeïeff, chef d'état-major du généralissime. — Promulgation du message du concile ecclésiastique au peuple orthodoxe russe.

*Septembre 21.* — Les journaux «Novaïa Jisn» et «Novoïe Wremia» sont autorisés à paraître de nouveau. — La fonction de chef de district est supprimée.

Jacobstadt est occupé par les Allemands.

Sur l'initiative de la Rada ukrainienne, un congrès fédératif est convoqué à Kiew; des représentants des ukrainiens, des tartares, des géorgiens, des cosaques du Don, des lituaniens, des

juifs et des lettons y prennent part; le professeur Hrouchewski est nommé président d'honneur.

Concile de l'église géorgienne à Tiflis.

*Septembre 22.* — Ordre d'armée de Kerenski, du général Verkhowski et de l'amiral Verderewski sur la révocation de certains chefs militaires et sur d'autres mesures se rattachant à la répression du soulèvement de Korniloff. — Le bureau du soviet de Moscou démissionne parce que ce soviet a accepté une résolution bolcheviste. — Vote de méfiance du soviet de Petrograd à l'égard du bureau et retraite définitive de Tchkhéidze et des autres membres de ce bureau.

Le général Doukhonine est nommé chef d'état-major du généralissime. — Ordre d'armée de Kerenski reconnaissant les grands services rendus par le général Alexeïeff.

*Septembre 23.* — Congrès des unions coopératives à Moscou. — Démission du ministre des cultes Kartacheff.

Le talman de la Diète finlandaise convoque de nouveau celle-ci pour le 28 septembre.

*Septembre 24.* — Par 403 voix contre 248, le soviet de Petrograd exige la remise de tout le pouvoir gouvernemental aux conseils des délégués des ouvriers, des soldats et des paysans. — Dans le Turkestan éclatent des troubles graves. Des comités composés et réunis de leur propre autorité s'emparent du pouvoir public.

Nekrasoff est nommé gouverneur général de la Finlande à la place de Stakhovitch.

*Septembre 25.* — Les généraux arrêtés Korniloff, Loukomski et Romanowski sont conduits à Bykhow. — Le comité exécutif central du soviet vote par 119 voix contre 101 (Tchernoff s'abstient de voter) une résolution réclamant la création d'un ministère de coalition. — Le ministre des affaires étrangères Terechtchenko annonce qu'il donne sa démission (il la retirera dans la suite).

*Septembre 26.* — Elections des membres du comité exécutif par la section des soldats du soviet de Petrograd (les socialistes-révolutionnaires obtiennent 155 voix, les bolchevikis 138 et les menchevikis 39).

Le comité exécutif central des conseils moldaves des délégués des soldats et des officiers demande au gouvernement provisoire l'autorisation de créer le premier régiment moldave.

*Septembre 27.* — A Petrograd s'ouvre la conférence démocratique de toute la Russie. (Sa composition voir page 86.) — Le mi-

nistre de la marine interdit l'entrée du port d'Arkhangel à partir du 3 octobre, sauf en cas d'autorisation spéciale. — Mandat d'arrêt contre Lénine et Zinovieff.

Dans une séance commune du soviet d'Helsingfors et des comités des compagnies et des vaisseaux de guerre il est décidé, au cas où l'ordre serait donné d'empêcher par des mesures coercitives la réunion de la Diète finlandaise, de ne prêter aucun appui pour l'exécution de ces mesures.

*Septembre 28.* — Les scellés appliqués à la porte de la Diète finlandaise sont brisés; la Diète se réunit malgré le décret de dissolution du gouvernement provisoire.

*Septembre 29.* — Le congrès fédératif réuni à Kiew décide ce qui suit: La Russie doit devenir une république démocratique fédérative; un conseil des nationalités doit être adjoint au gouvernement provisoire; la délégation russe à la future conférence de la paix devra comprendre en particulier des représentants des nationalités directement intéressées; le principe du droit absolu des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être proclamé. L'armée russe doit être réorganisée sur des bases nationales. Enfin l'on doit convoquer des assemblées législatives régionales, en vue de fixer les rapports des membres de la fédération avec les organes centraux de la fédération.

*Octobre 1<sup>er</sup>.* — Le gouvernement provisoire dissout le comité central des marins adjoint au comité exécutif du soviet, et ordonne de nouvelles élections.

Le général Korovitchenko est nommé commissaire-général du Turkestan.

Kirian est élu archevêque de Mzkhet, patriarche de tous les Géorgiens.

*Octobre 3.* — Election du nouveau bureau du comité exécutif du soviet d'Helsingfors (sont élus: 2 bolcheviks, 1 internationaliste).

*Octobre 4.* — La conférence démocratique vote une résolution concernant la création d'un conseil panrusse des organisations démocratiques (Avant-Parlement).

Le comité central des marins retire l'ultimatum qu'il avait adressé au gouvernement provisoire; ce dernier annule l'ordonnance de dissolution prononcée contre le comité.

45 % des membres de la Diète finlandaise nouvellement élus sont socialistes, 55 % sont bourgeois.

*Octobre 5.* — Introduction du monopole du sucre.

A Poltawa on célèbre, pour la première fois, une messe pour le repos de l'âme de Mazeppa.

*Octobre 6.* — Déclaration du comité central de l'union panrusse des chemins de fer au sujet de la grève des chemineaux. — Ouverture du « Conseil panrusse des organisations démocratiques » (président: N. Tchkhéïdze). On décide de passer une convention avec le gouvernement provisoire au sujet de la transformation de ce conseil en un « Conseil provisoire de la République russe » (Avant-Parlement), devant lequel le gouvernement provisoire serait responsable, mais qui devrait alors comprendre aussi des représentants des éléments bourgeois.

Le secrétaire d'Etat pour la Finlande dément les bruits concernant la proclamation de la république finlandaise, et déclare officiellement « que le projet de loi réglant les rapports légaux réciproques entre la Russie et la Finlande doit être soumis parallèlement aux délibérations de la Constituante russe et de la Diète finlandaise ». — A Helsingfors on publie des projets de lois instituant la république comme forme d'Etat, et réglant les rapports réciproques entre la Russie et la Finlande.

*Octobre 7.* — Constitution du quatrième cabinet Kerenski.

Le secrétariat général ukrainien inaugure son activité administrative. — Une mission militaire roumaine arrive à Petrograd (le ministre de la guerre Iankoveskou, K. Bratiano et l'attaché militaire Oktavo).

*Octobre 8.* — Trotzki est élu président du soviet de Petrograd. — Le soviet de Petrograd émet un vote de méfiance à l'égard du ministère provisoire de coalition de Kerenski. — Sous la présidence de A. Pechekhonoff s'ouvre à Moscou un congrès du parti du travail des socialistes populaires.

Le conseiller d'empire M. A. Stakhovitch, anciennement gouverneur-général de Finlande, est nommé ambassadeur à Madrid. — Le membre de la Douma I. N. Efremoff, anciennement ministre de la justice et ministre de l'assistance publique, est nommé ministre plénipotentiaire à Berne.

*Octobre 9.* — Dans une résolution rédigée sur un ton tranchant, le soviet de Kronstadt exige du gouvernement provisoire la remise du pouvoir entre les mains des soviets.

Deuxième congrès de la flotte de la Baltique à Helsingfors.

*Octobre 10.* — Le soviet de Moscou appuie la demande de transmission du pouvoir gouvernemental aux soviets. — Le membre de la Douma W. A. Maklakoff est nommé ambassadeur à Paris.

Démission du colonel Oberoutcheff, commandant en chef de l'arrondissement militaire de Kiew.

*Octobre 11.* — Le comité exécutif du soviet de Petrograd exige la mise en liberté des maximalistes de Kronstadt arrêtés entre le 3 et le 5 juillet.

*Octobre 12.* — Les Allemands débarquent dans les îles d'Oesel et de Dago.

«Universal» du secrétariat général ukrainien relatif à la convocation d'une constituante ukrainienne et à la création d'un état libre des cosaques ukrainiens.

*Octobre 13.* — Le gouvernement provisoire fixe au 1<sup>er</sup> novembre 1917 l'ouverture de la Diète finlandaise.

*Octobre 14.* — Le groupe des socialistes révolutionnaires de Petrograd «Wolia Naroda» («La Volonté du Peuple») décide de mettre en garde les organisations locales du parti contre l'élection à l'Assemblée Constituante des personnalités qui sont rentrées en Russie en passant par l'Allemagne.

Le comité central des musulmans de Crimée s'empare à Bakhtchissaraï du palais de Khan appartenant au ministère de l'intérieur.

*Octobre 15.* — A propos du débarquement des allemands à Oesel, le comité central exécutif du soviet adresse aux soldats et aux officiers un appel dans lequel il les exhorte à défendre énergiquement la patrie.

Sous la présidence du sénateur Paassikivi, la conférence de la commission constitutionnelle du sénat finlandais et des membres du conseil juridique instituée auprès du gouvernement provisoire russe commence ses travaux à Helsingfors.

*Octobre 16.* — Un congrès des musulmans de Crimée, réuni à Simferopol, décide d'ouvrir, à Bakhtchissaraï, une Diète musulmane, sans attendre la réunion de la Constituante.

*Octobre 17.* — Résolutions et mesures du comité central exécutif du soviet contre les pogromes. — Congrès extraordinaire des unions coopératives à Moscou.

Perte du cuirassé «Slawa» («La Gloire»).

*Octobre 18.* — Manifeste adressé par le comité d'organisation de la conférence de Stockholm aux partis qui se rattachent à l'Internationale.

Les cadets se retirent de la Rada centrale ukrainienne. — Ouverture du conseil national juif rattaché au vice-secrétariat ukrainien pour les affaires juives.

*Octobre 19.* — Skobeleff, considéré comme délégué probable de la démocratie révolutionnaire russe à la conférence interalliée, reçoit du comité central exécutif du soviet les instructions (v. page 133).

Deuxième congrès démocratique polonais à Petrograd (président: A. Wienckowski). — Ouverture de la première université populaire ukrainienne à Kiew.

*Octobre 20.* — Le gouvernement provisoire dissout la Douma d'empire et annule le mandat des membres élus du conseil d'empire. — Ouverture du conseil provisoire de la république russe; N. Avksentief est président; les bolchevikis quittent l'assemblée. (Composition du conseil voir page 87.)

*Octobre 21.* — Premier congrès sibérien à Tomsk.

*Octobre 22.* — Le soviet de Petrograd adopte une résolution contre l'avant-parlement et se rallie à la formule: « le seul salut du pays réside dans la conclusion aussi rapide que possible de la paix ».

Le ministre belge d'Estrée demande au comité central exécutif du soviet des explications au sujet des conditions de paix admises par le soviet, en particulier en ce qui concerne la Belgique. (Rétablissement dans ses anciennes frontières; indemnité payée au moyen d'un fonds international.)

*Octobre 23.* — L'ancien ministre de la guerre et de la marine B. W. Savinkoff est exclu du parti socialiste-révolutionnaire.

*Octobre 25.* — Le comité exécutif du soviet de Petrograd crée un comité révolutionnaire de guerre. — Deuxième conférence politique à Moscou (président: M. Rodzianko). — Le comité exécutif du soviet panrusse des délégués des paysans se prononce contre la convocation d'un congrès du soviet des délégués des ouvriers et des soldats pour le 2 novembre, et contre la remise du pouvoir gouvernemental aux soviets.

*Octobre 27.* — Dixième congrès panrusse du parti des constitutionnels-démocrates à Moscou (président: prince P. Dolgoroukoff). — Les comités centraux des soviets des ouvriers, des soldats et des paysans se prononcent contre une nouvelle tentative de soulèvement et pour la défense de la capitale. — Septième congrès panrusse de l'union des villes à Moscou.

*Octobre 28.* — Congrès professionnel panrusse à Moscou.

*Octobre 29.* — Congrès des délégués des comités de l'industrie de guerre.

*Octobre 30.* — Conférence panrusse des comités des fabriques et des usines à Petrograd. — Les bolchevikis distribuent des fusils

et d'autres armes aux ouvriers dans la région qui s'étend de Wyborg à Petrograd.

*Octobre 31.* — Les bolchevikis distribuent des armes aux ouvriers des fabriques de Poutiloff, de la Bolchaïa Okhta et de Malaïa Okhta à Petrograd. — Sur l'ordre des autorités militaires, des autos blindées avec mitrailleuses sont installées sur la place du palais à Petrograd.

Sous la présidence du général A. Messner, s'ouvre à Minsk un congrès des organisations militaires du parti des cadets.

Conférence à Petrograd des organisations et partis politiques, sociaux et militaires lettons; création d'un conseil national letton.

*Novembre 2.* — Ouverture de la Diète finlandaise nouvellement élue.

Résolution de la petite Rada ukrainienne proclamant la nécessité de maintenir l'unité de la république fédérative russe.

Constitution de l'Union Sud-Orientale (cosaques du Don, de Kouban, de Terek et d'Astrakhan; populations montagnardes du Nord du Caucase, de Dagoustan, des arrondissements de Soukhoun et de Sakatalsk; populations libres des steppes des provinces d'Astrakhan et de Stravropol); W. A. Kharlamoff est président de cette Union.

*Novembre 3.* — Le journal de Bourtsseff «Obcheïe Dielo» («l'Oeuvre Commune») est suspendu.

*Novembre 4.* — Le comité révolutionnaire de guerre émet sous forme d'ultimatum la prétention de contrôler les dispositions prises par l'état-major de Petrograd; le colonel Polkovnikoff, commandant de l'arrondissement militaire de Petrograd, refuse de se soumettre à ce contrôle. — Congrès de tous les cosaques du front à Kiew (président: N. Agueïeff).

*Novembre 5.* — Le comité révolutionnaire de guerre du soviet de Petrograd somme les ouvriers, les soldats et la population de la capitale de ne donner suite aux ordres de l'état-major de Petrograd que s'ils sont approuvés par les commissaires envoyés auprès des diverses unités de troupes par le comité révolutionnaire de guerre. — Le gouvernement provisoire propose un compromis: La représentation du soviet au sein de l'état-major du rayon militaire de Petrograd doit être renforcée. — Le comité central des soviets vote contre le comité révolutionnaire de guerre une résolution demandant qu'il soit pris contre ce comité des mesures pouvant aller jusqu'à l'arrestation de ses membres. — Le gouvernement provisoire suspend les journaux: «Soldat», «Rabotchi Pout», «Jivoïe Slowo» et «Novaïa Rouss» pour incitation ouverte

à la révolte contre le pouvoir légal. — Le ministre de la guerre, le général Werkhowski, quitte Petrograd.

*Novembre 6.* — L'Avant-parlement adopte une résolution en faveur du gouvernement provisoire. — Le comité révolutionnaire de guerre télégraphie à toutes les unités de la garnison de Petrograd: «Le soviet des délégués des ouvriers et des soldats de Petrograd est menacé. Les contre-révolutionnaires ont tenté pendant la nuit de faire venir dans la capitale des élèves-officiers et des bataillons de choc cantonnés dans les environs. — Les journaux «Soldat» et «Rabotchi Pout» sont suspendus. — Votre régiment reçoit l'ordre de se tenir entièrement prêt»... — Le soir, des matelots bolchevistes, conduits par un commissaire du soviet de Petrograd, s'emparent de l'agence télégraphique de Petrograd. — Peu avant minuit la garde rouge remet en état les ponts de la Néwa qui avaient été démontés sur l'ordre du gouvernement provisoire.

Le troisième congrès militaire pan-ukrainien décide de ratifier la constitution du régiment ukrainien du nom de Hetman Poloubotiko.

*Novembre 7.* — Deuxième congrès du soviet à Petrograd. — L'Avant-Parlement est dissous.

Troisième «Universal» de la Rada centrale ukrainienne.

*Novembre 7—8.* — Les bolchevikis s'emparent du pouvoir.

*Novembre 8.* — Le congrès des soviets crée un «Conseil des commissaires du peuple». — Le «Conseil des commissaires du peuple» publie un décret relatif à la presse, et le congrès des soviets publie un décret relatif aux questions agraires.

*Novembre 9.* — La Douma centrale municipale de Petrograd crée un «Comité de salut de la patrie et de la révolution».

*Novembre 10.* — Décrets des «commissaires du peuple» sur la milice ouvrière et sur les logements.

*Novembre 11.* — Résolution pacifique du congrès panrusse des soviets. — Décret concernant la journée de travail de huit heures.

*Novembre 12—13.* — Défaite des troupes de Kerenski.

*Novembre 13.* — Réponse de Kerenski au comité des chemins de fer et au comité de salut: Il est prêt à suspendre les opérations militaires contre les insurgés et à entamer des négociations.

L'armée des cosaques de l'Oural se rallie à l'Union Sud-Orientale.

*Novembre 14.* — Kerenski démissionne et remet son pouvoir au gouvernement provisoire.

Dans un ordre du jour, le chef d'état-major du généralissime, le général Doukhonine, déclare qu'il prend possession du poste de commandant en chef, étant donné que la résidence du généralissime Kerenski est inconnue.

Grève générale politique en Finlande dans le but d'obtenir l'application des lois constitutionnelles adoptées par la Diète dans les mois de juin et de juillet 1917.

*Novembre 15.* — Déclaration bolcheviste concernant les droits des peuples de la Russie (droit de disposer d'eux-mêmes jusqu'au point de devenir complètement indépendants de la Russie).

*Novembre 16.* — Le secrétariat-général ukrainien de la guerre destitue le général Kwiecinski, commandant du rayon militaire de Kiew. — La Rada centrale ukrainienne accepte le projet d'incorporation à l'Ukraine des provinces de Kherson, d'Ekaterinoslaw, de Kharkow, de Kholm et de certaines parties des provinces de Tauride, de Kursk et de Voronège.

*Novembre 20.* — Note de Trotzki à l'ambassadeur français à Petrograd au sujet de l'armistice et de la paix.

Le conseil des commissaires du peuple ordonne au généralissime Doukhonine de proposer un armistice à tous les états belligérants.

«Universal» de la Rada centrale ukrainienne proclamant la république ukrainienne.

*Novembre 21.* — Décret sur le monopole des insertions. — Le métropolitain de Moscou Tikhon est élu patriarche.

*Novembre 22.* — Congrès des représentants des villes et des zemstvos à Petrograd.

Entretien entre les commissaires du peuple Lénine, Staline et Krylenko et le généralissime Doukhonine sur les raisons du retard apporté à la demande d'armistice. — Destitution de Doukhonine; l'enseigne Krylenko est nommé généralissime.

*Novembre 23.* — Commencement de la publication des documents secrets diplomatiques. — Congrès extraordinaire panrusse des délégués des paysans à Petrograd (présidente: Marie Spiridonowa).

*Novembre 26.* — Les parlementaires de Krylenko proposent aux Allemands de suspendre les opérations militaires.

*Novembre 27.* — Le général Tcheremisoff est incarcéré dans la forteresse de Pierre et Paul.

Avec l'assentiment des Allemands, le début des négociations en vue d'un armistice est fixé au 2 décembre. — Le représentant de

l'armée des Etats-Unis d'Amérique, le lieutenant-colonel M. Kert, adresse au général Doukhonine une protestation contre les négociations d'armistice séparé qui viennent d'être entamées alors que les Etats-Unis se sont engagés, aux côtés de la Russie, dans une guerre qui a la signification d'une lutte de la démocratie contre l'autocratie. — Le chef de la mission militaire française, M. Laverne, fait savoir au général Doukhonine que la France ne reconnaît pas l'autorité du « Conseil des commissaires du peuple »; il ajoute qu'aucun gouvernement allié ne peut engager des pourparlers de paix ou d'armistice sans l'assentiment de ses alliés.

*Novembre 28.* — Note de Trotzki aux représentants diplomatiques des pays neutres; « le commissaire du peuple pour les affaires étrangères » leur demande de faire connaître à tous les pays belligérants et neutres le projet de la Russie de conclure un armistice et d'engager des pourparlers en vue de la paix. — Un radio-télégramme concernant l'armistice et la paix est adressé de Tsarskoïe-Selo à tous les peuples belligérants.

*Novembre 29.* — Manifeste du gouvernement provisoire (suppléant du président des ministres: Prokopovitch) sur la situation créée par le coup d'Etat bolcheviste. L'Assemblée Constituante sera convoquée le 11 décembre; le pays doit serrer les rangs autour de la Constituante. — Décret concernant la dissolution de la Douma centrale municipale de Petrograd.

Le ministre austro-hongrois des affaires étrangères Czernin se déclare disposé à entamer des pourparlers de paix sur la base du message de Trotzki. — A la suite des déclarations des agents militaires français et américain au général Doukhonine, Trotzki déclare que le gouvernement des soviets ne tient pas à être reconnu par les Alliés; mais il proteste contre l'immixtion des représentants de l'Entente dans les affaires intérieures de Russie, et contre la prétendue tentative de provoquer la guerre civile en Russie. — Trotzki affirme aux représentants des Alliés que l'Allemagne s'est déclarée prête à négocier en vue d'une paix démocratique, sans annexions ni indemnités, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et il les somme de déclarer si les puissances alliées sont disposées à prendre part aux négociations qui doivent commencer le 2 décembre. — L'ambassadeur anglais déclare que la lettre de Trotzki ayant trait à l'armistice général lui est parvenue 19 heures après que l'ordre d'engager des pourparlers d'armistice eut été donné au général Doukhonine; il ajoute que toutes les explications de Trotzki seront transmises immédiatement à Londres, mais que

l'ambassadeur anglais ne peut pas répondre à un gouvernement qui n'est pas reconnu par le gouvernement anglais.

*Novembre 30.* — Congrès des socialistes-révolutionnaires radicaux à Petrograd. — Dix journaux de Petrograd — parmi lesquels: « Natcha Rietch », « Edinstvo », « Rabotchaïa Gazeta », « Dien », « Volia Naroda », etc., — sont suspendus pour avoir publié le manifeste du gouvernement provisoire; l'imprimerie du « Novoïe Wremia » est réquisitionnée pour la « Soldatskaïa Pravda ». — Le socialiste-révolutionnaire Schreder, maire de Petrograd, est arrêté.

*Décembre 1<sup>er</sup>.* — Le secrétaire général ukrainien de la guerre Petlioura communique télégraphiquement aux ukrainiens qui se trouvent sur le front, par l'entremise du généralissime Doukhonine et des autres commandants d'armée, qu'il ne faut pas obéir aux ordres de Lénine et des autres « commissaires du peuple » à Petrograd parce que ce gouvernement n'est pas reconnu par la majorité du peuple.

*Décembre 2.* — Ouverture de l'Assemblée nationale géorgienne à Tiflis (président: N. Jordania).

*Décembre 3.* — Evasion du général Korniloff. — Arrestation et meurtre du généralissime Doukhonine.

Commencement des pourparlers en vue d'un armistice.

*Décembre 5.* — Convention au sujet de la suspension des hostilités du 7 au 17 décembre.

*Décembre 6.* — Par 102 voix contre 88, la Diète finlandaise adopte la déclaration du sénat relative à la république finlandaise indépendante.

*Décembre 8.* — Quatrième congrès du parti socialiste-révolutionnaire à Petrograd. — Défaite du général Korniloff près de Belgorod.

*Décembre 9.* — Deuxième congrès panrusse des paysans à Petrograd (présidente: Maria Spiridonowa). — Les comités centraux du parti socialiste-révolutionnaire, du parti social-démocrate, du parti populaire socialiste, du soviet des ouvriers et des soldats et du conseil des délégués des paysans se prononcent en faveur d'une paix générale immédiate, mais contre un armistice séparé.

Dans une déclaration aux gouvernements alliés, le président du sénat finlandais leur communique que les droits souverains ont été attribués, en Finlande, à la Diète, il leur demande de reconnaître l'indépendance de la république de Finlande et de donner leur assentiment à la nomination de représentants diplomatiques propres à la Finlande.

*Décembre 10.* — Les socialistes-internationalistes Zurichoïses Heine-moser, Ragaz, Scherrer, Schmocker, Schulz, etc. attirent télégraphiquement l'attention de Lénine et de Trotzki sur le danger effroyable que ferait courir à tout l'univers une paix séparée entre la Russie et l'Allemagne.

*Décembre 11.* — Suicide du général Skalon (membre de la délégation russe) à Brest-Litowsk. — Décret des bolcheviks contre le parti des constitutionnels-démocrates. — Arrestation de la comtesse Panina, de Chingareff, de Kokochkine et du prince Dolgoroukoff. — A 4 h. 10 ouverture de la séance préparatoire de l'Assemblée Constituante; élection du bureau provisoire; sont élus: président: W. Tchernoff, vice-président: G. Schreder, secrétaire: G. Pokrowski. — A Moscou, le journal «Rousskoïe Slovo» est suspendu; l'imprimerie et les provisions de papier sont confisquées pour les besoins du soviet.

La Diète lituanienne décide de constituer un Etat lituanien indépendant, allié à l'Allemagne.

*Décembre 12.* — Roditcheff, Koutler et Winawer sont arrêtés.

*Décembre 13.* — L'enseigne Blagonrawoff disperse l'Assemblée Constituante sur l'ordre du «Conseil des commissaires du peuple». — Congrès extraordinaire à Petrograd du parti social-démocrate unifié. — Une perquisition est faite au domicile de Mme. O. Kerenski à Petrograd; on attire l'attention de Mme. Kerenski sur le fait que son mari sera passible de la loi de Lynch, s'il ne se rend pas volontairement aux autorités bolchevistes.

*Décembre 15.* — Par 360 voix contre 321, le deuxième congrès des paysans vote une résolution contre l'arrestation de membres de la Constituante, contre l'opposition de la Constituante au soviet, pour la suspension de la guerre civile et pour une nouvelle convocation de la Constituante; le congrès exhorte la population, l'armée et la marine à prendre la défense de la Constituante.

Signature de la convention relative à l'armistice depuis le 17 décembre 1917 jusqu'au 14 janvier 1918.

Le conseil national provisoire letton proteste contre l'emploi de soldats lettons à Petrograd en vue de porter atteinte aux droits politiques et civiques des libres citoyens.

Congrès régional musulman extraordinaire du Turkestan; le Turkestan est proclamé partie autonome de la république démocratique fédérative russe; sous la présidence de Tanychbaïeff, membre de la deuxième Douma, il est constitué un gouvernement

provisoire du Turkestan chargé de conclure un traité avec l'Union sud-orientale.

*Décembre 16.* — Le chef des menchevikis-internationalistes russes Martoff télégraphie à la presse socialiste de l'Europe occidentale qu'il a rompu complètement et définitivement avec Lénine qui cherche à introduire le régime collectiviste dans la Russie, pays économiquement arriéré, et qui ignore l'Assemblée Constituante.

*Décembre 17.* — Le conseil des commissaires du peuple adresse à l'Ukraine un ultimatum comportant un délai de 48 heures. (Exigences: cessation de la destruction du front; interdiction de laisser passer des troupes vers le Don et vers l'Oural; suspension du désarmement des divisions militaires bolchevistes.)

Congrès des soviets ukrainiens à Kiew.

*Décembre 18.* — Décret concernant la création d'un Conseil général économique.

Trotsky rend visite à l'ambassadeur français Noulens et lui déclare que «le gouvernement révolutionnaire russe a l'intention inébranlable de conclure non pas une paix d'assujettissement, mais une paix sans annexions ni indemnités, qui assure à tous les peuples opprimés le droit de disposer librement d'eux-mêmes. Le rejet de ces principes démocratiques par les puissances centrales entraînerait la rupture des négociations».

*Décembre 19.* — A la suite du pillage d'un certain nombre de dépôts de vin, l'état de siège est proclamé à Petrograd.

*Décembre 20.* — Par l'intermédiaire de l'état-major révolutionnaire ukrainien, la Rada ukrainienne répond à l'ultimatum des bolchevikis.

*Décembre 21.* — A Petrograd l'association dite «Croix-Rouge politique» est reconstituée.

Réplique du Conseil des commissaires du peuple à l'état-major révolutionnaire ukrainien; les membres de cet état-major, résidant à Petrograd, sont arrêtés.

*Décembre 22.* — Commencement des pourparlers de paix à Brest-Litowsk. — Déclaration russe.

Acceptation définitive de la loi sur l'égalité civique des Juifs en Finlande.

Congrès du parti du «Bund» à Petrograd.

*Décembre 23.* — Ouverture du «tribunal révolutionnaire» à Petrograd.

*Décembre 24.* — Les socialistes-révolutionnaires de l'aile gauche entrent dans le conseil des commissaires du peuple.

Congrès de l'armée au quartier-général du commandant en chef.

Dans une note aux pays neutres et belligérants, le secrétariat général ukrainien proclame l'indépendance de l'Ukraine dans les questions de la politique extérieure. Jusqu'à ce que le régime fédératif soit établi en Russie et que les droits ukrainiens en matière de représentation internationale du gouvernement fédératif et du gouvernement ukrainien soient fixés et délimités, l'Ukraine entend participer pour elle-même aux congrès internationaux.

*Décembre 25.* — Le Conseil des commissaires du peuple affecte deux millions de roubles à l'usage des organisations révolutionnaires internationales. — Congrès panrusse constitutif des ouvriers et employés des chemins de fer à Petrograd.

Deuxième séance de la conférence de la paix à Brest-Litowsk; déclaration des puissances centrales concernant une paix sans annexion violente de territoires et sans indemnités de guerre. — Interruption des pourparlers jusqu'au 4 janvier 1918.

Le général Kalédine est réélu commandant des cosaques du Don.

*Décembre 26.* — Des soldats assassinent, dans le Caucase, le chef des cosaques de Terek M. A. Karaouloff et son frère, député à la Douma.

Le congrès pan-ukrainien des soviets des ouvriers et des soldats, au cours d'une réunion avec une partie du conseil des délégués des paysans, à Kharkow, élit un comité central exécutif avec mission de prendre entre ses mains le pouvoir gouvernemental en Ukraine.

*Décembre 26—27.* — Les bolchevikis s'emparent des banques privées et arrêtent de nombreux banquiers.

*Décembre 27.* — L'ancien président du conseil des ministres Gorémynkine est assassiné avec sa famille dans sa propriété, à proximité de Sotchi. — Décret sur la nationalisation des banques et sur la saisie des coffres-forts. — Décret sur les pensions: maximum de 300 roubles par mois.

Congrès blanc-russien à Minsk; y prennent part des représentants de l'armée, de la marine, des Zemstvos et des organisations sociales; Rak-Mikhailowski est élu président.

*Décembre 28.* — Le palais du gouverneur à Samara, occupé par le soviét, est détruit par une explosion.

Une commission allemande, ayant à sa tête von Hempel, arrive à Petrograd.

L'Ukraine reconnaît l'armistice séparé. — Un congrès extraordinaire sibérien, réuni à Tomsk, élit un « Conseil régional provisoire sibérien » (un gouvernement sibérien) présidé par G. N. Potanine.

1917.

*Décembre 28—29.* — A Sebastopol les marins assassinent 3 amiraux, 1 général et environ 30 officiers de l'armée, de la marine et du service de santé.

*Décembre 29.* — Sous la conduite du comte Mirbach, une commission austro-allemande arrive à Petrograd.

*Décembre 30.* — Le président de l'Avant-Parlement Avksentieff est arrêté et interné dans la forteresse de Pierre et Paul. — Manifestation pacifiste des bolchevikis à Petrograd.

Appel de Trotzki aux peuples et aux gouvernements des pays alliés, leur proposant de prendre part aux négociations en vue de la paix.

Décret relatif à l'introduction du principe électoral dans l'armée et à l'égalité de tous les militaires.

*Décembre 31.* — Le congrès blanc-russien de Minsk est dispersé sur l'ordre du Conseil des commissaires du peuple; son bureau est arrêté.

1918.

*Janvier 1<sup>er</sup>.* — Congrès extraordinaire panrusse des chemins de fer à Petrograd.

Reconnaissance de la république de Finlande par les bolchevikis.

*Janvier 2.* — Joffé télégraphie aux puissances centrales qu'il est indispensable que les pourparlers de paix se poursuivent non plus à Brest-Litowsk, mais à Stockholm.

*Janvier 3.* — La proposition de transférer à Stockholm le siège de la conférence pour la paix est écartée par les puissances centrales.

Proclamation de l'indépendance de la Lituanie.

Note du secrétariat-général ukrainien aux pays belligérants et neutres.

*Janvier 4.* — Par un décret du comité central exécutif du soviet l'Assemblée Constituante est convoquée pour le 18 janvier 1918. — Les ministres du gouvernement provisoire Konovaloff et Tretiakoff sont transférés de la forteresse Pierre et Paul dans une clinique privée.

La délégation russe déclare, par télégramme, qu'elle est disposée à venir à Brest-Litowsk.

Le comité central exécutif du soviet ratifie le décret relatif à la reconnaissance de l'indépendance de la Finlande.

*Janvier 5.* — Les membres socialistes-révolutionnaires ukrainiens de l'Assemblée Constituante concluent avec les bolchevikis un accord aux termes duquel ils travailleront en commun dans cette assem-

blée. — La France reconnaît l'indépendance de la Finlande et charge ses ambassadeurs à Rome, Londres et Washington d'inviter les autres états de l'Entente à suivre cet exemple.

*Janvier 7.* — L'ambassadeur anglais Sir Buchanan quitte la Russie avec sa famille. Sir Lindley accepte le poste de chargé d'affaires anglais à Petrograd. — La délégation russe ayant Trotzki à sa tête arrive à Brest-Litowsk.

*Janvier 9.* — Reprise des pourparlers de paix à Brest-Litowsk. — Les puissances centrales confirment leur refus de poursuivre les négociations dans une autre localité.

Quatrième « Univeral » de la Rada.

*Janvier 10.* — Von Kühlmann déclare que les principes exposés dans la réponse des puissances centrales du 25 décembre 1917 prévoyaient la participation à la conférence de représentants de tous les pays belligérants. Le silence que l'Entente a opposé à l'invitation de la Russie a rendu caduque la déclaration sus-mentionnée des puissances centrales. — Le délégué ukrainien Holoubovitch, déclare à Brest-Litowsk que la démocratie ukrainienne désire une paix générale, et que la délégation ukrainienne a le droit de prendre part aux pourparlers en vue de la paix. — Conformément au principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, même au point de se séparer de l'Etat auquel elles étaient unies jusqu'alors, Trotzki déclare qu'il n'a pas d'objection à formuler à l'admission de la délégation ukrainienne aux pourparlers de Brest-Litowsk. — Trotzki déclare accepter la proposition de poursuivre les négociations à Brest-Litowsk.

*Janvier 12.* — Discours du général Hoffmann, où il est question de vainqueurs et de vaincus. — Trotzki reconnaît la situation indépendante de la délégation ukrainienne aux pourparlers de Brest-Litowsk.

*Janvier 13.* — L'ambassadeur roumain en Russie Diamandi et les membres de la légation roumaine à Petrograd sont arrêtés et incarcérés dans la forteresse Pierre et Paul.

*Janvier 14.* — Attentat contre Lénine. — Le conseil des commissaires du peuple ratifie le décret annulant les emprunts russes.

Tous les chefs des représentations diplomatiques étrangères résidant en Russie rendent visite à Lénine, protestent contre l'arrestation des diplomates roumains et exigent leur mise en liberté immédiate.

*Janvier 15.* — Mise en liberté des diplomates roumains.

*Janvier 16.* — A la suite de la publication d'articles « contre-révolu-

tionnaires », les journalistes Klivanski et Guiles sont arrêtés dans les salles de rédaction du journal socialiste « Dien » à Petrograd et blessés à coups de baionnettes.

A la suite de l'arrestation d'officiers autrichiens sur le front russe, un nouvel ultimatum de 24 heures est adressé à la Roumanie. — Négociations séparées entre Czernin et la délégation ukrainienne à Brest-Litowsk.

*Janvier 18.* — Conformément à une ordonnance du Conseil des commissaires du peuple, l'Assemblée Constituante est ouverte à Petrograd. (Sa composition voir page 88. Résolutions voir page 145.) — Des manifestations en faveur de la Constituante ont lieu dans les rues de la capitale; on tire sur les manifestants; nombreux morts et blessés.

*Janvier 19—20.* — Les députés à l'Assemblée Constituante sont mis dans l'impossibilité d'entrer dans le palais Tauride.

*Janvier 20.* — Les ministres du gouvernement provisoire Kokochkine et Chingareff sont assassinés dans une maison de santé.

Un accord intervient entre la délégation ukrainienne et les délégations des puissances centrales.

*Janvier 21.* — Décret du comité central exécutif des soviets, ordonnant la dissolution de l'Assemblée Constituante.

*Janvier 26.* — Proclamation de l'indépendance de l'Ukraine.

*Janvier 27.* — Décret ordonnant la démocratisation de la marine (éligibilité des officiers etc.).

*Janvier 28.* — Rupture des relations diplomatiques avec la Roumanie. — Expulsion des membres de la légation roumaine.

Les délégués du gouvernement ukrainien des soviets des ouvriers, des soldats et des paysans, Chakhraï et Medwedeff, déclarent, d'accord avec la délégation bolcheviste russe, que le secrétariat-général ukrainien ne représente pas toute l'Ukraine.

*Janvier 30.* — A Brest-Litowsk apparaissent des délégués du gouvernement des soviets ukrainiens. Explications de Trotzki à ce sujet.

*Janvier 31.* — Trotzki dénie à la délégation de la Rada ukrainienne le droit de représenter l'Ukraine, ainsi que le droit d'aborder les questions territoriales avant que les limites de la république ukrainienne soient fixées.

*Février 1<sup>er</sup>.* — Décret concernant la création de l'armée rouge.

*Février 3.* — Le comité central exécutif des soviets ratifie le décret annulant les emprunts d'Etat.

*Février 7.* — Bobinski et Radek, membres de la délégation bolcheviste à Brest-Litowsk, déclarent qu'ils sont les véritables représentants du peuple polonais.

*Février 9.* — Signature du traité de paix entre l'Ukraine et les puissances centrales.

*Février 10.* — Décret sur la nationalisation de la flotte de commerce. Trotzki déclare qu'il renonce à la signature d'un traité de paix entre la Russie et les puissances centrales, qu'il considère l'état de guerre entre la Russie et les puissances centrales comme terminé, et qu'il procédera à la démobilisation immédiate de l'armée russe.

Les Autrichiens entrent à Brody.

*Février 11.* — Décret ordonnant la démobilisation de l'armée russe.

*Février 12.* — Le gouvernement britannique déclare officieusement qu'il ne reconnaît pas le traité de paix conclu entre l'Ukraine et les puissances centrales.

La Rada ukrainienne transfère son siège de Kiew à Jitomir.

*Février 15.* — Armistice entre les bolchevikis et la Roumanie. — Ultimatum de 24 heures adressé à la Roumanie (évacuation de la Bessarabie; passage de troupes russes à travers la Roumanie; livraison du général Tcherbatcheff, etc.; menace d'hostilités). — Les commissions des puissances centrales quittent Petrograd.

*Février 16.* — Décret concernant la confiscation du capital-actions des banques privées. — Décret ordonnant l'introduction du calendrier grégorien en Russie.

La « Taryba » lituanienne proclame l'indépendance de la Lituanie. — L'Ukraine appelle l'Allemagne à l'aide.

*Février 17.* — Les bolchevikis s'emparent de Kiew. — Suicide du général Kalédine.

L'Allemagne déclare officiellement que l'armistice avec la Russie cesse le 18 février.

*Février 18.* — Les Autrichiens occupent le territoire jusqu'à la frontière ukrainienne. — Reprise des hostilités du côté des puissances centrales; marche sur Kowel et Dwinsk.

*Février 19.* — Le Conseil fédéral allemand approuve le traité de paix avec l'Ukraine.

Les troupes des puissances centrales occupent Dwinsk et Loutzk. — Les Turcs occupent Baiburte.

*Février 20.* — Le Conseil des commissaires du peuple fait savoir radio-télégraphiquement au gouvernement allemand qu'il est maintenant prêt à signer un traité de paix avec les puissances cen-

trales. — Le Conseil des commissaires du peuple confirme par écrit ce radio-télégramme.

*Février 21—22.* — Les troupes des puissances centrales occupent Rowno, Hapsal, Wenden, Wolmar, Riejitsa, Minsk, Nowograd-Wolynsk.

*Février 22.* — Le Reichstag allemand ratifie le traité de paix avec l'Ukraine.

*Février 23.* — Les troupes des puissances centrales occupent Walk et Doubno.

*Février 24.* — Le comité central exécutif des soviets accepte les conditions de paix allemandes.

Les Turcs occupent Trébizonde.

*Février 24—25.* — Les troupes des puissances centrales occupent Pernau, Dorpat, Jitomir et Borissow.

*Février 25.* — Les Austro-Allemands occupent Reval et Pskow.

*Février 27.* — Le gouverneur ukrainien de Podolie sollicite le secours de l'Autriche.

*Février 28.* — Arrivée de la délégation russe à Brest-Litowsk.

*Mars 1<sup>er</sup>.* — Première séance plénière à Brest-Litowsk. — Convention russo-finlandaise.

Les troupes autrichiennes franchissent la frontière de l'Ukraine.

*Mars 1—2.* — Les troupes austro-allemandes occupent Mosyr, Proskourow, Khotine, Kamenetz-Podolsk, Gomel, Kiew, Jmérinka et Gorodok.

*Mars 2.* — A la suite de l'occupation de Kiew par les troupes ukrainiennes, Holoubovitch adresse un télégramme de remerciements au chancelier de l'empire allemand.

*Mars 3.* — Les ministres Terechtchenko et Kichkine sont mis en liberté.

Signature du traité de paix entre les bolcheviks et les puissances centrales à Brest-Litowsk.

*Mars 4.* — Les Allemands occupent Narwa.

*Mars 5.* — Les Allemands débarquent dans les îles d'Aaland. — Radio-télégramme de Krylenko demandant de suspendre les hostilités.

*Mars 7.* — Signature du traité de paix entre la Finlande et les puissances centrales.

*Mars 8.* — Démission de Trotzki, commissaire du peuple pour les affaires étrangères. — Décret ordonnant l'introduction du monopole des bougies, des allumettes, du riz, du café, etc.

Le «Landrat» de Courlande décide à l'unanimité d'offrir la couronne du duché de Courlande à l'empereur d'Allemagne.

*Mars 9.* — Décret sur le transfert à Moscou des institutions gouvernementales.

*Mars 11.* — Le Conseil des commissaires du peuple va s'établir à Moscou.

*Mars 12.* — Les Turcs occupent Erzéroum.

*Mars 13.* — Les Austro-Allemands occupent Odessa.

*Mars 14.* — Congrès des soviets des ouvriers, des soldats, des paysans et des cosaques à Moscou.

*Mars 15.* — Les Austro-Allemands occupent Bakhmatch.

*Mars 16.* — A Moscou, le congrès des soviets ratifie le traité de paix avec les puissances centrales.

*Mars 17.* — La petite Rada ratifie le traité de paix entre l'Ukraine et les puissances centrales.

Le Conseil fédéral allemand approuve le traité de paix avec les bolcheviks.

*Mars 18.* — Les Austro-Allemands occupent Nikolaïew.

*Mars 21.* — Les Austro-Allemands occupent Kherson et Otchakow.

*Mars 22.* — Le Reichstag allemand ratifie le traité de paix avec les bolcheviks.

## C H A P I T R E I V.

### *COMPOSITION DES PRINCIPALES INSTITUTIONS POLITIQUES PENDANT LA PREMIÈRE ANNÉE DE LA RÉVOLUTION.*

1° et 2° voir les pages 80 et 81 (tableaux).

#### **3° Composition du Comité provisoire de la Douma d'empire, formé le 12 mars 1917.**

(Le Comité provisoire de la Douma d'empire, formé le 12 mars 1917, a constitué le premier gouvernement révolutionnaire provisoire.)

- |   |                                      |
|---|--------------------------------------|
| M. W. Rodsianko (président), (octobriste des zemstvos). | A. N. Konovaloff (progressiste).     |
| W. N. Lvoff (républicain-libéral).                      | W. A. Rjewski (progressiste).        |
| W. W. Choulguine (républic.-lib.).                      | P. N. Milioukoff (const.-dém.).      |
| I. I. Dmitrioukoff (octobriste de l'aile gauche).       | N. W. Nekrassoff (const.-dém.).      |
| M. A. Karaouloff (fraction du peuple).                  | A. F. Kerenski (parti des troudov.). |
|   | N. S. Tchkeïdze (soc.-dém.).         |

I. Tableau représentant la composition des quatre Doumas d'empire d'après la couleur politique des députés.

	Nombre total des députés	Socialistes et partis ouvriers					Partis progressistes libéraux				Partis nationaux			Autonomistes			Cosaques	Partis de droite				Indépendants
		Socialistes-révolutionnaires	Social-démocrates	Socialistes populaires	Parti des Trouvovikis	Association des paysans	Constitutionnels-démocrates	Progressistes	Parti des réformes démocratiques	Parti de la «renovation pacifique»	Polonais	Musulmans	Groupes polonaises, lituaniens, blancs-russes	Parti constitutionnel monarchiste «Union du 17 (30) octobre»	Parti de l'ordre légal	Nationalistes		Conservateurs modérés	Conservateurs			
I <sup>er</sup> Douma (10/V-22/VII 1906)	524		21		107	29	177	8		60			61	17	4					40		
II <sup>e</sup> Douma (5/III-16/VI 1907)	524	36	69	19	80		92						47	31	32	17			61	40		
III <sup>e</sup> Douma I <sup>re</sup> Session (14/XI 1907-11/IX 1912)	442		19		14		54	28					11	8	7	154			26	70	51	
II <sup>e</sup> Session			13		11		53	47					11	8	7	132			93	52	25	
IV <sup>e</sup> Douma (1912-1917)	442		14		10		58	47						6	15	99			88	33	64	8

2. Tableau représentant la composition des quatre Doumas d'empire d'après la nationalité des députés.

	Nombre total des députés	Grands-Russiens	Ukrainiens	Blancs-Russiens	Polonais	Lituaniens	Lettons	Estoniens	Allemands	Tatars	Bachkires	Juifs	Arméniens	Moldaves (Roumains)
I <sup>re</sup> Douma <sup>1)</sup> . . . . .	524	265	62	12	51	6	6	4	4	8	4	13	—	—
II <sup>e</sup> Douma . . . . .	524	Les données manquent												
III <sup>e</sup> Douma . . . . .	442	342	28	12	22	5	4	—	13	4	4	4	4	—
IV <sup>e</sup> Douma <sup>2)</sup> . . . . .	442	336	9	4	19	5	2	—	9	5	—	3	4	3

<sup>1)</sup> Les données que nous avons à notre disposition concernent 435 députés.

<sup>2)</sup> Nos données se rapportent à 429 députés.

#### 4. Tableau des ministères du gouvernement

	1 <sup>er</sup> cabinet Lvoff	2 <sup>e</sup> cabinet Lvoff	3 <sup>e</sup> cabinet Kerenski
	14 III 1917	17 V 1917	23 VII 1917
Extérieur . . . . .	P. Milioukoff c. d.	M. Terechtchenko p. i.	M. Terechtchenko p. i.
Guerre . . . . .	A. Goutchkoff r. l.	A. Kerenski s. r.	B. Savinkoff s. r.
Marine . . . . .	A. Goutchkoff	A. Kerenski	W. Lebedeff s. r.
Intérieur . . . . .	Prince G. Lvoff p. i.	Prince G. Lvoff p. i.	J. Tsereteli s. d. m.
Agriculture . . . . .	A. Chingareff c. d.	W. Tchernoff s. r.	W. Tchernoff s. r.
Finances . . . . .	M. Terechtchenko p. i.	A. Chingareff c. d.	provisoirement Khroustcheff
Commerce et industrie	A. Konovaloff c. d.	A. Konovaloff c. d.	S. Prokopovitch s. d. m.
Justice . . . . .	A. Kerenski s. r. remplaçant du prési- dent du Conseil	P. Pereverseff s. d. m.	J. Efremoff r. d.
Instruction . . . . .	A. Manouïloff c. d.	A. Manouïloff c. d.	Preobrajenski
St-Synode . . . . .	W. Lvoff r. l.	W. Lvoff r. l.	W. Lvoff r. l.
Contrôle de l'Etat . .	J. Godneff r. l.	J. Godneff r. l.	J. Godneff r. l.
Transports . . . . .	N. Nekrassoff c. d.	N. Nekrassoff c. d.	G. Takhtamycheff
Postes et télégraphes		J. Tsereteli s. d. m.	J. Tsereteli s. d. m.
Travail . . . . .		M. Skobeleff s. d. m.	M. Skobeleff s. d. m.
Approvisionnement .		A. Pechekhonoff s. p.	A. Pechekhonoff s. p.
Secours publics . . . .		Prince D. Chakhovskoï	A. Barychnikoff r. d.
Présidence du conseil économique . . . . .			

**Signes explicatifs.**

- r. l. = membre du parti républicain-libéral
- r. d. = membre du parti radical-démocrate
- soc. = socialiste
- c. d. = membre du parti constitutionnel-démocrate

provisoire du 14 mars au 7 novembre 1917.

4 <sup>e</sup> cabinet Kerenski	Directoire (Kerenski, Terestchenko, Nikitine, Général Verchowski, Amiral Verderewski)	5 <sup>e</sup> cabinet Kerenski
24 VII— 7 VIII 1917	15 IX 1917	24 IX—7 X 1917
M. Terechtchenko p. i.	M. Terechtchenko p. i. remplaçant du président du Conseil	M. Terechtchenko p. i.
B. Savinkoff s. r.	Général A. Verkhowski soc.	Général A. Verkhowski soc.
W. Lebedeff s. r. puis B. Savinkoff	Amiral D. Verderewski soc.	Amiral D. Verderewski soc.
N. Avksentief s. r.	Saltykoff puis Nikitine	A. Nikitine s. d. m.
W. Tchernoff s. r.	P. Vikhlaïeff s. r.	S. Masloff s. r.
N. Nekrassoff remplaçant du prés. du Conseil.	M. Bernatzki r. d.	M. Bernatzki r. d.
S. Prokopovitch s. d. m.	S. Prokopovitch s. d. m.	A. Konovaloff remplaçant du président du Conseil
A. Zaroudnyi s. p.	A. Demianoff s. p.	P. Maliantovitch s. d. m.
S. Oldenburg c. d.	S. Salaskine soc.	S. Salaskine soc.
A. Kartacheff c. d.	A. Kartacheff c. d. puis Kotliarewski	A. Kartacheff c. d.
F. Kokochkine c. d.		S. Smirnoff c. d.
N. Ioureneff c. d.	A. Liwerowski s. r.	A. Liwerowski s. r.
A. Nikitine s. d. m.	A. Nikitine s. d. m.	A. Nikitine s. d. m.
M. Skobelev s. d. m.	W. Gwosdeff s. d. m.	K. Gwosdeff s. d. m.
A. Pechekhonoff s. p.	B. Selheim puis Prokopovitch	S. Prokopovitch s. d. m.
J. Efremoff r. d.	J. Efremoff président du petit conseil des ministres	N. Kichkine c. d.
		Tretiakoff p. i.

p. i. = progressiste indépendant  
s. r. = membre du parti socialiste révolutionnaire  
s. d. = membre du parti social-démocrate  
s. p. = membre du parti populaire socialiste  
m. = minoritaire (Menschewik).

5° Composition du Comité exécutif du soviet des délégués des ouvriers  
et des soldats de Petrograd (mars 1917).

*Président:* N. S. Tchkeïdze (soc.-dém. menchevik.).

*Vice-présidents:* M. N. Skobeleff (soc.-dém. menchevik.).

A. F. Kerenski (soc.-rév.).

*Bureau du comité exécutif:*

- |  |                                       |
|--|---------------------------------------|
| N. S. Tchkeïdze (soc.-dém. menchevik).   | N. I. Kapelinski.                     |
| I. M. Stekloff (Nakhamkess) (bolchevik). | P. N. Stoutchka (bolchevik).          |
| B. O. Bogdanoff (soc.-dém. menchevik).   | P. A. Krassikoff.                     |
|  | K. A. Gwosdeff (soc.-dém. menchevik). |

*Membres:*

- |  |  |
|--|--|
| G. M. Ehrlich («Bund»).                          | K. K. Krotowski.                           |
| N. D. Sokoloff (bolchevik).                      | K. S. Schachter (Grinevitch).              |
| N. N. Gimmer - Soukhanoff (soc.-dém. menchevik). | W. M. Skriabine (Stalni) (bolch.).         |
| M. N. Koslowski (bolchevik).                     | J. W. Djougachvili (bolchevik).            |
| W. M. Zensinoff (soc.-rév.).                     | A. G. Chliapnikoff (Bélénine) (bolchevik). |
| A. R. Gotz (soc.-rév.).                          | J. J. Ramichvili (soc.-dém. menchevik).    |
| W. B. Stankevitch (soc.-p.).                     | J. G. Barkoff.                             |
| L. M. Bramson (soc.-p.).                         | A. N. Padérine.                            |
| N. W. Tchaïkowski (soc.-p.).                     | A. D. Sadowski (soc.-dém. menchevik).      |
| W. N. Philipowski (soc.-rév.).                   | I. A. Koudriavtseff.                       |
| G. G. Pankoff.                                   | W. I. Badenko.                             |
| W. A. Dmitriewski.                               | F. F. Linde (bolchevik).                   |
| Sokolowski.                                      | A. P. Borissoff.                           |
| P. A. Zaloutski.                                 | Wakoulenko.                                |
| G. F. Fedoroff.                                  | Klimtchinski.                              |
| N. W. Swiatitski.                                |  |
| I. G. Tsereteli.                                 |  |
| M. I. Liber (Goldmann).                          |  |

6° Composition du Comité exécutif du soviet panrusse des délégués  
des paysans du 20 mai au 12 juillet 1917.

*Président:* N. D. Avksentieff (soc.-rév.).

*Vice-présidents:* I. N. Bounakoff (Foundaminski), (soc.-rév.).

G. A. Martiouchine (soc.-rév.).

*Membres :*

W. M. Tchernoff (soc.-rév.).	M. W. Wichniak (soc.-rév.).
E. K. Brechko-Brechowskaïa (soc.-rév.).	S. L. Masloff (soc.-rév.).
A. F. Kerenski (troudovik) (soc.- rév.).	W. A. Kiltchewski (soc.-rév.).
I. A. Roubanovitch (soc.-rév.).	W. K. Wolski (soc.-rév.).
W. N. Figner (soc.-rév.).	G. Pokrowski (soc.-rév.).
I. W. Wikhlaïeff (soc.-rév.).	W. I. Gourevitch (soc.-rév.).
N. N. Sokoloff (soc.-rév.).	N. W. Tchaïkowski (soc.-p.).
N. I. Bykhowski (soc.-rév.).	N. I. Pianykh (soc.-rév.).
A. R. Gotz (soc.-rév.).	W. N. Dzioubinski (soc.-p.).
M. E. Berezine (soc.-pop.).	W. A. Miakotine (soc.-p.).
P. P. Otchakowski (soc.-rév.).	W. M. Nikotine (soc.-rév.).
N. D. Kondratieff (soc.-rév.).	P. A. Sorokine (soc.-rév.).
S. S. Masloff (soc.-rév.).	A. E. Teslia (soc.-rév.).
	I. P. Passetchnyï.

**7<sup>o</sup> Composition de la Conférence Nationale de Moscou (du 25 août  
au 29 août 1917).**

(Conférence convoquée par M. Kerenski pour essayer de trouver un appui dans l'ensemble de l'opinion publique du pays. — Au cours de cette conférence les représentants des différents partis ont fait connaître leurs opinions, mais la conférence n'a pu prendre de décision, et n'a servi qu'à souligner les divergeances de vues entre l'opinion publique et M. Kerenski.

La conférence nationale convoquée à Moscou par le gouvernement provisoire de Kerenski se composait, d'après des données officielles, d'environ 2500 délégués, qui se répartissaient de la manière suivante:

Membres des quatre Doumas d'empire . . . . .	448
Représentants des paysans . . . . .	100
» des conseils des ouvriers et des soldats . . . . .	100
» des comités exécutifs et des comités unifiés des soviets . . . . .	129
Délégués des villes . . . . .	147
» de l'union des zemstvos et de l'union des villes . . . . .	118
Représentants des banques et des organisations industrielles et commerciales . . . . .	150
Représentants des organisations techniques . . . . .	99
» des professions libérales . . . . .	83
» de l'armée et de la marine . . . . .	117
» du clergé et des organisations religieuses . . . . .	24
» des groupes nationaux . . . . .	58

Représentants des comités de secours et de ravitaillement . . . . .	90
» des associations agricoles . . . . .	51
» des unions coopératives . . . . .	313
» des associations professionnelles . . . . .	176
» des commissaires du gouvernement provisoire . . . . .	33
» du ministère de la guerre et de l'administration militaire . . . . .	16
» du gouvernement provisoire et des différents ministères . . . . .	15

### 8<sup>o</sup> Composition de la Conférence démocratique de Petrograd (du 27 septembre au 5 octobre 1917).

(Conférence réunie par les socialistes qui avaient refusé de se rendre à la conférence de Moscou. Elle n'a donné également qu'un résultat négatif.)

La conférence démocratique, convoquée à Petrograd sur la demande des soviets, était composée comme suit :

Délégués des conseils des ouvriers et des soldats . . . . .	230	Unions coopératives . . . . .	120
Délégués des conseils des paysans . . . . .	230	Unions des ouvriers . . . . .	38
Délégués des villes . . . . .	300	Groupes économiques . . . . .	33
Délégués des zemstvos et des comités exécutifs des gouvernements . . . . .	200	Comités agraires . . . . .	20
Représentants des organisations de l'armée . . . . .	83	Union des paysans . . . . .	10
Commissaires . . . . .	32	Rada ukrainienne . . . . .	15
Cosaques . . . . .	35	Conseil musulman . . . . .	10
Associations professionnelles . . . . .	100	Corps des officiers . . . . .	4
Marine . . . . .	15	Sections paysannes de l'armée . . . . .	18
Représentants des employés des postes et télégraphes . . . . .	12	Invalides de guerre . . . . .	6
Corps enseignant . . . . .	15	Journalistes . . . . .	1
Employés de l'industrie et du commerce . . . . .	30	Organisations d'approvisionnement et de ravitaillement . . . . .	17
		Clergé orthodoxe . . . . .	1
		Personnel sanitaire auxiliaire . . . . .	5
		Partis socialistes nationaux . . . . .	10
		Juifs . . . . .	1
		Polonais . . . . .	2
		Union des partis géorgiens . . . . .	5

## 9<sup>o</sup> Composition du Conseil provisoire de la République Russe (Avant-Parlement, du 20 octobre au 7 novembre 1917).

(Tentative de M. Kerenski pour réunir en une assemblée unique les éléments qui avaient figuré aux deux précédentes conférences, et créer ainsi une sorte de parlement sur lequel le gouvernement pourrait s'appuyer jusqu'à la convocation de la Constituante. L'avant-parlement a été renversé par le coup d'Etat des bolchevikis.)

Président: N. D. Avksentieff (soc.-rév.).  
 Vice-présidents: W. N. Krokmal (soc.-dém. menchevik).  
                   A. W. Pechekhonoff (soc.-p.).  
                   W. D. Nabokoff (const.-dém.).  
 Secrétaire: M. W. Wichniak (soc.-rév.).  
 Vice-secrétaire: W. P. Schafranoff (groupe industr.-commerc.).  
 Nombre des membres: 555.

### *Représentants des éléments démocratiques 388, savoir:*

Villes . . . . .	45	Chemins de fer . . . . .	5
Zemstvos . . . . .	45	Employés des postes et télé-	
Conseils des ouvriers et des		graphes . . . . .	2
soldats . . . . .	38	Armée . . . . .	25
Conseils des paysans . . . . .	38	Invalides de guerre . . . . .	1
Coopération . . . . .	24	Marine . . . . .	2
Unions professionnelles . . . . .	21	Cosaques . . . . .	6
Représentants de l'industrie et		Organisations sociales . . . . .	25
du commerce . . . . .	5		

### *Représentants des éléments soumis au cens: 167, savoir:*

Organisations industrielles et	4	Groupes nationaux . . . . .	15
commerciales . . . . .	34	Organisations diverses . . . . .	8
Comité de la conférence poli-		Comités agraires . . . . .	7
tique de Moscou . . . . .	12	Organisations économiques . . . . .	3
Parti constitutionnel-démocra-		Unions agricoles . . . . .	2
tique . . . . .	63	Corps enseignant . . . . .	2
Union des gros propriétaires	7	Barreau . . . . .	1
Union académique . . . . .	3	Union des femmes . . . . .	1
Association des rédacteurs . . . . .	2	Partis politiques . . . . .	80
Cosaques . . . . .	20	Organisations diverses . . . . .	10
Académie ecclésiastique et			
union du clergé . . . . .	3		

**10° Composition (approximative) de l'Assemblée Constituante  
(18 janvier 1918).**

Président: W. M. Tchernoff (soc.-rév.).

Secrétaire: W. M. Wichniak (soc.-rév.).

Nombre des membres: 810.

*Couleur politique des députés:*

Bolcheviks . . . . .	185	Lettons . . . . .	1
Socialistes-révolutionnaires et social-démocrates ukrainiens	75	Divers partis musulmans . .	60
Socialistes-révolutionnaires «de gauche» (coalisés avec les bolchevikis) . . . . .	40	Nationalistes juifs . . . . .	8
Centre et aile droite des socia- listes-révolutionnaires . .	344	Esthoniens . . . . .	4
Social-démocrates minimalistes	25	Roumain . . . . .	1
«Dachnaksoutiune» (parti ar- ménien) . . . . .	7	Cosaques . . . . .	25
		Constitutionnels-démocrates .	24
		Conservateurs et union des propriétaires . . . . .	10
		<b>Total</b>	<b>810</b>

## CHAPITRE V.

### DOCUMENTS.

#### A. ACTES D'ABDICATION.

##### 1° Deux télégrammes de M. W. Rodsianko, président de la Douma, au Tsar Nicolas II.

###### *I. Du 11 mars 1917:*

« La situation est sérieuse. L'anarchie règne dans la capitale. L'action du gouvernement est paralysée. Les transports, le ravitaillement, la livraison du combustible sont complètement désorganisés. Le mécontentement de la population augmente. Dans les rues, la fusillade éclate sans but. Des détachements de troupes se combattent mutuellement. Il est nécessaire de charger de la formation du nouveau cabinet une personnalité en qui le pays ait confiance. Il importe de ne pas tarder. Toute hésitation équivaut à un danger mortel. J'implore Dieu pour que la responsabilité ne retombe pas sur l'empereur. »

*Observation.* Ce télégramme de Rodsianko fut également communiqué aux commandants de tous les fronts, pour les inviter à user de leur influence afin d'obtenir que le tsar cédât aux instances de la Douma. Le général Brussilow répondit: « J'ai reçu votre télégramme et j'ai rempli mon devoir envers la patrie et le tsar. » Le général Russki télégraphia: « Ai reçu télégramme. Exécuté ordre. »

###### *II. Le 12 mars,* Rodsianko lança au tsar le télégramme suivant:

« La situation va en empirant. Il faut prendre des mesures sans tarder; demain il sera trop tard. La dernière heure a sonné qui décidera du sort de la nation et de la dynastie. »

##### 2° Télégramme de vingt-deux membres élus du Conseil d'empire (prince Troubetskoi, les professeurs Vassilieff, Grimm et autres), envoyé au Tsar le 12 mars 1917.

« . . . . Nous considérons que le seul moyen de salut réside dans la rupture complète et finale avec le passé, la convocation immédiate du

Parlement et l'appel à une personne jouissant de la confiance de la nation, qui formera un nouveau cabinet capable de gouverner le pays en plein accord avec les représentants de la nation. »

### 3° Lettre du grand-duc Nicolas au Tsar du 12 mars 1917.

« Tu as souvent exprimé ta volonté de conduire la guerre jusqu'à la victoire, mais es-tu convaincu que cette victoire est possible dans l'état de choses présent? Connais-tu la situation à l'intérieur de l'empire? Te dit-on la vérité? T'a-t-on révélé où se trouve la racine du mal? Tu m'as dit fréquemment qu'on te trompait, que tu n'avais foi que dans les sentiments de celle qui est ton épouse. Or, ce que te dit l'impératrice n'est pas l'expression de la vérité. Si tu es incapable de l'arracher aux influences pernicieuses qui l'entourent, défends-toi du moins contre ceux qui dictent ses paroles. Si tu pouvais éloigner ces forces obscures, la renaissance de la Russie commencerait et la confiance de la majorité de ton peuple déjà à demi perdue pour toi te reviendrait.

J'ai longtemps hésité à te dire la vérité, mais je m'y suis décidé avec l'encouragement de ta mère et de tes deux sœurs. Tu es à la veille de nouvelles agitations, je dirai plus, à la veille d'un attentat. Je te parle pour le salut de ta personne, de ton trône et de la patrie. »

### 4° Manifeste d'abdication du Tsar du 15 mars 1917.

« Par la grâce de Dieu, nous, Nicolas II, Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, Grand-Duc de Finlande, etc., à tous nos fidèles sujets nous faisons savoir: Aux jours de la grande lutte contre l'ennemi extérieur qui s'efforce depuis trois ans d'asservir notre patrie, Dieu voulut envoyer à la Russie une nouvelle et pénible épreuve. Des troubles intérieurs menacent d'avoir une répercussion fatale pour la marche ultérieure de la guerre tenace. Les destinées de la Russie, l'honneur de notre armée héroïque, le bonheur du peuple, tout l'avenir de notre chère patrie exigent que la guerre soit menée à tout prix jusqu'à une fin victorieuse. Notre cruel ennemi fait ses derniers efforts et le moment est proche où notre vaillante armée, de concert avec nos glorieux alliés, abattra définitivement l'ennemi. En ce jour décisif pour la vie de la Russie, nous avons cru de notre devoir et de notre conscience, de faciliter à notre peuple une étroite union et l'organisation de toutes ses forces pour la réalisation rapide de la victoire. C'est pourquoi, d'accord avec la Douma d'empire, nous avons reconnu pour bien, d'abdiquer la couronne de l'Etat russe et de déposer le pouvoir suprême. Ne voulant pas nous séparer de notre

fils aimé, nous léguons notre héritage à notre frère, le Grand-Duc Michel Alexandrovitch, bénissant son avènement au trône de l'Etat russe. Nous léguons à notre frère la tâche de gouverner en pleine union avec les représentants nationaux siégeant aux institutions législatives et d'y prêter le serment inviolable au nom de la patrie bien-aimée. Nous appelons tous les fidèles fils de la patrie à remplir leur devoir sacré et patriotique en obéissant au Tsar en ces pénibles moments de détresse nationale et à l'aider avec les représentants de la nation à conduire l'Etat russe dans la voie de la prospérité et de la gloire. Que Dieu aide la Russie.

Nicolas II. »

### 5° Manifeste du Grand-Duc Michel du 16 mars 1917.

Petrograd, 16 mars 1917.

Le grand-duc Michel Alexandrovitch a fait la déclaration suivante :

« Une lourde tâche m'est confiée par la volonté de mon frère, qui me transmet le trône impérial à l'époque d'une guerre sans précédent et au moment de troubles populaires.

Animé, avec tout le peuple, de la seule pensée que le bien de la patrie prime tout, j'ai la ferme volonté de n'accepter le pouvoir suprême que si c'est la volonté de notre grand peuple, qui doit, par un plébiscite et par l'organe de ses représentants réunis en Assemblée Constituante, établir la forme de gouvernement et les nouvelles lois fondamentales de l'Etat russe.

Par conséquent, en invoquant la bénédiction du Seigneur, je prie tous les citoyens de Russie de se soumettre au gouvernement provisoire formé sur l'initiative de la Douma et investi de toute la plénitude du pouvoir, jusqu'au moment, aussi prochain que possible, où, sur la base du suffrage universel direct, égal et secret, l'Assemblée Constituante exprimera la volonté du peuple relativement à la forme de gouvernement. »

### *B. ACTES DE CONSTITUTION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA DOUMA D'EMPIRE.*

(Pour la composition du Comité exécutif voir chapitre IV.)

#### 1° Appel à la population, du 12 mars 1917.

La période de transition difficile est close, un gouvernement provisoire a été constitué. Le peuple a accompli avec héroïsme sa révolution civique, et, vu le danger qui menaçait la patrie, a abattu l'ancien régime.

Le nouveau pouvoir, conscient de ses devoirs et de sa responsabilité, prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer l'ordre dans la liberté et sauver le pays de la décomposition à l'extérieur et à l'intérieur. L'interruption de la vie administrative, inévitable mais heureusement très courte, approche de son terme.

Les citoyens du pays, notamment ceux de la capitale, ébranlée par les événements, doivent reprendre paisiblement le labeur quotidien. De même les troupes doivent reprendre leur vie normale. Si comme il est nécessaire, elles sont prêtes à obéir au premier appel du gouvernement, elles pourront protéger le nouvel ordre de choses avec vigilance et avec succès.

Le général Chabalof, ancien commandant de la garnison de Petrograd, a été destitué et jeté en prison. Le comité provisoire de la Douma d'empire a nommé au poste de commandant en chef des troupes de Petrograd et des environs le lieutenant-général Korniloff, commandant le 25<sup>e</sup> corps, dont la vaillance et l'héroïsme incomparables sont connus de toute la Russie et sur tous les champs de bataille. Le général Korniloff a été appelé du front à la capitale. Jusqu'à son arrivée, le major-général Anossoff, commandant la 19<sup>e</sup> brigade de réserve, est chargé ad interim d'exercer les fonctions de commandant en chef.

*M. Rodsianko,*

Président du comité provisoire, président de la Douma d'empire.  
Etat-major du commandant en chef. Place du Palais No. 4.

## 2<sup>o</sup> Proclamation du 13 mars 1917.

Le comité provisoire de la Douma demande instamment à la population de Petrograd, au nom de l'intérêt général, d'épargner les institutions et les installations nationales et sociales, avant tout, l'édifice des télégraphes, le réservoir d'eau, les stations électriques, les lignes de tramways et le local du gouvernement. En même temps le comité de la Douma place sous la protection des citoyens les usines et les fabriques qui travaillent pour la défense nationale ou qui ont une destination d'intérêt public. Il est nécessaire de se rendre compte que les dommages faits aux bâtiments et aux installations, sans avoir d'utilité pour personne, causent un tort immense à l'Etat et à l'ensemble de la population, car l'eau, la lumière, etc., sont également indispensables à tous.

Les attentats contre la vie et la santé, ainsi que contre la propriété des particuliers sont également inadmissibles.

Les effusions de sang et les pillages pèseront comme une opprobre sur la conscience de ceux qui se rendront coupables de tels actes; ils peuvent, en outre, faire un tort incalculable à la population de la capitale.

(Signé:) Le président de la Douma:

*Rodsianko.*

### C. ACTES DE CONSTITUTION DU CONSEIL DES DÉLÉGUÉS DES OUVRIERS ET DES SOLDATS.

#### 1° Appel à la population, du 13 mars 1917.

L'ancien régime a conduit le pays à une dissolution complète et le peuple à la famine. Il était devenu impossible de conserver plus longtemps la patience. La population de Petrograd est descendue dans la rue pour manifester son mécontentement. Elle a été reçue par des salves d'infanterie. Le gouvernement tsariste a donné au peuple du plomb au lieu de pain.

Cependant les soldats n'ont pas voulu combattre contre le peuple et se sont soulevés contre le gouvernement. D'accord avec le peuple, ils se sont emparés des dépôts d'armes et de matériel de guerre, ainsi que d'une série d'importantes administrations d'Etat.

La lutte se poursuit encore; elle doit être conduite jusqu'au bout. L'ancien régime doit être complètement renversé et faire place à un gouvernement populaire. C'est là qu'est le salut de la Russie.

Pour terminer victorieusement la lutte dans l'intérêt de la démocratie, le peuple doit créer une puissante organisation qui lui soit propre.

Hier, 12 mars, il s'est constitué dans la capitale un soviet des délégués des ouvriers. Il se compose de représentants élus des fabriques, des corps de troupes soulevés, ainsi que des partis et groupes démocratiques et socialistes.

Le conseil des délégués des ouvriers, qui siège dans le bâtiment de la Douma d'empire, voit sa tâche essentielle dans l'organisation des forces du peuple et dans la lutte pour la réalisation définitive de la liberté politique et du gouvernement populaire en Russie. Il a nommé des commissaires de district pour instituer le pouvoir populaire dans les différentes régions de Petrograd.

Nous invitons toute la population de la capitale à se serrer immédiatement autour du soviet, à former dans les cercles des comités locaux, et à prendre en mains l'administration des affaires locales.

Nous voulons tous combattre ensemble pour éliminer définitivement l'ancien régime et convoquer une Assemblée Constituante sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret.

## 2° Appel à la population, du 13 mars 1917.

Camarades et citoyens!

Le nouveau gouvernement qui vient de se constituer, composé d'éléments politiques modérés, a publié aujourd'hui une déclaration sur les réformes qu'il a l'intention de réaliser, en partie pendant la lutte contre l'ancien régime, en partie après la fin de cette lutte. Quelques-unes de ces réformes doivent être saluées avec satisfaction par les masses démocratiques; par exemple l'amnistie pour délits politiques, l'engagement de préparer la convocation de la Constituante, la proclamation des libertés civiques et la suppression des limites posées aux droits nationaux. Nous pensons que, dans la mesure où le pouvoir nouveau agira dans le sens de ces engagements et de la lutte résolue contre l'ancien régime, la démocratie doit lui accorder son appui.

Camarades et citoyens! La victoire finale du peuple russe sur l'ancien régime est proche; mais il est encore besoin, pour atteindre ce but, de puissants efforts, d'une ténacité et d'une fermeté extraordinaire. On ne doit pas admettre la désunion et l'anarchie. Il est nécessaire de mettre immédiatement fin aux désordres, aux pillages, aux violations du domicile des particuliers, aux larcins et aux attentats à la propriété privée, et à l'occupation inutile d'édifices publics. La ruine de la discipline et l'anarchie sont un grave danger pour la révolution et pour la liberté du peuple. Le danger d'une contre-révolution militaire n'est pas encore écarté. Pour y parer, il est très important de rendre possible une collaboration coordonnée et harmonieuse entre les soldats et les officiers. Les officiers dévoués à la liberté et au progrès du pays ne doivent négliger aucun effort pour réaliser le travail en commun avec les soldats. Ils respecteront dans le soldat sa dignité personnelle et civique ainsi que son sentiment de l'honneur. De leur côté, les soldats se souviendront que l'armée ne peut être forte que par une collaboration étroite avec le corps d'officiers, et qu'il est inadmissible d'imputer à l'ensemble du corps des officiers les erreurs de quelques-uns. Pour assurer le succès de l'action révolutionnaire, il convient de faire preuve de patience et de longanimité à l'égard de fautes accessoires commises contre la démocratie par des officiers qui ont fini par se rallier à la lutte énergique et décisive contre l'ancien régime.

### 3<sup>o</sup> Décret du 13 mars 1917.

Le conseil des députés ouvriers et soldats publie le «Prikase» (décret) suivant, adressé le 13 mars à l'armée de Petrograd :

« A tous les soldats des garde, armée, artillerie et flotte, pour être appliqué tout de suite, et strictement, et aux ouvriers de Petrograd pour qu'ils en prennent connaissance :

« Le conseil des députés ouvriers et soldats a résolu :

« 1. Dans toutes les compagnies, bataillons, régiments, parcs, batteries, escadrons et groupes isolés des différents services militaires, et sur les bateaux de la flotte de guerre, on élira sans retard des comités de soldats;

« 2. Dans tous les groupes militaires qui n'ont pas encore élu leurs représentants au conseil des députés ouvriers, élire un représentant de chacune des compagnies; ces représentants doivent arriver à la Douma avec leurs pouvoirs le 15 mars;

« 3. Dans tous ses actes politiques, le groupe militaire est soumis au conseil des députés ouvriers et soldats et à ses comités;

« 4. Les ordres de la commission militaire de la Douma impériale doivent être appliqués, excepté ceux qui contredisent les arrêtés du conseil des ouvriers et soldats;

« 5. Toutes les armes, fusils, mitrailleuses, autos blindées et autres doivent se trouver à la disposition et sous le contrôle du comité de la compagnie ou du bataillon, et ne doivent en aucun cas être données aux officiers, même s'ils l'exigent;

« 6. Pendant le service, les soldats doivent observer la discipline militaire la plus sévère; mais, en dehors des heures de service dans la vie politique sociale et privée, les soldats ont les droits de chaque citoyen. En particulier, le salut spécial aux généraux et le salut ordinaire obligatoire sont abolis;

« 7. De la même façon les dénominations anciennes: Votre Noblesse, Votre Excellence, etc., sont abolies et remplacées par M. le général, M. le colonel, etc.

« Toute façon grossière d'interpeller les soldats, et en particulier le tutoiement, sont défendus et, chaque fois que cette défense sera violée, et en général, chaque fois qu'il s'élèvera un malentendu entre officiers et soldats, ces derniers doivent s'adresser au comité de leur groupe.

« Ce décret doit être lu dans chaque groupe actif ou non.

« Signé: Conseil de Petrograd des députés  
ouvriers et soldats. »

#### **4° Résolution du Congrès Panrusse des Soviets, du 7 novembre 1917.**

Le 7 novembre 1917 le Congrès panrusse des soviets vota la résolution suivante-

« A tous les conseils des délégués des ouvriers, militaires et paysans de province:

Tout le pouvoir appartient aux Soviets. Les commissaires du gouvernement sont relevés de leurs fonctions. Les présidents des Soviets communiquent directement avec le gouvernement révolutionnaire. Tous les membres des comités agricoles arrêtés sont aussitôt à remettre en liberté et les commissaires qui les ont arrêtés sont à arrêter à leur tour.

La peine de mort, rétablie par Kerenski sur le front, est supprimée. La liberté complète de propagande politique est rétablie sur le front. Tous soldats et officiers révolutionnaires arrêtés sous l'inculpation de crimes soi-disant politiques sont aussitôt à remettre en liberté.

Les anciens ministres sont arrêtés.

Le comité révolutionnaire fait savoir que M. Kerenski a pris la fuite. Toutes les organisations militaires sont enjointes de prendre toutes les mesures pour arrêter Kerenski et le ramener à Petrograd. Toute complicité avec M. Kerenski sera considérée comme haute trahison. »

#### **5° Proclamation du Comité révolutionnaire, du 8 novembre 1917.**

De son côté le comité révolutionnaire adressait le 8 novembre 1917 aux comités des armées cette proclamation:

« La garnison prolétarienne de Petrograd a déposé le gouvernement de Kerenski qui s'était élevé contre la révolution nationale. Cet acte s'est accompli sans effusion de sang. Les soviets de Petrograd saluent le changement survenu, proclament l'autorité des comités militaires révolutionnaires.

En attendant l'instauration d'un gouvernement régulier des Soviets, le Soviet de Petrograd a inscrit dans le programme du nouveau régime les principes suivants: 1° Offre d'une paix démocratique; 2° Remise immédiate de toute la propriété rurale aux paysans; 3° Transmission de toute l'autorité aux Soviets; 4° Convocation rapide de l'Assemblée nationale constituante.

Aucun détachement militaire ne doit quitter le front pour se rendre à Petrograd. L'armée révolutionnaire nationale devra faire usage de la force sans merci dans tous les cas où la persuasion serait insuffisante.

Le présent ordre du jour devra être lu immédiatement devant toutes les troupes; l'omission de cette prescription sera considérée comme un crime contre la révolution. »

*D. ACTES DE CONSTITUTION DU GOUVERNEMENT  
PROVISOIRE.*

(Composition du Gouvernement provisoire voir chapitre IV.)

**1<sup>o</sup> Proclamation du 14 mars 1917.**

Petrograd, 14 mars 1917.

Le comité exécutif comprenant douze membres, sous la présidence du président Rodsianko, se proclama gouvernement provisoire et lança la proclamation suivante :

« Vu les pénibles conditions de désorganisation intérieure dues à la politique de l'ancien gouvernement, le comité exécutif de la Douma se voit forcé de prendre entre ses mains le ravitaillement public. En pleine conscience de la décision qu'il prend, le comité exprime l'assurance que la population et l'armée l'aideront dans sa tâche difficile, pour la création d'un nouveau gouvernement capable de satisfaire aux vœux de la population et jouissant de sa confiance. »

**2<sup>o</sup> Appel à la population, du 16 mars 1917.**

Petrograd, 16 mars 1917.

Le gouvernement provisoire a publié l'appel suivant à la population de la Russie :

« Citoyens, le gouvernement provisoire exécutif de la Douma, avec l'aide et l'appui de la garnison de la capitale et de ses habitants, triomphe actuellement sur les forces malfaisantes du régime autocratique, à tel point qu'il peut procéder à une organisation plus stable du pouvoir exécutif. Dans ce but, le comité provisoire a nommé ministres du premier cabinet national des hommes dont l'activité publique passée leur assure la confiance du pays.

(Suit la liste des ministres.)

Dans sa politique le nouveau cabinet se basera sur les principes suivants :

1. Amnistie immédiate et générale pour tous les délits politiques et religieux, y compris les actes de terrorisme, les révoltes militaires et les crimes agraires.

2. Liberté de parole, de presse, d'association, de grève avec extension de ces libertés aux fonctionnaires et aux militaires, dans les limites qu'admettent les conditions militaires techniques.

3. Abolition de toutes les restrictions sociales, religieuses et nationales.

4. Préparatifs immédiats pour la convocation d'une assemblée constituante, laquelle, se basant sur le suffrage universel, établira le régime gouvernemental et la constitution du pays.

5. Remplacement de la police par une milice nationale, avec des chefs éligibles et soumis à des organes de self gouvernement.

6. Les élections communales devront se faire sur la base du suffrage universel.

7. Les troupes qui ont pris part au mouvement révolutionnaire ne seront pas désarmées. Elles seront consignées à Petrograd.

8. Tout en maintenant la discipline militaire en service actif, on abrogera toutes les restrictions imposées aux soldats dans la jouissance des droits sociaux accordés aux autres citoyens.

Le gouvernement tient à ajouter qu'il n'a pas l'intention de profiter des circonstances de la guerre pour retarder la réalisation des réformes mentionnées dans cette proclamation. »

### 3° Manifeste du 20 mars 1917.

Petrograd, 19 mars 1917.

Le gouvernement provisoire a publié ce matin le manifeste suivant :

« Citoyens, une grande œuvre est réalisée par l'élan puissant du peuple russe qui a culbuté le vieux régime. Une Russie nouvelle est née. Ce coup d'état est l'aboutissement de longues années de lutte. Sous la poussée des forces nationales réveillées, l'acte du 30 octobre a promis à la Russie des libertés constitutionnelles qui n'ont pas été cependant mises en pratique. La première Douma, mandataire de la nation, a été dissoute, la deuxième Douma a eu le même sort, et le gouvernement étant impuissant à écraser la volonté nationale a décidé par acte du 16 juin 1907 de retirer au peuple une partie des droits législatifs qui lui ont été promis. Pendant les dix années suivantes, le gouvernement a repris successivement au peuple tous les droits qu'il avait conquis.

Le pays fut de nouveau au pouvoir absolu de l'arbitraire administratif. Toutes les tentatives pour faire entendre raison à ce pouvoir ont été vaines. La grande lutte mondiale où fut entraînée notre patrie a trouvé celle-ci en face de la décadence morale d'un pouvoir indifférent aux destinées de la patrie.

Les efforts héroïques de l'armée et les appels de la représentation nationale, qui s'était unie devant le danger national, furent impuissants à diriger l'ancien empereur et son gouvernement dans la voie de l'union avec le peuple.

Aussi, quand la Russie fut acculée par les actes illégaux et funestes de ses gouvernants aux plus grands désastres, le peuple dut prendre le pouvoir en ses propres mains.

L'élan révolutionnaire a été unanime. Le peuple conscient de tout le sérieux de la situation et dans une ferme volonté a créé, d'accord avec la Douma, un gouvernement provisoire qui a considéré comme son devoir sacré de réaliser les vœux nationaux et de diriger le pays dans la voie lumineuse de la libre organisation civile.

Le gouvernement croit que l'esprit de haut patriotisme, que le peuple a manifesté dans la lutte contre l'ancien régime, animera aussi nos vaillants soldats sur les champs de bataille. De son côté le gouvernement fera son possible pour assurer à l'armée tout le nécessaire en vue de mener la guerre à une fin victorieuse. Le gouvernement observera fidèlement toutes les alliances qui nous lient à d'autres puissances et tous les accords passés.

Tout en prenant les mesures indispensables pour la défense du pays contre l'ennemi extérieur, le gouvernement considérera comme son premier devoir d'accorder au peuple toutes les facilités pour exprimer sa volonté concernant le régime politique; convoquera le plus prochainement possible l'assemblée constituante, élue sur la base du suffrage universel direct, égal et secret, tout en assurant aux vaillants défenseurs de la patrie leur part aux élections parlementaires. L'assemblée constituante édictera les lois fondamentales assurant au pays des droits d'égalité et de liberté.

Connaissant tout le fardeau d'oppression politique qui a pesé sur le pays et entravé les forces créatrices libres du peuple en cette année pénible d'épreuves populaires, le gouvernement provisoire juge nécessaire, avant la convocation de l'assemblée constituante, de donner immédiatement au pays de fermes principes assurant la liberté et l'égalité politiques et permettant à tous les citoyens de faire librement valoir leurs forces intellectuelles dans un travail profitable au bien du pays.

Le gouvernement aura aussi soin d'élaborer des règles assurant à tous les citoyens leur participation aux élections communales qui se feront sur la base du suffrage universel. Au moment de l'émancipation nationale, tout le pays se rappelle avec une pieuse reconnaissance de ceux qui, dans la lutte pour leurs droits politiques et religieux, sont tombés victimes de la vengeance de l'ancien pouvoir; et le gouvernement provisoire fera rentrer avec joie de l'exil et des prisons tous ceux qui souffrent pour le bien du pays.

En réalisant ces plans, le gouvernement provisoire croit qu'il réalisera la volonté nationale et que tout le peuple le soutiendra dans ses efforts pour assurer le bonheur de la Russie. »

#### 4° Acte du 2 mai 1917 sur la préparation des élections à la Constituante.

Petrograd, le 2 mai 1917.

Pour préparer les élections à la Constituante, le gouvernement provisoire a nommé une commission de 41 membres, qui examinera les questions de principes, notamment celle du droit électoral. La commission a envoyé à toutes les associations sociales et nationales une circulaire où elle leur demande de faire connaître leur opinion en ce qui concerne la majorité électorale, le système électoral, le nombre des délégués, le mode de procéder aux élections dans l'armée, etc. La commission pourra probablement commencer ses travaux dans deux ou trois semaines.

### *E. ACTES DE CONSTITUTION DU 2<sup>me</sup> MINISTÈRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.*

(Composition voir chapitre IV.)

#### 1° Déclaration du gouvernement provisoire, du 19 mai 1917.

Petrograd, 19 mai 1917.

Le gouvernement provisoire reconstitué publie la déclaration suivante :

Le gouvernement provisoire, réorganisé et renforcé par des représentants de la démocratie révolutionnaire, déclare qu'il travaillera énergiquement à réaliser les idées de liberté, d'égalité et de fraternité sous les drapeaux desquelles est née la grande révolution russe. L'union du gouvernement provisoire est faite sur les bases fondamentales suivantes qui seront les principes de son activité future :

1. Dans sa politique extérieure, le gouvernement provisoire, repoussant de concert avec tous les alliés toute pensée de paix séparée, se propose ouvertement comme but le rétablissement d'une paix générale ne tendant ni à la domination sur d'autres peuples, ni à la main mise sur les biens nationaux, ni à l'usurpation violente des territoires d'autrui; une paix sans annexions, ni indemnités, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Dans sa ferme conviction que la chute du régime tsariste en Russie et la consolidation des principes démocratiques dans la politique inté-

rieure et extérieure, ont créé pour les démocraties alliées de nouvelles bases de paix stable et de fraternité des peuples, le gouvernement provisoire entreprendra des démarches pour préparer un accord avec ses alliés sur la base de la déclaration du 9 avril.

2. Convaincu que la défaite de la Russie et de ses alliés non seulement serait la source des plus grandes calamités pour le peuple, mais encore éloignerait ou rendrait impossible la conclusion de la paix mondiale sur les susdites bases, le gouvernement provisoire croit fermement que l'armée révolutionnaire russe n'admettra pas que les troupes allemandes détruisent les alliés occidentaux pour se précipiter ensuite sur nous tout entières.

La mise en vigueur du principe de démocratisation de l'armée, son organisation, le renforcement de la puissance militaire tant offensive que défensive, constitueront la plus importante tâche du gouvernement provisoire.

3. Le gouvernement provisoire luttera résolument et inflexiblement contre toute désorganisation économique du pays par l'établissement systématique du contrôle gouvernemental et social sur la production, les transports, l'échange et la répartition des produits; dans les cas inévitables il recourra aussi à l'organisation de la production.

4. Les mesures pour la protection du travail sous toutes ses formes recevront ultérieurement un développement énergique.

5. En laissant à l'Assemblée Constituante le soin de résoudre la question de la transmission des terres aux travailleurs, et en procédant aux travaux préparatoires relatifs à ce sujet, le gouvernement provisoire prendra toutes les mesures indispensables pour assurer le maximum de production des céréales nécessaires au pays, et pour régulariser l'utilisation de la terre dans l'intérêt de l'économie nationale et de la classe des travailleurs.

6. Aspirant à la réforme graduelle du service financier sur une base démocratique, le gouvernement provisoire accordera une attention particulière au renforcement de l'impôt sur les bénéfices extraordinaires de guerre, à l'impôt sur la propriété, etc.

7. Les travaux pour entretenir et renforcer les organisations démocratiques de « self government » seront continués avec toute la persévérance et toute la rapidité possibles.

8. Le gouvernement provisoire emploiera également tous ses efforts à la convocation aussi rapide que possible de l'Assemblée Constituante à Petrograd, se donnant résolument pour but la réalisation du programme indiqué ci-dessus.

Le gouvernement provisoire déclare catégoriquement qu'un travail fécond n'est possible qu'à condition d'avoir la pleine et entière confiance de tout le peuple révolutionnaire et la faculté d'exercer réellement et dans toute sa plénitude le pouvoir si nécessaire pour consolider les conquêtes de la révolution et pour assurer leur développement ultérieur.

En adressant à tous les citoyens un appel résolu et pressant pour la sauvegarde de l'unité des pouvoirs réalisée par le gouvernement provisoire, celui-ci déclare que pour le salut de la patrie il prendra les mesures les plus énergiques contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ainsi que contre l'action anarchique, illégale et violente qui désorganise le pays et prépare le terrain à la contre-révolution.

Le gouvernement provisoire croit que cette fois il aura l'appui résolu de tous ceux à qui est chère la liberté de la Russie.

Suivent les signatures du président du conseil et de tous les ministres.

## 2<sup>o</sup> Déclaration du prince Lvoff.

Le prince G. Lvoff, président du gouvernement provisoire russe, interviewé par le Directeur du Bureau de Presse à Petrograd, a fait d'importantes déclarations. En voici les passages principaux :

Ce n'est que maintenant que le peuple russe s'est dressé devant lui-même et à la face du monde entier dans toute sa grandeur. Il a accompli un vrai miracle en démolissant jusqu'aux fondements l'édifice de l'ancien régime, et cela sans luttes intestines et sans presque verser de sang. Il a accompli un autre miracle : Le lendemain du coup d'Etat il a eu le don de s'organiser, de créer de nouveaux pouvoirs, aussi bien au centre du pays que dans les provinces, et de maintenir l'ordre. Je crois qu'il réalisera encore un troisième miracle et qu'il saura maintenir intactes sa liberté et son union, jusqu'au grand jour où la Constituante canaliserà la vie nouvelle d'une manière stable et durable.

C'est cette conviction qui nous donne la force de travailler à la solution des problèmes actuels. Sans l'appui énergique et confiant du peuple, la solution de ces problèmes aurait été une tâche surhumaine et nous aurions succombé sous le poids de ce fardeau.

La nécessité de réorganiser complètement l'Etat russe pendant le cours de la grande guerre rend la situation de la Russie extrêmement difficile. Mais la certitude de voir le peuple se grouper autour du gouvernement provisoire, et les témoignages de confiance qui nous parviennent de tous les points de la Russie nous permettent d'envisager l'avenir avec foi et sérénité.

Notre programme est déjà connu du pays. L'engagement essentiel que nous avons pris, c'est de convoquer dans le plus bref délai la Constituante, qui sera élue au suffrage universel par la méthode directe, avec les garanties de l'égalité pour tous et du secret du vote. Il va de soi qu'il est impossible, à l'heure qu'il est, de préciser la date de convocation de la Constituante. Il faut assurer l'ordre des élections, de façon à ce que la volonté du peuple y soit exprimée de la manière la plus complète et la plus fidèle. Pour un pays comme la Russie, c'est un problème délicat dont la solution demande beaucoup de temps.

La participation de l'armée active aux élections soulève une question nouvelle et compliquée, pour la solution de laquelle nous n'avons pas d'exemples ni de précédents qui puissent nous éclairer.

Mes collègues et moi nous faisons néanmoins tout notre possible pour hâter la convocation de la Constituante, sans toutefois compromettre la liberté, la fidélité et la plénitude de l'expression de la volonté populaire.

Le gouvernement provisoire a pris la responsabilité de réaliser avant la convocation de la Constituante, les réformes nécessaires, déjà pour introduire dans la vie de l'Etat les principes de liberté, d'égalité et de droit. Il a déjà commencé à exécuter ce programme. L'abolition des distinctions qui existaient jusqu'à présent entre les différentes nationalités est à la veille d'être un fait accompli. Le projet qui se rapporte à cette réforme est déjà élaboré au ministère de la justice. Il sera publié dans quelques jours. On supprimera également les inégalités qui existaient entre les classes sociales, et l'on proclamera l'égalité des droits de la femme. Ces réformes demanderont évidemment beaucoup de temps, puisqu'il faudra réviser toute la Constitution imprégnée des anciens principes, et la mettre en harmonie avec les principes modernes.

Le gouvernement provisoire envisage aussi la nécessité du libre développement de toutes les nationalités de la Russie. Le ministre de l'instruction publique a élaboré déjà un projet tendant à l'enseignement de la langue maternelle dans les écoles destinées à la population ukrainienne. Cette mesure ne restera pas isolée . . .

Notre attitude dans la question de la guerre est suffisamment connue. Dans notre manifeste nous avons reconnu notre devoir de respecter le traité qui unit la Russie à ses Alliés, et de poursuivre la guerre jusqu'à une fin victorieuse. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous étions persuadés que le libre peuple russe ne peut pas s'incliner devant un ennemi qui se trouve sur le sol de la patrie et qui s'efforce de l'affaiblir et de l'anéantir. Nous ne nous sommes pas trompés. Le mot d'ordre: « La guerre jusqu'à la fin victorieuse » retentit partout. Il couvre toutes les voix discordantes.

La lutte contre l'ennemi extérieur revêt un sens tout à fait nouveau. Nous luttons maintenant pour la liberté du peuple russe, contre l'Etat qui reste dans le monde la forteresse du despotisme. Tout le monde comprend cela, et ceux qui, sous l'ancien régime, témoignaient de l'indifférence pour la guerre se montrent aujourd'hui très passionnés. La victoire remportée sur Guillaume II sera la victoire de la démocratie russe sur l'homme qui est la plus redoutable incarnation de la réaction . . .

Les réformes démocratiques au sein de l'armée sont en voie de réalisation. Elles fortifieront sensiblement la discipline et seront la base de la force réelle de cette armée. Et ceux qui travaillent à ébranler la discipline en semant la discorde entre officiers et soldats, ceux qui provoquent la méfiance de l'armée à l'égard du gouvernement provisoire, ceux-là font une œuvre évidemment contraire au triomphe de la liberté de la Russie, et favorable au maintien du joug des Hohenzollern sur le peuple russe.

A la réorganisation de la force militaire du pays est étroitement liée la question du ravitaillement. L'héritage que nous a légué l'ancien régime est très lourd. La tâche que nous avons à accomplir dans ce domaine est très compliquée. Il y a beaucoup de fautes passées qu'on ne peut pas réparer aussi rapidement qu'il le faudrait. Notre espoir repose sur l'union de toutes les forces de la nation. De tous côtés nous parvient la nouvelle que la population agricole se hâte de vendre et même d'offrir gratuitement le blé nécessaire aux besoins de la Russie libre. Je crois que cet esprit de sacrifice des paysans russes facilitera beaucoup cette tâche si importante.

Il ne faut cependant pas se faire d'illusions et se dissimuler les dangers de la situation. Devant la jeune liberté se dressent des épreuves garves, peut-être redoutables. Mais s'envisage l'avenir avec optimisme et j'ai pleine confiance dans les forces vitales et dans la sagesse de notre peuple. Il a démontré sa grandeur par l'élan avec lequel il a renversé l'ancien régime. Il la prouvera encore en organisant pratiquement les libertés conquises et en les défendant contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur.

L'âme du peuple russe est imprégnée d'altruisme; elle est une source de vérité et de liberté. Cette âme est capable d'assurer au peuple un glorieux avenir.

F. ACTES DE CONSTITUTION DU 3<sup>me</sup> MINISTÈRE DU  
GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

(Composition voir chapitre IV.)

1<sup>o</sup> Lettre du prince Lvoff au gouvernement provisoire, du 20 juillet 1917.

Le 20 juillet, après la répression du soulèvement armé de Petrograd, provoqué par des représentants des socialistes extrêmes, le gouvernement provisoire a décidé de mettre immédiatement à exécution le programme proposé par les ministres socialistes pour l'activité ultérieure du gouvernement.

Ce programme n'est acceptable pour moi que sur les points qui confirment et développent les principes fixés par le gouvernement provisoire dans ses déclarations antérieures. Mais, dans son ensemble, il est pour moi inacceptable, parce que, déviant de l'ensemble de ces principes, conçus en dehors de toute idée de partis, il tend à réaliser le programme du seul parti socialiste. Cette remarque s'applique spécialement aux points qui ont été soumis précédemment aux délibérations du gouvernement provisoire, et que j'avais réprouvé à plusieurs reprises.

Je mentionnerai notamment la proclamation immédiate de la forme républicaine de l'Etat russe, qui usurpe les droits souverains de l'Assemblée Constituante, seule représentation véritable de la volonté populaire. La réalisation du programme agraire qui nous est soumis constitue une autre violation des droits de la Constituante. Si j'y donnais mon approbation, je violerais les devoirs que j'ai assumés en prêtant serment devant le peuple. Je relève encore la dissolution de la Douma d'empire et du Conseil d'empire, ainsi que d'autres points de ce programme, qui sont à vrai dire d'une moins grande importance, mais qui signifient néanmoins que les valeurs morales de l'Etat sont livrées aux masses par complaisance envers la démagogie, et pour la satisfaction des exigences mesquines de la vanité.

Je suis partisan de l'expropriation du sol au profit des travailleurs ruraux. Cependant je trouve que les lois agraires soumises au gouvernement provisoire par le ministre de l'agriculture sont inacceptables, non seulement en raison de leur contenu, mais aussi vu le caractère de la politique qu'elles incarnent. Dans la déclaration du gouvernement provisoire réorganisé le 19 mai, la jouissance du sol a été réglée dans l'intérêt de l'économie publique et de la population laborieuse. A mon avis, le ministère de l'agriculture s'écarte du sens de cette déclaration et veut introduire des lois propres à détruire dans le peuple le sentiment du droit. Ces lois ne répriment pas l'appropriation, par la violence, des

biens fonciers, elles ne réglent ni n'organisent les rapports juridiques d'ordre agraire. Bien plus, elles consacrent dans une certaine mesure les appropriations par la violence, qui se généralisent dans toute la Russie et sont si nuisibles; elles sanctionnent celles qui ont déjà eu lieu, et visent en fin de compte à placer la Constituante devant une question déjà résolue. Je ne vois pas dans ces lois des mesures qui visent à la prospérité générale de l'Etat, j'y vois plutôt la réalisation du programme d'un parti. Je prévois que l'évolution qui en résultera aura pour effet de leurrer le peuple et de rendre impossible la réalisation par l'Etat de la réforme agraire. Je considère que le programme agraire du ministre de l'agriculture est funeste à la Russie, car il ruinera la campagne, moralement et matériellement, et je redoute sérieusement qu'il ne contribue à provoquer dans l'intérieur de la Russie le même état de choses contre lequel le gouvernement provisoire a lutté ces derniers jours à Petrograd.

Je ne touche pas ici aux nombreuses divergences qui ont surgi entre la majorité du gouvernement provisoire et moi au sujet des questions essentielles de la vie nationale et des conditions qui régissent l'activité du gouvernement provisoire. Mais je ne puis m'empêcher de rappeler la résolution votée le 17 juillet, avec la collaboration des ministres socialistes, par le comité des délégués des ouvriers, soldats et paysans sur l'obligation, pour l'ensemble du gouvernement provisoire, de se soumettre aux décisions des congrès panrusses de ces délégués. Ces divergences se sont considérablement accrues ces derniers temps. Souvent elles m'ont obligé à envisager l'impossibilité de rester plus longtemps au gouvernement provisoire. Cependant j'ai considéré jusqu'à ces derniers jours comme mon devoir, en raison des circonstances graves que traverse le pays, de trouver des voies et moyens pour maintenir la coordination des efforts du gouvernement provisoire.

Vu la divergence considérable qui a surgi dans la façon d'envisager les tâches soumises au gouvernement, j'obéis à mon devoir et à ma conscience en ne me considérant plus aujourd'hui comme capable de collaborer à la réalisation du programme adopté par le gouvernement provisoire. Je sors du gouvernement provisoire et dépose mon double mandat de président du Conseil des ministres et de ministre de l'Intérieur.

20 juillet 1917.

*Prince Lvoff.*

## 2° Déclaration du gouvernement provisoire, du 23 juillet 1917.

Petrograd, le 23 juillet 1917.

Voici le texte de la déclaration du gouvernement provisoire:

« Citoyens! Une heure redoutable a sonné. Les armées de l'empereur d'Allemagne ont rompu le front de l'armée révolutionnaire russe. Cette opération leur a été facilitée par la criminelle légèreté et le fanatisme aveugle de certaines gens et la trahison d'autres personnes. Les unes et les autres ont menacé de désarroi et de désagrègement les fondements même de la nouvelle Russie libre.

En ce moment redoutable, alors que, profitant du trouble général, des forces cachées peuvent s'élever contre la révolution, le gouvernement provisoire reconstitué se rend clairement compte de la responsabilité qui pèse de tout son poids sur ses épaules. Mais le gouvernement est plein d'une ferme confiance dans les forces de tout le grand peuple russe, il a foi dans l'assainissement rapide de la vie politique du pays. Maintenant que la maladie contagieuse qui ébranlait l'organisme national s'est manifestée au dehors et transformée en une crise aiguë, le gouvernement croit fermement que cette crise mènera à une guérison et non à la mort.

Fort de cette conviction, le gouvernement est prêt à agir et agira avec toute l'énergie et la résolution qu'exigent les circonstances exceptionnelles actuelles.

Le gouvernement considère comme son premier devoir d'appliquer toutes ses forces à lutter contre l'ennemi extérieur et à défendre le nouveau régime gouvernemental contre tous les attentats anarchiques et contre-révolutionnaires, sans s'arrêter devant les mesures les plus rigoureuses qui sont en son pouvoir.

En même temps, par sa politique extérieure, il démontrera à nouveau que l'armée révolutionnaire ne peut aller au combat qu'en ayant la ferme confiance que pas une goutte de sang du soldat russe ne sera répandue pour des buts étrangers aux notions du droit et de la démocratie, qui proclame ouvertement, devant la face du monde entier, ses principes pacifiques.

Dans ce but, le gouvernement, mettant à exécution les principes de politique étrangère proclamés dans la déclaration gouvernementale du 19 mai, a l'intention de convoquer les Alliés à une conférence interalliée dans le courant du mois d'août, afin de déterminer l'orientation générale de la politique extérieure des Alliés et de coordonner leur action, quant à l'application des principes proclamés par la révolution russe. A cette conférence, la Russie sera représentée, non seulement des diplomates, mais aussi par des représentants de la démocratie russe.

Poursuivant également dans d'autres domaines le travail de reconstitution de l'Etat, sur les bases proclamées dans sa déclaration du 19 mai, le gouvernement juge indispensable de procéder immédiatement à une série de mesures mettant en pratique ces principes.

Le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour que les élections de la Constituante aient lieu au terme fixé du 30 septembre, et pour que les dispositions préliminaires soient achevées à temps pour assurer la régularité et la liberté des élections. L'introduction, aussi rapide que possible, de l'autonomie municipale dans les zemstvos, sur la base du suffrage universel direct, égal et secret, ainsi que l'extension de ce principe à tout le pays, constituent le problème principal du gouvernement dans le domaine de la politique intérieure.

Attribuant en même temps une importance particulière à la transformation des institutions anciennes en un pouvoir jouissant de la confiance de toute la population, le gouvernement aura recours, dès à présent, en vue de l'organisation des autorités locales, à des représentants de l'organisation sociale, qui seront formés par les organes collectifs de l'administration régionale réunissant une série de provinces.

Pour la mise en pratique, dans la vie du pays, des principes d'égalité civique, le gouvernement promulguera prochainement des dispositions abolissant les classes des fonctionnaires et les décorations, excepté celles qui récompensent de hauts faits militaires.

Afin de lutter énergiquement contre le désarroi économique et prendre des mesures ultérieures pour sauvegarder le travail, le conseil économique et le comité général économique institués près du gouvernement commenceront incontinent leurs travaux, en procédant à l'élaboration d'un plan général pour l'organisation de l'économie nationale et le travail, en établissant un projet de loi et des mesures générales propres à régulariser la vie économique, en établissant un contrôle sur l'industrie, et en coordonnant la mise en pratique systématique de ces mesures.

Dans le domaine de la politique ouvrière, on élaborera et appliquera tous les projets de lois sur la liberté des syndicats, des bourses de travail et des chambres d'arbitrage. On est en train d'élaborer des projets de loi relatifs à la journée de huit heures de travail, à la protection du travail, à l'introduction de toutes les sortes d'assurances sur toutes les catégories de travail.

Les mesures du gouvernement dans le domaine de la question agraire sont, comme par le passé, déterminées par la conviction que, en conformité avec les exigences fondamentales de notre économie nationale et les vœux réitérés des paysans ainsi qu'avec les programmes formulés par tous les partis démocratiques, la réforme agraire doit avoir pour base le principe de la remise de la terre entre les mains des travailleurs. Sur cette base, on élabore un projet de réforme agraire qui sera soumis à l'Assemblée Constituante.

Les mesures que le gouvernement prendra incessamment auront trait,

premièrement, à la liquidation complète de l'ancienne politique agraire qui ruinait et désorganisait la campagne; deuxièmement, aux mesures nécessaires pour la sauvegarde de la pleine liberté de la Constituante quant à la répartition de la propriété foncière du pays; troisièmement, à la réglementation des rapports fonciers au point de vue des intérêts de la défense nationale, et du ravitaillement du pays au moyen de l'extension et de la consolidation du réseau des comités agraires institués par le gouvernement, avec compétence strictement limitée au domaine de la question courante de la politique agraire, sans préjuger de la question fondamentale du droit de propriété foncière, question qui rentre exclusivement dans la compétence de la Constituante; quatrièmement, à la suppression par le même moyen de la réglementation des rapports fonciers, du sérieux danger que présentent, pour l'Etat et la future réforme agraire, les usurpations et autres procédés arbitraires analogues tendant à satisfaire les besoins fonciers et contraires aux principes du plan gouvernemental de la future réforme agraire.

Enumérant ces problèmes gouvernementaux, le gouvernement se juge en droit de compter, dans son travail, pénible et plein de responsabilités sur l'aide dévouée de toutes les forces vives du pays; il exige des citoyens le sacrifice de tout leur avoir, et de leur vie même pour la grande œuvre et pour le salut du pays.

#### *G. ACTE DE CONSTITUTION DU 4<sup>me</sup> MINISTÈRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.*

(Composition voir chapitre IV.)

#### **Appel à la population, du 7 août 1917.**

A une heure grave pour la patrie, le gouvernement provisoire réorganisé assume la charge du pouvoir souverain.

L'offensive ennemie sur le front menace, si la dislocation s'accroît à l'intérieur, l'existence même de la Russie. La patrie ne peut être sauvée que par des efforts inouis et héroïques. Voulons-nous constituer un pouvoir public respecté et doué d'une puissance créatrice, capable de chasser l'ennemi du sol national et d'attirer toutes les forces vivantes du pays à une œuvre de reconstruction et de réorganisation qui permettrait la renaissance de la Russie? Nous n'y parviendrons, dans la rude atmosphère des épreuves militaires, qu'à la condition d'avoir à la tête de l'Etat un pouvoir de fer et grâce à l'élan du peuple prêt à tous les sacrifices.

Le gouvernement, pénétré de la conscience de son devoir sacré envers la patrie, ne reculera devant aucune difficulté ni devant aucun obstacle pour mener la lutte, dont l'issue déterminera l'avenir de la Russie, jusqu'à une fin digne d'un grand peuple. Voulant utiliser à cet effet toutes les forces vitales du pays, le gouvernement prendra les mesures nécessaires en vue de réorganiser l'Etat, en restant fidèle aux principes proclamés précédemment.

En se mettant à la tâche, le gouvernement provisoire puise sa force dans la certitude de trouver aide et appui dans la sagesse de tous les peuples de la Russie.

Le gouvernement croit que toute la force invincible de la révolution sera utilisée pour sauver la Russie et pour rétablir son honneur entaché par la trahison, l'humilité et la lâcheté honteuse.

Le gouvernement est convaincu que, à cette heure historique, où se décide le sort de la patrie, en face de l'ennemi, les citoyens russes oublieront les idées qui les divisent, s'uniront en vue du grand sacrifice, et accueilleront les épreuves prochaines avec la décision virile de les surmonter.

Si nous faisons preuve d'une pareille cohésion, ni l'ennemi extérieur, ni la dislocation intérieure ne sont à redouter. La liberté, cimentée par l'unité et l'enthousiasme de la nation, est invincible. A travers le sang et les douleurs, elle sauvera le peuple russe, elle le conduira à un avenir lumineux et créera pour le bien de l'humanité une Russie nouvelle, libre et grande!

*A. F. Kerenski,*

Président du Conseil, Ministre de la guerre et de la marine.

#### *H. ACTES DE CONSTITUTION DU DIRECTOIRE.*

**1° Le 15 septembre un directoire a été formé composé de cinq membres.  
Un communiqué à ce propos a été publié.**

Jusqu'à la constitution définitive du Cabinet, en présence des circonstances extraordinaires actuelles, toutes les affaires de l'Etat sont confiées à MM. Kerenski, président du Conseil, Terechtchenko, ministre des Affaires étrangères, au général Verkhovski, ministre de la guerre, à l'amiral Verderevski, ministre de la marine et à M. Nikitine, ministre des postes et télégraphes.

## 2° Le Directoire ou le « Conseil de Cinq » lança aussitôt ce manifeste :

La rébellion du général Korniloff est réprimée, mais le trouble qu'elle a porté dans les rangs de l'armée et dans le pays est grand.

De nouveau un danger mortel menace la patrie et sa liberté.

Considérant qu'il est nécessaire de préciser le régime politique du pays et tenant compte de la sympathie unanime et de l'enthousiasme pour l'idée républicaine, qui ont transpiré si nettement de la conférence d'Etat de Moscou, le gouvernement provisoire déclare que la Russie est en état de république.

La nécessité urgente de mesures décisives à prendre sans délai pour rétablir l'ordre de l'Etat ébranlé a engagé le gouvernement provisoire à remettre tout son pouvoir à cinq ministres avec le président du Conseil en tête.

Le gouvernement provisoire se pose comme problèmes principaux, le rétablissement de l'ordre dans l'Etat et la régénération de la capacité combative dans l'armée.

Etant persuadé que seule la concentration de toutes les forces vives du pays peut tirer la patrie de la pénible situation où elle est, le gouvernement tendra à se compléter en attirant dans ses rangs des représentants de tous les éléments qui mettent les intérêts éternels et communs de la patrie au-dessus des intérêts fortuits et privés des partis ou des classes.

Le gouvernement provisoire est sûr de réussir très prochainement dans l'accomplissement de cette tâche.

## *J. ACTE DE CONSTITUTION DU DERNIER MINISTÈRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.*

(Composition voir chapitre IV.)

### **Déclaration du gouvernement provisoire, du 8 octobre 1917.**

Un trouble profond est porté de nouveau dans la vie de notre patrie. Malgré la prompt répression de la révolte du général Korniloff, l'ébranlement causé par cette révolte menace l'existence même de la république russe.

Les vagues de l'anarchie passent à travers le pays, la pression de l'ennemi extérieur s'aggrave, les éléments contre-révolutionnaires relèvent la tête dans l'espoir que la crise prolongée du pouvoir, jointe à la fatigue

générale qui s'est emparée du pays, les aideront à tuer la liberté du peuple russe.

Grande, démesurément grande est la responsabilité que porte devant le peuple le gouvernement provisoire, auquel l'histoire a imposé le devoir de conduire la Russie au seuil de l'Assemblée Constituante. Le poids de cette responsabilité est allégé par la foi profonde que les représentants de toutes les classes du peuple russe, unis dans le désir commun de sauver la patrie et de sauvegarder les conquêtes de la révolution, comprendront leur tâche commune: prêter leur concours au gouvernement provisoire de façon à lui permettre de résoudre par un travail pratique les problêmes actuels et urgents du pays, et de le conduire sans nouvelles perturbations à l'Assemblée Constituante, dont la convocation, selon la conviction profonde du gouvernement provisoire, ne peut être retardée d'un seul jour.

Laissant à l'Assemblée Constituante, maître souverain du pays russe, la solution définitive de toutes les grandes questions dont dépend la prospérité du peuple russe, le gouvernement provisoire, actuellement complété dans sa composition, est d'avis que, seul un travail intense, poursuivi dans les différents domaines de la vie publique la série des mesures décisives, lui permettra de remplir son devoir et de satisfaire les besoins urgents du peuple.

Dans la conscience inébranlable que le bienfait de la paix générale donnera la possibilité à notre grande patrie de déployer toutes ses forces créatrices, le gouvernement provisoire continuera et développera sans se lasser sa politique active extérieure, dans l'esprit des principes démocratiques proclamés par la révolution russe, qui a fait de ces principes un bien national tendant vers la paix générale, et écartant toute violence de quel côté que ce soit.

Agissant en plein accord avec les Alliés, le gouvernement provisoire prendra prochainement part à la conférence des puissances alliées en s'y faisant représenter par ses mandataires et par une personnalité investie de la confiance particulière des organisations démocratiques.

A cette conférence nos représentants tâcheront, à côté de la solution des questions militaires qui nous sont communes avec les alliés, de se mettre d'accord avec eux sur la base des principes proclamés par la révolution russe.

Le gouvernement provisoire, bien que désirant la paix, consacra toutes ses forces à la cause commune de tous les alliés, à la défense nationale, à la résistance décisive contre toutes les tentatives ayant pour but de mutiler le territoire national et d'imposer à la Russie une volonté étrangère, à l'expulsion des forces ennemis hors des frontières nationales.

Dans son travail de relèvement de la capacité combattive de l'armée, le gouvernement provisoire suivra la voie démocratique qui seule pourra donner des résultats satisfaisants, et qui a déjà été annoncée dans l'ordre du commandant suprême et proclamée au nom du gouvernement provisoire par le ministre de la guerre. La sélection du commandement répondant par sa préparation technique aux exigences de la guerre moderne et fidèle en même temps au régime républicain, et l'étroite collaboration des commandants avec les organisations militaires de terre et de mer à l'arrière et sur le front, demeureront les bases de l'organisation de l'armée. Par ces mesures on s'acheminera vers le rétablissement de la discipline militaire sans laquelle une armée puissante est une impossibilité. Prochainement paraîtra une loi spéciale qui déterminera avec exactitude les droits et les devoirs des organisations de l'armée et de la flotte, en leur donnant ainsi la stabilité nécessaire. Comme mesure absolument indispensable pour relever la force combattive de l'armée, le gouvernement provisoire réduira le contingent de l'armée en commençant par les institutions de l'arrière, démesurément développées, en renvoyant tout d'abord les soldats âgés dont la présence ne servirait actuellement qu'à surcharger inutilement l'armée et le trésor public, tout en portant en même temps un préjudice considérable à l'économie nationale.

La liaison étroite du front avec l'arrière, et le désir de préserver l'économie nationale de la destruction en diminuant les misères dont le lourd fardeau s'appesantit sur les épaules des masses laborieuses décide le gouvernement à introduire sans retard les mesures suivantes qui complètent et développent ce qui a été fait antérieurement par le gouvernement :

### *1. Dans le domaine de l'organisation de l'économie publique.*

Le gouvernement provisoire se propose d'établir des prix stables pour les principaux produits de l'industrie en régularisant en même temps les relations entre le travail et le capital, le salaire et le temps de travail. Toutes les formes de la coopération seront appelées à concourir largement, sous la direction générale des institutions de l'Etat, soit à la production, soit à la distribution des produits de l'agriculture et de l'industrie. Dans ce même but on se servira largement du mécanisme commercial privé sous le contrôle immédiat de l'Etat. Introduction de lois spéciales de contrôle d'état sur la production, avec participation de représentants de la classe ouvrière et de la classe industrielle; intervention active dans la direction des entreprises, en vue de l'accroissement de leur productivité. Développement du réseau des bourses du travail, et des chambres des prudhommes, sous la sauvegarde du droit de coalition des

ouvriers de tout ordre, et protection du personnel technique contre les actes arbitraires et de violence.

Mesures préparatoires en vue de la démobilisation progressive, sans perturbations de l'économie nationale, et diminution de la misère et du chômage inévitables; en particulier élaboration d'un plan de travaux publics en vue de la restauration des établissements ruinés par la guerre.

## *2. Dans le domaine agraire.*

Le règlement immédiat des rapports agraires appartiendra aux comités agraires, et sera soumis à leur juridiction, d'après une procédure qui sera établie par une loi spéciale, sans toutefois porter atteinte aux formes existantes de la propriété foncière; des terres à destination agricole pourront être reprises en vue d'une meilleure exploitation et afin de sauver l'économie nationale de la ruine définitive.

## *3. Dans le domaine des finances.*

Réforme des impôts de succession, introduction des impôts sur l'accroissement de valeur des titres et objets de luxe, introduction de l'impôt direct, augmentation raisonnable des impôts indirects existants, et introduction de nouveaux impôts principalement sous forme de monopoles financiers, en appelant les coopératives et les organisations sociales à participer à la distribution des produits de monopole. Réorganisation des procédés d'estimation et des organes de perception des impôts, l'introduction de larges mesures de contrôle destinées à prévenir toute évasion au paiement normal des impôts. Stricte économie dans les dépenses du trésor de l'état, et suppression des dépenses inutiles. Attraction des versements vers la Banque d'Etat, avec l'aide des associations de crédit et d'épargne et des autres institutions coopératives; contrôle d'état sur les institutions privées de crédit.

## *4. Dans le domaine de l'administration locale.*

Mise en vigueur et développement des lois démocratiques relatives à l'administration locale de façon à remettre toutes les fonctions de l'administration locale entre les mains des organes du self gouvernement local, en conservant aux commissaires du gouvernement la surveillance de la légalité des actes du self gouvernement local; cessation des compétences des comités exécutifs privés à partir de l'élection du self gouvernement local.

## *5. Concernant la question des nationalités.*

Reconnaissance à toutes les nationalités du droit de disposer d'elles-mêmes, sur les bases qui seront élaborées par l'Assemblée Constituante. Elaboration et publication des lois garantissant aux minorités nationales

dans les régions où elles sont établies d'une façon permanente l'usage de la langue maternelle dans les écoles, tribunaux, gouvernements locaux et dans leurs rapports avec les organes locaux du gouvernement. Formation auprès du gouvernement provisoire d'un conseil des affaires des nationalités de la Russie, avec représentation de toutes les nationalités de la Russie en vue de réunir pour l'Assemblée Constituante les matériaux concernant la question des nationalités.

Le gouvernement provisoire en s'imposant des tâches de cette portée se rend compte que toutes ne sauront être achevées dans le court délai qui reste jusqu'à l'Assemblée Constituante qui donnera au pouvoir un appui solide soit pour l'organisation de la défense active du pays et le rétablissement de l'économie nationale, soit pour la lutte systématique, conséquente et décisive contre les diverses manifestations de la contre-révolution et de l'anarchie qui ruinent le pays et la révolution.

Dans cette lutte comme dans toute son activité, le gouvernement provisoire, représentant de la volonté révolutionnaire du peuple, agira en étroite collaboration avec les organisations de ce peuple, reconnaissant dans cette collaboration le moyen le plus efficace de résoudre les problèmes positifs posés devant le pays.

Pour assurer au pouvoir révolutionnaire le contact intime avec les forces sociales organisées, et, par cela même, lui donner la stabilité et la force nécessaires, le gouvernement provisoire élaborera et publiera, dans les jours qui vont suivre, l'arrêté relatif au conseil provisoire de la République qui doit fonctionner jusqu'à l'Assemblée Constituante. Ce conseil, dans lequel seront représentées toutes les couches de la population avec participation de délégués élus par consultation démocratique, sera investi du droit de poser des questions au gouvernement et d'en recevoir des réponses dans un délai déterminé, d'élaborer des projets législatifs et de discuter toutes les questions qui lui seront soumises par le gouvernement provisoire, ou qui émaneront de sa propre initiative. Fort de l'appui d'un tel conseil, le gouvernement gardant intact, conformément à son serment, l'unité et la continuité du pouvoir public créé par la révolution, regardera comme son devoir de prendre en considération dans tous ses actes la grande valeur sociale du conseil, jusqu'à ce que l'Assemblée Constituante permette une représentation complète et parfaite de toutes les couches de la population de la Russie.

En s'appuyant fermement sur ce programme qui répond aux aspirations du peuple, en instituant la participation immédiate et active de tous les Russes à la préparation de la convocation de l'Assemblée Constituante dans le plus court délai possible, le gouvernement provisoire compte que tous les citoyens de la Russie se grouperont autour du gou-

vernement provisoire dans un travail harmonieux pour la solution des problèmes essentiels de notre temps: la défense de la patrie contre l'ennemi extérieur, le rétablissement de la légalité et de l'ordre, et la convocation de la souveraine Assemblée Constituante.

Petrograd, le 8 octobre 1917.

Le Président des Ministres:

*A. Kerenski.*

### *K. ACTES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE CONCERNANT LES BUTS DE LA GUERRE ET LES CONDITIONS DE LA PAIX.*

(On trouvera d'autres formules des buts de la guerre et des conditions de la paix dans les déclarations générales du Gouvernement provisoire, section E, F, G et H de ce même chapitre.)

#### **1° Note adressée aux puissances le 18 mars 1917 par le ministre des affaires étrangères M. Milioukoff.**

Petrograd, le 17 mars 1917.

Les nouvelles transmises par l'agence télégraphique de Petrograd vous ont fait connaître déjà les événements de ces derniers jours et la chute de l'ancien régime politique russe, qui s'est effondré lamentablement devant l'indignation populaire provoquée par son incurie, ses abus et son imprévoyance.

L'unanimité du ressentiment que l'ordre de choses aujourd'hui déchu avait suscité parmi tous les éléments sains de la nation a facilité et sensiblement abrégé la crise. Tous ces éléments s'étant unis avec enthousiasme admirable au drapeau de la révolution, et l'armée leur ayant apporté un appui rapide et efficace, le mouvement national a remporté au bout de huit jours à peine la victoire décisive.

Cette rapidité de réalisation a permis heureusement de réduire à l'extrême le nombre des victimes chose inouïe dans les bouleversements d'une pareille envergure et d'une telle gravité.

Par acte daté de Pskow le 15 mars l'Empereur Nicolas II a renoncé au trône, pour lui-même et pour le grand-duc héritier Alexis Nicolaïevitch, en faveur du grand-duc Michel Alexandrovitch.

A la notification qui lui a été faite de cet acte, le grand-duc Michel Alexandrovitch, par acte daté de Petrograd le 16 mars, a renoncé à son tour à assumer le pouvoir suprême jusqu'au moment où une Assemblée Constituante créée sur la base du suffrage universel aura établi la forme du gouvernement et les nouvelles lois fondamentales de la

Russie. Par le même acte, le grand-duc Michel Alexandrovitch a invité les citoyens russes, en attendant la manifestation définitive de la volonté nationale, à se soumettre à l'autorité du gouvernement provisoire constitué sur l'initiative de la Douma, et qui détient la plénitude du pouvoir.

La composition du gouvernement provisoire et son programme politique ont été publiés et transmis à l'étranger.

Le gouvernement, qui prend le pouvoir au moment de la plus grave crise intérieure que la Russie ait traversée au cours de son histoire, a pleinement conscience de l'immense responsabilité qui lui incombe. Il s'appliquera tout d'abord à remédier aux fautes accablantes que lui a légué le passé, à assurer l'ordre et la tranquillité dans le pays, à préparer enfin les conditions nécessaires pour que la volonté souveraine de la nation puisse prononcer librement sur son sort futur.

Dans le domaine de la politique extérieure, le cabinet dans lequel je me suis chargé du portefeuille des affaires étrangères restera respectueux des engagements internationaux assumés par le régime déchu, et fera honneur à la parole de la Russie. Nous cultiverons soigneusement les rapports qui nous unissent aux autres nations amies et alliées, et nous avons confiance que ces relations deviendront encore plus intimes et solides sous le nouveau régime établi par la Russie, qui est décidée à régler sa conduite sur les principes démocratiques, sur le respect dû aux peuples, petits et grands, à leurs libertés, à leur développement et à la bonne entente entre les nations.

Le gouvernement ne saurait oublier un seul instant les graves circonstances extérieures dans lesquelles il assume le pouvoir.

La Russie n'a pas voulu la guerre qui ensanglante le monde depuis bientôt trois ans; mais, victime d'une agression préméditée, préparée de longue date, elle continuera, comme par le passé, à lutter contre l'esprit de conquête d'une race de proie qui s'imagine pouvoir établir au-dessus de ses voisins une hégémonie intolérable et faire subir à l'Europe du vingtième siècle la honte de la domination du militarisme prussien.

Fidèle au pacte qui l'unit indissolublement à ses glorieux alliés, la Russie est décidée, comme eux, à assurer à tout prix au monde une ère de paix entre les peuples, sur la base d'une organisation internationale stable, garantissant le respect du droit et de la justice. Elle combattra à leurs côtés l'ennemi commun jusqu'au bout, sans trêve ni défaillance.

Le gouvernement dont je fais partie vouera toute son énergie à la préparation de la victoire, s'appliquera à réparer au plus vite les fautes du passé qui ont pu paralyser jusqu'ici l'élan et l'esprit de sacrifice du peuple russe. Il a la ferme conviction que l'enthousiasme merveilleux qui anime aujourd'hui la nation tout entière décuplera ses forces et hâtera

l'heure du triomphe définitif de la Russie régénérée et de ses vaillants alliés.

(Signé:) *Milioukoff.*

## 2° Proclamation aux Polonais, du 29 mars 1917.

Petrograd, 29 mars 1917.

Le gouvernement provisoire adresse aux Polonais la proclamation suivante :

Polonais, l'ancien régime politique de la Russie, source de votre servage et de notre mutuelle désunion, est renversé à jamais. La Russie libérée, personnifiée par son gouvernement provisoire investi de la plénitude du pouvoir, a hâte de vous adresser son salut fraternel; elle vous appelle à la vie nouvelle, à la liberté. L'ancien pouvoir vous a fait des promesses hypocrites qu'il pouvait, mais ne voulait pas exécuter. Les puissances centrales ont profité de ces fautes pour occuper et dévaster votre pays. Dans le but exclusif de lutter contre la Russie et ses alliés, elles vous ont donné des droits politiques illusoire qu'elles ont étendus non sur tout le peuple polonais, mais seulement sur une partie de la Pologne, temporairement occupée, par l'ennemi. A ce prix, elles ont voulu acheter le sang du peuple, qui n'a jamais lutté pour le despotisme. Aussi, actuellement, aucune armée polonaise n'ira combattre pour opprimer la liberté, pour démembrer sa patrie sous le commandement de son ennemi héréditaire.

Frères polonais, pour vous également sonne l'heure de la grande décision. La Russie libre vous appelle dans les rangs des combattants pour la liberté des peuples. Le peuple russe, qui a secoué le joug, reconnaît également pour le peuple fraternel polonais toute la plénitude de droits définis par sa propre volonté. Fidèle à l'accord avec les Alliés, fidèle au plan commun de lutte contre le germanisme militant, le gouvernement provisoire considère la création d'un Etat polonais indépendant, fort de tous les territoires dont la majorité de la population constitue le peuple polonais, comme un gage sûr de paix durable dans la future Europe rénovée. Attaché à la Russie par une union militaire libre, l'état polonais sera un rempart solide contre la pression des puissances centrales sur les nations slaves. Le peuple polonais libéré et unifié déterminera lui-même son régime gouvernemental, en exprimant sa volonté par une Assemblée Constituante convoquée par le suffrage universel, dans la capitale de la Pologne.

La Russie croit que les peuples liés à la Pologne depuis des siècles par une vie commune recevront une garantie solide de leur existence civique et nationale.

A l'Assemblée Constituante russe appartiendra de consolider définitivement la nouvelle union fraternelle et donner son consentement aux modifications de territoire de l'Etat russe indispensables pour la formation de la Pologne libre de toutes ses trois parties actuellement séparées.

Frères polonais, serrez la main fraternelle que vous tend la Russie libre; gardiens fidèles des grandes traditions du passé levez-vous dès maintenant pour entrer dans la nouvelle et éclatante ère de votre histoire, l'ère de résurrection de la Pologne. Que l'union de nos sentiments et de nos cœurs anticipe sur la future union de nos Etats, et que l'ancien appel des glorieux précurseurs de votre libération retentisse avec une force renouvelée.

En avant pour la lutte, côte à côte, la main dans la main, pour notre liberté et pour la vôtre.

(Suivent les signatures de tous les ministres.)

### **3° Proclamation du gouvernement provisoire, du 9 avril 1917.**

Petrograd, le 9 avril 1917.

Le gouvernement provisoire publie la proclamation suivante:

Après avoir examiné la situation militaire de l'Etat russe, il est de notre devoir de dire sans détours et ouvertement au peuple toute la vérité.

Le pouvoir qui est actuellement renversé a laissé la défense du pays dans une situation lourde et désorganisée. Par sa coupable inaction et ses mesures maladroités, il a introduit la désorganisation dans nos finances, dans le ravitaillement, le transport, les fournitures de munitions à l'armée. Il a ébranlé toute notre organisation économique.

Le gouvernement provisoire, avec le concours vivant et actif de tout le peuple, consacrera toutes ses forces à réparer les lourdes conséquences de l'ancien régime. Toutefois, le temps presse. Le sang de nombreux fils de la patrie a coulé abondamment au cours de ces deux années et demie de guerre. Cependant le pays reste toujours sous la menace d'un puissant adversaire, qui occupe des territoires entiers de notre Etat et qui actuellement, aux jours de naissance de la liberté russe, nous menace d'une nouvelle et décisive poussée. La défense de notre patrimoine national et la libération du pays dont l'ennemi a envahi les frontières, constituent la tâche capitale et vitale de nos soldats, qui défendent la liberté du peuple.

Laissant à la volonté du peuple, en étroite union avec nos alliés, le soin de décider définitivement toutes les questions ayant trait à la

guerre mondiale et à son achèvement, le gouvernement provisoire croit de son droit et de son devoir de déclarer dès à présent que la Russie libre n'a pas pour but de dominer les autres peuples, de leur enlever leur patrimoine national et d'occuper de force des territoires étrangers, mais d'établir une paix solide sur la base du droit des peuples à disposer de leur sort.

Le peuple russe ne convoite pas le renforcement de sa puissance extérieure aux dépens d'autres peuples, et n'a pas pour but de subjuguier ou de rabaisser qui que ce soit. Au nom des principes supérieurs de l'équité, il a détaché les chaînes qui pesaient sur le peuple polonais. Mais le peuple russe n'admettra pas que sa patrie sorte de cette grande lutte rabaisée et ébranlée dans ses forces vitales. Ces principes constitueront la base de la politique extérieure du gouvernement provisoire, qui exécute strictement la volonté populaire et sauvegarde les droits de notre patrie, tout en observant les engagements pris envers nos alliés.

La Russie libre n'a pas le droit de cacher au peuple la vérité. L'Etat est en danger. Il faut employer toutes les forces pour le sauver. A l'aveu de la vérité que le pays réponde non par un abattement stérile, non par le découragement, mais par un élan unanime créant une volonté nationale unique. Il nous donnera des forces nouvelles pour la lutte et nous procurera le salut. Qu'à l'heure de cette rude épreuve tout le pays trouve en soi la force de consolider la liberté conquise et de s'imposer un travail inlassable pour le bien de la Russie libre.

Le gouvernement provisoire, qui a fait le serment solennel de servir le peuple, a la conscience qu'avec l'appui général et unanime de tous et de chacun, il sera lui-même en état d'accomplir son devoir envers le pays jusqu'à la fin.

(Signé:) Le président du Conseil:

*Prince Lvoff.*

#### 4<sup>o</sup> Explications du gouvernement provisoire, du 1<sup>er</sup> mai 1917.

Devant les doutes qui ont surgi sur l'interprétation de la note du ministre des affaires étrangères qui accompagnait la communication aux gouvernements alliés de la déclaration du gouvernement provisoire du 9 avril sur les buts de guerre, le gouvernement provisoire croit nécessaire d'expliquer :

1. Que la note a été l'objet d'un examen long et détaillé de la part du gouvernement provisoire, et qu'elle a été adoptée à l'unanimité.

2. Qu'il est évident que cette note, parlant de victoire décisive, a en vue la solution des problèmes signalés dans la déclaration du 9 avril et qui ont été exposés dans les termes suivants :

« Le gouvernement croit de son droit et de son devoir de déclarer dès aujourd'hui que la Russie libre n'a pas pour but de dominer les autres peuples, de leur enlever leur patrimoine national et d'occuper de force des territoires étrangers, mais d'établir une paix solide sur la base du droit des peuples à disposer de leur sort.

Le peuple russe ne convoite pas le renforcement de sa puissance extérieure aux dépens d'autres peuples, et n'a pas pour but de subjuguier ou de rabaisser qui que ce soit. Au nom des principes supérieurs de l'équité, il a détaché les chaînes qui pesaient sur le peuple polonais. Mais le peuple russe n'admettra pas que sa patrie sorte de cette grande lutte rabaisée et ébranlée dans ses forces vitales. »

Cette explication sera communiquée par le ministre des affaires étrangères aux ambassadeurs des pays alliés.

#### **5<sup>o</sup> Lettre circulaire de M. Milioukoff aux représentants de la Russie auprès des puissances alliées (1<sup>er</sup> mai 1917).**

Petrograd, le 1<sup>er</sup> mai 1917.

Milioukoff envoya le 1<sup>er</sup> mai aux représentants de la Russie auprès des puissances alliées le télégramme suivant :

Veillez transmettre au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité la note suivante :

« Le gouvernement provisoire de la Russie a publié le 9 avril un manifeste aux citoyens, dans lequel ont été exposées les vues du gouvernement de la Russie libérée sur les buts de guerre. Le ministre des affaires extérieures m'a chargé de vous transmettre le document dont il s'agit et de l'accompagner des considérations suivantes : Nos ennemis ont essayé dernièrement de semer la désunion chez les alliés, en répandant des nouvelles dénuées de fondement sur un prétendu désir de la Russie de conclure une paix séparée avec les Empires centraux. Le texte du document ci-joint montrera clairement que la Russie n'a jamais eu de pareilles intentions. Les principes généraux qu'y expose le gouvernement provisoire sont absolument conformes aux idées qui ont toujours été proclamées par les hommes d'Etat des pays alliés. Ces principes ont été exprimés également par notre nouvel allié, le président de la République des Etats-Unis. Il n'avait sans doute pas été possible au gouvernement russe de l'ancien régime de s'assimiler et de partager ces idées

concernant le caractère libérateur de cette guerre, la création d'une société des nations, la libération des pays opprimés, etc. Mais la nouvelle Russie comprend ces idées. Elle-même sera comprise des démocraties modernes, et cherche à joindre sa voix à celle de ses alliés.

Les déclarations du gouvernement provisoire, qui sont pénétrées de ce nouvel esprit démocratique, ne peuvent naturellement fournir le moindre argument qui permette de soutenir que la chute de l'ancien régime a diminué la participation de la Russie à la lutte commune de tous les alliés. Au contraire la volonté nationale de continuer la guerre jusqu'à la victoire s'est encore affermie, grâce au sentiment de responsabilité qui réside aujourd'hui chez tous en général et chez chacun en particulier. Cette volonté est devenue plus forte encore par le fait qu'elle se concentre sur un but immédiat, but qui touche chacun de près et consiste essentiellement à chasser l'ennemi des territoires qu'il occupe chez nous.

Chacun sait — et le document ci-joint le dit expressément — que le gouvernement provisoire, tout en défendant les droits de la patrie, remplira fidèlement et consciencieusement les devoirs que la Russie a assumés envers les Alliés. Le gouvernement provisoire est absolument convaincu de l'issue victorieuse de la guerre; il est certain aussi que les problèmes qui ont été soulevés par cette guerre seront résolus dans le sens de la création d'une base solide de paix durable, et que les démocraties alliées, qui poursuivent le même but, trouveront le moyen de créer les garanties et sanctions nécessaires pour prévenir à l'avenir le retour de conflits sanglants. »

#### 6° Note du Gouvernement provisoire, du 13 juin 1917.

Lors de la visite que fit M. Albert Thomas au gouvernement provisoire russe le 13 juin 1917, M. Terechtchenko lui remit, avant son départ, la note suivante :

« La révolution russe constitue, non seulement un changement dans le régime politique de la Russie, mais encore un grand mouvement d'idées qui a réveillé chez le peuple russe la volonté de se guider suivant les principes de l'égalité, de la liberté et de la justice, tant dans le domaine de la politique intérieure que dans celui de relations internationales. C'est dans cette volonté que les membres du gouvernement révolutionnaire russe puisent leur force, et c'est dans la réalisation de cette volonté qu'ils voient leur devoir et leur tâche. En combattant au dehors pour ces principes, la Russie se propose d'obtenir une paix générale qui rend impossible dans l'avenir toute violence, de quel côté qu'elle vienne, et toute visée impérialiste, sous quelle forme qu'elle se

manifeste. Elle n'a en vue aucun but de conquête et proteste catégoriquement contre toutes les tentatives dans ce sens.

Fermelement attaché à ces principes, le peuple russe est résolu à lutter contre tous les plans impérialistes de nos ennemis, aussi bien sur le terrain politique que sur le terrain économique et financier. Si même il existait, dans la question des buts de guerre, quelque divergence de vues entre notre gouvernement et les gouvernements alliés, nous sommes cependant convaincus que l'union étroite qui existe entre nous est la garantie qu'un accord général sur toutes les questions pourra se faire sur la base des principes posés par la révolution russe.

Inébranlablement fidèle à l'œuvre commune des Alliés, la démocratie russe applaudit à la décision de celles des puissances alliées qui se sont déclarées prêtes à accepter la proposition du gouvernement provisoire russe concernant la revision de l'accord relatif aux buts de guerre.

Nous proposons de convoquer à cette fin une conférence des représentants des puissances alliées, conférence qui pourrait être réunie dans le délai le plus bref, dès que les circonstances seront favorables. Des discussions de cette conférence serait seul exclu le traité de Londres du 5 septembre 1914, publié depuis cette époque, et en vertu duquel les gouvernements alliés ont pris l'engagement de ne pas conclure la paix séparément. »

### **7<sup>o</sup> Note du Gouvernement provisoire, du 1<sup>er</sup> août 1917.**

Le 1<sup>er</sup> août, le message suivant a été envoyé aux représentants diplomatiques russes à l'étranger :

« Au moment où de nouveaux et graves malheurs frappent la Russie, nous croyons devoir donner à nos alliés, qui ont partagé avec nous le fardeau des épreuves passées, un exposé ferme et décisif de notre point de vue sur la poursuite de la guerre. La grandeur de la tâche de la révolution russe a déterminé l'ampleur du bouleversement produit par elle dans la vie de l'Etat. La réorganisation face à l'ennemi de tout un système gouvernemental n'a pas pu s'effectuer sans de graves perturbations. Néanmoins la Russie, convaincue qu'il n'existait pas d'autre moyen de salut, a poursuivi, de concert avec ses alliés, l'action commune sur le front. Pleinement consciente des difficultés de sa tâche, la Russie assume le poids de la conduite active des opérations militaires pendant la reconstitution de l'armée et du pouvoir. L'offensive de nos armées, rendue nécessaire par la situation stratégique, s'est heurtée à des obstacles insurmontables tant au front qu'à l'intérieur du pays. La propagande criminelle d'éléments irresponsables utilisés par les agents de

l'ennemi a provoqué une émeute à Petrograd. Simultanément, une partie de troupes du front, travaillée par la même propagande, a oublié son devoir envers la patrie et a facilité la percée de notre front.

Le peuple russe, ému par ces événements, a manifesté par l'organe de son gouvernement créé par la révolution sa volonté inébranlable, l'émeute est réprimée et ses auteurs sont traduits en justice. Toutes les mesures nécessaires ont été prises sur le front en vue de rétablir la force combattive des armées. Le gouvernement entend mener à bonne fin sa tâche de consolidation d'un pouvoir capable de tenir tête à tous les dangers et de guider le pays vers une voie de régénération révolutionnaire. La Russie ne se laissera rebuter par aucune difficulté dans sa décision irrévocable de poursuivre la guerre jusqu'au triomphe définitif des principes proclamés par la révolution. En présence de la menace de l'ennemi, le pays et l'armée continueront avec un courage renouvelé leur grand labeur de rénovation, ainsi que la préparation, au seuil de la quatrième année de guerre, de la campagne future.

Nous savons que de l'issue de cette lutte dépend notre liberté, ainsi que celle de l'humanité entière. Les nouvelles épreuves que lui ont imposées le crime et la trahison ne pourront que raffermir encore davantage la conscience que le peuple russe a de la nécessité de consacrer, en un effort suprême, toutes ses forces, tout son avoir au salut de la patrie.

Forts de cette conscience, nous sommes persuadés que la retraite de nos armées ne sera que temporaire et n'empêchera pas que, reconstituées et régénérées, elles reprennent, l'heure venue, leur marche en avant au nom de la défense de la patrie et de la liberté, et qu'elles parachèvent victorieusement la grande œuvre pour laquelle elles ont été obligées de prendre les armes. »

## *L. RÉSOLUTIONS VOTÉES PAR LES SOVIETS CONCERNANT LES BUTS DE LA GUERRE ET LES CONDITIONS DE LA PAIX.*

### **1<sup>o</sup> Proclamation du conseil des délégués des ouvriers et des soldats, du 27 mars 1917.**

La proclamation que le conseil des délégués des ouvriers et des soldats a adressée au prolétariat du monde, engage ce dernier à secouer, à l'exemple de la Russie, le joug de l'autocratie, à renoncer à servir d'instrument d'oppression entre les mains des rois, des capitalistes et des banquiers, et à mettre fin au terrible carnage qui épuise l'humanité.

« L'heure a sonné — dit l'appel — où les peuples doivent prendre en mains les questions de guerre et de paix. » L'appel proclame en même temps le devoir de défendre opiniâtement la liberté contre toute immixtion réactionnaire dans la politique intérieure ou extérieure.

« Nous défendrons jusqu'au bout notre liberté contre les attaques intérieures et extérieures. La révolution russe ne reculera pas devant les baïonnettes des conquérants. Elle ne se laissera pas abattre par une puissance militaire étrangère. »

« Notre projet n'est pas une chimère car, quand nous nous adressons aux Allemands, nous avons nos armes à la main. Si les Allemands ne tiennent pas compte de notre appel, alors nous combattons pour notre liberté jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Nous avons fait notre proposition les armes à la main. Notre appel ne signifie nullement que nous sommes affaiblis ou que nous exigeons la paix. »

Le mot d'ordre de notre proclamation est « A bas Guillaume! »

## **2° Appel adressé à l'armée par le conseil des délégués des ouvriers et des soldats, 13 mai 1917.**

Camarades, Soldats du front,

Au nom de la démocratie révolutionnaire de Russie, nous vous adressons un pressant appel.

Vous avez dû payer de votre précieux sang les crimes du tsar, qui vous a envoyés à la guerre sans vous munir d'armes et de pain. Les privations que vous devez endurer aujourd'hui sont le fait du tsar et de ses complices qui ont ruiné le pays. La révolution exigera encore d'énormes efforts, avant de pouvoir réparer le mal causé par les brigands et les bourreaux.

La guerre n'était pas nécessaire pour le travailleur. Ce n'est pas lui qui l'a commencée; ce sont les capitalistes de tous les pays qui l'ont voulue. Pour le peuple, chaque nouveau jour de guerre est un jour de malheur. Lorsqu'il eut jeté le tsar en bas du trône, le peuple russe s'est donné pour première tâche de terminer la guerre le plus tôt possible. Le Soviet des délégués des ouvriers et des soldats adressa à tous les peuples un appel pour arrêter le carnage. Il l'envoya aux Français, aux Anglais, aux Allemands, aux Autrichiens.

La Russie attend une réponse à cet appel.

Mais n'oubliez pas, camarades et soldats, que tous nos appels seront vains si les régiments de Guillaume peuvent étouffer la révolution

russe avant que nos frères, les ouvriers et paysans des autres pays, soient à même de répondre à notre cri d'angoisse. Nos appels resteront sans échos s'ils ne peuvent pas s'appuyer sur la force entière du peuple révolutionnaire, si Guillaume de Hohenzollern peut asseoir son triomphe sur les ruines de la liberté russe. La chute de la libre Russie serait un malheur terrible et irréparable, non seulement pour nous, mais aussi pour les travailleurs du monde entier. Camarades et soldats, défendez donc de toutes vos forces la Russie révolutionnaire.

Les ouvriers et les soldats demandent en toute sincérité la paix; mais cette paix doit être celle de tous les peuples, elle doit se faire sur une entente générale.

Qu'arrivera-t-il si nous faisons une paix séparée, une paix qui ne soit acceptable que pour nous? Qu'arrivera-t-il si l'armée russe rend aujourd'hui les armes, déclare qu'elle ne veut plus combattre et ne plus s'inquiéter de ce qui peut advenir du reste du monde?

Il arrivera ceci: l'empereur allemand abattra nos alliés de l'ouest pour se précipiter ensuite sur nous avec toute la force de ses armes. Le potentat allemand, les propriétaires et capitalistes allemands nous écraseront sous leur lourde botte, prendront nos villes, nos villages, nos terres et réduiront le peuple russe à l'esclavage.

Avons-nous donc détrôné Nicolas pour nous courber devant Guillaume?

Compagnons et soldats! Le soviet des délégués des ouvriers et des soldats vous conduira à la paix par d'autres voies. Nous vous amènerons à la paix en engageant les travailleurs et paysans d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie à se soulever et à faire la révolution; nous vous donnerons la paix en obtenant de notre gouvernement qu'il renonce à la politique de la force, et en demandant la même promesse aux puissances alliées. Nous vous garantirons la paix en convoquant une assemblée internationale des socialistes pour provoquer un mouvement général et irrésistible contre la guerre. Compagnons et soldats, il est grand temps pour tous les peuples de s'éveiller; il est temps pour eux de se lever pour imposer irrévocablement la paix aux potentats et aux capitalistes. Il est grand temps que les travailleurs de tous les pays puissent s'unir à nous pour une lutte sans pitié contre les brutes et les brigands.

Vous comprenez cependant, camarades et soldats, que ce temps n'arrivera pas si vous ne résistez pas au choc ennemi sur le front, si vous rompez vos rangs, si le corps inanimé de la révolution russe doit s'affaisser devant les pieds de Guillaume.

Pensez à ceci, camarades: quand vous êtes au front, dans les tranchées, en sentinelle, c'est pour la liberté russe. Ce n'est pas le tsar, ni

les Protopopoff et Raspoutine, ni les riches, les maîtres des terres et les capitalistes que vous défendez maintenant de vos corps, ce sont vos frères, les ouvriers et les paysans.

Puisse cette protection être à la hauteur de la grande œuvre et des sacrifices considérables que vous avez déjà consentis.

Il est impossible de défendre le front en voulant rester à tout prix dans les tranchées. Il arrive parfois qu'on ne peut repousser une attaque de l'ennemi ou y résister qu'en prenant l'offensive. Il arrive quelquefois qu'en attendant une offensive ennemie, on attend en somme passivement la mort. En prenant l'offensive, il est possible souvent de sauver sa personne ou ses frères, ou encore d'autres fractions du front, de la destruction et de la mort.

Pensez à ceci, camarades et soldats: après avoir juré de défendre la liberté russe, ne refusez pas d'entreprendre des actions offensives qui peuvent être exigées de vous à cause de la situation militaire. La liberté, le bonheur de la Russie, sont confiés à vos mains.

Tout en défendant cette liberté, gardez-vous des provocations et des embûches.

La fraternisation avec l'ennemi qui se développe sur le front, peut facilement devenir un piège. Une armée révolutionnaire peut sans doute fraterniser, mais avec qui? avec une autre armée révolutionnaire qui est prête à mourir pour la paix et la liberté.

L'armée de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie n'en est pas encore là, bien que l'on puisse rencontrer aussi dans ses rangs beaucoup d'hommes conscients et très honorables.

Il n'y a pas encore de révolution dans cette armée. Ces troupes vont encore occuper des pays étrangers et y exercer le pillage et le brigandage avec Guillaume et Charles, avec les propriétaires et les capitalistes. L'état-major profitera non seulement de votre excès de confiance, mais aussi de l'obéissance aveugle de ses propres soldats.

Vous voulez fraterniser à cœur ouvert. Mais vous serez reçu par un officier d'état-major sortant des tranchées ennemies en uniforme. Vous causez sans malice avec l'adversaire. En ce moment on photographie la région. Vous cessez le tir pour fraterniser; derrière les lignes ennemies, on entreprend, pendant ce temps, des déplacements d'artillerie et de troupes, ainsi que des travaux de fortification. Camarades et soldats, ce n'est pas en fraternisant, ce n'est pas par des accords tacites conclus devant le front par des compagnies, des bataillons et des régiments que vous obtiendrez la paix. Ce n'est pas dans une paix séparée, ni dans un armistice séparé que résident le salut de la révolution et le triomphe de la paix universelle. C'est votre perte et celle de la liberté

russe que désirent les gens qui veulent vous faire croire que la fraternisation est la voie qui mène à la paix. Ne le croyez pas.

C'est un autre chemin qui conduit à la paix. Il vous est indiqué par le soviétique; appuyez le soviétique! Rejetez loin de vous tout ce qui affaiblit votre combativité, tout ce qui désagrège l'armée et affaiblit son esprit.

Votre force combattive appartient à la paix. Le soviétique ne peut atteindre son but révolutionnaire, mener victorieusement la lutte pour la paix que s'il est convaincu que vous ne tolérerez jamais la défaite militaire de la Russie.

Camarades, soldats; c'est avec confiance et espoir que les ouvriers et les paysans de la Russie, du monde entier tournent leurs yeux vers vous. Vous vous montrerez dignes de cette confiance en continuant à penser que votre travail sur le front sert à la paix. Au nom du bonheur et de la liberté de la Russie révolutionnaire, au nom de la fraternité future des peuples, faites votre devoir avec une fermeté inébranlable.

### **3° Appel du conseil des délégués des ouvriers et des soldats aux socialistes de tous les pays du 13 mai 1917.**

Le soviétique remet en mémoire son appel aux peuples, du 27 mars, et déclare ce qui suit:

« La démocratie révolutionnaire de Russie ne veut pas d'une paix séparée qui donnerait toute liberté d'action aux Allemands et aux Autrichiens.

Elle sait qu'une paix de ce genre serait une trahison envers la démocratie prolétarienne de tous les pays, qui tomberait pieds et poings liés devant l'impérialisme triomphant. Elle sait que cette paix entraînerait l'écrasement militaire d'autres pays, et assurerait pour longtemps en Europe le triomphe du chauvinisme et des idées de revanche, qu'en outre elle ferait de l'Europe un nouveau camp retranché, comme après la guerre franco-allemande de 1870, et préparerait inévitablement un choc sanglant dans un avenir rapproché. La démocratie révolutionnaire de la Russie veut une paix générale, acceptable pour le peuple des travailleurs de tous les pays, ne comportant pas d'annexions brutales, ne tendant à dépouiller personne, visant de façon générale à ce que la volonté des peuples se donne libre cours et à ce que la force de l'impérialisme international soit brisée.

Une paix sans annexions ni contributions sur la base du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes: cette formule, admise sans arrière-pensée par la raison des prolétaires et par les cœurs prolétariens, créera la base sur laquelle devront s'entendre les travailleurs de tous les

pays, belligérants et neutres, pour amener une paix durable et cicatriser les blessures de la guerre au moyen d'un labeur commun.

Le gouvernement provisoire de la Russie révolutionnaire s'est placé sur cette base. »

Le soviét s'adresse, en outre, aux socialistes des pays de l'Entente, et leur demande d'inviter leur gouvernement à reconnaître résolument et sans ambages la formule de la paix sans annexions et sans contributions, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; le soviét désire aussi que la voix du gouvernement provisoire de Russie ne reste pas isolée au sein des puissances de l'Entente. D'après l'appel, il est nécessaire de placer les gouvernements belligérants devant un dilemme: ou bien renoncer définitivement à la politique de spoliation territoriale et de violence, ou bien commettre délibérément ce crime et s'attirer par là le juste courroux des peuples lésés.

Le passage de l'appel destiné aux socialistes d'Autriche et d'Allemagne est ainsi conçu:

« La démocratie révolutionnaire de la Russie s'adresse à vous, socialistes de l'alliance austro-allemande! Vous ne pouvez pas permettre que les armées de vos gouvernements se fassent les assassins de la liberté russe. Vous ne pouvez pas permettre que vos gouvernements, profitant de la joyeuse explosion de liberté et de fraternité de l'armée révolutionnaire russe, envoient des troupes du front de l'est à celui de l'ouest pour écraser d'abord la France, puis jeter à terre la Russie et enfin vous terrasser vous-mêmes, étouffer le prolétariat international tout entier dans les bras de l'impérialisme maître du monde. »

L'appel finit en invitant les socialistes des pays neutres à s'opposer au triomphe de l'impérialisme. L'appel espère que des représentants de tous les groupes socialistes se rencontreront à la conférence qui doit être convoquée.

#### **4<sup>o</sup> Résolution du congrès des délégués des paysans (29 mai 1917).**

Les paysans-ouvriers qui constituent la plus grande partie de l'armée russe aspirent à la conclusion aussi rapide que possible d'une paix durable, générale et juste, sans vainqueurs ni vaincus, sans annexions ni indemnités de guerre. Chaque peuple, dans quel Etat qu'il vive, aura le droit de décider librement de son sort; la paix future devra non seulement se faire sans annexions ni contributions de guerre, mais être basée sur la libre décision des peuples. Aucune troupe des puissances belligérantes ne pourra occuper un territoire quelconque; le point de départ de la paix sera la volonté des populations, librement exprimée

par le bulletin de vote. On n'admettra aucune condition qui ait pour effet de placer un pays sous la dépendance économique d'un autre pays. A l'avenir tous les rapports internationaux seront réglés sous le contrôle des peuples intéressés; il en sera de même pour la conclusion de traités. Les conflits internationaux ne seront plus tranchés par les armes, mais par des cours de justice internationales. Il sera mis fin à l'état de paix armée, ainsi qu'à la diplomatie irresponsable des puissances.

Cette paix ne sera possible que si les travailleurs du monde entier s'unissent et peuvent ainsi dicter leur volonté, comme le peuvent les travailleurs de la Russie. La lutte pour une paix équitable ne peut se terminer que dans l'arène internationale. C'est pourquoi le conseil des délégués des paysans de toute la Russie rejette toute idée de paix séparée. Une paix séparée entacherait l'honneur de la Russie libérée par la révolution, et retarderait la consolidation des libertés acquises jusqu'ici. Mais le soviet des délégués des paysans approuve toutes les démarches du conseil des délégués des ouvriers-paysans tendant à l'union des travailleurs de tous les pays dans le but de continuer la lutte pour la liberté. De son côté le conseil des paysans de toutes les Russies tend une main fraternelle aux travailleurs du monde entier, et les invite à demander à leurs gouvernants de donner promptement suite aux propositions du gouvernement provisoire russe et de renoncer aux annexions et aux indemnités. Le soviet des paysans prendra part à la conférence des travailleurs du monde entier, organisée par le soviet des ouvriers et des soldats.

En même temps, le soviet de tous les paysans russes, faisant siennes les déclarations du gouvernement, invite ce dernier à préparer et à activer énergiquement les pourparlers avec les gouvernements alliés en vue d'établir les conditions générales de la paix sur la base du renoncement aux annexions et aux indemnités, et de la libre décision des peuples. Désirant poursuivre la lutte victorieusement jusqu'à une paix équitable, le soviet des paysans estime, qu'aussi longtemps que l'union internationale des travailleurs ne peut pas influencer la politique des gouvernements, le premier devoir du peuple travailleur de la Russie révolutionnaire est de continuer le plus énergiquement possible la défense du pays sans reculer devant les sacrifices; il pense que le gouvernement doit prendre résolument toutes les mesures propres à accroître la combattivité de l'armée dans la défensive comme dans l'offensive. Aussi longtemps que l'armée révolutionnaire russe combat contre des troupes conduites par des empereurs, elle se bat pour la défense de la grande conquête démocratique du peuple russe, pour la révolution russe, pour le pays et la liberté, pour le droit de la révolution russe de se développer

et d'influencer d'autres peuples. Le soviét de tous les paysans russes s'adresse à tous ses frères et à tous ses fils qui font partie de l'armée; il les salue chaleureusement et les invite à défendre la révolution russe sous une discipline librement consentie; que tous se souviennent constamment que dans leurs combats héroïques ils ont derrière eux le peuple entier des paysans qui leur envoie sa bénédiction et n'oubliera jamais les sacrifices qu'ils ont consentis pour la sainte œuvre de la liberté.

### **5° Appel à l'armée adressé par les comités des soviets des Paysans le 5 septembre 1917.**

Camarades soldats! Une de nos armées a fléchi, des régiments entiers ont reculé devant l'ennemi. Une partie de votre front est percée. A qui la faute?

A ceux qui avaient désorganisé l'armée, à ceux qui, dans le moment le plus critique, n'ont pas obéi aux ordres de commandement, à ceux également qui, au lieu d'obéir ont perdu leur temps dans les discussions stériles.

Plusieurs ont chèrement payé leur faute: le feu ennemi les a fauchés par derrière.

Camarades soldats! Si cette leçon sanglante ne vous suffit pas, il n'y aura plus de salut pour la Russie!

Assez de paroles. Passons aux actes.

Nous avons reconnu le gouvernement provisoire comme celui du salut de la Révolution. Nous lui avons accordé des pouvoirs illimités.

Désormais ses ordres auront la force des lois.

Quiconque n'obéira pas aux ordres du gouvernement provisoire en face de l'ennemi sera traité sans pitié comme traître à la patrie.

Camarades soldats! vous voulez une paix durable, vous voulez la terre et la liberté. Sachez donc que seule une victoire complète amènera la paix durable pour la Russie et pour tous les peuples. En reculant devant les armées du kaiser, vous allez perdre la terre et la liberté, vous allez perdre la paix, car les impérialistes allemands vainqueurs vous obligeront à combattre à maintes reprises pour la défense de leurs intérêts.

Soldats sur le front! Vous ne tolérerez dans vos rangs ni trahison ni lâcheté. Que chacun se laisse tuer plutôt que de reculer d'un pas. Il n'y a qu'un chemin devant vous: celui qui mène en avant!

Soldats de l'arrière! Préparez-vous pour aider vos frères au front, trahis et délaissés par les fuyards.

Sans hésitation et sans peur et surtout sans discussions périlleuses,

exécutez les ordres de vos chefs. Pendant le combat, l'hésitation et la désobéissance sont pires que la trahison.

Camarades soldats! Le prolétariat de la Russie et du monde entier a mis son espoir en vous. La défaite de la Révolution russe serait un désastre universel.

Tendez vos forces, soyez courageux, disciplinés et tenaces. Sauvez la Patrie! Sauvez la Révolution!

### 6° Proclamation à la population.

La proclamation suivante fut affichée le 6 septembre 1917 dans toute la Russie; elle est signée par MM. Tchkeïdze, Tsereteli, Avksentieff et par d'autres chefs de la démocratie russe:

Citoyens,

Voici venir l'heure terrible. Le front de la Russie révolutionnaire est enfoncé. L'invasion ennemie menace plusieurs contrées de notre patrie. Dans notre capitale, une démente aveugle s'est élevée, à main armée, contre le gouvernement révolutionnaire, contre la volonté de la démocratie russe tout entière. La décomposition et l'anarchie sévissent dans notre pays. Les forces ténébreuses se sont réveillées elles aussi. Déjà, elles flairent le butin; déjà elles s'appêtent à nous faire retomber sous le joug, à faire souffrir à nouveau notre malheureuse patrie.

Elles sapent sournoisement les organes de la démocratie révolutionnaire et le gouvernement provisoire lui-même, elles ameutent les masses ignorantes et provoquent partout des troubles, des actes de violence et des pogroms.

Pour tromper notre vigilance, elles mettent souvent les masques ultra-révolutionnaires. Elles promettent de rétablir l'ordre. En réalité, elles ne songent qu'à la dictature militaire et, si on les laisse faire, elles vont rétablir ce régime abject dont vous rappelez bien les turpitudes et les horreurs.

Citoyens! Si vous ne réagissez pas contre ce danger, une servitude vous guette, pire que celle dont vous vous êtes émancipés. Le sang du peuple va couler à flots, les prisons et les bagnes regorgeront de nouveau, la vie industrielle sera paralysée, la disette et la famine désoleront nos campagnes, l'instruction publique va être réduite; plus de liberté de la parole et de la conscience pour le peuple et point de droit de se gouverner librement pour les diverses nationalités de la Russie.

Il nous faut des mesures héroïques.

Quiconque chérit la liberté russe, qui n'a pas oublié les horreurs et la honte du tsarisme, qui se refuse de livrer sa patrie entre les mains

ennemies — celui-là doit mettre toutes ses forces au service de la patrie, afin de la protéger contre toute atteinte du dehors et du dedans.

Tout homme qui ne se soumettra pas à son devoir, qui tentera d'utiliser le malaise révolutionnaire actuel au profit de la restauration du tsarisme, sera considéré comme traître à la patrie et à la révolution. Nous vous appelons tous à faire votre devoir : rangez-vous autour des assemblées municipales et provinciales librement élues, soutenez les organes de la démocratie révolutionnaire, soutenez le gouvernement provisoire, donnez-lui vos ressources et vos forces.

La Révolution et la Patrie sont en danger. Que chacun soit digne, à ce moment solennel, du nom de citoyen russe.

Citoyens! Nous vous appelons à monter la garde de la Révolution.

**7° Instructions du comité exécutif du conseil des ouvriers et des soldats à l'ancien ministre Skobelev désigné comme représentant de la démocratie russe à la conférence des Alliés à Paris**

Petrograd, le 22 octobre 1917.

Le comité exécutif du conseil des ouvriers et des soldats, en raison de la désignation de l'ancien ministre Skobelev comme représentant de la démocratie russe à la conférence des Alliés à Paris, a élaboré pour lui les instructions suivantes, en ce qui concerne la question de la paix :

1. Evacuation de la Russie par les troupes allemandes. Autonomie pour la Pologne, la Lituanie et les provinces Lettones.
2. Autonomie pour l'Arménie turque.
3. Solution de la question d'Alsace-Lorraine par un plébiscite, à la condition que la liberté de vote soit assurée complète.
4. Restauration de la Belgique, qui doit être indemnisée de ses pertes par un fonds international.
5. Restauration de la Serbie et du Monténégro, avec des indemnités tirées d'un fonds international. La Serbie doit avoir accès à la Mer Adriatique. La Bosnie et l'Herzégovine doivent devenir autonomes.
6. Les régions contestées des Balkans recevront provisoirement l'autonomie, jusqu'à ce qu'on puisse procéder à un plébiscite.
7. La Roumanie sera restaurée dans ses anciennes frontières et promettra de donner l'autonomie à la Dobroudja. Elle promettra solennellement d'appliquer réellement l'article 3 du traité de Berlin sur l'égalité des droits des juifs.
8. Autonomie pour les provinces italiennes de l'Autriche, jusqu'à un plébiscite.

9. L'Allemagne recouvrera toutes ses colonies.
10. Restauration de la Perse et de la Grèce.
11. Neutralisation de tous les détroits maritimes conduisant à des mers intérieures, comme le canal de Suez et le canal de Panama. Liberté de la navigation de commerce, abolition du droit de saisie et de torpillage des navires de commerce.
12. Tous les belligérants renonceront pour toujours à toute contribution ou indemnité sous quelle forme que ce soit, et restitueront toutes les contributions imposées pendant la guerre.
13. Chaque pays restera indépendant au point de vue de sa politique commerciale, mais tous les pays s'engageront à ne pas constituer de blocus économique après la guerre et à ne conclure aucun accord douanier spécial.
14. Les conditions de paix seront établies au congrès de la paix par des délégués élus par les représentations nationales. Ces conditions devront être approuvées par les Parlements. Les diplomates s'engagent à ne conclure aucun traité secret; tout traité de ce genre serait considéré comme nul et non avenu et comme contraire au droit des gens.
15. Limitation progressive des armements sur terre et sur mer, et introduction du système des milices.

#### **8° Instructions du conseil des délégués des paysans à l'ancien ministre Skobelev à même propos.**

Petrograd, le 2 novembre 1917.

Le conseil des délégués des paysans ayant repoussé les instructions du Soviet de Petrograd a élaboré des instructions propres, ainsi conçues :

Paix sans annexion ni indemnité, avec droit pour chaque peuple d'organiser son régime politique; — engagement de tous les pays de ne pas conclure de traités secrets, de réduire les armements et de consentir à l'arbitrage international; — tous les alliés s'engagent à ne pas entamer de pourparlers de paix, ni conclure la paix séparée; — tous les Etats renoncent après la guerre au blocus économique; — les deux coalitions s'engagent à évacuer tous les territoires occupés pendant la guerre; — le territoire de l'Etat russe reste inviolable; toutes ses nationalités doivent jouir du droit d'organiser leurs régimes politiques respectifs; — la Pologne russe est proclamée indépendante; les régions polonaises de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie doivent jouir d'une autonomie complète; — la Belgique, la Serbie et le Monténégro doivent être reconstitués et leurs pertes dédommagées au moyen d'un fonds international; la Serbie obtient une issue sur l'Adriatique, et la Roumanie s'engage à mettre immédiatement à exécution la clause du traité de Berlin concernant la liberté

politique des Juifs; — la question de l'Alsace-Lorraine est résolue par un plébiscite, sans que les habitants au service de l'Allemagne ou ceux qui ne sont pas originaires d'Alsace-Lorraine prennent part au vote; — l'Arménie turque devient complètement autonome.

### 9° Résolutions du congrès des conseils des ouvriers et des soldats (11 novembre 1917).

Petrograd, le 11 novembre 1917.

Le congrès des conseils des ouvriers et des soldats a adopté des conditions relatives à une proposition de paix. Il déclare ce qui suit:

Le gouvernement des ouvriers et des paysans créé par la révolution du 6 et du 7 novembre, qui s'appuie sur le conseil des ouvriers et des soldats, propose à tous les gouvernements des pays belligérants d'entamer immédiatement des pourparlers en vue d'une paix juste et démocratique. Le gouvernement est d'avis que la paix juste et démocratique, que désire la majorité des classes ouvrières des pays belligérants, qui sont épuisées et ruinées par la guerre, et que les ouvriers et paysans russes ont demandé après la chute de la monarchie, doit être une paix immédiate, sans annexions, c'est-à-dire sans appropriation par la violence de territoires étrangers et sans aucune violence à l'égard des nationalités, et une paix sans contributions.

Le gouvernement russe propose à tous les belligérants de conclure immédiatement une telle paix en se déclarant prêt à faire sans tarder toutes les démarches énergiques jusqu'à ce que les plénipotentiaires de tous les pays et de toutes les nations aient approuvé définitivement toutes les conditions de cette paix.

Par annexions ou appropriations territoriales par la violence, le gouvernement entend, d'après les principes de la démocratie en général et des classes ouvrières en particulier, toute annexion d'une nationalité petite et faible par un Etat grand et puissant sans le consentement de cette nationalité et indépendamment du degré de sa civilisation et de sa position géographique, que ce soit en Europe ou dans les pays situés au delà de l'Océan.

Si un peuple quelconque est retenu par la violence par un Etat quelconque ou si le droit de procéder à un plébiscite lui est refusé contre sa volonté telle qu'elle se manifeste dans la presse, dans des assemblées nationales, dans des résolutions de partis ou par des soulèvements ou des insurrections contre les oppresseurs, si en outre on refuse de retirer les troupes d'occupation ou si l'on n'accorde pas à la population le droit d'or-

ganiser sa forme de gouvernement, un tel état de choses constitue une annexion ou appropriation par la violence.

Le gouvernement estime que continuer la guerre dans le but de partager les nationalités faibles ou vaincues entre les nations puissantes, est un grand crime contre l'humanité.

C'est pourquoi le gouvernement proclame solennellement sa résolution de signer une paix qui mettra fin à cette guerre aux conditions mentionnées, équitables pour toutes les nationalités.

En même temps, le gouvernement déclare que toutes les conditions ci-dessus ne doivent pas être considérées comme définitives, c'est-à-dire que le gouvernement est d'accord d'examiner toutes autres conditions de paix, mais qu'il tient seulement à ce que ces conditions soient absolument claires, sans la moindre équivoque et sans aucun caractère secret. De son côté le gouvernement s'abstient de toute diplomatie secrète, et confirme sa ferme résolution de poursuivre les négociations de paix ouvertement devant le monde entier et de procéder à la publication de tous les traités secrets qui ont été approuvés ou conclus par le gouvernement des grands propriétaires fonciers et des capitalistes depuis le mois de février jusqu'au 30 octobre 1917. Le gouvernement déclare nul et non avenu le contenu de ces traités secrets en tant qu'ils, ce qui est le cas en général, à procurer toutes sortes de faveurs et de privilèges aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes en maintenant ou en augmentant les annexions faites par les Grands Russiens.

Il invite tous les peuples à ouvrir immédiatement des négociations préliminaires par des communications écrites ou télégraphiques ainsi que par des entrevues ou des conférences entre les représentants des différents pays. Afin de faciliter ces négociations préliminaires, le gouvernement nommera des plénipotentiaires dans les pays neutres. Le gouvernement propose aux gouvernements de tous les pays belligérants de conclure immédiatement un armistice. Il croit pour sa part que cet armistice doit être conclu pour une période de trois mois, qui suffira pour mener les pourparlers à bonne fin. Il propose en outre que les représentants de toutes les nationalités ou nations qui sont impliquées dans la guerre ou qui ont dû la subir, prennent part aux conférences de paix, et qu'une conférence de représentants de toutes les nations du monde soit convoquée pour l'approbation définitive des conditions de paix élaborées.

Le gouvernement provisoire des ouvriers et paysans russes, en faisant ces propositions de paix aux gouvernements de tous les pays belligérants, s'adresse en particulier aux ouvriers des nations les plus civilisées et qui prennent la part la plus active à la guerre actuelle: l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Les ouvriers de ces trois pays ont rendu les

plus grands services à la cause du progrès et du socialisme, notamment par la création des chartes en Angleterre, par les grandes révolutions du prolétariat français et par la lutte héroïque des ouvriers allemands pour les organisations sociales. Tous ces exemples donnent la garantie que les ouvriers de ces pays comprennent les problèmes qui se posent devant eux pour libérer l'humanité des horreurs de la guerre et que ces ouvriers, en faisant agir avec abnégation toutes leurs forces, nous aideront à faire aboutir l'œuvre de la paix et à délivrer toutes les classes ouvrières de l'exploitation.

### *M. ACTES CONCERNANT LA CONSTITUANTE RUSSE.*

#### **1° Déclaration du comité exécutif du Soviet des délégués paysans.**

Camarades-Paysans!

C'est au 18 janvier que les bolchevikis ont fixé l'ouverture de l'Assemblée Constituante; ils convoquent pour le 21 janvier le III<sup>e</sup> Congrès des Soviets des délégués des ouvriers et des soldats, et pour le 28 le Congrès paysan.

Les paysans sont sciemment repoussés par eux au second plan.

Un attentat contre l'Assemblée Constituante se prépare.

En ce moment historique, les paysans ne peuvent pas rester à l'écart.

Le Comité exécutif provisoire du Soviet national des délégués paysans, qui monte la garde auprès de l'Assemblée Constituante, a décidé de convoquer pour le 21 janvier également, le III<sup>e</sup> Congrès national des Soviets des délégués paysans.

La représentation reste la même que précédemment. Envoyez immédiatement vos délégués à Petrograd, Grande Bolotnaïa, 2 a.

Le sort de l'Assemblée Constituante, c'est le sort de la Russie, le sort de la révolution.

Tous debout pour la défense de l'Assemblée Constituante, pour la défense de la révolution, non pas en paroles seulement, mais par des actes!

Signé: *Le Comité exécutif provisoire du Soviet national des délégués paysans soutenant le principe de la défense de l'Assemblée Constituante.*

## 2° Appel du comité exécutif central des Soviets des délégués des ouvriers et des soldats élus aux premières élections.

A tous les Soviets des délégués des ouvriers et des soldats, à tous les Comités de l'armée et de la marine, à toutes les organisations qui se groupent autour des Soviets et des Comités, à tous les membres des fractions socialistes révolutionnaires et social-démocrates menchevistes qui ont quitté le II<sup>e</sup> Congrès des Soviets.

Camarades, ouvriers et soldats! Notre cri d'alarme s'adresse à tous ceux à qui l'œuvre des Soviets est chère. Sachez qu'un coup porté en traître menace le pays révolutionnaire, l'Assemblée Constituante et l'œuvre des Soviets elle-même. Votre devoir est de vous dresser pour leur défense.

Le Comité exécutif central nommé au congrès d'octobre réunit pour le 21 janvier un Congrès des Soviets, destiné à saboter l'Assemblée Constituante.

Camarades! Le II<sup>e</sup> Congrès des Soviets a été réuni à la fin d'octobre dans des conditions particulièrement défavorables, à un moment où le parti bolcheviste, entraîné par ses dirigeants dans la voie d'une politique d'aventure, d'une politique de complots indignes d'une organisation de classe, avait réussi à Petrograd, par un coup d'état, à s'emparer du pouvoir, au moment où certains groupes adoptant ce point de vue, avaient désorganisé le mode de convocation même du II<sup>e</sup> Congrès, visant ainsi ouvertement à en fausser les résultats. A ce congrès même, toute représentation régulière de l'armée faisait défaut (deux armées seulement étant représentées) et les soviets de province n'étaient représentés que très insuffisamment (près de 120 seulement sur 900). Dans ces conditions il est naturel que le Comité exécutif central des Soviets issu de la première élection n'ait pas voulu reconnaître à ce congrès le droit de décider de la politique des Soviets.

Cependant, malgré les protestations et même le départ d'un grand nombre de délégués (ceux des fractions socialiste révolutionnaire, social-démocrate, mencheviste et socialiste populaire), un nouveau Comité exécutif des Soviets fut élu. Considérer ce dernier comme centre directeur de tous les Soviets du pays, était chose absolument impossible. Les délégués restés au Congrès n'étaient que la réunion d'un groupe bolcheviste avec un petit nombre de socialistes révolutionnaires de gauche qui leur avaient donné leur adhésion. Aussi, le Comité central nommé par leur conférence ne pouvait-il être considéré que comme représentant ces deux seuls groupements.

Apportant dans l'organisation des Soviets un désordre inouï, éta-

blissant par les procédés de lutte les plus éhontés sa domination sur les Soviets, les uns pris au dépourvu, les autres terrorisés et faussés dans leur personnel, trompant la classe ouvrière et l'armée par sa politique d'aventure à courte vue, ce nouveau Comité exécutif a tenté, pendant les deux mois écoulés depuis, de soumettre à son influence toute la Russie des Soviets. Il y a réussi en partie, dans la mesure où la confiance dans la politique des groupes qui le constituent n'était pas encore usée. Mais une portion considérable des Soviets, ainsi que des fractions d'autres Soviets, fractions composées des militants les plus dévoués et les plus expérimentés, ont continué à suivre la seule vraie voie révolutionnaire: à développer les organisations de classe des masses ouvrières, à diriger leur vie intellectuelle et politique, à développer les conquêtes politiques et sociales de la révolution, à exercer, par toute la puissance de la classe ouvrière organisée dans ces Soviets, la pression nécessaire pour atteindre les buts qu'elle se propose. La question de la paix et de la guerre, celle de l'organisation de la production et du ravitaillement et celle de la lutte pour l'Assemblée Constituante sont au premier plan. La politique d'aventure des groupements qui se sont emparés du pouvoir est à la veille de faire faillite. La paix n'a pu être réalisée par la rupture avec les alliés et l'entente avec les sphères impérialistes des puissances centrales. En raison de cette faillite de la politique des commissaires du peuple, de la désorganisation de la production (laquelle, entre autres résultats, a eu celui de créer des centaines de milliers de chômeurs) en raison de la guerre civile allumée dans le pays et de l'absence d'un pouvoir reconnu par le peuple tout entier, les puissances centrales tendent à s'emparer de la façon la plus cynique de toute une série de provinces occidentales (Pologne, Lituanie, Courlande) et à soumettre complètement le pays tout entier à leur domination économique, sinon politique.

Les difficultés de ravitaillement ont pris une acuité inouïe, l'immixtion grossière dans le fonctionnement d'organes déjà créés à cet effet, et la guerre civile allumée partout dans le pays ont complètement désorganisé le ravitaillement en blé des régions qui en manquent; le nord et l'armée se trouvent à la veille de la famine.

L'industrie se meurt. Des centaines de fabriques et d'usines s'arrêtent. La politique à courte vue des commissaires a fait que des centaines d'ouvriers sont jetés à la rue et se trouvent sans travail. La volonté du peuple tout entier est menacée d'être violée. Les usurpateurs qui en octobre se sont emparés du pouvoir en lançant le mot d'ordre d'une convocation rapide de l'Assemblée Constituante, s'efforcent, maintenant que les élections sont faites, de garder le pouvoir entre leurs mains en arrêtant les députés et en dissolvant la Constituante elle-même.

Tout ce que le pays compte de vivants, en premier lieu, toute la classe ouvrière et toute l'armée, doivent se lever, les armes à la main, pour défendre le pouvoir populaire représenté par la Constituante, qui doit apporter la paix au peuple et consolider par la voie législative les conquêtes révolutionnaires de la classe ouvrière.

En portant ces faits à votre connaissance, le Comité central issu des premières élections vous invite, camarades, à vous mettre immédiatement en rapport avec lui.

Considérant le congrès d'octobre comme incompetent, le Comité central issu des premières élections a décidé de commencer les travaux préparatoires en vue de la convocation d'un nouveau congrès des Soviets des délégués des ouvriers et des soldats.

Dans l'avenir le plus prochain, pendant que les commissaires du peuple c'est-à-dire les Lénine et Trotzki, vont lutter contre le pouvoir souverain de l'Assemblée Constituante, nous aurons à intervenir avec toute notre énergie dans le conflit artificiellement suscité par ces aventuriers, entre cette Assemblée et les Soviets. Nous aurons pour tâche d'aider les Soviets à prendre conscience de leur rôle, de définir leur ligne politique et de départager ainsi leurs fonctions et celles de la Constituante.

Camarades! La convocation du Congrès pour le 21 janvier est dictée par le désir de provoquer un conflit entre les Soviets et la Constituante et de saboter ainsi cette dernière. Inquiet pour le sort du pays, le Comité exécutif issu des premières élections décide de convoquer à Petrograd, pour le 21 janvier, une réunion extraordinaire de tous les Soviets, de tous les Comités de l'armée et de la marine, de toutes les fractions des Soviets et des Comités militaires, de toutes les organisations qui se groupent autour des Soviets et des Comités et se placent sur le terrain de la défense de la Constituante. Les questions suivantes sont à l'ordre du jour :

1. Les pouvoirs de l'Assemblée Constituante.

2. La lutte pour la paix générale démocratique et pour le rétablissement de l'Internationale.

3. Les problèmes immédiats de la politique des Soviets.

Camarades! Assurez à cette réunion extraordinaire des Soviets la représentation la plus complète de toutes les organisations des ouvriers et des soldats. Créez sur place des centres d'élection. Nous aurons une lutte à soutenir.

Au nom de la révolution, toute la raison et toute l'énergie doivent être jetées dans la balance.

7 janvier 1918.

*Le Comité exécutif central des Soviets des délégués  
des ouvriers et des soldats élus aux premières élections.*

### 3° Bulletin des membres.

« Bulletin des membres de l'Assemblée Constituante appartenant à la fraction socialiste révolutionnaire ».

No. 5, 13 janvier 1918.

A tous les Citoyens!

La fraction socialiste révolutionnaire de l'Assemblée Constituante adresse au peuple tout entier le présent exposé des raisons pour lesquelles l'Assemblée Constituante n'a pas été ouverte jusqu'à ce jour : elle le prévient en même temps du danger qui menace les droits souverains du peuple.

Il s'agit de mettre en lumière la véritable physionomie des deux hommes qui, sous prétexte de poursuivre le bien des travailleurs, forgent de nouvelles chaînes pour la Russie libérée, qui attendent à l'Assemblée Constituante, seule capable pour sauver la Russie du joug extérieur et du despotisme qui renaît à l'intérieur.

Que tous les citoyens sachent que l'heure est proche où ils devront être prêts à se lever comme un seul homme pour la défense de leur liberté et de leur Assemblée Constituante.

Car, citoyens, votre salut est uniquement entre vos mains.

Citoyens! Vous savez qu'au jour indiqué pour l'ouverture de l'Assemblée Constituante, 11 décembre, tous les députés socialistes révolutionnaires élus à ce moment arrivèrent à Petrograd. Vous savez que ni les violences du pouvoir usurpateur, ni l'arrestation de nos camarades, ni la force armée qu'on nous avait opposé au palais de Tauride, ne purent nous empêcher de nous réunir pour remplir notre devoir.

Mais la guerre civile sévissant dans tout le pays, avait retardé les élections à la Constituante, et le nombre des députés élus se trouva insuffisant.

Il fallut remettre l'ouverture de l'Assemblée Constituante.

Notre fraction utilisa ce retard forcé pour procéder à un travail préparatoire intense. Nous élaborâmes, au sein de plusieurs commissions, des projets de loi concernant toutes les questions fondamentales que la Constituante aurait à résoudre. Nous adoptâmes le projet d'une loi fondamentale sur la question de la terre; nous élaborâmes les mesures que la Constituante devrait prendre dès son premier jour pour arriver à la paix vraiment démocratique, si nécessaire à notre pays; nous discutâmes les principes qui doivent présider à la cohabitation amicale de toutes les nationalités qui peuplent la Russie, et assurer à chaque peuple, au point de vue national, la libre disposition de lui-même, de façon à mettre fin à la guerre fratricide.

Notre fraction devait être toute prête pour le jour de l'ouverture de

la Constituante, afin de commencer, dès le début, un travail fécond et de donner au pays exténué la paix, le pain, la terre et la liberté.

En même temps, nous fîmes notre possible pour accélérer l'arrivée des députés et l'ouverture de l'Assemblée.

Pendant ce temps, les événements devenaient de plus en plus menaçants, le pouvoir bolcheviste entraînait chaque jour plus rapidement notre pays à sa perte. Dès avant le moment où les Allemands eurent présenté leurs conditions de paix, les bolcheviks anéantirent l'armée, en supprimèrent le ravitaillement et dégarnirent le front, en même temps que, par la guerre civile et le pillage des économies du peuple, ils achevaient la ruine économique du pays. Actuellement, ils reconnaissent eux-mêmes que les conditions allemandes sont inacceptables et invitent à la reconstitution de l'armée. Malgré cela, ces malfaiteurs ne s'en vont pas : ils veulent achever leur œuvre criminelle.

La Russie périt au milieu de la famine, de la guerre civile et de l'invasion ennemie qui menace d'atteindre le cœur même du pays.

Aucun retard n'est permis.

Notre fraction avait fixé au 9 janvier le dernier délai pour l'ouverture de la Constituante; ce jour-là, plus de la moitié des députés pouvaient être arrivés à Petrograd. Nous entrâmes en pourparlers avec les autres fractions. Les ukrainiens, d'autres fractions nationales encore et les social-démocrates mencheviks adhèrent à notre résolution. Les socialistes-révolutionnaires «de gauche» déclarèrent hypocritement être également partisans de l'ouverture rapide de la Constituante. Mais voici que le conseil des soi-disant « commissaires du peuple » fixe l'ouverture au 18 janvier. En même temps, ils convoquent pour le 21 janvier un congrès des Soviets des délégués des ouvriers et des soldats, espérant ainsi pouvoir tricher et couvrir du nom de ce congrès leurs actes criminels. Le but de cette remise est clair; ils ne le cachent même pas et menacent de dissoudre l'Assemblée Constituante au cas où elle ne se soumettrait pas au congrès bolcheviste des Soviets. La même menace est répétée par ceux qui s'intitulent socialistes-révolutionnaires « de gauche ».

La délégation des socialistes révolutionnaires ukrainiens nous abandonne également et se soumet à l'ordre de convocation pour le 18 janvier, considérant que la lutte du pouvoir bolcheviste contre l'Assemblée Constituante est une question intérieure n'intéressant que la grande Russie.

Citoyens! Nous serons là le 18 janvier également, pour qu'aucune parcelle de responsabilité, même la moindre, ne puisse nous incomber dans ce sabotage de l'Assemblée Constituante.

Mais nous ne croyons pas pouvoir suspendre nos efforts en vue de l'ouverture la plus rapide possible de l'Assemblée Constituante.

Nous adressons à tous les députés un appel énergique: au nom de la patrie, au nom de la révolution, au nom du devoir qui vous incombe du fait de votre élection, venez tous à Petrograd! Le 14 janvier, tous les députés présents décideront du jour de l'ouverture de l'Assemblée Constituante.

Nous faisons appel à vous, citoyens! Rappelez à vos élus leur devoir.

Et rappelez-vous que votre salut est uniquement entre vos mains, un danger mortel menace l'Assemblée Constituante; soyez prêts à vous lever tous pour sa défense!

*La Fraction socialiste-révolutionnaire  
de l'Assemblée Constituante.*

#### **4° Déclaration lue à l'ouverture de la Constituante au nom des soviets.**

Voici la déclaration lue à l'ouverture de la Constituante russe lors de l'ouverture de cette assemblée, au nom des soviets; et à laquelle les socialistes de droite ne purent se rallier.

##### **I.**

1. La Russie est déclarée République des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. Le pouvoir central et régional appartient aux Soviets.

2. La République russe des Soviets est fondée sur la base d'une union libre de nations libres, comme fédération des républiques des Soviets nationaux et régionaux.

##### **II.**

Ayant pour but fondamental la suppression de toute exploitation d'une personne par l'autre, la disparition complète de la division de la société en classes, l'écrasement impitoyable des exploiters, l'établissement d'une organisation socialiste de la société et la victoire du socialisme dans tous les pays, l'Assemblée Constituante arrête ce qui suit:

1. Pour réaliser la socialisation des terres, la propriété privée de la terre est abrogée, et toute la terre devient le patrimoine du peuple. Elle est remise au peuple sans rachat, sur la base d'une jouissance égalitaire.

Toutes les forêts, les richesses de la terre et les eaux ayant une utilité générale pour l'Etat, ainsi que tout l'inventaire (machines agricoles et bestiaux), les fermes modèles et les entreprises agraires sont déclarés patrimoine national.

2. Dans le but d'assurer le pouvoir des travailleurs sur les exploiters, comme premier pas vers le transfert des fabriques, usines, mines, chemins de fer et autres moyens de production et de transport aux mains

de la République des Soviets des députés ouvriers et paysans, la loi du Soviet sur le contrôle ouvrier et sur le Soviet suprême d'économie populaire de l'Etat ouvrier et paysan, est confirmée.

3. Le transfert de toutes les banques aux mains de l'Etat ouvrier et paysan est confirmé comme une des conditions de la libération des masses ouvrières du joug capitaliste.

4. Dans le but de faire disparaître les couches parasites de la société et d'organiser l'économie sur des bases nouvelles, un service général du travail est introduit.

5. Pour garantir les pleins pouvoirs des masses ouvrières et pour rendre impossible la restauration du pouvoir des exploiters, il sera procédé à l'armement des travailleurs, à la création d'une armée socialiste rouge des ouvriers et des paysans, et au désarmement complet des classes possédantes.

### III.

1. En exprimant la résolution inflexible d'arracher l'humanité aux griffes du capitalisme financier et de l'impérialisme, qui ont inondé la terre de sang dans la guerre actuelle, la plus criminelle de toutes les guerres, la Constituante se rallie complètement à la politique du Soviet en ce qui concerne la rupture des traités secrets, et l'organisation de la fraternisation la plus large avec les ouvriers et paysans des armées belligérantes, en vue d'arriver coûte que coûte, au moyen de mesures révolutionnaires, à la paix démocratique, sans contributions ni annexions, sur la base du droit des nationalités à disposer librement d'elles-mêmes.

2. Dans le même but, la Constituante confirme la rupture complète avec la politique barbare de la civilisation bourgeoise, qui fonde le bien-être des exploiters appartenant à quelques nations privilégiées sur l'asservissement de centaines de millions de travailleurs, en Asie, dans les colonies en général et dans les petits pays.

La Constituante salue la politique du Soviet des commissaires du peuple qui a proclamé l'indépendance complète de la Finlande, qui a commencé à retirer les troupes de Perse, et a reconnu à l'Arménie la liberté de disposer d'elle-même.

La Constituante considère la loi du Soviet portant annulation des emprunts conclus par les gouvernements tsaristes, les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, comme le premier coup porté au capital international. Elle exprime la certitude que le pouvoir du Soviet suivra inébranlablement ce chemin jusqu'à la victoire complète de l'insurrection ouvrière internationale sur le joug du capital.

#### IV.

Etant donné que la Constituante a été élue sur la base des listes composées avant la révolution de novembre, alors que le peuple n'avait pas encore pu se lever en masse contre les exploiters, n'avait pas encore senti toute la force de leur résistance dans l'intérêt de leurs privilèges des classes, et n'avait pas encore entrepris pratiquement la création d'une société socialiste, la Constituante estime qu'il est absolument irrégulier, même au point de vue formel, de s'opposer au pouvoir du Soviet.

Au fond la Constituante estime qu'actuellement, au moment de la lutte décisive du peuple contre ses exploiters, ces derniers ne peuvent avoir nulle part aux fonctions politiques. Le pouvoir doit appartenir complètement et exclusivement aux masses laborieuses et au gouvernement, qui les représentent, aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. En appuyant le pouvoir du Soviet, les décrets du Soviet des commissaires du peuple, la Constituante reconnaît que ces décrets constituent l'élaboration des bases fondamentales de la réorganisation socialiste de la société.

En même temps, dans le but de créer l'union véritablement libre et spontanée et par conséquent encore plus complète et solide, des classes de travailleurs de toutes les nations de Russie, la Constituante se borne à instituer les bases fondamentales de la Fédération des Républiques des Soviets de Russie, en laissant aux ouvriers et paysans de chaque nation la liberté de décider souverainement dans leurs propres assemblées, s'ils désirent, et sur quelles bases ils entendent, participer au gouvernement fédératif, ainsi qu'aux autres institutions fédérales des Soviets.

#### 5<sup>o</sup> Résolutions votées par la Constituante Russe.

##### *Décision de l'Assemblée Constituante sur l'organisation de l'Etat russe.*

L'Assemblée Constituante panrusse, au nom des peuples qui constituent l'Etat russe, décide :

L'Etat russe est constitué sous la forme d'une république démocratique fédérative, qui unit en un faisceau indissoluble, dans les limites fixées par la Constitution fédérative, les peuples souverains et les territoires qui la constituent.

##### *Principes fondamentaux de la loi agraire, adoptés par l'Assemblée Constituante, le 18 janvier 1918.*

1. Le droit de propriété sur les biens fonciers est supprimé dès aujourd'hui à perpétuité dans les limites de la République russe.

2. Tous les biens fonciers situés sur le territoire de la République russe, y compris le sous-sol, les eaux et forêts, constituent le patrimoine de la nation.

3. Le droit de disposer des biens fonciers, y compris le sous-sol et les eaux et forêts, appartient à la République, c'est-à-dire au pouvoir central et aux organes régionaux autonomes, sur les bases fixées par la présente loi.

4. Les régions autonomes officiellement reconnues par la République russe exercent leurs droits fonciers sur la base de la présente loi conformément à la Constitution fédérale.

5. Le rôle de l'Etat et des organes régionaux autonomes dans l'administration des biens fonciers, du sous-sol et des eaux et forêts consiste :

- a) dans la fixation des conditions propres à assurer l'exploitation la plus favorable des richesses naturelles du pays et le développement le plus considérable de leurs forces de production;
- b) dans la répartition équitable de toutes les richesses naturelles entre les habitants du pays.

6. Les droits des personnes, des fondations et des corporations sur les biens fonciers, le sous-sol et les eaux et forêts ne peuvent être exercés que sous forme d'usufruits.

7. Entrent en ligne de compte, à titre d'usufruitiers en biens fonciers, sous-sol et eaux et forêts, tous les citoyens de la République russe, sans distinction de nationalité et de religion, ainsi que leurs associations, et les institutions officielles et sociales.

8. Les droits fonciers des usufruitiers ne peuvent être acquis, exercés et supprimés que conformément aux principes établis par la présente loi.

9. Il est mis fin aux droits fonciers préexistant des personnes, corporations et fondations, dans la mesure où ils contreviennent à la présente loi.

10. L'expropriation des biens fonciers, du sous-sol et des eaux et forêts, soumis jusqu'à présent au régime de la propriété individuelle, et dépendant des particuliers, des corporations ou des institutions, ainsi que leur transformation en biens nationaux, s'effectuent sans indemnité.

#### *Résolution de Paix de la Constituante (18 janvier 1918).*

L'Assemblée Constituante manifeste la volonté inébranlable de tout le peuple russe de mettre fin à la guerre et de conclure une paix équitable et générale. Elle soumet à tous les peuples alliés à la Russie la proposition de fixer en commun les bases exactes d'une paix démocra-

tique acceptable pour tous les pays belligérants. Cette proposition serait soumise ensuite par la coalition des Alliés aux peuples en guerre avec la Russie et ses alliés.

L'Assemblée Constituante est absolument convaincue que la volonté des peuples de la Russie de mettre fin à cette guerre meurtrière trouvera un écho unanime chez les peuples et les gouvernements des Etats alliés, et que, grâce à leurs efforts communs, on pourra obtenir une paix rapide, assurant la prospérité et la dignité de tous les peuples belligérants.

La Constituante décide d'élire une délégation. Celle-ci entrera en négociations avec les représentants des puissances alliées et leur soumettra un appel les invitant à s'entendre en commun sur le moyen de mettre fin rapidement à la guerre, en vue de faire passer dans la pratique la résolution de paix de l'Assemblée Constituante. Cette délégation devra, sous la direction de l'Assemblée Constituante, se mettre immédiatement à l'œuvre.

La Constituante au nom des peuples de la Russie, regrette que les négociations entamées avec l'Allemagne sans entente préalable avec les démocraties alliées aient pris le caractère de négociations pour une paix séparée; elle maintient l'armistice conclu et reprend, au nom des peuples de la République fédérative russe, la poursuite des négociations avec les puissances ennemies, en vue de défendre les intérêts de la Russie, conformément à la volonté de la nation de réaliser une paix démocratique.

#### **6° Résolution du gouvernement des soviets concernant la dissolution de la Constituante Russe.**

Le 20 janvier, le Comité exécutif central des conseils des délégués des ouvriers, des soldats et des paysans a adopté le décret suivant:

D'emblée, la révolution russe a reconnu l'autorité des soviets des délégués des ouvriers, des soldats et des paysans comme l'organisation de toutes les classes laborieuses et exploitées, qui seule peut mener la lutte de ces classes jusqu'à leur complet affranchissement politique et économique.

Au cours de la première période de la révolution russe, les soviets ont accru leur nombre, leur champ d'action et leur puissance; l'expérience leur a montré qu'il était vain de chercher une entente avec la bourgeoisie; ils ont vu que les formes du parlementarisme démocratique bourgeois sont fallacieuses, et ils ont été amenés par la pratique à conclure qu'il est impossible aux classes opprimées de s'affranchir si elles ne rompent pas avec ces formes et avec toute politique de compromis. C'est à cette rupture qu'a visé la révolution de novembre, qui a eu pour effet de conférer toute la puissance aux soviets.

L'assemblée Constituante, élue en vertu des listes électorales établies avant la révolution de novembre, était une représentation de l'ancien groupement de forces politiques qui existait lorsque se trouvaient encore au gouvernement des politiciens favorables aux compromis et des cadets.

A cette époque le peuple en votant pour les candidats du parti socialiste-révolutionnaire, ne pouvait encore faire son choix entre l'aile droite de ce parti, composée de représentants de la bourgeoisie, et l'aile gauche, qui proclame le socialisme. Il est arrivé ainsi que la Constituante, qui devait être le couronnement de la république bourgeoise parlementaire, ne pouvait que constituer un obstacle sur la voie tracée par la révolution de novembre et le pouvoir des soviets. La révolution de novembre, ayant remis le pouvoir aux soviets, et, par ceux-ci aux classes laborieuses et exploitées, a provoqué la résistance des classes exploitantes, et, ayant vaincu cette résistance, est apparue comme l'aurore de la révolution socialiste.

Les classes laborieuses ont été amenées par l'expérience à se convaincre que l'ancien parlementarisme bourgeois est suranné, qu'il est incompatible avec la réalisation du socialisme, que les institutions de classe, (comme les soviets), à l'exclusion des organisations nationales générales, sont seules capables de briser la résistance des classes possédantes et de fixer les bases de la société socialiste. Toute empiètement sur la puissance exclusive des soviets, sur la république des soviets réalisée par le peuple, au profit du parlementarisme bourgeois de l'Assemblée Constituante, constituerait maintenant un pas en arrière et une atteinte à toute la révolution de novembre des ouvriers et paysans. L'Assemblée constitutionnelle ouverte le 18 janvier a donné, par suite des circonstances connues de tous, la majorité au parti des socialistes-révolutionnaires de droite, au parti de Kerenski, d'Avksentieff et de Tchernoff. Il est clair que ce parti s'est refusé à accepter la proposition absolument précise, claire et excluant toute ambiguïté de l'organe suprême de la puissance des soviets, formulée par le comité central exécutif des soviets en vue d'éclaircir la situation et de faire reconnaître le programme du pouvoir des soviets, l'affirmation des droits du peuple laborieux et exploité, la révolution de novembre et le pouvoir des soviets. Par là l'Assemblée Constituante a rompu toutes relations avec la République russe des soviets. La décision de la fraction des maximalistes et des socialistes-révolutionnaires de gauche, qui représentent actuellement la majorité au soviet et jouissent de la confiance des ouvriers et de la majeure partie des paysans, de sortir de l'Assemblée Constituante, était dès lors inévitable.

Mais en dehors de l'enceinte de la Constituante, les partis qui forment sa majorité — c'est-à-dire l'aile droite des socialistes-révolutionnaires et les menchevikis — poursuivent ouvertement la lutte contre le pouvoir des

soviets, réclament dans leurs organes le renversement de ce pouvoir et se rendent ainsi coupables, au point de vue objectif, de soutenir la résistance des classes exploitantes contre le transfert des industries et des biens fonciers aux mains des ouvriers.

Il est évident après tout cela que la Constituante ne peut plus être considérée que comme un soutien de la lutte de la contre-révolution bourgeoise contre le pouvoir des soviets.

En conséquence le comité exécutif central décide : l'Assemblée Constituante est déclarée dissoute.

### 7° Déclaration

*envoyée, le 28 janvier, au Congrès des délégués des ouvriers, des soldats et des paysans convoqué par le gouvernement bolcheviste au palais de Tauride, par le III<sup>e</sup> Congrès national des Soviets des délégués des paysans groupés pour la défense de l'Assemblée Constituante.*

Au II<sup>e</sup> Congrès national paysan, les 359 délégués qui s'étaient groupés sur le principe de la défense de l'Assemblée Constituante continuèrent le travail du congrès et élirent un Comité exécutif provisoire, en dehors des 314 délégués qui s'étaient prononcés contre le pouvoir de l'Assemblée Constituante et s'étaient ralliés aux bolchevikis. Ce congrès adressa aux bolchevistes la déclaration suivante :

Nous, délégués paysans, arrivés à Petrograd au nombre de plus de 300, pour participer au Congrès convoqué par le Comité exécutif provisoire, de ceux des Soviets qui reconnaissent le principe de la défense de l'Assemblée Constituante, déclarons à nos électeurs, aux millions de paysans et au pays tout entier que les gouvernants actuels qui s'intitulent « gouvernement des paysans et des ouvriers » ont rétabli dans leur intégrité la violence, l'arbitraire et toutes les horreurs du régime autocratique, renversé par la grande révolution de mars. Toutes les libertés obtenues par elle et conquises par les sacrifices innombrables de plusieurs générations sont foulées aux pieds. La liberté d'opinion n'existe pas : des hommes qui, sous le gouvernement du tsar ont payé par des années de bagne et de déportation leur dévouement à la cause révolutionnaire, sont maintenant de nouveau jetés dans les casernes des forteresses, sans qu'une accusation quelconque existant contre eux leur soit communiquée. De nouveau, les mouchards et les policiers sont entrés en action. De nouveau, la peine de mort est rétablie, dans sa forme la plus horrible : fusillades dans les rues et assassinats sans instruction, ni jugement. Les manifestations pacifiques allant saluer l'Assemblée Constituante sont accueillies par des fusillades sur l'ordre

des autocrates de Smolny. La liberté de la presse n'existe pas : les journaux qui déplaisent aux bolchevikis sont supprimés, les imprimeries et les rédactions saccagées, les rédacteurs arrêtés.

Les organisations fondées avec tant de peine dans le pays pendant les mois précédents : zemstvos, municipalités, comités agraires et comités de ravitaillement, sont follement détruites dans un accès de fanatisme sauvage.

Les bolchevikis tentent même de tuer la représentation suprême, seule légalement constituée, de la volonté populaire : l'Assemblée Constituante.

Pour justifier ces violences et cet arbitraire, ils tentent d'alléguer le bien du peuple, mais nous, travailleurs paysans, nous voyons bien que leur politique ne fait que serrer la corde autour du cou des travailleurs, pendant que la possibilité d'une paix démocratique s'éloigne tous les jours davantage; les choses en sont à ce point que les bolchevikis décrètent une nouvelle mobilisation — de volontaires salariés, il est vrai — pour recommencer les hostilités. Ils s'efforcent de représenter la guerre avec l'Ukraine et avec les cosaques sous les traits d'une lutte de classes; ce n'est cependant pas la bourgeoisie, ce sont les représentants des classes ouvrières qui sont tués de part et d'autre. Ils ont promis le régime socialiste, et ils n'ont fait qu'anéantir la production des usines, priver la population de tous les produits de l'industrie, et précipiter les ouvriers dans l'armée des sans travail; le spectre horrible de la famine vient occuper le vide laissé par les organisations de ravitaillement brisées; des millions pris sur l'argent du peuple, sont gaspillés à maintenir la garde rouge, ou sont envoyés en Allemagne pour y créer de l'agitation, pendant que les femmes et les veuves de nos soldats ne touchent plus d'allocation, faute d'argent au trésor, et sont obligées de vivre de charité.

Le pays russe est menacé de ruine. La mort frappe aux portes des taudis des travailleurs.

Avec quelles armes les bolchevikis ont-ils donc tué ainsi notre pays? Douze jours avant que l'organisation de l'administration autonome ne fût achevée et les élections à la Constituante commencées, au moment où se trouvaient déjà organisées toutes les administrations autonomes des volosts, des districts, des gouvernements et des villes, élues au suffrage universel égal, direct et secret, assurant ainsi la réalisation de la volonté du peuple et justifiant la confiance de la population, — à ce moment même ils se sont emparés du pouvoir et ont établi un régime qui fait régner sur toutes les institutions du pays le pouvoir sans contrôle des commissaires du peuple; ceux-ci s'appuyant sur les soviets, élus, eux, par des élections à plusieurs degrés, au suffrage public et avec des inégalités de vote, car les paysans n'y comptent pas plus de représentants que les

ouvriers des villes, bien que leur nombre soit en Russie, soixante fois plus grand.

L'absence de contrôle a permis tous les abus du pouvoir; l'absence du secret du vote a permis de pénétrer dans les soviets à des éléments louches, attirés par le rôle politique de ces institutions; le défaut d'égalité dans le suffrage restreint l'expression de la volonté des paysans; par conséquent, ceux-ci ne peuvent pas accorder leur confiance à ce système de gouvernement. L'arbitraire qui a présidé aux élections fait que les bolcheviks eux-mêmes ne tiennent pas compte de leurs résultats et traitent de bourgeois et de capitalistes les soviets qui se prononcent contre eux.

Nous, représentants des travailleurs paysans, nous devons déclarer au nom de nos mandants: si quelque chose peut encore sauver la Russie, ce ne peut être que le rétablissement des organes de l'administration autonome locale, élus au suffrage universel, égal, direct et secret, et la reprise, dans le plus bref délai, de l'œuvre de l'Assemblée Constituante.

Seule, l'Assemblée Constituante peut exprimer la volonté exacte du peuple des travailleurs, car le système d'élection dont elle est issue comporte toutes les mesures de précaution contre la violence, la corruption et les autres abus, et assure l'élection des députés choisis par la majorité; or, la majorité dans le pays, c'est la classe des travailleurs.

Des millions de paysans nous ont délégués pour défendre la Constituante, mais celle-ci a été dissoute aussitôt qu'elle a commencé à travailler au bien du peuple. Le travail de la Constituante a été interrompu au moment où elle discutait la loi sur la terre, où un nouveau régime agraire était en train de s'élaborer pour notre pays. C'est pour cela, et pour cela uniquement, que la Constituante n'a pu adopter que les premiers articles de cette loi, articles qui établissaient le passage définitif de la terre toute entière aux mains des travailleurs, sans rachat aucun. Les autres articles de cette loi, qui concernaient l'ordre de l'allocation des lots, ses formes, les modes de la jouissance, etc., ne purent être adoptés, bien qu'ils fussent complètement élaborés au sein de la commission et qu'il ne restât plus qu'à les sanctionner.

Nous, paysans réunis en congrès, nous fûmes également l'objet de violences et d'outrages, inouïs même sous le régime tsariste. Des gardes rouges et des matelots en armes firent irruption dans le local où nous nous trouvions. Nous fûmes fouillés de la façon la plus grossière. Nos effets et nos provisions, que nous avions apportés de chez nous, nous furent volés. Plusieurs de nos camarades délégués et tous les membres du comité furent arrêtés et envoyés à la forteresse Pierre et Paul. Nous autres, nous fûmes, à une heure avancée de la nuit, mis dehors, dans une ville que nous ne connaissions pas et sans abri pour dormir. Tout cela, pour

nous obliger soit à nous rendre à Smolny, où le gouvernement bolcheviste convoquait un autre congrès, soit à rentrer dans nos villages sans avoir obtenu aucun résultat. Mais la violence ne put nous arrêter : en cachette, comme aux temps de l'autocratie tsariste, nous trouvâmes un endroit pour nous réunir et continuer notre travail.

En faisant connaître ces faits au pays et à ses nombreux millions de paysans, nous les invitons à stigmatiser la politique révoltante pratiquée par le gouvernement bolcheviste à l'égard de tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Revenus dans nos villages, dispersés dans tous les coins de l'immense Russie, nous emploierons toutes nos forces à faire connaître à la masse des paysans et au pays tout entier la vérité sur ce gouvernement de violence, à faire savoir dans tous les coins de notre patrie que le gouvernement actuel, qui a l'audace de s'intituler «Gouvernement des ouvriers et paysans», fusille en réalité ouvriers et paysans et se moque impudemment du pays. Nous emploierons toutes nos forces à obtenir que la population des travailleurs paysans demande des comptes à ce gouvernement de violence, ainsi qu'à ses enfants prodiges, ses fils et ses frères qui, dans l'armée et dans la marine, aident ces autocrates à commettre leurs violences.

Au nom des millions de paysans qui nous ont délégués, nous exigeons qu'ils ne fassent plus obstacle au travail de l'Assemblée Constituante. On ne nous a pas laissés accomplir l'œuvre pour laquelle nous étions venus; chez nous, nous continuerons cette œuvre. Nous emploierons toutes nos forces à obtenir le plus rapidement possible la convocation d'un nouveau congrès national des délégués paysans groupés sur le principe de la défense de la Constituante, et cela dans un endroit où il n'aura pas à craindre une nouvelle dissolution. Nous luttâmes naguère contre l'autocratie et la violence tsariste; nous ne lutterons pas avec une énergie moindre contre les nouveaux autocrates qui pratiquent la violence, quels qu'ils soient et quels que soient les mots dont ils couvrent leurs actes criminels. Nous lutterons pour l'Assemblée Constituante, car c'est en elle seule que nous voyons le salut de notre pays, celui de la révolution et celui de la terre et de la liberté.

Chargés par nos mandants de défendre l'Assemblée Constituante, nous ne pouvons pas participer à un congrès convoqué par ceux qui l'ont dissoute, qui ont profané cette idée sacrée pour le peuple, qui ont fusillé les défenseurs de la vraie démocratie, qui ont versé le sang sacré de notre Logvinoff, membre du Comité exécutif des députés paysans, tué le 18 janvier, d'une balle explosive, au cours d'une manifestation pacifique qui arborait le pavillon «Terre et Liberté». Camarades-paysans, qui êtes venus par hasard à ce congrès, déclarez aux hommes de violence

que seul le Comité exécutif qui soutient l'idée de la défense de la Constituante constitue un centre propre à grouper tous les travailleurs paysans. Nous appelons la masse paysanne toute entière au travail commun, à la lutte commune pour la Terre et la Liberté, pour le vrai gouvernement du peuple. Tous, nous venons du peuple, enfants d'une même famille de travailleurs, et tous nous suivons une même route vers le bonheur et la liberté. Or, cette route passe nécessairement par l'Assemblée Constituante, pour aller vers la Terre et la Liberté.

L'Assemblée Constituante a été dissoute, mais elle avait été élue par le peuple tout entier, et elle doit exister.

Vive l'Assemblée Constituante!

A bas la violence et l'arbitraire!

Tout le pouvoir au peuple, par l'organe de l'Assemblée Constituante!

Signé: *Le III<sup>e</sup> Congrès national des Soviets des délégués paysans, unis sur principe de la défense de l'Assemblée Constituante.*

#### 8<sup>o</sup> Procès-verbal

*de la séance du III<sup>e</sup> Congrès national des Soviets des délégués paysans, unis sur principe de la défense de l'Assemblée Constituante*

Au deuxième congrès national des soviets des délégués paysans, une fraction comprenant 359 délégués s'était unie pour la défense de l'Assemblée Constituante. Le comité exécutif provisoire nommé par cette fraction adressa à tous les soviets un appel invitant tous ceux qui voulaient défendre la Constituante à envoyer des représentants au troisième congrès des soviets des délégués paysans, fixé par le comité au 21 janvier. Il s'agissait de faire contrepoids au congrès convoqué pour le 25 janvier par le comité de l'autre fraction du deuxième congrès, laquelle, au nombre de 314 voix, s'était jointe aux bolcheviks et avait pris parti contre le pouvoir de l'Assemblée Constituante.

L'appel du comité exécutif pour la défense de l'Assemblée Constituante était ainsi conçu.

Les Congrès paysans, réunis par districts et par gouvernements, ainsi que les Comités exécutifs locaux des Soviets, qui nous ont élus, savaient parfaitement à quel congrès ils nous déléguaient, et nous avaient donné des mandats précis, exprimant leur confiance dans l'Assemblée Constituante et leur blâme aux Soviets et aux organisations bolchevistes, qui s'opposent au travail de la Constituante et appellent les paysans à

participer au Congrès du 25 janvier; ces Congrès et ces Comités nous avaient chargés d'employer tous nos efforts pour défendre l'Assemblée Constituante, s'engageant de leur côté, au cas où nos efforts seraient insuffisants, à se lever en masse pour cette défense.

En raison de la désorganisation des communications postales et télégraphiques, et du fait que, dans différentes localités, les convocations du comité ont été retenues par les organisations bolchevistes, les renseignements concernant le Congrès fixé au 21 janvier sont parvenus, dans beaucoup de provinces, avec un retard considérable. . . .

Quelques minutes avant l'ouverture de cette Conférence, on vit arriver au local du Comité, 11, rue Kirillovskaïa, où elle devait avoir lieu et où logeaient ensemble les délégués arrivés, un détachement de matelots et de gardes-rouges, armés du fusils et de bombes, qui entourèrent la maison, en gardant les issues, et en occupèrent toutes les pièces.

Le Comité exécutif, faisant son devoir à l'égard des travailleurs paysans, devoir qui est de tenir leur drapeau d'une main ferme sans craindre aucune violence et sans se laisser intimider par les baïonnettes et les bombes des ennemis des travailleurs paysans, ouvrit la séance à l'heure fixée.

Cependant les prétoriens bolchevistes, violant la liberté de réunion, firent irruption dans la salle et entourèrent de leurs baïonnettes le bureau et les membres de la Conférence. Leur chef Korniloff, commandant de l'état-major des gardes-rouges du quartier Rojdestvenski, adressa aux délégués un discours où il dit qu'ils devaient se rendre à l'Institut Smolny, au Congrès bolcheviste, les assurant qu'ils n'étaient venus à ce Congrès-ci que par erreur; à la fin, il lut un document lui ordonnant d'opérer une perquisition dans le local, de confisquer tous les papiers et d'arrêter tous ceux qui lui résisteraient. En réponse à ce discours, les délégués et les membres du Comité exécutif parlèrent à leur tour; ils stigmatisèrent violemment la politique criminelle du gouvernement bolcheviste, qui dissout l'Assemblée Constituante, véritable représentation de la volonté populaire, sans lui avoir donné le temps d'achever le vote de la loi agraire; qui fusille des travailleurs participant à des manifestations pacifiques; qui enlève au peuple le droit de se réunir pour discuter sur ses besoins; qui anéantit la liberté de parole et de réunion et foule aux pieds la révolution russe toute entière. L'un après l'autre, les délégués tâchèrent d'expliquer aux gardes-rouges que ce ne sont pas eux, les délégués, qui se sont trompés en venant à cette Conférence, mais bien ceux qui se rendent à Smolny, au congrès bolcheviste, ceux qui, sur l'ordre des bolcheviks, tuent les représentants des paysans et dissolvent leurs congrès.

Au milieu de ce discours, Korniloff déclara le congrès dissous, à

quoi le camarade Ovtchinnikoff, président de la Conférence, répondit que le congrès ne céderait qu'à la force et que, d'ailleurs, le document lu par Korniloff ne l'autorisait pas à prononcer cette dissolution. Des membres du congrès ayant entamé avec les matelots et les gardes-rouges des discussions au sujet de cette violence commise à l'égard des délégués paysans, on entendit le bruit des fusils qui se chargent, et le chef des prétoriens déclara que, si le congrès ne se soumettait pas à ses ordres, il ne s'arrêterait devant rien. Tous les membres du congrès furent ensuite fouillés et poussés dehors par groupes de cinq, avec cette idée qu'arrivés de province et ne connaissant pas Petrograd, ils ne manqueraient pas de se trouver dispersés, sans pouvoir se réunir nulle part, ou seraient obligés de se rendre au chemin de fer pour retourner chez eux, soit de se diriger vers Smolny, dont l'adresse était indiquée à chacun à la sortie. Furent arrêtés en même temps, sans aucune raison: Minor, député à l'Assemblée Constituante, Rakitnikova, Ovtchinnikoff, Roussine, Sorrokine et Tchernobaïeff, membres du Comité exécutif du Soviet des délégués paysans, et le soldat Chmeleff. Le local du Comité où se trouvaient divers documents et journaux destinés à être expédiés dans les campagnes, fut occupé par les gardes-rouges et des mitrailleuses furent placées à l'entrée. La perquisition prit fin vers 9 heures du soir. Seuls, les quelques derniers délégués furent autorisés à passer la nuit dans le local, sous la surveillance de gardes-rouges.

Une enquête faite parmi les camarades venus à Petrograd pour ce III<sup>e</sup> Congrès national paysan établit que, lors de la main mise sur le local du Comité exécutif, le 23 janvier 1918, il y avait eu, parmi les matelots et les gardes-rouges du détachement qui y a procédé, des prisonniers allemands et autrichiens vêtus d'uniformes russes; elle établit, de plus, que beaucoup d'objets avaient disparu au cours de la perquisition . . .

Le congrès décida: 1<sup>o</sup> de considérer comme une loi la socialisation du sol votée par l'Assemblée Constituante et de l'appliquer dans les campagnes; 2<sup>o</sup> de considérer que l'Assemblée Constituante, dispersée par la force brutale, n'en a pas moins été élue par le peuple tout entier et doit subsister et se réunir de nouveau aussitôt qu'elle en aura la moindre possibilité; 3<sup>o</sup> de lutter partout, en province, pour défendre les organes d'administration autonome que les bolcheviks dispersent par la force armée.

## CHAPITRE VI.

### LA CONFÉRENCE DE MOSCOU DU 25—29 AOUT 1917.

Bien que la Conférence de Moscou (voir sa composition page 85) n'ait pas conduit à des résultats pratiques, nous croyons intéressant de reproduire ci-après les discours qui y furent prononcés, notamment par M. Kerenski, ainsi que la résolution que rédigea cette conférence avant de se dissoudre. <sup>1)</sup>

On pourra trouver dans ces documents des renseignements précieux sur les idées et les sentiments qui dominaient alors tant au sein du gouvernement provisoire que parmi une grande partie de la population.

#### 1. DISCOURS DE M. KERENSKI.

Par mission du gouvernement provisoire je déclare la séance consultative, décidée par le pouvoir suprême de l'Etat russe, ouverte sous ma présidence, comme chef du gouvernement provisoire.

Au nom du gouvernement provisoire je salue les citoyens de l'Etat russe ici rassemblés, et en particulier nos frères-soldats, qui à l'heure présente défendent avec une grande vaillance et un héroïsme infini, sous la direction de leur chefs, les frontières de l'Etat russe. (Applaudissements.)

#### Les buts de la séance consultative.

A l'heure suprême et terrible, où naît et se forme au milieu de souffrances et de peines indicibles la nouvelle et libre grande Russie, le gouvernement provisoire ne vous a pas appelés pour vider des querelles de partis, vous, les citoyens du grand pays qui vient de secouer les

---

<sup>1)</sup> M. Kerenski exposa lui-même le 24 juillet, dans une séance des comités centraux, le but de ce congrès :

« Au congrès de Moscou, le gouvernement demandera notamment au pays de l'aider dans sa tâche ardue et, dans ce but, il exposera en toute franchise aux membres du congrès la véritable situation de l'Etat. La rupture du front a créé un terrain fertile pour la contre-révolution. Mais le gouvernement est fermement résolu à combattre l'anarchie et la réaction, et ne permettra pas qu'un pas puisse être fait vers l'ancien régime. »

chaînes de l'esclavage, de la violence et de l'arbitraire (applaudissements frénétiques), *ni pour discuter des questions de programmes et encore bien moins pour favoriser des tentatives, d'où qu'elles viennent, de profiter de la présente consultation et de la situation particulièrement difficile de l'Etat Russe*, pour ébranler le Pouvoir, qui exercera, par la volonté de la révolution et du peuple, les pleins pouvoirs souverains jusqu'à la réunion de l'Assemblée Constituante, Pouvoir placé en sentinelle veillant au salut de la patrie et à la défense des droits du peuple, conquis par la révolution. Le gouvernement provisoire vous a appelé ici, fils de notre patrie libre dès à présent, afin de déclarer ouvertement et franchement la vérité sur la situation actuelle et sur l'avenir qui attend notre grande, mais *si fatiguée et si douloureuse patrie*.

Nous vous avons convoqué ici, pour dire cette vérité devant le peuple tout entier et au cœur-même de l'Etat russe, à Moscou. Nous vous avons convoqué pour que dorénavant personne ne puisse plus dire, qu'il a ignoré ce qui s'est passé, et ne puisse plus, en se couvrant de cette ignorance, excuser des actes, qui tendraient encore à la décomposition et à la destruction du libre Etat russe. (Applaudissements.)

Violamment et souvent, à mesure qu'approchait l'heure de la présente assemblée suprême, l'inquiétude s'emparait d'un grand nombre de gens, alors que d'autres croyaient qu'ils pourraient exploiter cet événement, au détriment du calme de l'Etat, et contre la sécurité de la patrie et de la révolution. Sa grande foi dans la raison et la conscience du peuple russe inspirait et inspire encore le gouvernement provisoire, dont la composition varie, mais dont les buts n'ont pas varié depuis la chute de l'ancien pouvoir despotique. Ce gouvernement se considère comme étant, jusqu'à l'Assemblée Constituante, l'unique représentant des droits souverains du peuple russe. (Applaudissements frénétiques.)

Que chacun sache, que tous ceux qui déjà ont essayé d'élever une main armée apprennent que toutes ces tentatives seront anéanties par le fer et dans le sang. (Applaudissements frénétiques et prolongés.) Mais qu'ils se méfient plus encore ceux qui s'imaginent que le moment est venu de renverser le pouvoir révolutionnaire en s'appuyant sur la force des baïonnettes. (Des: «bravo!» et des applaudissements frénétiques à gauche.)

Notre pouvoir n'est pas fondé sur la contrainte matérielle, ni sur l'appareil de violence et d'arbitraire, dont se servait le pouvoir culbuté. Notre force gît dans la grande confiance que nous témoignent les profondes couches du peuple («bravo!» applaudissements) et tous nos frères, qui par millions, s'étant saisis des baïonnettes et des canons, défendent aux frontières la patrie et la révolution.

Le gouvernement provisoire est profondément convaincu — n'est pas seulement convaincu: il sait — qu'ici, étant rassemblés au cœur-même de notre Etat, vous oublierez tout, sauf le devoir de conscience envers la patrie et les grandes conquêtes de la révolution: la liberté, l'égalité, la fraternité (applaudissements).

### La vérité sur la situation de l'Etat.

Nous croyons que nous pouvons dire, librement et ouvertement, la vérité. Nous ne nous inquiétons pas de ce que cette vérité sera entendue non seulement par nos amis mais aussi par nos ennemis: ceux qui détruisent nos armées et ceux qui, ici, attendent le moment où ils pourront lever la tête et se jeter sur le libre peuple russe (applaudissements). D'ailleurs grâce à leurs agents, ils savent souvent mieux la vérité que beaucoup de citoyens russes (exclamations: « c'est vrai! »).

Depuis la révolution, citoyens russes, nous venons vers vous pour la première fois en qualité de gouvernement provisoire, avec un cœur ouvert et l'entière conscience de la responsabilité accablante, surhumaine, infinie qui nous incombe, que nous portons et porterons, malgré tous les coups dirigés contre nous, et ce n'est qu'en nous enlevant la vie, qu'on pourra déchirer le corps de la grande démocratie russe (applaudissements frénétiques).

La situation, citoyens, est, en effet, très pénible, et notre Etat vit l'heure d'un mortel danger. Citoyens, que chacun de ceux dont le cœur palpite encore, et chez qui l'ancien pouvoir n'a pas détruit définitivement le sentiment du dévouement et de l'amour pour la grande et commune cause, que chacun d'eux comprenne, que c'est là la principale, l'unique déclaration que le gouvernement provisoire croit devoir faire. On nous dit, peut-être, nous forçons volontairement les couleurs, que nous exagérons l'importance du danger, afin d'effrayer, d'intimider quelqu'un et de raffermir par là notre propre pouvoir. Mais vous savez bien, citoyens, que jusqu'à présent nous n'avons pas encore convoqué une pareille assemblée. Nous avons seulement prévenu, à maintes reprises, l'heure menaçante, qui peut venir.

Je ne veux pas vous dépeindre en détails la situation actuelle de notre Etat. Vous êtes tous des hommes de la terre, chacun de vous est attaché par liens de la naissance à telle ou telle partie du territoire, à telle ou telle classe, à l'un ou l'autre devoir de profession, de service et de civisme. Et je pense que, tous, nous éprouvons en notre âme une mortelle angoisse; nous voyons tous le danger, mais il nous manque le courage de nous sacrifier nous mêmes, et beaucoup d'entre nous

n'ont pas assez le sentiment de l'abnégation et la volonté d'effectuer le sacrifice, le haut-fait, le grand oubli de soi-même. Cependant, l'œuvre, incomparable dans l'histoire de notre Etat, que nous accomplissons, — la création d'une nation libre avec les masses opprimées, qui soupiraient sous le poing de l'autocratie barbare — cette tâche qui nous est dévolue en même temps que la lutte avec un ennemi organisé, puissant et sans scrupules — cette tâche exige vraiment le courage du sacrifice, du haut-fait et l'immense flamme de l'amour pour la patrie, de l'oubli de soi-même ainsi que des intérêts étroits des individus, des groupes ou des classes. (Applaudissements.)

Les villes affamées, la désorganisation toujours plus grande des transports, ces artères nutritives de l'armée, de l'arrière et de tous les citoyens de l'Etat russe, l'affaïssement de la production dans l'industrie, le refus catégorique de soutenir l'Etat par de grands sacrifices de leurs propriétés et de leurs biens de la part de ceux qui possèdent et dominant beaucoup (applaudissement à gauche) ont abouti à la baisse de la productivité, c'est-à-dire, à la disposition des richesses nationales et des armes de défense et des outils de production, et s'accompagnent de l'appauvrissement du trésor de l'Etat et de la grande crise financière et monétaire. Mais nous pouvons voir le même phénomène, à un degré plus élevé encore, dans les tendances politiques, où le progrès du démembrement et de la division en partis toujours plus nombreux et se faisant la guerre entre eux, s'allient avec la tendance toujours plus manifeste de certaines nationalités de l'Etat russe à lever la tête et à chercher la sécurité non pas dans l'union étroite avec les forces vivantes de l'Etat russe, mais dans *la tendance toujours plus marquée de séparer leur sort du nôtre, de s'éloigner de nous qui avons lutté et luttons au même titre et de façon tout aussi désintéressée qu'eux pour la liberté et l'indépendance de chaque peuple de notre Etat.* (Applaudissements.) Et, enfin, tout cela a été couronné par l'immense épreuve et l'insupportable réalité, de voir reculer sur le front une partie des troupes russes, non pas sous le coup de l'attaque et sous la pression des forces ennemies, mais par faiblesse d'âme et par lâcheté méprisable, oubliant le devoir envers la patrie et la liberté conquise. (Applaudissements.)

J'ai pris part moi-même au sublime élan et au désir enthousiaste de marcher en avant, que manifesta l'armée russe montrant qu'il existe encore de la force dans notre peuple et dans notre Etat. Ce grand élan a été brisé, et nos espoirs dispersés. Les meilleures forces du peuple et de l'armée, le sublime triomphe de la démocratie, l'approche de la paix et le triomphe de la révolution russe étaient liés à notre triomphe sur le front. *Mais nos espoirs ont été noyés et notre foi à été bajouée.*

**La grande décomposition.**  
**Et ce mal a été apporté dans l'armée du dehors.**

Il a été le résultat de cette grande décomposition, de cette malédiction, qui s'empara du peuple russe, lorsqu'il oublia son devoir et son passé (applaudissements), et qui, de ses propres mains et de tous côtés, se mit à se forger des chaînes nouvelles de despotisme et arbitraire. (Applaudissements.)

Ce ne sont pas de grandes phrases — c'est la vérité nue que nous vous présentons. Je dis que nous sommes tombés dans cette défaillance uniquement parce que nous avons oublié notre passé, que vivant depuis des siècles dans l'esclavage, nous avons perdu l'énergie d'aimer et de haïr jusqu'à la fin. Nous avons oublié que ce qui pourrit notre organisme, ce qui décompose la grande force de notre peuple et la beauté des idées révolutionnaires que nous servons — c'est l'inique héritage du passé, de l'ancien pouvoir, que nous avons tous haï, mais auquel nous obéissions presque tous, parce que nous en avons peur.

*Maintenant, alors que le pouvoir ne se défend pas par les baïonnettes et les intrigues, mais base sa force sur la vérité, sur la confiance en la raison et la conscience du peuple, qu'il estime de voir être gratifié de cette confiance* (applaudissements) — ce pouvoir hérite de la méfiance envers tout pouvoir, de la lutte contre tout pouvoir et du discrédit de toute autorité souveraine de l'Etat. Et ceux qui se taisaient parce qu'ils tremblaient se dressent, maintenant, les armes à la main, *tandis que d'autres* en leurs assemblées osent prononcer contre le pouvoir suprême et l'Etat russe des paroles, qui, autrefois, pour crime de lèse-majesté, les auraient conduits au-delà des limites du concevable. (Applaudissements.)

Et là — devant ces tentatives d'attaques ouvertes ou de complots secrets — s'arrête notre patience, et quiconque dépassera cette limite se heurtera au pouvoir, qui, par ses répressions, obligera ces criminels à se ressouvenir ce qui se voyait autrefois du temps de l'autocratie. (Applaudissements.) Et nous le ferons non pas parce que notre propre prestige et notre propre autorité nous sont chers, mais parce que nous sommes tous également convaincus que c'est seulement dans cette force suprême qui unifie, règle, apaise le pays, défend enfin et rehausse l'autorité du nouveau pouvoir, que se trouve le salut de notre Etat menacé du démembrement et de la guerre civile. (Applaudissements.)

**A droite et à gauche.**

Et je vous dirai, à droite et à gauche, à vous, les inapaisables, que vous vous trompez lorsque vous vous imaginez que, parce que nous ne

sommes pas avec vous (geste à droite) et pas avec eux (geste à gauche) — nous sommes faibles. *Non, notre force consiste justement dans le fait que nous nous permettons et pouvons nous permettre le luxe des révoltes et des conspirations.* (Applaudissements.) Mais souvenez vous qu'en luttant contre l'unique source du pouvoir et en l'attaquant avant la réunion de l'Assemblée Constituante, vous préparez — les uns consciemment, les autres inconsciemment, — le triomphe de ceux, que vous n'avez pas suffisamment haï, et que vous oubliez pour cela. (Applaudissements. Des voix: «c'est exact», «c'est juste».)

La méfiance envers le pouvoir, l'incapacité d'un travail créateur, la tendance à détruire et à critiquer seulement sont dominants. Ce n'est pas dans la joie et le bonheur d'un triomphe sur soi, d'une soumission de ses propres désirs et parfois même des désirs d'un parti à la loi de fer d'une organisation et d'une nécessité d'Etat, ce n'est pas en cela que les libres citoyens russes cherchent leur inspiration et le grand enthousiasme de la création (des voix: «bravo!»); mais seulement dans la destruction, dans une critique toujours renouvelée, dans l'aspiration à transformer en un nouveau prétexte à destruction et au démembrement de la Russie chaque essai créateur, si ce dernier diffère en quoi que ce soit du programme de tel ou tel groupe. (Applaudissements.)

Et là aussi nous serons inconciliables. Là aussi les citoyens, qui sont près de moi, de mes convictions, et ceux, qui sont intimement liés à la vraie démocratie russe, savent, que lorsque c'était nécessaire, je mettais fin, dans la mesure de nos forces, aux menées qui pouvaient détruire l'Etat russe. *Et maintenant j'entraverai, avec la même décision et la même volonté, aidé de tout le gouvernement provisoire, les tendances à exploiter au détriment des intérêts nationaux communs le grand malheur russe dans lequel gît peut-être sa sublime renaissance. Et quels que soient les ultimata et quels que soient ceux qui me les présenteront, je saurai les soumettre à la volonté du pouvoir suprême et à moi, son suprême chef.* (Applaudissements frénétiques.)

### L'héritage de l'ancien pouvoir.

Cette absence d'esprit créateur et d'aspiration vers lui, cette lutte continuelle entre partis — c'est l'héritage de l'ancien pouvoir, c'est le mal moral russe, qui est devenu le maître du corps à travers les siècles, parce que le pouvoir détesté par le pays n'a pu gouverner qu'en excitant une partie de la population contre l'autre et en démoralisant certains éléments de la population, par des subsides et des privilèges, afin de s'en servir contre l'ensemble du peuple. (Applaudissements.)

Mais à cela, messieurs, s'est ajouté ce que nous avons souvent relevé dans toutes les Doumas: le mépris, l'outrage du droit et de la justice; l'éducation de toute la population non pas selon les normes de la loi, selon le droit et la justice, mais dans la soumission du droit et de la justice aux intérêts des riches et des puissants. Si maintenant, nous constatons la débauche, l'arbitraire, l'irrespect pour l'homme et pour ses droits, l'injure à l'adresse du droit nouveau, nous savons, nous, qui sommes à la tête de l'Etat et assagis non pas par les années peut-être, mais par l'expérience du gouvernement, à quel héritage nous avons à faire, et c'est avec une patience inlassable et un immense amour que nous essayerons de régénérer, de reconstituer, et, si c'est nécessaire, d'obliger les citoyens à s'incliner devant le droit et la grandeur des lois de l'universelle justice humaine.

### Salut à l'armée.

Et enfin, nous avons affaire à ce même héritage dans le drame qui se joue sur le champ de bataille. Tous savent à qui ont été dévoilés les secrets de l'armée de l'autocrate de toutes les Russies, tous savent que cette armée a été un colosse aux pieds d'argile et presque sans tête. C'est une armée qui n'avait pas l'élément militaire nécessaire pour la commander dans les conditions actuelles de la guerre; c'est une armée qui n'avait pas de guerriers suffisamment instruits et, surtout, civiquement éclairés; c'est une armée qui a été soudée non pas par le sublime enthousiasme pour la cause commune et par un commun amour, mais, malheureusement, par les haïssables chaînes de la contrainte matérielle et de la soumission stupide de l'homme à la volonté de fer, souvent aveugle, qui se dressait devant lui. Et maintenant, pour cette armée, — j'ai le courage de le dire — je la connais suffisamment pour le déclarer non seulement devant les ennemis de toute la Russie, mais aussi devant nos alliés s'ils pouvaient m'entendre — pour cette armée, tout son avenir, tout son salut est dans la raison, dans la conscience de ceux, qui, dans les pénibles conditions actuelles, savent comprendre non seulement la nécessité de la guerre, mais aussi les nouveaux besoins passagers, et ici, devant cette assemblée de toute la Russie, *je dois témoigner de la grande vénération et du grand amour, que le gouvernement provisoire et, je suppose, tout le pays, éprouvent pour le cerveau de l'armée russe, le modeste et actif corps d'officiers qui ne cherchent pas à faire une carrière, et tombent pour la patrie sans murmurer dans les plus dures conditions et les plus dures épreuves.* (Applaudissements frénétiques.) Ce corps d'officiers a pour lui tout ce qui

est conscient dans l'armée: et l'écrasante majorité des soldats et ces nouveaux, indispensables et inexpugnables comités militaires (applaudissements), et les représentants du pouvoir révolutionnaire central, qui défendent l'armée contre l'anarchie de la gauche ainsi que contre les tentatives de la droite pour rétablir l'ancien régime: les commissaires, envoyés par moi auprès de l'armée. Et c'est le principal noyau. C'est la force centrale de l'armée russe, parce que c'est la chair de la chair et l'os de l'os du peuple russe et de l'intelligence russe; cette force attire vers elle tout ce qu'il y a de meilleur dans le commandement suprême de l'armée et des fronts, mais, en même temps, lutte contre l'anarchie, la démoralisation et la lâcheté et contre tout essai d'exploiter dans l'intérêt d'une seule classe et plus encore d'un seul parti politique, l'immense force qui n'appartient qu'au peuple.

Voilà, citoyens, dans quelles conditions d'étroitesse d'âme, de dispersion des forces, de ruine économique et de tendances contradictoires toujours grandissantes, il incombe au peuple russe, avec le gouvernement provisoire à sa tête, de sauver la liberté en défendant la patrie, ou de sauver la patrie, en défendant la liberté. *Pour nous et pour moi il n'est pas de patrie sans liberté, ni de liberté sans patrie.* (Applaudissements frénétiques et des cris: «bravo!».)

J'aurais voulu trouver des mots nouveaux sur mes lèvres pour vous peindre l'inquiétude, toute la mortelle angoisse, qui s'empare de chacun de nous, lorsque nous envisageons l'avenir lointain, lorsque nous regardons de tous les côtés, et que nous comprenons que les dangers sont ici et là, partout. Et, assumant les grands et lourds pleins pouvoirs qui nous sont dévolus pour mener le pays jusqu'au salut, jusqu'à l'Assemblée Constituante, nous devons coûte que coûte appeler, attirer vers nous par les liens de l'amour, de la conscience, et parfois par la force d'airain des lois qui provoque la peur, tous ceux qui ont ou n'ont pas de conscience — nous devons mener jusqu'à la fin l'œuvre vers laquelle nous conduisons l'Etat russe, non pas arbitrairement, mais en vertu du serment prêté — conformément à la parole que nous avons donné devant tout le peuple russe. (Applaudissements.)

### **Le salut de l'Etat est le but du gouvernement.**

Citoyens, le gouvernement provisoire a désiré vous dire, vous a dit et vous dit encore, la vérité. Il se peut que dans mes paroles il n'y ait pas tout ce qu'il aurait fallu dire, car il est impossible de dénombrer l'indénombrable, de peindre l'indescriptible dans toute son horreur et parfois dans toute sa grandeur. Je ne voudrais qu'une chose: que vous tous,

ici présents, et chacun de vous séparément, portiez nos paroles aux gens, aux partis et aux groupes auxquels vous êtes liés, car nous vous avons dit en toute conscience, sans les commenter, sans y ajouter un sens qu'ils n'ont pas, sans dévier dans le but conscient ou inconscient de les grossir encore plus — la ruine, la perte de notre patrie. Voir tout et ne dire que ce qui est réjouissant et agréable à tous est impossible. Il faut dire tout, en espérant que chacun aura la force de trouver dans ce qui a été dit cette parcelle de la triste vérité qui est son fait et celui de ses amis.

Encore une fois! Notre but, que nous n'abandonnerons pas, le but que nous réaliserons en toute tension de nos forces, ce but est *le salut de l'Etat, la défense de l'honneur et du prestige de tout le peuple russe et de l'Etat russe, la lutte contre tout ce qui détruit cette unique force, et la lutte contre ceux qui empêchent et entravent la réalisation des tâches du gouvernement provisoire, tâches qu'il s'est posées lui-même.*

Je ne parlerai pas du programme détaillé. Nous nous bornerons à ce qui a été répété maintes fois à toute la population dans les déclarations du gouvernement. (Applaudissements.)

Et si la première période de la révolution russe a été surtout destructive, brisant les vieux fondements et faisant surgir les bases nouvelles de droit et de gouvernement autonome de la vie de tout le peuple, maintenant le moment est venu de diriger d'affermir et de défendre ces droits conquis, ainsi que l'Etat russe lui-même.

Et franchement, ouvertement, comme un pouvoir qui respecte non seulement ses citoyens, mais se respecte aussi lui-même, nous vous avons dit et vous dirons encore ce qu'il faut faire, ce que nous faisons et ce vers quoi nous tendons. Et nous attendons de vous, les représentants de la terre russe, citoyens de l'Etat russe — nous attendons de vous non pas des querelles, non pas des luttes intestines, non pas une critique haineuse et des représentations orgueilleuses, mais uniquement ce qui est nécessaire au pays; c'est-à-dire que vous sentiez en vous-mêmes ce sublime feu, cet esprit de sacrifice au bien commun; que vous sentiez en vous-mêmes la force et la volonté de l'ordre, du sacrifice et du travail; que vous sentiez que ce ne sont pas les paroles, les disputes qui sont nécessaires, mais l'abnégation personnelle de chacun, de chaque classe, le travail non pas d'une heure, mais du jour et de la nuit, les sacrifices non pas partiels et temporaires, mais de tous et jusqu'à la fin — voilà ce qu'il faut, voilà ce que la situation exige. Vous, qui périssez, outragés dans le passé et offensés dans le présent par nos ennemis montrerez-vous ici, gens de la grande patrie rassemblés à Moscou, en face du monde et de nos ennemis, le spectacle d'une grande force na-

tionale unie enfin, réconciliée au nom de la cause commune; ou bien présenterez-vous à l'univers un nouveau tableau de dissensions et de ruines et mériterez-vous le mépris que nous jetterons à la face nos ennemis et tous ceux qui n'attendent que le moment de nous porter dans le dos le coup décisif? (Applaudissements.)

Certes, citoyens, vous ne pouvez pas ne pas souhaiter de savoir ce que nous désirons, où nous voyons le secret et terrible danger; où nous entendons mener la raison et la conscience de notre peuple — où? Citoyens, c'est certainement, vers l'armée, c'est certainement vers ce grand espoir et cette unique force, en sublime union avec la volonté du peuple et avec le gouvernement provisoire, qu'est l'*ultima ratio* en même temps que le dernier devoir. A tous ceux qui n'écoutent pas les arguments de la conscience et de la raison, et à vous, représentants de la démocratie, il est particulièrement urgent de l'apprendre. *Nous voyons que des tendances, qui sont sincères peut-être, dans leur majorité, mais qui ne sont pas éclairées d'un esprit d'Etat et d'un esprit réaliste, d'un amour exalté pour la patrie, n'ont pas rapproché la paix désirée; tout au contraire, elles l'ont repoussé dans un avenir inconnu, parce qu'aux péchés de l'arbitraire, aux défauts du gouvernement elles ont ajouté leur part, en contribuant à l'appel corrupteur adressé à l'armée, d'oublier l'intérêt général au nom du particulier, et souvent même au nom de leur propre vie, précieuse pour eux, mais moralement méprisable.*

En nous appuyant sur la force démocratique armée, sur la volonté révolutionnaire et la libre déclaration de notre peuple, nous sommes venus dans le monde la tête haute et nous y sommes restés comme des égaux parmi des égaux, dans la grande bataille et le festin de mort des peuples de la grande Europe. *Mais nous y sommes venus avec notre parole et notre volonté, et ne craignez pas, que ces coups portés à l'armée, ces coups portés à la volonté et à l'autorité du suprême pouvoir souverain du peuple russe ne creusent une brèche dans les idées-mêmes pour lesquelles nous luttons et ouvrent la porte aux ennemis de l'idée de liberté, que vous croyez mal défendue par nous. Nous voulons et nous obtiendrons que personne ne puisse compter l'Etat russe au nombre des Etats secondaires dans la société des Etats du monde.* (Applaudissements frénétiques.) Nous n'implorons pas la miséricorde et nous n'avons pas besoin d'indulgence. («Bravo!» applaudissements.)

### Les offres du saint-siège.

Mais au nom de cette force d'autorité que je détiens, je le jure devant vous: quelque soit celui qui portera les coups, quelque soit celui

qui augmentera la possibilité de notre honte, il se heurtera à ceux qui n'ont pas peur et ne fuient pas devant les mitrailleuses. Nous venons de voir une tentative traîtresse après d'infructueuses offres de paix séparée avec nous, de nouvelles offres adressées à nos alliés par l'entremise d'un saint personnage neutre; *parmi les personnes morales qui y étaient évoquées à ces dernières offres, le nom de la Russie ne figurait pas.* (Des voix: «Bravo!» applaudissements.)

Il y a quelques mois, de semblables essais de notre ennemi, dirigés contre nous, ont été rejetés avec indignation par la volonté du peuple. Maintenant je suis heureux de constater que notre force et notre union avec ceux qui luttent avec nous au nom de la liberté et de l'égalité de tous dépassent les épreuves furtives et les peines passagères et deviennent durables. C'est avec la même indignation et le même mépris que les essais dirigés dans un autre sens, ont été repoussés par les gouvernements qui sont nos amis. Et au nom du grand peuple russe je ne dirai qu'une chose:

*Nous ne nous attendions pas et nous ne pouvions pas nous attendre à autre chose.*

(Les applaudissements frénétiques prolongés de l'assemblée à l'adresse des représentants des pays alliés à la Russie tournent en ovation. Tous se lèvent et en se tournant vers la loge des représentants des pays alliés, continuent à applaudir, sauf quelques représentants de l'extrême gauche — les internationalistes — et ceux des bolcheviks, qui ont pénétré dans la salle sous la bannière des unions professionnelles. De la loge des militaires retentit la voix des soldats: «Martof, levez-vous!»)

Le malheur unit. Parmi tous ceux qui ont passé par de grandes épreuves, je ne puis passer sous silence le peuple roumain qui a souffert tout particulièrement, et ne pas dire, que si, en raison des malheurs communs et des fautes communes, il est obligé d'abandonner pour un certain temps son sol natal, il trouvera dans les limites de notre Etat suffisamment de place et d'hospitalité.

### La question nationale.

Les indices de l'affaiblissement de notre front militaire ainsi que de l'affaiblissement de l'autorité du front dans la vie nationale et intérieure de notre libre, révolutionnaire, démocratique Russie, apparaissent au gouvernement provisoire non seulement dans ce geste insuffisamment objectif et neutre du trône papal; mais aussi dans ces tendances qu'on remarque parmi certains peuples de l'Etat russe, qui étaient liés et par le sang pour toujours avec la libre démocratie russe, grâce à la lutte commune menée sans merci pour la liberté commune.

Nous aurions pu présenter nos comptes, nous aurions pu dire que, souffrant et périssant dans les chaînes de l'autocratie tsariste — de ce pouvoir étranger et haïssable au peuple russe, nous n'avons pas ménagé notre sang, nous n'avons pas craint les sacrifices et souvent, pour le bien être de tous les peuples qui habitent chez nous, nous avons par la force et la volonté propres aux grands hommes, oublié nos besoins personnels. (Applaudissements.) Et maintenant que le joug de cette autocratie est renversé, maintenant que le libre peuple russe, lassé, blessé et couvert de honte, étire ses membres, détent son organisme, alors que quelques plaies gangreneuses subsistent encore, que nous n'avons pas encore fini nos comptes avec tout le maudit héritage du passé, nous pouvons demander! « *Où donc êtes-vous? Pourquoi n'entendons-nous pas la voix de ceux, qui, sans restriction, sans marchandage se donnaient en même temps que nous à la lutte avec l'immense, le terrible despotisme, au nom de la commune liberté?* » Nous ne les entendons pas, parce que la méfiance et la haine de l'ancien pouvoir, qui donnait des coups encore plus violents au corps des nationalités allogènes, en ajoutant au reste le blasphème de tout ce qui leur était saint — du nom de juif ou d'ukrainien, de suédois ou d'arménien — cette haine se transporte maintenant, comme une maladie, *sur nous*, et en nous ils croient voir les héritiers de l'ancienne violence. *Mais les faiblesses des petits ne sont pas celles des forts et quelque pénible que nous soit, à nous, démocratie russe, à nous peuple russe, cette épreuve de l'amitié qui s'éloigne au moment du malheur, nous ne reprenons pas ce que nous avons promis, ce que nous avons donné et ce que donnera encore le tout puissant maître de la terre Russe: l'Assemblée Constituante.*

Le gouvernement provisoire, en qualité de pouvoir, qui a le droit de disposition illimitée de l'héritage de nos maîtres et de l'avenir de notre pays, accomplira son devoir devant tout l'Etat; mais lorsque la lutte dépasse les limites du possible, lorsqu'on tente de profiter de nos difficultés pour violenter la libre volonté du peuple russe nous disons et dirons:

— *A bas les mains!* (Applaudissements.)

### La Finlande et l'Ukraine.

Je dois dire, avec une immense tristesse, qu'il se peut qu'une grande épreuve nous soit réservée dans un prochain avenir; dans notre pays libre et, parfaitement autonome dans son sein, la Finlande du nord, — en dépit de l'expression de notre volonté, déclarée et rapportée dans un acte gouvernemental spécial, et qui a donné ou rendu la plénitude du pouvoir interne au grand-duché de Finlande — sera peut-

être tentée ces prochains jours, pour essayer d'exploiter nos difficultés en vue du triomphe des buts arbitraires et de la solution de problèmes, en ce moment-ci irréalisables et dangereux pour l'Etat entier.

*En qualité de chef du gouvernement provisoire et de ministre de la guerre, je donnerai des ordres en conséquence. Ceci ne sera pas toléré.* (Applaudissements frénétiques. Des cris: «Bravo!») Et nous espérons, que notre présente décision et notre volonté seront soutenues par toute la force de l'autorité du peuple entier, de toute la nation. (Applaudissements.)

Nous n'avons jamais dépassé les cadres de la constitution. Nous demeurons les gardiens et les défenseurs de la liberté russe autant que de la liberté finlandaise, et le peuple finlandais se convaincra vite, s'il n'y a pas de violence, que le pouvoir russe n'oublie pas ses promesses et donne plus encore.

Je ne veux pas toucher à l'autre dispute entre frères. Je crois, que les millions de travailleurs paysans, ouvriers et citadins de nos frères par le sang et par le sort commun — les ukrainiens — malgré les nombreuses dissensions et offenses provenant, peut-être, d'un malentendu, ne suivront jamais une conduite qui nous permettrait de leur dire:

— Pourquoi donc, toi aussi, mon frère me donnes-tu le baiser, et qui t'a donné les 30 pièces d'argent?

### Le front et l'arrière.

Mais, citoyens, cette tension extérieure, ces moments, où nous subissons l'inquiétude pour l'avenir le plus proche — sont les symptômes du même fait — les symptômes de l'ébranlement de l'autorité et de la foi dans la raison, dans la force et la volonté de vivre de notre propre peuple. (Bruyants applaudissements.) Notre armée — cette force que nous devons conserver pure et claire, et belle en elle-même — l'armée, est touchée par la plaie destructive de ce même héritage qui nous vient de l'insuffisance de compréhension qu'on a eu de la bravoure et de l'abnégation conscientes du peuple russe. Et avant de jeter la pierre à ceux qui n'ont pas résisté là-bas, *regardez, citoyens dans vos propres âmes: avez-vous résisté, avez-vous toujours été partisans non seulement des mots de sacrifice, mais aussi des sacrifices mêmes?* (Bruyants applaudissements.) Et avez-vous vu à la tête de ces réels sacrificateurs qui portent d'un volontaire élan, comme cela a été, en effet, autrefois — non seulement des mendiants, des illettrés et des affamés, mais aussi des gens instruits riches et sages?

Et ont-ils vu, eux, qui, demeurent jour et nuit dans les tranchées,

dans la boue sous les gaz asphyxiants, mal nourris, mi-nus mourant lentement, ont-ils vu venir d'ici — non seulement pour des intérêts mourant lentement, ont-ils vu venir d'ici — non seulement pour des particuliers, non seulement en vue de la réalisation de problèmes individuels, de groupes ou de classes, mais au nom d'un amour illimité pour eux — ont-ils vu venir d'ici cette énergie nouvelle, cette tension nouvelle, ce nouvel élan pour le travail, le travail sans compter, désintéressé de jour et nuit? (Applaudissements.)

Ils ont entendu dire, qu'à l'arrière les uns menacent les autres, et qu'au moindre affaiblissement, au moindre prétexte tantôt ici tantôt là s'élève non pas le drapeau rouge, mais le drapeau baigné du sang fraternel, au nom de l'émeute, au nom de l'arbitraire. Ils apprennent les tentatives qui se font chaque jour de renverser le détestable pouvoir démocratique révolutionnaire. (Applaudissements frénétiques.)

Et à vous, venus ici du front — à vous je dis, moi, votre ministre de la guerre, votre suprême conducteur: *je gouverne comme membre du gouvernement provisoire et je vous transmets sa volonté, et il n'est pas de volonté et de pouvoir dans l'armée plus hauts que la volonté et le pouvoir du gouvernement provisoire.* (Des applaudissements frénétiques et prolongés. Exclamations: «Bravo!»)

Soyez sans crainte, nous vous défendrons des influences destructives, qui rampent vers l'armée d'en-bas et y introduisent — c'est le plus affreux! — la honte, et donnent aux gens qui craignent la mort la possibilité de dire que c'est leur idéal qui leur interdit de combattre. (Des applaudissements frénétiques. Excl.: «Bravo!») Nous luttons contre eux de toutes nos forces. Cette anarchie de gauche, ce maximalisme, quel que soit le nom qu'il se donne, trouvera ses ennemis en nous, démocratie russe, pénétrée de l'esprit d'amour pour l'Etat et les idées de liberté. (Applaudissements.) Je le répète encore: tout essai bolcheviste, toute tentative pour profiter de l'affaiblissement de la discipline, trouvera en moi un obstacle inébranlable. (Applaudissements frénétiques prolongés.)

Lorsque je dirai que l'heure de défendre la liberté est venue, croyez-moi, il ne restera personne pour protester contre notre volonté — la volonté du gouvernement provisoire, qui est de défendre avant tout la liberté de la patrie, liberté qui renferme le salut de la patrie. (Applaudissements.)

### La peine de mort.

Etant encore ministre de la Justice j'ai apporté dans le gouvernement provisoire l'abolition de la peine de mort. (Applaudissements.)

Excl.: «Bravo!») Et c'est aussi moi, qui, en qualité de ministre de la guerre, ai introduit dans le gouvernement provisoire le rétablissement partiel de la peine de mort. (Exclamation: «Bien!» Applaudissements.)

Comment peut-on applaudir lorsqu'il est question de mort? (Applaudissements frénétiques.)

Ne savez-vous pas, qu'en introduisant la peine de mort nous avons tué une parcelle de notre âme humaine? Mais s'il est nécessaire pour le salut de l'Etat, si notre voix, annonçant de grandes épreuves, n'atteint pas ceux, qui, à l'arrière corrompent et dépravent l'armée, *nous tuerons notre âme, mais nous sauverons notre Etat.* (Applaudissements frénétiques.)

Mais que chacun sache, que cette mesure est une terrible chose, que cette mesure est une immense épreuve, et que personne ne se permettra de nous poser sur ce point des exigences absolues. Nous ne l'admettrons pas.

Nous disons seulement: si la destruction fatale, la désagrégation, la petitesse d'âme, la violence contre des habitants paisibles, l'incendie des habitations et des autres immeubles, les vols, si tout cela continue malgré nos avertissements, le gouvernement provisoire trouvera la force nécessaire pour lutter suivant les exigences de l'heure.

Et, citoyens, ce qui a été conquis par le peuple russe et l'armée russe, personne ne pourra l'enlever. Vous vous rappelez que nous avons conquis notre liberté seulement grâce au peuple armé qui s'est serré la main pour l'union dans la vie ou dans la mort, au moment du danger mortel qui nous menaçait. Nous avons vaincu ensemble, et nous sommes tous des seigneurs égaux auprès du gouvernement du libre Etat Russe.

### L'assainissement de l'armée.

L'expérience de ces mois a montré, toutefois, que tout ce qui a été créé par hasard, quelquefois dans un soubresaut, quelquefois d'une façon pas assez réfléchie, doit être revu maintenant et introduit régulièrement dans le cadre des droits ainsi que des devoirs de tout citoyen qui sert son pays et combat dans l'armée russe. Et, messieurs, ce que maintenant beaucoup attribuent à la révolution, n'était qu'un effet de la force des choses, et non pas le jeu de la volonté consciente des forces mauvaises de la révolution. On peut constater, que tout ce qui indigné et exaspère les reconSTRUCTEURS actuels de l'armée, a été introduit avant moi, en dehors de moi, par *leurs* mains. (Des voix: «C'est juste».) C'était les éléments, ce n'était que la rencontre des anciens

usages en décomposition et des innovations d'une construction hâtive faite au hasard. Or cette précipitation était nécessaire, sans cela tout cet énorme édifice après la chute du pouvoir militaire despotique, serait tombé en poussière. Il a été arrêté dans sa tendance vers le démembrement. Maintenant ce travail provisoire sera transformé en œuvre définitive. Tout sera remis en place, chacun connaîtra ses droits et ses devoirs, ceux qui commandent comme ceux qui sont commandés. (Applaudissements. Voix: «C'est juste!») *Ils connaîtront leurs droits non seulement les anciens chefs aux pouvoirs illimités, mais aussi les serviteurs.*

Les commissaires, les comités, les institutions disciplinaires — seront conservés. (Applaudissements surtout dans les rangs des représentants militaires.) Mais toutes ces choses prendront les formes qui, actuellement, sont nécessaires à l'armée et qui doivent être non pas une apparition passagère, mais une partie constante de l'organisme militaire. Et nous, hommes de l'armée et qui avons été dans l'armée, nous savons, où sont les limites du possible et où commence l'impossible et l'aventure. *Et dès que cette limite sera atteinte, le gouvernement provisoire dira: «Plus un pas!»* Et le gouvernement provisoire saura donner à sa voix assez de force, pour que personne ne puisse s'imaginer que son pouvoir n'est fort que d'un seul côté et que, d'un autre côté, il laisse un libre passage.

Permettez-moi, citoyens, de ne pas m'arrêter longuement sur ces mesures. Je dois seulement déclarer que depuis mon entrée dans le ministère de la guerre pas une mesure qui aurait pu briser la force de l'armée ou l'autorité du commandement, n'a été envisagée. (Applaudissements.)

Dès le début j'ai commencé un travail systématique, régulier, pour la revision, la codification et l'introduction en cadres de toutes les institutions nouvelles de l'armée, qui doivent être transformées en lois. Et avant tout j'estime nécessaire et important de dire ici à toute l'armée, de bas en haut, et de haut en bas: *toute l'armée, indépendamment du rang et de la situation, doit être le modèle de la discipline et de la soumission de l'inférieur au supérieur, et de tous au pouvoir suprême.* (Applaudissements.)

En qualité de ministre de la guerre, j'ose vous dire: citoyens de la terre russe, la maladie de l'organisme militaire a été tout aussi passagère et accidentelle, que la maladie de tout l'Etat russe. Et, sous les coups étourdissants des grandes épreuves, naît la volonté de vivre, le désir de discipline, la volonté d'accomplir le devoir, et dans cette volonté, dans cette raison et cette conscience se trouve le gage de la renaissance et du salut de la Russie et de l'armée russe. (Applaudissements pro-

longés.) Mes camarades, les membres du gouvernement provisoire, exposeront devant vous en détail les côtés de la vie et de l'économie de l'Etat russe, qu'ils ont étudiés mieux que moi. Je veux dire seulement que vous verrez s'ouvrir devant vous le tableau d'une grande désagrégation, de grands courants de destruction, souvent d'appauvrissement, — vous verrez la menace de la faim, qui nous guette.

### Conclusion.

Et c'est pour cela, citoyens, que je pense que vous comprendrez pourquoi nous vous avons convoqué, pourquoi à l'heure actuelle nous vous parlons surtout non pas de ce qu'il faut atteindre mais de la façon dont il faut tendre vers le but. Je répète de nouveau qu'on ne peut y parvenir que par un grand amour pour sa libre patrie, pour les conquêtes de la révolution, par une abnégation illimitée et par le mépris de tous les intérêts cupides personnels ou de groupe, au nom de la communauté et du pays tout entier. Notre devoir, notre obligation sont lourds, plus grands que ne sont nos forces : ils sont surhumains !

Il nous appartient, à nous qui créons la vie nouvelle, qui dans cette incomparable conflagration avons rejeté les vieilles chaînes des passions, des intérêts et des divergences, dans ce tourbillon de la décomposition du pays — c'est là notre devoir — de demeurer comme un roc contre lequel se brisent et se briseront les vagues des éléments déchaînés et indomptables d'où qu'elles viennent et qui pourraient inonder tout l'Etat russe. Et dès le début de notre gouvernement, depuis le 13 mars, nous reconnaissons comme étant notre faute, le fait d'avoir montré une trop grande patience, le fait d'avoir trop patienté dans la lutte que nous avons dû mener. Et cette lutte a été dure non pas parce que la raison et la conscience a manqué au peuple russe ; non, il nous est apparu précisément que chaque fois que s'élevait plus haut la lame du danger pour l'Etat, la volonté et la conscience, même des honnêtes citoyens de l'Etat russe, venaient à notre aide. (Des voix : « C'est juste ! »)

Et c'est pourquoi, tranquillement, au nom des problèmes qui se posent et des besoins d'Etat, nous vous avons convoqué ici, pour entendre de vous la libre voix, prête au sacrifice, pleine de feu et d'amour pour la liberté et la patrie, qui nous rendra, nous, vos représentants, encore plus forts de la force que lui apportent de larges masses du peuple russe. Et je puis vous l'assurer : rien d'autre ne nous inspire, nous ne souhaitons rien d'autre que le bien de l'Etat. Et si, — je le répète encore une fois — la raison et la conscience manquent, si — je le répète encore une fois — nous sommes inondés par la vague de destruction et de dés-

agrégation des intérêts cupides et des querelles de partis, alors, avant de périr, nous l'annoncerons au pays. Nous appellerons le pays à notre aide, mais en attendant nous nous opposerons, munis de notre pouvoir illimité, à la violence et à l'arbitraire, avec le fer et avec toute la force de l'appareil de contrainte que possède le pouvoir gouvernemental. (Applaudissements.)

## 2. DISCOURS DE N. D. AVKSENTIEFF (Ministre de l'Intérieur).

Citoyens, il ne me reste pas beaucoup à ajouter, en qualité de ministre de l'intérieur du gouvernement provisoire, à ce qui a été dit par le ministre-président, car il a déjà touché, en grande partie, à la plaie que le ministère de l'intérieur est appelé à guérir en commun accord avec toutes les forces vivantes du pays. Citoyens, il y a 5 mois, sont tombées les chaînes qui retenaient le peuple russe et lui donnaient l'apparence d'un bloc indissoluble. Je dis: « apparence », car en réalité ce grand émiettement que chaque citoyen doit travailler à vaincre à l'époque actuelle, ce grand émiettement dont souffre toute la Russie, nous a été laissé en héritage par le passé. Les vieilles chaînes sont tombées. Le gouvernement provisoire a été créé, et devant ce gouvernement provisoire, se dresse maintenant l'immense problème de la construction organique.

Et ici — nous ne devons pas l'oublier — lui sont venues en aide ces organisations sociales, dont le rôle dans cette formation de l'entité gouvernementale a été infiniment grand. (Applaudissements.) A présent on insiste souvent sur les défauts de quelques-unes des organisations sociales. Je suis prêt à convenir, que, peut-être, ces défauts ont existé et il faut les corriger. Lorsqu'on bâtit en hâte un grand édifice, des fautes peuvent être commises, et celui-là seul ne se trompe pas, qui ne fait rien.

Mais ce n'est pas de leurs fautes que nous devons parler; c'est de leurs grands mérites, déployés dans le travail pour résoudre les problèmes de construction, d'affermissement de l'édifice du nouvel Etat. (Applaudissements.) C'est le travail d'édification du gouvernement et tous les efforts — de la société, de la saine société — n'ont pas eu le temps de tout organiser, ils n'ont pas pu suivre ce processus de destruction et d'émiettement qui a placé maintenant notre patrie au bord du précipice, dans une situation qui conduit l'Etat russe lui-même à sa perte, qui menace notre patrie, ainsi que toutes les grandes acquisitions, qui ont

donné un sens à notre existence, les acquisitions de la grande Révolution russe.

Maintenant nous pouvons caractériser la situation intérieure de la Russie: c'est un état de décomposition, d'émiettement du pouvoir; d'émiettement de la volonté; un état d'aspirations divergentes des groupes sociaux, où règnent souvent des intérêts particuliers, éloignés de l'intérêt général. Et c'est pourquoi je dis que le gouvernement provisoire dans l'organisation intérieure doit, avec l'aide de toutes les forces vivantes du pays, poser à l'angle de son édifice l'idée d'Etat et l'idée d'ordre (applaudissements) — l'idée du nouvel esprit de l'Etat, l'idée de l'ordre révolutionnaire, au nom du salut de notre patrie, du salut des conquêtes de la révolution, du sens-même de l'existence de chaque citoyen russe conscient, et de cette grande union démocratique, qui unit en elle toutes les forces vraiment vivantes, vraiment libres du pays. (Applaudissements.)

Au nom de cet ordre de la révolution, au nom de la conception précise et solide de l'idée d'édification de l'Etat, le gouvernement provisoire possède et doit posséder un pouvoir fort. En s'appuyant sur l'esprit public, il montrera, qu'il peut construire dans le domaine de l'Etat, et il construira. Il luttera contre l'émiettement antigouvernemental avec toute la force de son pouvoir. Et si le gouvernement n'obtient pas cet entier pouvoir, quelqu'un d'autre viendra, qui prendra ce pouvoir, mais alors non pas au nom de l'esprit patriotique et national, mais au nom d'intérêts contraires à lui. (Applaudissements.)

Le gouvernement provisoire ose assurer à ceux qui sont rassemblés ici, que si ces gens là se présentent, ils passeront d'abord sur les cadavres des membres du gouvernement provisoire, qui demeure la sentinelle de la révolution et de l'ordre.

Je parle d'un fort pouvoir gouvernemental unique. Mais le gouvernement provisoire comprend ce pouvoir non pas comme un pouvoir mécanique, non pas comme un pouvoir de répression seulement, mais comme un pouvoir organique, qui s'appuie sur la volonté d'un esprit social large et organisé. Il est indispensable, qu'à la rencontre de cette volonté autoritaire du gouvernement provisoire, sur laquelle il insiste et insistera et qu'il se sent la force de maintenir — il est indispensable, qu'à la rencontre de cet affermissement du pouvoir gouvernemental vienne un large courant de la part de la nation. Et si l'union s'effectue, la ferme volonté du gouvernement sera mille fois répétée dans le pays et saura avec assurance et rapidité créer cet ordre, que le pays seul, peut maintenant édifier. Je me permets de dire que c'est justement sur la considération de ces problèmes de construction d'un plus fort esprit d'Etat en haut et de la création de cet esprit en bas, que s'est basée

jusqu'à présent et se basera la politique du ministère des affaires intérieures. La tâche du ministre consiste maintenant dans la construction régulière de la vie publique sur la base solide des lois, qui se créent dans les différents domaines de la vie par l'organe de ce représentant de la révolution — le gouvernement provisoire révolutionnaire. (Applaudissements.)

\* \* \*

S. N. Prokopovitch, qui prend la place du ministre de l'intérieur, parle, non seulement au nom du ministère du commerce et de l'industrie, mais donne aussi lecture des rapports, faits par les ministères de l'approvisionnement, du travail, de l'agriculture et des voies de communication.

### 3. DISCOURS DE S. N. PROKOPOVITCH (Ministre du Commerce).

Le gouvernement provisoire m'a confié le soin de présenter devant vous les traits caractéristiques généraux de la situation actuelle de l'économie publique et les principes généraux qui guident le pouvoir. La guerre est le facteur qui détermine tout et tous, cette guerre qui nous coûte si cher. Voilà les chiffres: la première année de guerre nous coûta 5,3 milliards de roubles, la seconde — 11,2 milliards et dans la troisième année nous avons déjà dépensé 18 milliards de roubles. Pour apprécier la signification de ce bref exposé, il faut le comparer avec le total de nos revenus. D'après les comptes du comité économique, le revenu national se chiffrait en 1913 à peu près par 16 milliards de roubles. Il est inutile de dire, que cette somme ne pourrait pas couvrir 18 milliards, même si notre rouble n'avait pas subi une baisse aussi désastreuse. En tout, nous avons dépensé dans le courant de la troisième année de guerre 40 à 50 % de toutes les valeurs matérielles que produit le pays et dont il vit.

Notre séparation du marché mondial s'est fait sentir d'une manière particulièrement pénible sur notre situation économique. L'Angleterre et la France ont la possibilité de recevoir des armes, du blé, des vêtements du marché mondial. Nous autres sommes obligés de tout prendre à l'intérieur. 16 % seulement des besoins généraux de la guerre se couvrent par l'importation de l'étranger, et plus de 84 % se contentent du marché intérieur. Le premier résultat d'une pareille situation doit être le manque de marchandises. Et si l'Etat ne s'en était pas mêlé, nous aurions dû compter avec l'appauvrissement terrible du marché intérieur en matières pre-

mières, avec le renchérissement énorme de la vie, l'accroissement inouï de l'intérêt du capital et la baisse nette des salaires. Nous aurions eu une forte restriction du budget des travailleurs et une baisse considérable de la productivité du travail. Quelques-uns de ces faits menaçants sont déjà constatables. Dans une pareille situation, l'Etat doit intervenir, car l'absolue liberté du commerce aurait abouti à l'appauvrissement général des masses. Le rôle régulateur de l'Etat se ramène à la fixation de prix stables, à l'intervention dans la répartition des produits et, dans certains cas, à l'organisation même de la production. Mais la régularisation de la vie économique publique suppose l'existence de l'appareil indispensable. Depuis l'époque de la création du comité économique, l'appareil exigé est créé, et ce n'est que maintenant que nous pouvons entreprendre la tâche de satisfaire aux besoins de l'armée et de la population.

La situation du pays, surtout en ce qui concerne son approvisionnement, est extrêmement pénible. Au ministère de l'approvisionnement incombe, cette année, de faire des provisions en blé et en graines de fourrage pour 700 à 800 millions de pouds. L'armée seule exige 8½ millions de pouds de graisses, 50 millions de viande. Dans beaucoup d'endroits la population n'est pas fournie en pain. Les provisions de Petrograd et de Moscou sont tombées au minimum. En certains endroits le manque de pain a provoqué des excès. Dans l'avenir d'autres complications sont à prévoir. Les provisions de pain, se trouvant à la disposition du ministère de l'approvisionnement, sont tombées vers le 1<sup>er</sup> août jusqu'à 26 millions de pouds — le minimum critique. Sur les fronts, au commencement de juillet, on a réussi à amener les provisions jusqu'au taux d'une avance d'un mois et demi, mais la brèche faite dans le front sud-ouest et la confusion à l'arrière ont placé l'armée dans une situation pénible. En somme, les ressources en blé du pays doivent être considérées comme très précaires.

La situation générale empire encore de ce fait que la campagne, qui fournit à la ville le blé, ne peut pas obtenir en échange une quantité équivalente de valeurs. Et même si l'on haussait les prix fixés pour les objets manufacturés, le fer et autres, et si l'on établissait l'obligation du travail, même alors on n'obtiendrait pas le résultat que la campagne attend avec tant d'inquiétude. Avec l'élévation des prix fixés sur les graines les paysans obtiendront encore plus d'argent et seront encore moins stimulés à se démunir de leurs produits. Par contre, la régularisation des prix des produits de fabrique nécessaires à la campagne est absolument urgente. Quant à ce qui concerne l'obligation du travail, les paysans, tout en formulant cette exigence, désirent que la

classe ouvrière se place également sur la voie des sacrifices, et non pas seulement sur celle de la défense de leurs intérêts de classe.

Je passe au ministère de l'agriculture (exclamations ironiques à droite: « Où est M. Tchernoff? »). La réforme agraire générale doit être le fait de l'Assemblée Constituante. Jusqu'à ce moment, la réglementation des rapports agraires peut s'effectuer seulement dans des proportions limitées. L'activité des comités agraires provoque beaucoup de mécontentement, mais les dispositions concernant ces comités ont été ratifiées par le premier gouvernement. Au moment présent, l'activité des comités agraires locaux doit s'occuper de la réglementation locale des rapports agraires.

Je passe au ministère de l'industrie. Je souligne particulièrement: de l'industrie et non des industriels, car dans le développement de l'industrie sont intéressées toutes les classes de la population et les consommateurs, et les producteurs, et les industriels, et les ouvriers. (Bruyants applaudissements.) Le programme du ministère s'inspire des principes suivants: il est indispensable de sauvegarder l'industrie déjà existante, de contribuer au développement de branches nouvelles et de conserver et de soutenir les forces productives, les préparant au processus de la démobilisation. Voilà le problème qui se dresse devant le ministère. Il est indispensable, également, d'intensifier l'extraction du combustible et de la matière première et d'augmenter la productivité des usines. En accord avec le ministère du travail, le ministère du commerce prend toutes les mesures nécessaires pour écarter les conflits dans le domaine de l'industrie et pour élever la productivité du travail. A cela, sont nécessaires:

1. la sécurité des droits des propriétaires dans la direction de l'entreprise, par la sauvegarde de leurs intérêts, qui sont menacés par les manifestations anarchistes de certaines personnes (applaudissements frénétiques sur les bancs des industriels);
2. le contrôle par l'Etat des entreprises pour interdire les mesures malveillantes projetées par les industriels contre les ouvriers;
3. la fixation de prix stables pour une grande partie des objets de consommation, de salaires stables dans les branches du travail les plus importantes;
4. la limitation des bénéfices des industriels à un taux normal (applaudissements frénétiques à gauche);
5. l'émission d'une loi rendant le travail obligatoire, qui introduirait un minimum de jours de travail dans le mois et un minimum de productivité journalière.

Le ministère du travail estime que toutes les mesures de contrainte qui ont été adoptées dans beaucoup d'entreprises industrielles sont des manifestations anarchistes inadmissibles. Toutes sortes de mesures seront prises contre les coupables, y compris l'établissement de la responsabilité pénale. Le ministère du travail considère comme inadmissible que les ouvriers se mêlent de la direction des entreprises. Le ministère soutiendra donc, de toute façon, les contrats d'embauchage et étudiera la solution des conflits habituels par le moyen de l'institution de liens obligatoire. Dans les contrats collectifs fixant les salaires il interdira la réduction de la journée de travail en-dessous de 8 heures. (Applaudissements.)

En quelques traits, S. N. Prokopovitch décrit également la situation dans le ministère des voies de communication. Toujours le même tableau attristant, la baisse de la productivité du travail et de la discipline chez les travailleurs, la désorganisation du transport, le mauvais état croissant du matériel (locomotives), qui menace d'un arrêt complet de la circulation. Compter sur le matériel américain est inutile, car pour l'automne nous ne pouvons obtenir que 350 locomotives.

Tel est le menaçant tableau de la situation économique. Seuls, les sacrifices consentis par chacun peuvent sauver la patrie et la révolution. C'est à l'esprit de sacrifice que fait appel le gouvernement provisoire. Que le capitaliste se prive d'une partie de ses bénéfices et l'ouvrier d'une partie de son repos. Le salut de la Russie est dans les sacrifices des uns et des autres. (Applaudissements.)

#### 4. DISCOURS DE N. V. NEKRASOFF (Ministre des Finances).

Citoyens, représentants de la terre russe! Pendant les discours de mes collègues on a pu distinguer nettement à qui s'adressaient telles ou telles paroles, tel ou tel appel et telles ou telles allusions. On a aussi pu reconnaître nettement les échos sympathiques que certaines expressions trouvaient dans les différentes parties de l'auditoire. Le rôle du ministre des finances est en ce moment-ci tout particulier, il n'a pas à compter sur l'écho sympathique de qui que ce soit, car sa tâche actuelle n'est pas de donner, mais de prendre. Si le ministère des finances, à toute époque et en toute circonstance, est compté parmi les plus pénibles pour son chef, ce gardien de la bourse de l'Etat, combien n'est-il pas plus difficile et pénible à présent, lorsque cette bourse est vide, lors-

qu'elle ne contient que des lettres impayées, et qu'en perspective, nous ne prévoyons que les exigences, des sacrifices toujours nouveaux à imposer à la population.

Je ne peux pas dire, que, lorsque j'eus accepté, sur les instances du ministre-président, le portefeuille du ministère des finances, j'ai été très consterné et stupéfié à la vue du tableau qui s'ouvrait devant moi, après une plus profond examen des affaires. En qualité de membre du gouvernement provisoire, je connaissais les rapports de nos deux prédécesseurs et je savais suffisamment l'état général des finances, je me représentais avec une plénitude suffisante le tableau du désastre financier qui opposait — je le dirai sans ambages — le plus menaçant de tous, car dans le désarroi financier, comme dans un miroir, se reflètent et s'agrandissent tous les facteurs funestes à la vie de l'Etat en général et à l'économie publique, qui s'additionnent comme résultantes de la guerre et de la révolution. Vous connaissez déjà, par le rapport du ministre du commerce et de l'industrie, les chiffres qui caractérisent les problèmes du ministère des finances au moment présent. Je me permettrai seulement de vous les rappeler encore une fois et le tableau sera tout à fait complet.

### 15 milliards de dette.

Permettez-moi de n'indiquer qu'un seul chiffre — *15 milliards de roubles non couverts au terme du 1<sup>er</sup> janvier 1918*. Parler des détails me paraît inutile. Ce chiffre est éloquent à lui seul, et devant lui tout ce qu'on est obligé de dire dans les autres domaines pâlit inévitablement.

Comment sommes-nous arrivés à cette situation? Citoyens, actuellement l'opinion est très répandue que la révolution est le facteur qui s'est fait sentir d'une façon particulièrement pénible dans l'économie financière de la Russie. Cette assertion contient quelque vérité. Le langage objectif des chiffres nous dit que, même en tenant compte du développement normal des conditions désavantageuses, qui s'annonçaient à l'instant de la révolution, en tenant compte de toutes ces conditions désavantageuses, qui ont produit ce qu'en mathématiques, on appelle l'élévation en puissance, — tous ces facteurs n'expliquent pas encore le désastre financier actuel, si l'on ne tient compte aussi de l'influence de la révolution et de ces conditions spéciales, qui ont été créées par elle. Les acteurs de la révolution doivent, sous ce rapport, se mettre en face de la vérité.

## Révolution et finances.

Pas une seule période de l'histoire russe, *pas un seul gouvernement tsariste n'a été aussi prodigue en dépenses, que n'est le gouvernement révolutionnaire de la Russie.* A présent il convient de chercher les torts et les fautes, non seulement dans les actes de l'ancien pouvoir, mais de considérer aussi tout à fait objectivement et sans parti-pris ceux de la période révolutionnaire. Si le gouvernement provisoire n'avait pas consenti à cet examen, ni moi, ni mon adjoint du ministère n'aurions pu accepter la lourde responsabilité de la gérance des finances russes. S'il faut parler le langage des chiffres, on ne peut trouver un tableau plus éloquent, qui aurait caractérisé avec plus d'évidence le rôle de la période révolutionnaire que le tableau des émissions en papier depuis le début de la guerre :

En 1914, pendant les derniers mois — les mois de guerre — étaient émis en moyenne *219 millions de roubles en papier*, en 1915 — *223 millions*, en 1916 — *290 millions*, dans les deux premiers mois de 1917 — en moyenne *423 millions*, et du *1<sup>er</sup> mars au 16 juillet* — en moyenne *332 millions*.

J'indique ces chiffres non pas pour provoquer la panique, non pas pour accuser qui que ce soit. Je les indique pour inspirer à tous ce sentiment de responsabilité qui seul peut nous aider à sortir de la situation excessivement difficile dans laquelle nous nous trouvons. Mon prédécesseur au ministère des finances, ici présent, a prévenu le gouvernement en temps utile du danger menaçant de l'émission exagérée de roubles en papier. Et nous voyons de quelle manière ses prévisions se réalisent maintenant. Nous sommes devant un danger de crise formelle, crise provoquée par l'insuffisante quantité des billets de banque et par l'impossibilité de les imprimer à temps. La révolution française a connu ce désastre de l'impossibilité d'imprimer à temps les billets de banque. Nous devons nous rappeler les amères leçons de cette révolution et nous arrêter à temps, pour ne pas tomber dans les mêmes erreurs funestes, ou plutôt, pour ne pas répéter les mesures auxquelles ont été astreints les acteurs de la révolution française.

Il faut mettre fin à cela. *Les dépenses qui se faisaient jusqu'à maintenant, ne sont pas pour notre poche.* La Russie doit en convenir nettement et franchement. (Applaudissements.) En acceptant le portefeuille du ministère des finances, nous avons posé, mon adjoint gérant du ministère et moi, devant le gouvernement provisoire la question, dans toutes ses dimensions, de la revision immédiate et énergique de tout notre budget, de haut en bas. (Applaudissements.) J'ai soulevé

la question de cette revision faite par des hommes tout-à-fait compétents et tout-à-fait en dehors des influences de classes ou de groupes quelconques. (Applaudissements.) Je sais, que ceux à qui le gouvernement provisoire adressera la demande de l'aider en cette besogne, ne refuseront pas, car cette demande sera faite à ceux qui connaissent vraiment notre budget russe, nos finances russes. Et dans cette demande, je la répète, le gouvernement provisoire ne tiendra compte d'aucune question de parti, mais uniquement des connaissances et la capacité. (Applaudissements.)

### Deux budgets.

Afin que vous voyiez clairement ce qu'il y a à faire, permettez-moi de vous dire que notre budget est profondément anormal et ne reflète pas le tableau des dépenses effectives. La faute en est à l'article 17 du règlement du budget, contre lequel avait lutté la Douma d'empire. Cet article place toutes les dépenses pour la préparation et la conduite de la guerre en un fonds de guerre spécial — et, comme résultat, nous avons deux budgets: l'un, présentant le tableau d'un bien-être apparent et l'autre, décelant les éléments d'un danger menaçant. Je ne veux pas vous fatiguer par des chiffres. Je dirai seulement que durant les quatre années — 1914, 1915, 1916 et 1917 — le premier budget aboutit à un excès de revenus de 1779 millions de roubles, c'est-à-dire que l'on pourrait croire que nous dépensons au-dessous de nos ressources. Mais en se tournant vers le budget de guerre on voit la réalité: *49 milliards de dépenses et 35 milliards de revenus*. Voilà où se trouve la source de notre colossal déficit. Le gouvernement provisoire ne pouvait pas rester indifférent à ce qu'il a trouvé dans la dépense du fonds de guerre. Et encore du temps de mon prédécesseur a été supprimée l'une des sources de dépense — les subsides à la Finlande.

Les dépenses du fonds de guerre doivent être placées dans de telles conditions, que leur contrôle se fasse non pas quatre mois après leur réalisation, mais au moment de leur établissement. (Applaudissements.) Le gouvernement provisoire a accepté les conditions aux termes desquelles des représentants du ministère des finances sont introduits dans toutes les administrations, où ils doivent être présents, pour que au moment de la réalisation des dépenses on ait la possibilité d'arrêter l'excès de dépenses, sans léser la capacité combattive de l'armée. En recommandant l'économie au front, nous ne pouvons passer sous silence l'économie à l'arrière. Les revendications de l'arrière ne sont pas moindres, quelquefois même supérieures à celles qui viennent du front.

Permettez-moi de donner un seul exemple: la commission des paies

additionnelles des soldats *a présenté au ministère des finances une réclamation qui monte à 11 milliards de roubles par an*. Je n'ai pas besoin de vous dire que non seulement les finances russes, mais les finances de n'importe quel autre pays beaucoup plus fort économiquement que nous ne seraient en état d'effectuer une pareille dépense. Et dans ce cas hyperbolique vous ne voyez qu'un seul exemple des revendications qui sont présentées au ministère.

### Ce que le régime révolutionnaire coûte au trésor russe.

Permettez-moi, messieurs, de toucher encore à une autre importante question. Dans cette assemblée il n'est permis que de dire la vérité, quelque triste qu'elle soit. Je dois dire que le *nouveau régime révolutionnaire coûte au trésor de l'Etat bien plus que ne lui coûtait l'ancien régime*. (Mouvement à gauche.) Citoyens, on ne peut pas échapper à ce fait. Nous ne connaissons pas encore la plénitude des dépenses qui seront imposées au trésor, mais quelques traits séparés se dessinent déjà devant nous. Selon les calculs approximatifs, les dépenses des comités d'approvisionnement pour leurs organisations peuvent atteindre 500 millions de roubles par année. (Fort mouvement sur tous les bancs. Exclamation de surprise.) Les dépenses des comités agraires sont calculées, selon les approximations du ministère des finances, à 140 millions par an. Il est inutile de vous dire, que la Caisse d'Etat ne peut pas supporter de pareilles dépenses, et qu'on doit leur poser une limite. (Applaudissements frénétiques. Exclamations: «Juste!»)

### Les salaires et la productivité du travail.

Mais il y a aussi un autre domaine qui influence aussi très fortement la situation financière de l'Etat. Je parle de l'augmentation du salaire des ouvriers. (Exclamations à droite et au centre: «Juste!») Dans la seule usine Poutiloff, les revendications adressées à la Caisse d'Etat avant la fin de cette année, s'élèvent à 90 millions de roubles. (Mouvement à gauche.) Je ne vous fatiguerai pas par d'autres chiffres. J'estime qu'il suffit de ce que je viens de dire. Au premier instant de la révolution, les exigences concernant la hausse des salaires se traitaient d'une façon particulièrement amicale non seulement par les entreprises travaillant pour la défense, mais aussi par certaines entreprises privées, et il semblait que s'était une affaire de famille, que les entrepreneurs et les ouvriers règleraient cette question entre eux. Ce fut une grave erreur.

A la fin, toutes ces revendications apparaissent dans les fiches du

ministère des finances, car l'industrie privée, ne pouvant supporter les dépenses qu'elle est forcée de faire, s'adresse au ministère des finances ou à la banque d'Etat avec des réclamations de crédits extraordinaires, de subsides imprévus, et ainsi de suite. Et, ce qui est le plus caractéristique, c'est que ce sont *les représentants de la démocratie ouvrière qui soutiennent, les premiers, ces exigences*. C'est devenu un fait banal, que les subsides soient réclamés non pas par le propriétaire, non pas par le gérant, mais par les représentants des ouvriers. De ces avocats nous aprenons, que l'entreprise ne peut vraiment plus exister sans le soutien de l'Etat.

Or, le ministère des finances et le gouvernement provisoire, en entier, doivent sûrement se poser cette question: cette hausse des salaires est-elle réellement accompagnée de la hausse de la productivité du travail? Vous connaissez le rapport du ministre du commerce et vous savez la vraie situation des affaires. Vous savez que tous les ministères doivent avec la coopération des représentants respectifs de la classe ouvrière, tendre tous leurs efforts dans le but de hausser la productivité du travail, au moins jusqu'à l'ancienne norme de la période pré-révolutionnaire. Ce danger menaçant qui se dresse sur le chemin du ministère des finances, nous ne devons pas l'oublier. Nous devons nous le rappeler encore et surtout parce que l'autre face des choses — la question des sources de revenu — est si loin de donner satisfaction. Mais là aussi nous nous heurtons à une insuffisante compréhension des problèmes actuels de l'Etat.

### La Caisse des revenus de l'Etat.

Voici quelques chiffres: pendant les trois premiers mois, les rentrées des impôts fonciers de l'Etat ont diminué de 32 % comparativement à l'année 1916; celles des impôts sur la propriété immobilière des villes, de 41 %; celles des impôts sur les appartements de 43 %; celles des impôts de guerre, de 29 %; celles des impôts sur l'industrie, de 10 %; sur les hypothèques, de 11 %; les rentrées des impôts sur l'héritage, de 16 %, des impôts sur les assurances, de 27 % et des impôts de libération, de 65 %. Citoyens, la situation est menaçante, et, seul, le renforcement de la pression des impôts, l'augmentation de la contrainte des impôts donnera la possibilité d'égaliser jusqu'à un certain point cette différence entre les recettes et la dépense des revenus. Les sources de nos revenus, surtout la partie de ces derniers qui s'appelle l'imposition directe, sont également très tendues. Si l'on effectue encore les deux mesures, qui sont déjà prévues par le gouvernement provisoire

— l'impôt sur l'héritage et la propriété — « après cette réforme vraiment grandiose on pourra dire crument, qu'aux classes possédantes il aura été pris chez nous tout ce qui pouvait être pris ». Mais comme tout cela est encore insuffisant pour couvrir les besoins financiers de l'Etat, il devient tout à fait inévitable d'imposer les larges couches de la population, c'est-à-dire de renforcer l'impôt indirect.

Citoyens, je dois vous dire que l'étude approfondie des questions de l'impôt direct nous a amenés, moi et mon adjoint dans le travail, à la conclusion que cette dernière réforme prévue doit aussi subir des corrections inévitables, car dans certains cas *elle frappe l'appareil économique même du pays, son industrie et non pas ses industriels*. Le gouvernement provisoire se souvient que la stimulation économique exige que notre industrie ait la possibilité d'exister et de se développer, et ceci n'est possible que si la limitation prévue de l'intérêt permet l'amortissement de l'appareil économique de l'industrie, car dans l'industrie sont intéressés non seulement les industriels, mais aussi l'Etat dans sa totalité. (Applaudissements prolongés.)

L'augmentation des impôts, directs et indirects, servira de base à notre budget normal. Nous devons avoir la possibilité d'entrer non seulement dans l'année 1918, mais être prêts à entrer aussi dans la première année d'après-guerre, après la conclusion de cette paix honorable à laquelle nous aspirons tous.

Le ministre des finances énumère une suite de mesures ayant pour but l'augmentation des forces productives du pays.

### Le monopole.

Dans ce cas seulement — dit Nekrassov — les sources des revenus nous mettront au moment de la fin de la guerre dans la possibilité d'assumer les tâches, qui s'imposeront à nous de tous côtés. Nous serons obligés, probablement, d'entrer dans la voie des monopoles commerciaux: celui du sucre, du thé, des allumettes. Pour éviter les malentendus, je crois de mon devoir de souligner que *pour nous ces genres de monopoles n'apparaissent pas comme une forme particulière du socialisme*. Nous les considérons comme étant nettement fiscaux, nous n'y voyons nullement une tendance régulière à diminuer l'initiative économique à l'Etat.

Le ministère des finances estime aussi indispensable de prendre à temps toutes les mesures en vue d'utiliser tout notre crédit d'Etat. Les emprunts variés, particuliers, que nous projetons, donneront au gou-

vernement provisoire la possibilité d'adresser au pays la demande d'aide, basée non seulement sur la conscience du devoir envers l'Etat, mais aussi sur un intérêt économique précis. Dans ce sens, j'estime de mon devoir de déclarer que le gouvernement est étranger à toute aventure financière. *Toutes les mesures ayant un caractère de contrainte et n'étant pas introduites régulièrement selon la loi, seront absolument exclues.* Dans les moments d'angoisse tous les bruits se répandent, et parmi ces bruits la supposition que le gouvernement provisoire serait prêt à confisquer les propriétés privées afin d'obtenir des revenus. J'estime de mon devoir de déclarer que le gouvernement provisoire n'a rien de commun avec de pareilles aventures, qu'il se place solidement sur la base d'une politique financière préparée scientifiquement et ne s'engagera dans aucun cas dans la voie d'expériences aventureuses. (Applaudissements.)

### La politique et les finances.

Je vous ai déjà dit au début que dans les finances, comme dans un miroir, se reflètent tous les traits inquiétants de l'époque actuelle. Sous ce rapport le ministère que je représente est un baromètre très sensible à tout changement. Plus qu'aucun autre, le ministère des finances est intéressé à une politique d'ordre précise et énergique. Et, enfin, notre politique financière est liée le plus étroitement possible à la défense de l'Etat. Je m'exprimerai avec plus de précision : *notre vigueur intérieure et notre force sur le front sont directement proportionnelles aux possibilités dont dispose le ministère des finances.*

Citoyens, pour le salut de la patrie il nous faut de l'ordre, des sacrifices. D'accord avec tout le gouvernement provisoire je vous demande : êtes-vous prêts, vous et ceux qui vous ont envoyés ici, à accepter ces conditions essentielles et à les accomplir dans la mesure de vos forces? (Applaudissements prolongés.)

### 5. DISCOURS DU GÉNÉRALISSIME KORNILOFF.

Le généralissime Korniloff monte à la tribune. Il trace sans emphase un tableau émouvant de la situation actuelle de l'armée. Il montre les résultats de la propagande anti-patriotique sur le front. A l'appui, il donne des chiffres et il cite des faits qui soulèvent l'indignation de l'assistance. Il indique les trois réformes urgentes :

1. Le rétablissement de la discipline dans l'armée par le renforcement de l'autorité des officiers et des sous-officiers;

2. L'amélioration du traitement financier des officiers, qui ont été très éprouvés au cours des récentes opérations militaires;

3. La restriction des fonctions des comités régimentaires qui, quoique chargés de diriger les affaires économiques des régiments, ne doivent pas être autorisés à prendre aucune part dans les décisions concernant les opérations de guerre ou dans la nomination des chefs.

— La force de chaque armée, continua le général, dépend de la condition du district à son arrière. Le sang qui coulera inévitablement pendant la restauration de l'ordre sur le front serait versé vainement et l'armée qui a été réorganisée et préparée pour la bataille demeure sans renforts et sans ravitaillement de munitions et d'équipements. J'estime donc qu'il est indispensable que les mesures prises pour le front soient également appliquées à l'arrière.

Il signale ensuite la désorganisation des chemins de fer, l'insuffisance du service de ravitaillement; il donne des chiffres au sujet de la production des usines de munitions.

«Ainsi, dit le général, si cet état de choses continue, les armées russes se trouveront dans les mêmes conditions qu'au printemps de 1915, à l'époque de la retraite en Pologne, en Galicie et dans les Carpathes.

Je crois, a-t-il dit, que le génie et la raison du peuple russe sauveront le pays. J'ai foi en un avenir brillant pour notre armée. Je crois que ses anciennes gloires seront restaurées.

Avant la révolution, conclut le général Korniloff, nos armées savaient se battre, mais aujourd'hui elles ont été transformées en une tourbe armée.»

Il indique l'œuvre néfaste des idées maximalistes sur le front qui ont abouti au meurtre de plusieurs commandants et officiers, par des soldats dévoyés.

«Ainsi, continua le général, nous combattons implacablement l'anarchie dans l'armée. Il n'y a aucun doute qu'elle sera finalement réprimée, mais le danger de nouvelles débâcles pèse constamment sur le pays. La situation sur le front est si mauvaise que nous avons perdu toute la Galicie, toute la Bukovine et tous les fruits de nos récentes victoires. Sur différents points, l'ennemi a franchi notre frontière et il menace nos plus fertiles provinces méridionales. Il essaye de détruire l'armée roumaine et il frappe aux portes de Riga. Si notre armée ne nous aide pas à tenir les rivages du golfe de Riga, la route de Petrograd sera ouverte toute grande.

Le vieux régime a légué à la Russie libre une armée qui, malgré tous les défauts de son organisation, était néanmoins animée de l'esprit de combat et préparée aux sacrifices.

Toute une série de mesures prises par des gens complètement ignorants de l'esprit et des affaires de l'armée l'ont transformée en une collection de groupes individuels qui ont perdu tout sentiment de devoir et tremblent pour leur sécurité personnelle.

Si la Russie désire être sauvée, il faut qu'à tout prix l'armée soit régénérée. Nous devons prendre immédiatement les mesures que j'ai élaborées et que le ministre de la guerre a entièrement approuvées. »

Se tournant vers le banc ministériel, le général termine ainsi :

Les mesures préconisées par moi doivent avoir le pas sur toutes autres affaires.

«Voulez-vous subir d'autres hontes, d'autres défaites? Devons-nous perdre Riga, Petrograd, d'autres villes, d'autres provinces avant d'avoir rétabli l'ordre dans les villages et les chemins de fer? Je ne puis le croire, mais le temps est court. »

Son discours fut applaudi par toute la salle et a laissé une profonde impression.

## 6. DISCOURS DE W. W. ROUDNEV (Maire de Moscou).

Au nom de la Douma de la ville de Moscou et de toute sa population, je vous salue, vous, les représentants des forces publiques organisées de toute la Russie, et le gouvernement provisoire révolutionnaire placé dans cette année pénible au gouvernail du pouvoir. (Applaudissements.) Dans les discours des représentants du gouvernement provisoire qu'on vient d'entendre nous avons de nouveau, et peut-être, plus pleinement qu'avant appris la situation pénible du pays. Fatigué par la guerre, déchiré par la lutte des classes et des dissensions de nationalités, le pays est placé devant cette alternative: ou trouver en soi la force et la volonté de vaincre toutes les difficultés, ou périr. Mais le pays et les peuples qui l'habitent, veulent et vont vivre. Et la révolution, non seulement ne s'est pas épuisée elle-même, mais elle n'a même pas encore déployé toutes ses forces créatrices.

La voie, qui, en ce moment-ci, apparaît unique pour la solution des problèmes posés est visible à tout le peuple. Cette voie, c'est l'union de toutes les forces vivantes du pays. (Applaudissements frénétiques.) Union dans l'organisation du pouvoir central de l'Etat autant que dans le travail pratique des institutions publiques locales. Cette union est la condition même de la vie, et elle doit être réalisée pour que nous vivions. Elle doit comprendre dans son sein tout ce qui est capable à cette heure

redoutable de se mettre au-dessus des intérêts de groupes. Dans cette union il n'y a pas et il ne peut y avoir de place pour ceux qui ne peuvent s'oublier, ainsi que pour ceux qui voudraient exploiter les dangers pénibles que traverse la révolution russe, dans le but de faire tourner la roue de l'histoire en arrière.

Tout ce qui est décidé maintenant par la conscience du peuple dans le sens de larges réformes sociales et politiques, ne peut être effectué que par l'Assemblée Constituante. Mais la conscience du peuple exige que les conquêtes de la révolution soient garanties, dans l'intérêt des masses du peuple, dès maintenant.

La conférence de Moscou s'est ouverte au milieu d'une atmosphère politique orageuse. Ici, à Moscou, il subsistait des craintes que la conférence ne devienne dangereuse pour la démocratie. Dans les larges couches de la population de Moscou il y eut des craintes à raison de bruits qui circulaient, concernant des conspirations contre-révolutionnaires qui auraient l'intention d'exploiter la conférence au profit d'intérêts particuliers. Ce sont ces nouvelles qui ont provoqué dans les masses ouvrières l'humeur propice à l'agitation insensée des éléments anarchistes, agitation qui, en ce moment-ci a provoqué à Moscou l'interruption de la circulation des tramways et l'arrêt de certaines usines, et a créé cette situation, grâce à laquelle, en qualité de représentant de l'autonomie communale de la ville de Moscou, il m'a été difficile d'apporter à cette tribune des paroles de bon accueil de la part de tout le peuple de Moscou. Néanmoins je répète ces paroles, parce que la population de Moscou ne peut pas être solidaire de cette minorité anarchiste, qui crée ces troubles (applaudissements prolongés); Moscou ne porte pas la responsabilité de la minorité qui nie l'autorité, le gouvernement provisoire, la Douma démocratique et les soviets des ouvriers, soldats et paysans.

En qualité de président de la Douma de la ville de Moscou je me joins à l'appel du gouvernement provisoire de chasser, au nom du salut de la patrie et de la révolution, toutes les dissensions, qui déchirent le pays et d'accueillir son appel à l'union de toutes les forces vivantes. La Douma de la ville de Moscou apporte toutes ses forces, toute sa raison au service de cette cause. (Applaudissements.)

## 7. RÉSOLUTION.

La conférence de Moscou qui réunit les représentants des différents partis et groupes sociaux a mis en évidence, dans ses séances du 25—28 août 1917 la pénible situation actuelle, et a adopté les conclusions suivantes :

Les acquisitions précieuses de la révolution, qui apporta à la Russie la liberté et l'égalité et lui ouvrit la lumineuse perspective de vastes réformes sociales, courent à l'heure actuelle un danger imminent. Une profonde désorganisation se manifeste dans tous les rouages de l'organisme national et menace de précipiter la patrie à sa perte au moment même où la guerre qui a coûté tant de sacrifices inestimables approchait de sa fin.

Notre armée a perdu sa force par la destruction de l'autorité et de la discipline; remplacées par la dépendance du commandement vis-à-vis des représentants élus par les différentes organisations militaires, qui prétendent exercer une action décisive dans toutes les questions militaires.

Dans la conscience des soldats, la compréhension des grands buts de la guerre et de l'intérêt vital qu'il y a pour la Russie à poursuivre cette guerre jusqu'à la victoire; à été effacée par l'infiltration dans l'armée de ces théories funestes que la continuation de la guerre n'aurait pour nous aucun sens et que la responsabilité de son déclenchement incomberait non pas à nos ennemis, mais aux gouvernements de nos alliés.

Le pays ne possède plus aucun pouvoir gouvernemental: les organes administratifs locaux ont disparu dès les premiers jours de la révolution; les organisations rudimentaires qui les ont remplacés ne sont pas en état d'assurer aux habitants les conditions élémentaires de sécurité pour leurs personnes et pour leurs biens.

Il n'y a plus ni droit ni justice, car le droit et la justice sont foulés aux pieds par les dites organisations qui se sont emparées du pouvoir, mais n'ont au fond que d'étroites visées de parti.

Le cours normal de la vie économique a été entravé, non seulement par les difficultés provenant de la guerre, mais aussi par la baisse de la productivité du travail. On distingue les tendances déplorables de certains groupes qui, sous couleurs de lutte de classes, n'agissent que dans un but étroit et égoïstement intéressé. Dans l'industrie et à la campagne, ces tendances entraînent rapidement l'anéantissement des richesses nationales et exposent à un danger prochain l'avenir économique du pays, en désorganisant son approvisionnement. Ce mépris dont font preuve les intérêts particuliers à l'égard de l'intérêt général se fait sentir précisément à l'époque où la guerre réclame impérieusement

le concours de toutes les forces individuelles pour le travail commun ainsi que le plus grand esprit de sacrifice. Il entraîne l'ébranlement complet du système financier de l'Etat et le renchérissement fantastique des marchandises. Une partie considérable de la population est arrachée au labeur productif et pèse lourdement sur les ressources de l'Etat. Tandis que la quantité de monnaie en circulation augmente continuellement, la population est menacée du froid et de la faim, les marchandises disparaissent du marché, l'industrie se meurt et l'activité des transports s'affaiblit de jour en jour.

A un moment aussi tragique pour la Russie, les différentes nationalités qui la composent élèvent des revendications qui dépassent de beaucoup leurs véritables besoins, et choisissent cet instant de danger mortel pour la Patrie commune pour déchirer les liens qui nous unissent depuis des siècles.

Le moment est venu, il faut l'avouer en toute sincérité, où le pays, s'il continue dans cette voie, se verra fatalement précipité dans la ruine. Le gouvernement, conscient de son devoir envers la patrie, doit avouer qu'il l'a mal dirigée, que le chemin adopté doit être irrévocablement abandonné.

Les causes et les origines du mal sont manifestement visibles. La situation actuelle doit être attribuée au fait que les révolutionnaires ont substitué aux grands problèmes généraux du pays des rêves irréalisables, qu'ils nomment socialistes, alors qu'ils désavouent la vraie doctrine et répètent les erreurs commises par leurs prédécesseurs occidentaux, il y a 50 ans ou 100 ans. Dans leur foi aveugle en des théories abstraites, ces partis ne voient pas que le chemin où ils conduisent le peuple va au-devant des souhaits de l'ennemi. Tandis qu'ils désorganisent l'armée et la flotte, aiguïsent la lutte des classes, plongent le pays dans l'anarchie, favorisent les prétentions exagérées des allogènes en préparant par ce moyen la désagrégation de l'arrière pour le jour de l'invasion allemande, provoquent la méfiance des alliés à l'égard de la Russie libre et fléchissent par là leur désir de nous soutenir, les révolutionnaires réalisent inconsciemment les plans de l'adversaire, préparent la même atmosphère de trahison et de félonie qui fut la raison de la chute du tsarisme, et favorisent les instincts de *pogroms* ainsi que les conspirations contre-révolutionnaires.

Il n'est plus possible de retarder les grandes mesures indispensables. Pour le salut de la patrie et de la jeune liberté, il importe que le gouvernement abandonne tout de suite les utopies, qui entravent son œuvre; qu'il entre en lutte énergique avec les exagérations dangereuses qui ont semé leur germe dans les différents domaines de la vie nationale: dans

l'armée et la flotte, dans la politique extérieure, dans les rapports sociaux, dans l'industrie et les finances, dans la question agraire et celle des nationalités. Dans l'armée il est urgent de rétablir la discipline et l'autorité des chefs. Il faut réveiller à nouveau la compréhension des intérêts nationaux de la Russie et la confiance dans nos vaillants alliés, dont le secours nous est indispensable en ces jours de faiblesse temporaire. Le pouvoir central doit devenir fort et uni; il doit mettre fin aux menées des différentes institutions et sociétés dans le domaine de l'économie publique, reconstituer ses organes exécutifs et par leur intermédiaire vaincre l'anarchie et le chaos; rétablir la sécurité de la vie et de la propriété, celle de l'exercice des droits politiques et civiques acquis par la révolution. Que la conscience du danger commun qui menace de l'extérieur et que le sentiment du devoir par rapport aux problèmes de la liberté nationale à l'intérieur, mettent une prompte fin aux excitations et aux haines nourries par la lutte des classes, que l'union nationale renaisse sur la base de l'esprit de sacrifice de chacun et de tous, en se fondant sur la liberté et la fraternité! Les revendications des allogènes doivent se ramener à la loi et au droit, afin que l'unité nationale ne soit pas compromise. Il faut laisser à l'Assemblée Constituante la compétence de définir les principes de l'existence future de l'Etat russe et de réaliser les réformes sociales essentielles. Jusque là aucune fraction de la population ne doit se permettre la prétention de représenter à elle seule la volonté du peuple entier.

Seul, un gouvernement qui ne mette pas les aspirations de parti avant les besoins de la nation, peut encore sauver le pays du précipice dont il s'approche. Mais seul pourrait être impartial un gouvernement qui saurait demeurer indépendant de tout comité, conseil et autres organisations semblables. Un tel gouvernement pourrait seul compter sur la sympathie et l'appui du peuple tout entier et grouper autour de lui non seulement les couches supérieures qui se rallient par les programmes communs de leurs partis, mais aussi les couches profondes des masses non-organisées. Enfin, ce n'est qu'un pareil gouvernement qui pourrait garantir à la population la plus grande liberté des élections à l'Assemblée Constituante. Mais seule, l'Assemblée Constituante sera en mesure d'exprimer la volonté réelle de la nation et de poser les bases de la gloire future de la libre Russie.

Aux diverses époques des plus grandes épreuves nationales, alors que tout semblait perdu, la Russie a été guérie grâce au bon sens de son peuple. Ainsi il y a 300 ans, lorsque la patrie était menacée de l'invasion ennemie, apparurent à Moscou des gens très simples et modestes, qui sauvèrent le pays. C'est à ceux qui se trouvent au cœur

même de la Russie que nous adressons notre appel. Secouez votre timidité, vous, citoyens de l'Etat russe, dispersez le brouillard empoisonné dont l'ennemi cherche à vous aveugler. Songez que la révolution n'est pas un moyen pour s'enrichir individuellement, mais un appel pour toutes les couches de la population au travail, à l'esprit de sacrifice, à la vaillance. Rendez à la Russie sa ferme volonté d'être heureuse et grande, ne rendez pas vaine l'offrande de tant de millions de ses fils. Faites le dernier effort national. Le sang de ceux qui sont tombés vous implore. N'ignorez pas vos héros! A la veille d'une vie nouvelle, alors que se décide le sort des générations futures, montrez à vos enfants et aux enfants de vos enfants, le bel exemple qui vous a été montré par vos pères!

## *LES PARTIS POLITIQUES EN RUSSIE.*

Le régime autocratique, qui s'est maintenu plus longtemps en Russie que dans les autres pays d'Europe, a imprimé un cachet particulier au développement de la vie politique du pays. Seules les personnalités qui y étaient spécialement invitées par le gouvernement Central pouvaient faire de la politique un métier. Toute tentative de la bourgeoisie de s'immiscer dans la vie politique du pays était considérée comme une atteinte illégale aux compétences et aux prérogatives du gouvernement. Dans ces conditions, la création et l'existence de partis politiques en Russie étaient choses impossibles. C'est ainsi qu'avant la révolution de 1905 il n'y a eu en Russie que deux partis politiques régulièrement organisés, à savoir le parti des social-démocrates et celui des socialistes-révolutionnaires. Ces deux partis avaient un caractère nettement conspirateur et exerçaient une propagande socialiste et révolutionnaire parmi les ouvriers et les paysans. Comme ils ne fonctionnaient pas publiquement à l'état de partis politiques, ils ne pouvaient pas avoir une influence directe sur la politique intérieure et extérieure du pays. Tous les éléments qui ne faisaient pas partie intégrante de ces deux partis sus-mentionnés, se répartissaient en deux camps amorphes et non-organisés: les libéraux et les conservateurs, où l'on remarquait un bariolage extraordinaire quant aux classifications locales et individuelles.

La révolution de 1905 a donné au pays la Douma d'Empire. La création d'un parlement en Russie a eu pour corollaire nécessaire la formation de partis politiques ayant une existence publique. Ces partis se sont même groupés très rapidement; mais les conditions anormales de la vie nationale n'ont pas été sans influencer la composition et le programme de ces partis. Ni le parti des « Konstitutionnels-démocrates » (nommé, en raison des deux lettres initiales, le parti des K.-D., cadets), ni l'union du 17 (30) octobre (date du manifeste sur l'introduction de la Constitution), parti désigné sous le nom de parti des octobristes, ni l'un ni l'autre de ces deux partis n'ont été, en ce qui concerne leur programme et leur composition, le reflet d'une tendance politique nettement déterminée. Le programme de ces deux premiers partis non socialistes de Russie, de même que l'activité qu'ils exercèrent, avait quelque chose d'hésitant, d'affecté et de trop théorique. A la même époque, en 1905, les

partis socialistes (les social-démocrates et les socialistes-révolutionnaires) se sont présentés dans l'arène politique. Ils ont développé au sein de la Douma les articles de leur programme qui avaient été élaborés bien avant 1905. Mais, en ce qui concerne l'organisation des partis, la position des partis socialistes à la Douma se présentait sous un jour très incertain. Le pouvoir Central voulait bien supporter la présence des députés socialistes à la Douma mais, en aucun cas, il ne voulait tolérer l'existence de partis socialistes organisés dans le pays. Il en est résulté une situation curieuse et anormale :

Les députés socialistes avaient l'autorisation de développer leur programme dans l'enceinte de la Douma, pendant qu'à l'extérieur leurs électeurs étaient exposés à toutes les persécutions possibles de la part de la police. Puis, peu à peu, ces persécutions policières pénétrèrent jusque dans les murs de la Douma et il arriva que même les députés socialistes étaient traduits en justice. Ce procédé a eu pour conséquence de faire disparaître totalement les socialistes-révolutionnaires de la troisième Douma d'Empire. La fraction des social-démocrates s'était maintenue à la Douma, mais leurs relations avec leur parti devenaient toujours plus difficiles car la social-démocratie continuait à être considérée comme un « groupement criminel ».

À la Douma se constitua la fraction des « Troudovikis » (travailleurs) qui, en réalité, ne s'appuyait pas sur le parti du même nom, parti factice et presque inexistant, mais qui recherchait l'appui du parti des socialistes-révolutionnaires.

*La période de 1905 à 1917* a été employée par les partis politiques surgis en 1905 à se constituer définitivement, à élaborer et à fixer dans le détail leur programme et leur tactique, enfin à tenter de conquérir une influence prépondérante. L'activité de la Douma a familiarisé les députés avec le mécanisme de l'Etat et avec tous les devoirs qui incombent à ce dernier. Chacun des partis énumérés se forma une opinion particulière à l'égard des questions qui touchent à l'existence de l'Etat.

En outre quelques nouveaux groupements se formèrent, en particulier à l'extrême droite de la Douma. Ces nouveaux partis — les « nationalistes », les « conservateurs modérés » et les « conservateurs extrêmes » — dont les opinions divergeaient moins sur les questions de programme que sur des problèmes tactiques, complétaient le bariolage de la Douma d'empire, dans laquelle se synthétisaient en quelque sorte toutes les tendances politiques du pays.

*La révolution de 1917*, en modifiant le régime politique du pays, a entraîné avec elle d'importantes transformations dans la composition et dans les programmes des partis russes. Les groupements politiques qui

constituaient l'extrême droite de la Douma ont disparu complètement. L'union des «octobristes» a changé son nom (il s'est baptisé du titre de «parti libéral-républicain») et a modifié son programme.

Le parti des «constitutionnels-démocrates» a gardé son nom (le second titre officiel du parti est: «parti de la liberté du peuple»), mais il a modifié quelques points de son programme. Enfin on vit se produire une fusion entre le parti des «troudovikis» et celui des socialistes-révolutionnaires.

D'autre part, les divergences entre les différents courants auxquels se ralliaient les partis socialistes définitivement entrés dans la vie politique publique, ces divergences se sont si fortement accentuées qu'on a vu parfois deux ou même trois partis autrefois séparés apparaître sous le même drapeau.

Si, avant 1917, il était de mise de considérer les partis politiques en Russie d'après leur représentation à la Douma d'empire, depuis 1917 il est opportun de les distinguer les uns des autres en tenant compte des listes électorales qui ont été élaborées pour les élections à la Constituante. Si l'on procède ainsi, on peut considérer qu'il existe en Russie à l'heure actuelle les partis politiques suivants:

1. *Les socialistes-révolutionnaires:*

Subdivision:

- A. L'aile droite.
- B. Le centre.
- C. L'aile gauche.

2. *Les social-démocrates:*

Subdivision:

- A. Le groupe «Edinstvo».
- B. Les Menchevikis:
  - a) Les Menchevikis qui se placent sur le terrain de la défense nationale et de la coalition avec la bourgeoisie progressiste;
  - b) le groupe Tchkeïdze-Tsereteli;
  - c) les Menchevikis internationalistes.
- C. Les Bolchevikis.

3. *Les populaires-socialistes.*

4. *Le parti constitutionnel-démocrate.*

5. *Les partis libéral-républicain et radical-démocrate.*

Analysons maintenant brièvement les partis que nous venons d'énumérer.

## 1. LE PARTI DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES.

### Généralités.

Le parti de ce nom est né en 1899. Entre les années 1870 et 1890 il a bien existé un parti «Narodnaïa Volia» («La Volonté du Peuple») qui a disparu plus tard. Beaucoup de ses partisans se sont rattachés ensuite au parti socialiste-révolutionnaire. Ce parti est un parti socialiste. Jusqu'au début de la guerre mondiale ses représentants faisaient partie du bureau de l'internationale socialiste. Le parti comme tel était membre de l'Internationale et reconnu officiellement par elle comme un parti socialiste. Le programme de ce parti est, dans ses grandes lignes, élaboré sur le modèle des autres programmes socialistes. Un des articles déclare expressément :

« Le parti des socialistes-révolutionnaires en Russie se considère comme une division de l'armée du socialisme international. Il exerce son activité selon l'esprit des intérêts généraux de la lutte engagée par cette armée et dans les formes qui correspondent aux conditions concrètes des réalités russes. »

Dans un autre article du programme du parti nous lisons :

« La réalisation complète du programme du parti, c'est-à-dire, l'expropriation des richesses capitalistes et la réorganisation de la production et de l'ensemble de l'ordre social sur des bases socialistes présuppose une victoire décisive de la classe ouvrière organisée dans les cadres du parti socialiste-révolutionnaire et, si cela apparaît nécessaire, l'établissement d'une dictature révolutionnaire provisoire. »

En ce qui concerne le régime politique et le mode de gouvernement le programme du parti socialiste-révolutionnaire postule ce qui suit :

« La république démocratique, au sein de laquelle il faut accorder la plus large autonomie aux diverses provinces ainsi qu'aux communes urbaines et rurales; l'usage le plus étendu du principe fédératif dans les rapports entre les diverses nationalités auxquelles il faut reconnaître, sans réserve, le droit de décider elles-mêmes de leur sort. . . .

L'introduction de la langue maternelle (le dialecte des populations locales) dans toutes les institutions locales, sociales et nationales. . . .

Dans les arrondissements où la population est mélangée, toute nationalité a droit à émarger au budget, proportionnellement à son importance numérique, pour les besoins de l'instruction publique et du développement de sa culture propre et elle peut librement disposer de ressources ainsi recueillies suivant le principe de l'administration autonome. »

Sur ce dernier point le programme des socialistes-révolutionnaires se rapproche des programmes de tous les partis socialistes. Où leur

conception diffère nettement de la conception générale du socialisme marxiste, c'est essentiellement en ce qui concerne le fondement philosophique du programme du parti et la solution de la question agraire.

Quant au *fondement philosophique* de leur programme, les socialistes-révolutionnaires, partisans de la théorie du progrès formulée et imaginée par le sociologue russe Mikhaïlovski, se séparent des marxistes orthodoxes sur la question de l'importance du rôle de l'individu dans le progrès social de l'humanité. Tandis que ce rôle est limité, pour les marxistes, par la formule: «L'existence détermine la conscience», l'école Mikhaïlovski défend, aux côtés des socialistes-révolutionnaires, l'opinion que «l'existence» et «la conscience» sont des éléments de progrès qui ont des droits identiques. Cette idée est formulée comme suit dans les hypothèses philosophiques du programme du parti socialiste-révolutionnaire:

«Le progrès social de l'humanité, qui trouve son expression dans la lutte pour l'établissement de la solidarité sociale et pour un développement universel et harmonique de la personnalité humaine, ne prévoit pas simplement le développement de l'antagonisme impersonnel des classes mais aussi l'intervention de champions conscients de la vérité et de la justice. La condition indispensable du progrès social, c'est l'accroissement de la puissance humaine sur les forces de la nature, correspondant à l'accroissement de la population et à l'augmentation des besoins du peuple.»

Tout en reconnaissant à l'individualité le caractère d'un élément essentiel du progrès, le parti des socialistes-révolutionnaires souligne naturellement la circonstance suivante:

«La Russie d'aujourd'hui offre toute une série de particularités qui résultent essentiellement de son histoire, de sa situation territoriale, de la place qu'elle occupe dans la vie internationale.»

Partant de ce principe, le parti propose la solution suivante de la question agraire.

(Troisième point du programme du parti.)

«Dans le domaine de la réorganisation des conditions agraires, le parti des socialistes-révolutionnaires s'efforce, dans l'intérêt du socialisme et de la lutte contre le système bourgeois de la propriété privée, de s'appuyer, en ce qui concerne le «Mir» et le travail agricole, sur les traditions et les coutumes de la classe agricole russe, et tout particulièrement sur la conviction, répandue parmi elle, que le sol et la terre ne sont la propriété de personne et que seul le travail octroie le droit d'utiliser le sol. En conformité avec sa conception générale des devoirs de la révolution dans le pays, le parti prendra fait et cause pour la socialisation du sol, c'est-à-dire, pour l'exclusion du sol des transactions commerciales et pour la transformation des terres, qui sont aujourd'hui la propriété d'individus ou de groupes d'individus, en propriété collective du peuple. Cela sur les bases suivantes: Toutes les terres seront soumises à l'administration des organisations cen-

trales et locales du gouvernement du peuple se gouvernant lui-même, en commençant par les associations communales, agricoles ou citadines, organisées démocratiquement, sans privilèges de caste, jusqu'aux institutions régionales et centrales. Ces organisations auront, entre autres, pour compétences: de répartir le sol entre la population, de coloniser, d'administrer les fonds de réserve, etc. L'utilisation du sol doit se faire à parité et doit correspondre à la somme de travail fourni, c'est-à-dire, que la norme de consommation est fixée sur la base du travail fourni par les individus ou par les associations. Au moyen d'un impôt spécial le sol fournira une rente qui sera employée à des buts d'utilité publique. L'utilisation des biens ruraux et des biens dont l'importance sort du domaine local, comme les grandes exploitations forestières, les pêcheries, etc., sera réglée, comme il convient, par les organes administratifs supérieurs. Les richesses du sol restent la propriété de l'Etat.

La transformation du pays en propriété de la communauté s'opèrera sans indemnité (aux propriétaires actuels). Les personnes lésées par cette transformation, équitable en fait, n'ont que le droit de recourir aux secours publics pendant le temps qui leur est nécessaire pour s'adapter aux nouvelles conditions d'existence. »

Avant la révolution de mars 1917, la question tactique relative à *l'emploi de la terreur* était un motif de violent désaccord entre les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates. Alors que ces derniers ne reconnaissaient comme admissible que la terreur collective, c'est-à-dire, la rébellion, les socialistes-révolutionnaires reconnaissaient aussi la terreur individuelle organisée comme un moyen de combat contre le tsarisme.

Le parti des socialistes-révolutionnaires se compose aujourd'hui de trois groupes, qui, à la vérité, reconnaissent le programme général du parti mais ne sont pas d'accord entre eux sur les questions de politique intérieure et extérieure.

Ces groupes sont:

#### *A. L'aile droite des socialistes-révolutionnaires.*

Leaders: *Argounoff* et *Savinkoff*. Organe principal «*Wolia Naroda*» («La Volonté du Peuple»), rédigé par *Sorokine*, *Onipko*, *Goukowski* et *Savinkoff*. Cette fraction est issue de la fusion de l'aile droite des socialistes-révolutionnaires avec le parti des *Troudovikis*. C'est à ce groupe que se rattache la «Grand-mère de la révolution» *E. Brechko-Brechkowskaïa*. Dans le domaine de la *politique actuelle*, ce groupe préconise la continuation de la guerre, en plein accord avec les alliés, jusqu'au triomphe de l'idéal commun de l'Entente: l'écrasement du militarisme prussien et la réalisation d'une paix démocratique durable.

En *politique intérieure* ce groupe insiste en faveur de la coalition honorable avec les partis bourgeois progressistes, en faveur de la con-

vocation immédiate de l'Assemblée Constituante et de la réalisation successive du programme du parti.

Après le coup de force bolcheviste de novembre 1917, l'aile droite des socialistes-révolutionnaires a été exposée à des persécutions particulièrement violentes de la part du «Conseil des commissaires du peuple». La «Wolia Naroda» ne paraît plus, les leaders du parti, Kerenski et Savinkoff, sont obligés de se tenir cachés.

### *B. Le centre du parti socialiste-révolutionnaire.*

Chefs: *Tchernoff, Gotz, Sensinoff.*

Organe du parti: «Diélo Naroda» («La Cause du Peuple»), dont les rédacteurs sont: Tchernoff, Sensinoff et Soukhomline. La majorité des membres du comité-directeur du parti socialiste-révolutionnaire appartient à cette fraction qui est d'ailleurs, dans l'ensemble du parti, le groupe le plus important numériquement. A sa tête se trouve l'éminent théoricien et écrivain Tchernoff.

Dans les questions de *politique extérieure* l'unanimité n'existe pas dans ce groupe. La majorité des membres, dont Tchernoff fait partie, se considèrent comme des internationalistes conséquents et se rallient aux décisions des conférences de Zimmerwald et de Kienthal.

Tout en étant opposée, il est vrai, à une paix séparée avantageuse pour l'Allemagne, cette majorité exige néanmoins la conclusion immédiate de la paix générale, sans préciser d'ailleurs les voies et les moyens à utiliser et à recommander pour atteindre ce but. La minorité du centre socialiste-révolutionnaire, ayant à sa tête Gotz et Sensinoff, se place catégoriquement au point de vue de la défense nationale.

En *politique intérieure*, le centre prend fait et cause pour la convocation immédiate de la Constituante et pour la transmission du pouvoir exécutif à un gouvernement élu par la Constituante. Depuis que les élections à l'Assemblée Constituante ont assuré à ce groupe la majorité absolue, il se considère comme le successeur légalement autorisé du gouvernement. Ce groupe repousse l'idée d'une collaboration avec la bourgeoisie.

### *C. L'aile gauche des socialistes-révolutionnaires.*

Leaders: *Mstislawski, Kamkoff et Natanson.* Organe principal: «Znamia Trouda» («Le Drapeau du Travail»).

Tant dans le domaine de la *politique extérieure* que sur le terrain de la *politique intérieure*, ce groupe partage les opinions des social-démo-

crates bolchevikis et il soutient leur activité. Les terroristes bien connus Maria Spiridonowa et Bitsenko se rattachent à ce courant.

On peut encore ajouter, comme conclusion, que les organisations nationales suivantes se rattachent au parti socialiste-révolutionnaire et font corps avec lui:

- a) L'organisation socialiste lettone.
- b) Le parti ouvrier socialiste juif «Serp» (leader: Jitlowsky).
- c) Le parti socialiste-révolutionnaire mahométan.
- d) Le parti arménien « Dachnaktzoutiun ».

## 2. LE PARTI DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE.

### Généralités.

Ce parti a été fondé en 1898. Son programme a été accepté, en 1903, au cours du deuxième congrès du parti. Les membres les plus anciens du parti sont *Plékhanoff* (†), *Deutsch*, *Wéra Sassoulitch* et *Axelrod*, qui ont été les agents de l'union du parti avec l'organisation socialiste, autrefois active en Russie, «*Zemlia i Volia*» («Terre et Liberté») et le «*Groupa Osvobodjénia Trouda*» («Le groupe de l'affranchissement du Travail»). Le parti social-démocrate se place sur le terrain du marxisme; son programme est analogue à celui des autres partis du même nom. Ainsi nous lisons dans un programme cette phrase:

« La social-démocratie russe, se considérant comme une partie de l'armée du prolétariat universel, poursuit le même idéal que les social-démocraties des autres pays. »

Ce parti appartenait à l'Internationale et avait son représentant au bureau socialiste international.

Touchant la question *nationale*, le parti pose les principes suivants:

« § 9. Droit de chaque peuple de déterminer ses destinées et de constituer un Etat.

§ 8. La population doit avoir le droit de recevoir l'enseignement dans sa langue maternelle, ceci aux frais de l'Etat et par les soins d'organes administratifs autonomes; chaque citoyen doit avoir le droit de se servir de sa langue maternelle dans les assemblées publiques; toute langue parlée par le peuple doit pouvoir être utilisée, comme celle de l'Etat, en ce qui concerne toutes les institutions locales, sociales et nationales.

§ 3. Administration locale autonome très étendue; administration régionale autonome pour les contrées qui se distinguent par des conditions de vie et une composition de la population particulières. »

Le programme agraire du parti trouve son expression dans les principes suivants:

« 1<sup>o</sup> Suppression de toutes les restrictions atteignant la personnalité ou frappant l'usage des biens matériels, dans la situation des paysans.

2<sup>o</sup> Suppression de toutes les obligations pécuniaires ou autres qui résultent de la situation inférieure faite aux paysans; annulation de toutes les redevances résultant d'obligations contractées par eux qui présentent le caractère de corvées.

3<sup>o</sup> Confiscation des terres des églises, des couvents, des apanages et de la couronne; remise de ces terres, ainsi que des domaines de l'Etat, à de grands organes d'administration locale autonome, dont le champ d'action embrasse celui des municipalités et des zemstvos. Les terres nécessaires au fonds de colonisation ainsi que les eaux et forêts qui présentent un intérêt général seront mis à la disposition de l'Etat démocratique.

4<sup>o</sup> Saisie des domaines ruraux appartenant à des particuliers, à l'exception des petites propriétés; remise de ces terres à des organes désignés par les administrations locales autonomes et élus d'après les principes démocratiques; les administrations locales fixeront le minimum de la proportion des terres à confisquer.

Le parti social-démocratique ouvrier, tout en soutenant l'action révolutionnaire des masses rurales, y compris la confiscation des domaines seigneuriaux, s'opposera énergiquement à toutes les tentatives en vue de ralentir le développement économique. Le parti s'efforcera, en cas de victoire de la révolution, de remettre les territoires confisqués aux institutions démocratiques de l'administration locale autonome; toutefois, au cas où les conditions seraient défavorables à cette opération, il se prononcerait pour la répartition des domaines seigneuriaux entre les paysans en vue d'y faire régner la petite propriété ou encore de compléter et d'arrondir les petites propriétés. Dans tous les cas et en tout état d'une réforme démocratique, le parti s'efforcera de développer et de fortifier l'organisation de classe du prolétariat agricole, de montrer à celui-ci que ses intérêts sont absolument inconciliables avec ceux de la bourgeoisie rurale, de le mettre en garde contre la tentation de se laisser aller à la petite propriété — qui, vu le système actuel de production des marchandises, ne pourrait obvier à la misère des masses, — et finalement de lui montrer la nécessité d'un bouleversement social absolu. »

Comme nous l'avons mentionné, le programme du parti fut sanctionné en 1903 par le congrès du parti. On a vu surgir depuis lors, à l'intérieur du parti, certaines divergences, provoquées au début par des questions internes. C'est ainsi que l'on discuta vivement au congrès de 1903 la question de savoir qui aurait le droit de se considérer comme membre du parti. Un des courants, dirigé par Lénine, concluait à la nécessité de conserver au parti un caractère rigoureusement marxiste, et de ne considérer comme membre que les personnalités appartenant à une organisation active du parti. Une autre opinion insistait au contraire pour admettre toute personne approuvant le programme du parti, alors même qu'elle n'appartiendrait pas à une organisation. Cette tendance s'appuyait sur le principe démocratique, qu'elle voulait voir mis à la

base de l'organisation du parti ouvrier. Au congrès de 1903, le courant autoritaire prit le dessus; la majorité se rangea du côté de Lénine. C'est pourquoi on l'appela celle des *bolchevikis* (majoritaires) en opposant aux *menchevikis* (minoritaires), qui conservaient leur point de vue. Dans la suite l'écart entre ces deux tendances ne cessa de s'accroître. Il s'étendit des questions d'organisation à la tactique à suivre. Les bolchevikis préconisèrent de plus en plus la conspiration et le boycottage des élections de la Douma, tandis que les menchevikis s'efforçaient de s'appuyer sur les masses du prolétariat conscient. En 1908 et 1909, on vit apparaître chez les menchevikis une tendance réclamant la dissolution de l'organisation secrète du parti et la formation d'associations ouvrières légalement constituées; à la tête de ce mouvement se trouvaient Martoff, Martynoff et Potressoff. Au contraire, l'activité des bolchevikis prenait toujours davantage le caractère d'une conspiration, ce qui ne laissa pas de leur aliéner les plus éminents d'entre les membres du parti. A la veille de la guerre, en 1914, les chefs ayant pris part à la Conférence de Bruxelles, Plékhanoff, Martoff, Axelrod, etc., se déclarèrent solidaires et décidèrent de mettre à l'arrière-plan les sujets de discussion qui les divisaient en vue d'entamer une lutte commune contre Lénine et la tactique des bolchevikis.

Le conflit universel empêcha de réaliser ce dessein. Il fit surgir à l'intérieur du parti de nouvelles divergences, provoquées par l'attitude à adopter à l'égard de la guerre. Une partie comprenant presque tous les bolchevikis conduits par Lénine et un groupe de menchevikis dirigés par Martoff, Martynoff et Axelrod, adopta une attitude internationaliste s'inspirant des décisions de Zimmerwald et de Kienthal. Une autre fraction menée par Plékhanoff, et à laquelle se rallièrent quelques bolchevikis, fit ressortir la nécessité de la défense nationale et de la lutte contre le militarisme prussien.

Actuellement le parti social-démocrate comprend trois tendances :

A. Le groupe *Edinstvo* (l'unité). Chef: G. V. Plékhanoff (†). Organe: «*Edinstvo*», rédigé par Plékhanoff. A l'extérieur, ce groupe proclame la nécessité de la défense nationale, de la continuation de la guerre et de l'entente avec les Alliés, jusqu'à l'écrasement du militarisme prussien et l'obtention d'une paix démocratique. A l'intérieur il recommande l'entente avec les partis bourgeois, la création d'un gouvernement fort et la convocation immédiate de la Constituante. Ce groupe combat ouvertement les bolchevikis. Après la révolte bolcheviste, le journal *Edinstvo* dut suspendre momentanément sa publication. Plékhanoff et ses compagnons furent déclarés traîtres à la révolution et complices de la bourgeoisie. Ils furent violemment attaqués dans l'organe des so-

viets. Au point de vue numérique, le groupe Edinstvo est encore insignifiant. D'après les nouvelles reçues jusqu'ici, il ne serait pas parvenu à faire passer un seul député à la Constituante.

B. *Les Menchevikis*. Ce groupe se divise, lui aussi, en trois fractions :

a) La plus proche de Plékhanoff est celle dirigée par Potressoff, dont l'organe est le *Dien* (Le Jour) ; elle ne s'écarte des idées de Plékhanoff qu'en ce qu'elle insiste moins sur la nécessité d'une paix victorieuse ; elle combat avec énergie la politique des bolchevikis.

b) Le groupe Tchkeïdze et Tsereteli adoptait au début de la révolution les opinions et la tactique des internationalistes (voir c) ; plus tard, il se rapprocha du groupe Potressoff ; après la révolution il tente de publier les «Nouvelles du soviet de la première convocation».

c) Le groupe de *menchevikis internationalistes*. Chefs : Martoff, Martinoff, Axelrod. Organe principal : *Rabotchaïa Gazeta* (Journal des ouvriers) rédigé par Martoff, Martinoff et Semkowski. Au point de vue de la *politique intérieure*, ils s'opposent à la domination des bolchevikis, mais sans posséder un programme bien déterminé. Ils repoussent aussi bien l'alliance avec la bourgeoisie que le transfert du pouvoir aux soviets. En général ils sont partisans de la Constituante, où ils ne sont toutefois que faiblement représentés.

C. Les *Bolchevikis*. Chefs : Lénine, Sinovieff, Trotzki et Lounatcharski. Principaux organes : la *Pravda* (Vérité) dirigée par Lénine, et *l'Isvestia*, du comité central des soviets des ouvriers et soldats, rédigé par Sinovieff, Kameneff et Lounatcharski. La *politique extérieure*, inspirée par Trotzki, proclame la nécessité d'une paix immédiate, même au moyen d'une paix séparée ; les résultats de leur politique extérieure sont suffisamment connus. Par leur *politique intérieure*, ils s'efforcent de provoquer la révolution sociale, qui doit être accomplie immédiatement et intégralement par le prolétariat. Ils considèrent la Constituante comme un emblème de la réaction. La révolution sociale doit être accomplie par les soviets, considérés comme les véritables porte-paroles du prolétariat. Ils ont mis hors la loi la bourgeoisie, considérée comme une ennemie naturelle de la classe ouvrière.

#### Observation.

Au parti social-démocrate s'adjoignent, à titre auxiliaire, les organisations nationales suivantes :

a) le parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie ;

- b) la ligue ouvrière juive connue sous le nom de «Bund»;
- c) les organisations social-démocrates du Caucase, de l'Arménie et de la Géorgie.

### 3. LE PARTI DES POPULAIRES-SOCIALISTES.

Ce parti s'est formé lors de la dissolution de la première Douma, en se séparant du parti socialiste-révolutionnaire pour des raisons de tactique, notamment au sujet de l'emploi de la terreur. Un groupe de collaborateurs de la revue *Rouskoïé Bogatstvo* (La richesse russe), fondée par N. K. Mikhaïlowski, et comptant Korolenko, Pechekhonoff et Miakotine soutenaient avant 1906 le parti socialiste-révolutionnaire dans sa lutte et sa propagande, en leur accordant leur appui littéraire. Depuis 1906, ils proclamèrent que la lutte terroriste était un obstacle au développement normal du parti et devait être abandonnée. Le parti n'ayant point voulu admettre ce point de vue, il s'en suivit une scission et la constitution du parti des populistes-socialistes. Le programme de ce parti correspond, dans ses traits essentiels à celui des socialistes révolutionnaires, mais recommande une tactique plus modérée. Ainsi les socialistes populistes ont accepté de prendre part aux travaux de la Douma, et rejeté le terrorisme comme moyen de combat politique. Ce parti bien que se considérant comme socialiste, n'a pas adhéré à l'internationale. Dans son programme, le parti des populistes-socialistes fait valoir le rôle considérable joué par des personnalités individuelles dans l'histoire et l'importance de la *solidarité des classes*. Il s'exprime à ce sujet de la façon suivante :

« Pour nous il n'y a rien de plus élevé et de plus précieux que la personnalité humaine. C'est dans le développement général et dans le perfectionnement illimité de cette personnalité que nous voyons l'essence du progrès historique. Le but suprême de notre parti c'est de garantir à tous les hommes la possibilité de vivre complètement et librement, c'est d'assurer à chaque individualité la possibilité d'un développement harmonieux. Le parti emploiera toutes ses forces à instituer un régime social favorable à la réalisation de ce but. »

Le parti des populistes-socialistes se déclare opposé à une dictature prolétarienne :

« Il nous serait impossible disent-ils de nous rallier à cette opinion que le bien du peuple peut être obtenu sans le concours du peuple lui-même. Lorsque nous considérons tous les besoins et toutes les exigences du peuple, nous sommes obligés de reconnaître qu'il est nécessaire de réaliser l'union de toutes ses forces. Si la classe ouvrière est unie dans ce but, elle sera mieux à même de défendre ses propres intérêts. Ce n'est pas sur une dictature de

classe que nous fondons nos espérances, mais bien sur les forces et sur la volonté de l'ensemble du peuple. »

Dans le domaine de l'administration locale et régionale le parti pose les principes suivants :

(§ 3 du programme du parti.)

« . . . introduction de l'autonomie territoriale, nationale et régionale dans les parties du pays où la population en exprimera le vœu; par cette autonomie il faut entendre l'autorisation de légiférer dans les affaires locales, accordée sur des bases largement démocratiques, aux organisations administratives régionales. »

Dans le § 2 de son programme le parti pose le principe suivant :

« Introduction de l'instruction populaire obligatoire dans les écoles primaires, où l'écolier pourra recevoir l'enseignement dans sa langue maternelle. »

En ce qui concerne la question agraire, le parti des populaires-socialistes se sépare aussi du point de vue adopté par les socialistes révolutionnaires. A l'opposé de ceux-ci, les populaires-socialistes ne réclament pas la socialisation mais la nationalisation du sol et de la terre. Cette conception est exprimée en ces termes, dans le programme du parti :

« Le parti estime qu'il est nécessaire d'aspirer à la nationalisation du sol, ce qui veut dire que le sol doit être déclaré propriété de tout le peuple, de l'Etat, en d'autres termes, que les étendues agricoles ne doivent être mises à la disposition que de ceux qui, par leur travail personnel, cultivent le sol. La nationalisation des étendues agricoles et des propriétés particulières sur lesquelles se trouvent des exploitations agricoles doit être précédée de toute une série de mesures. Ces mesures auront pour but d'une part de maintenir l'exploitation des terres, d'autre part de rendre possible leur transfert dans le domaine de la propriété nationale. Les autres terres (celles du fisc, de la couronne, des apanages, des églises, des couvents et des propriétaires) ainsi que les richesses du sol et des eaux, doivent être immédiatement nationalisées. La question de savoir s'il faut accorder (aux anciens possesseurs) une indemnité pour les terres expropriées dépend, aux yeux du parti, des conditions dans lesquelles s'accomplira la réforme agraire. Le parti recommandera les conditions d'expropriation qui feront des campagnes la propriété du peuple en imposant le minimum de sacrifices possible de la part de la population travailleuse. En tout cas le parti mettra tout en œuvre pour atteindre les buts suivants :

- a) toutes les dépenses entraînées par la réforme doivent être supportées par l'Etat;
- b) les épargnes de la classe qui travaille placées sur des propriétés foncières doivent être restituées par l'Etat — aux propriétaires actuels;
- c) pour le reste l'indemnité doit être minime, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas dépasser les limites qui paraissent conformes aux intérêts de la collectivité, tout en permettant aux propriétaires fonciers de s'adapter aux nouvelles conditions d'existence.

L'administration du fonds agraire doit, pour autant que les territoires dont il s'agit n'ont pas une importance nationale, être confiée aux organes des administrations autonomes locales.

Tous les citoyens doivent avoir en principe le droit d'utiliser les terres disponibles mais il faut reconnaître un droit de propriété à la population agricole indigène. Pour rétablir l'équilibre entre les terres de diverses valeurs, les meilleures parcelles de terrain doivent être frappées d'un impôt général sur le revenu. Pour l'amélioration des terres inutilisables, une indemnité doit être accordée lorsque les terrains dont il s'agit sont incorporés à nouveau dans le fond agraire.

Le parti favorisera une politique d'état et des zemstvos à larges vues, politique qui tendra à encourager, dans la campagne, les travailleurs agricoles et particulièrement les exploitations coopératives. »

Le parti des populaires-socialistes est numériquement insignifiant. Ses membres se recrutent dans le milieu des intellectuels. Son influence sur les masses est encore faible aujourd'hui.

Les leaders du parti sont *Pechekhonoff* et *Miakotine*. Les organes du parti sont les journaux suivants: «*Narodnoïe Slovo*» (La Voix du peuple) qui paraît à Petrograd et le «*Narodnyi Socialiste*» à Moscou, ainsi que le périodique «*Rousskiia Zapiski*» (Les écrits russes), publié autrefois sous le titre «*Rousskoïe Bogatstvo*» (Richesse russe) et qui est rédigé à Petrograd par Korolenko, Miakotine et Pechekhonoff.

#### 4. LE PARTI CONSTITUTIONNEL DÉMOCRATE.

Le parti des constitutionnels démocrates, appelé aussi parti de la liberté du peuple et parti des cadets, a été fondé en 1905.

A ce parti se sont affiliés le «*Soïous Osvobojdénia*» (Union de la délivrance) et le «*Soïous Semsikh Konstitutionalistow*» (Union des constitutionnalistes de zemstvos), deux organisations actives depuis 1902.

Le programme a été adopté à l'Assemblée Constituante du parti du 21 octobre 1905. Ce programme fut révisé par le 2<sup>me</sup> congrès du parti en 1906, par le 7<sup>me</sup> congrès du 7 avril 1917 et par le 8<sup>me</sup> congrès de mai 1917.

Le *régime national* de la Russie est défini comme suit au § 13 du programme des constitutionnels démocrates:

«*La Russie doit devenir une république parlementaire et démocratique. Le pouvoir législatif doit être entre les mains des représentants du peuple. A la tête du pouvoir exécutif doit se trouver le président de la république nommé pour un temps déterminé par le Parlement et ce pouvoir exécutif doit être exercé par un ministère responsable devant ce Parlement.*»

Dans le chapitre correspondant du programme du parti constitutionnel démocrate, relevons encore les points suivants:

« La langue russe doit être d'usage courant dans les institutions centrales, dans l'armée et la marine. Dans les institutions locales, nationales et sociales, et dans les établissements d'instruction publique, qui seront entretenus aux frais de l'état ou aux frais des organes administratifs autonomes, on fera usage des idiomes locaux correspondant à la composition de la population; ainsi les droits de la langue russe et ceux des idiomes des minorités seront garantis dans la législation. On accordera à la population de quelques régions le droit de recevoir l'instruction élémentaire dans sa langue maternelle et même la possibilité de poursuivre dans cette langue une instruction supérieure.

On accordera aux plus hautes associations territoriales autonomes, aux zemstvos des gouvernements et des régions, le droit d'administrer et de légiférer pour leurs provinces, dans certains domaines de la vie intellectuelle ou économique locale.

En établissant la constitution de la république russe, il faut, suivant les désirs des populations, permettre aux unités administratives locales de s'unir entre elles ou, au contraire, de se diviser et de modifier leur frontières et leur compétences.

Les unités autonomes doivent être aussi libres de conclure entre elles des conventions définitives ou provisoires en vue de la réalisation en commun, par l'intermédiaire d'organes communs, des tâches qui sont de leur ressort.

La constitution de la Finlande qui doit garantir sa situation à part fondée sur le droit public, doit être complètement rétablie. Les affaires communes à la Russie et à la Finlande doivent être réglées au moyen d'un accord entre les pouvoirs législatifs des deux pays. »

Le parti des cadets s'est prononcé en faveur du droit des nationalités de disposer d'elles-mêmes et de poursuivre le développement de leur civilisation propre. Dans le programme nous lisons :

« La loi fondamentale de la Russie ne doit pas seulement accorder aux nationalités qui forment la population de l'Etat l'égalité civique et politique complète, mais encore leur garantir le droit de sauvegarder et de développer leur culture propre, c'est-à-dire leur garantir une liberté illimitée dans l'usage officiel de leur langue, dans la fondation et l'entretien d'établissements scolaires, d'associations et d'institutions qui ont pour tâche de poursuivre le progrès de la langue, de la littérature et de la culture nationales. »

Il faut reproduire in-extenso le 6me chapitre du programme du parti des cadets, chapitre qui est consacré au *problème agraire* :

« 1. Les terres qui sont consacrées à l'agriculture doivent appartenir à la population laborieuse qui les cultive.

2. La réforme agraire qui doit être réalisée immédiatement doit mettre fin à la soif de posséder la terre, de la population agricole.

3. Afin de donner à la propriété foncière de la population qui travaille sa signification immédiate, la loi doit introduire des mesures qui interdisent aux particuliers de se rendre acquéreur d'un lot de terrain supérieur à celui qu'ils peuvent exploiter personnellement ou de tirer du sol une source per-

manente de revenus sans travail, quand bien même cela serait dans les limites de leur capacité de travail.

4. En considération des formes multiples que revêt en Russie l'utilisation du sol, il faut tenir compte, dans la question qui s'y rapporte, du sentiment de justice, des évaluations économiques et de la volonté de la population intéressée.

Conformément à ce qui précède, cette population doit avoir de par la loi, toute liberté d'action pour maintenir, modifier ou développer le mode d'utilisation du sol qui lui paraît le plus avantageux et le plus souhaitable.

5. Toutes les associations agricoles, parmi lesquelles les coopératives communales, doivent, après la suppression des restrictions de l'Etat, de la tutelle administrative et des autres résidus de l'ancien régime, devenir des organisations de droit public dont la constitution intérieure et l'activité seront réglementées par des lois, des statuts et des conventions.

6. En ce qui concerne spécialement les associations mutuelles agricoles de paysans il y a lieu de spécifier ce qui suit:

- a) Il faut écarter de la législation toutes dispositions tendant à détruire brutalement la propriété du Mir;
- b) réunir et arrondir les propriétés dispersées, soit des particuliers, soit des communes;
- c) réglementer le départ des individus de la commune et le partage des parcelles qu'ils exploitaient afin de concilier les intérêts de ceux qui quittent la commune et les intérêts de ceux qui y demeurent;
- d) édicter dans la nouvelle législation que les membres de la commune peuvent transmettre à un tiers leur part dans la propriété collective pour autant que les intérêts du Mir n'en souffrent pas.

7. Il est nécessaire de vouer une grande attention au mouvement de migration. Ce mouvement doit être organisé par des organisations nationales et sociales. La force productrice de l'agriculture doit être augmentée au moyen d'améliorations, par l'établissement de crédits agricoles convenables, par des mesures agronomiques, par la protection et l'encouragement de la coopération, etc.

8. Les forêts doivent appartenir à l'Etat pour autant que les étendues forestières ne peuvent avoir aucune destination agricole ou qu'elles n'appartiennent pas déjà à la population qui travaille ou à des organisations sociales.

L'exploitation des richesses forestières doit se faire d'après un plan défini qui garantisse l'application exacte de l'économie forestière, la satisfaction des besoins du pays et la conservation des forêts.

L'Etat doit pouvoir disposer, en suprême instance, des forces hydrauliques et des eaux d'irrigation.

#### **Remarque.**

Les particuliers et les sociétés qui subissent directement des pertes du fait des mesures prises par l'Etat doivent être indemnisés.

#### **Principes fondamentaux de la réforme agraire.**

1. En vue de la réforme agraire, le fonds des terres nationales, dans lequel il faut comprendre aussi les anciens terrains d'apanage et de cabinet, doit être complété par l'adjonction des terres des couvents, des églises, de

la banque agricole, de la banque de la noblesse et par l'adjonction par contrainte des biens de personnalités physiques et juridiques.

2. L'expropriation par contrainte ne doit pas être appliquée aux terres des associations coopératives villageoises, ni à celles des petits propriétaires privés qui ne dépassent pas l'étendue que ceux-ci peuvent cultiver personnellement, ni aux biens des associations mutuelles qui répondent à ces conditions, ni aux propriétés, aux jardins, aux vignobles, aux jardins potagers, aux terrains de fabrique et aux terres des institutions des zemstvos et des villes ainsi qu'aux établissements qui poursuivent des buts éducatifs, sanitaires, scientifiques, et d'utilité publique.

3. Quant au reste des propriétés privées, on expropriera tout le sol qui dépasse la norme du travail personnel. Dans les régions où il n'y a pas pénurie de terres et où la population pauvre peut être normalement mise en possession de lots de terrain, on accordera aux propriétaires, qui pratiquent l'agriculture dans les exploitations autonomes, le droit de conserver leurs biens dans une proportion supérieure à celle fixée par la norme du travail personnel; mais on établira cependant une norme maximum qui ne pourra être dépassée en aucun cas. La disposition précédente ne pourra d'ailleurs être appliquée que si les autorités compétentes estiment nécessaire de conserver l'exploitation agricole en question dans son ancien état ou de ne procéder à la liquidation que par étapes successives.

4. A l'exception des territoires forestiers et des terres de ce genre qui doivent rester à la disposition immédiate des organes de l'Etat ou des organes de l'administration locale et qui doivent servir à des buts économiques nationaux et sociaux, les terres appartenant au fonds national général doivent avant tout être destinées à satisfaire aux besoins des populations laborieuses dépourvues de terrains cultivables et cela conformément aux règles ci-dessus énumérées. Les terres de fonds national qui resteront disponibles après cela pourront être utilisées par les populations mêmes de la région, ou être mises à la disposition de paysans émigrés venus d'autres régions. Si la pénurie de terres existe dans une contrée et rend impossible la répartition normale du terrain à la population locale pauvre en terres ou sans terres, l'Etat doit accorder son appui dans une large mesure aux agriculteurs qui voudraient émigrer vers d'autres contrées.

5. Il faut désigner, de par la loi, les contrées où la richesse des bois permet d'utiliser les forêts dans un but agricole. On fixera en même temps la partie des forêts qui peut être affectée à cette nouvelle destination.

6. Les normes mentionnées ci-dessus destinées à garantir des terres à la population n'en possédant que peu ou pas du tout, les normes de travail et les normes réglant l'étendue maximum de propriété qui, dans les contrées riches en réserves de terrain, peut être laissée aux possesseurs actuels qui pratiquent l'agriculture avec leurs propres ressources: ces normes seront fixées, dans chaque région, par des institutions agricoles locales et seront aussitôt confirmées par la législation.

#### Remarque.

Les normes fixant l'étendue maximum de terrain qui pourra être laissée aux exploitants doivent être établies dans les contrées que cela concerne, en se basant sur l'importance habituelle des exploitations connues sous le nom

«d'exploitations mi-travailleuses» par quoi il faut entendre les exploitations agricoles dans lesquelles à côté des ouvriers salariés, le propriétaire fournit également un travail actif personnel.

7. L'expropriation par contrainte des biens particuliers doit se faire sur la base d'indemnités fixées par l'Etat. Cette indemnité doit correspondre à la rente normale de la terre envisagée, déduction faite des gains qui peuvent résulter dans certaines contrées, où les terres sont en quantité insuffisante, des salaires trop faibles payés aux ouvriers.

C'est aux institutions agricoles locales qu'il appartient de déterminer le taux de cette rente, décision qui sera ratifiée par la loi. La somme de l'indemnité doit être calculée sur des bases très modérées quand l'étendue de la propriété est très considérable.

8. Les terres du fonds national seront mises, sans délai et de façon permanente, à la disposition de la population indigente qui doit être autorisée à les utiliser en groupements collectifs. Il faut comprendre parmi ces collectivités les communes, les coopératives et toutes les autres associations de propriétaires. Il faut tenir compte des particularités locales de la propriété existante et des désirs de la population.

9. La somme de l'indemnité doit être payée aux propriétaires actuels sous forme de bons fournis par un emprunt spécial. L'Etat doit se charger de l'amortissement et d'une partie du service de l'intérêt annuel.

L'excédent du service de la rente doit être couvert par un impôt spécial frappant les terres remises à la population. Le programme en question tient compte particulièrement des conditions de la Russie d'Europe à l'exception des quelques régions forestières où existent des conditions agraires spéciales, comme c'est le cas dans le Caucase, dans le territoire des Kirghises et des Cosaques. Pour ces régions qui ont leurs conditions économiques propres, le programme du parti sera modifié tout en encourageant ses lignes fondamentales.

Le parti constitutionnel-démocrate est en Russie le parti le plus important de ceux qui ne font pas de politique socialiste. Les intellectuels russes les plus éminents participent à son activité. Les leaders du parti sont *Milioukoff*, *Maklakoïf*, *Roditcheïf* et *Winaver*. *Kokochkine*, l'homme le mieux au courant du droit constitutionnel en Russie, et *Chingareïf* le plus distingué dans les questions budgétaires, ces deux citoyens qui, en 1918, ont été brutalement assassinés par la garde rouge, à l'hôpital de Marie à Petrograd, ont joué un rôle important dans la vie du parti. Toutes ces personnalités ont appartenu au parti depuis sa fondation et ont collaboré à l'élaboration de son programme. Les représentants les plus en vue du corps enseignant, du barreau russe et du corps des officiers ont pris une part importante à l'activité du parti des cadets.

Les organes principaux du parti sont :

A Petrograd le «*Rietch*» (La Parole) rédigé par *Hessen*, *Milioukoff* et *Petrounkevitch* et qui, après le coup de force des bolcheviks est devenu le «*Nach Viek*» (Notre Siècle); à Moscou, le «*Rousskiia Viedo-*

*mosti*» (Les Chroniques russes) le plus ancien organe du libéralisme russe publié par un groupe de professeurs de l'Université de Moscou. Le point de vue du parti des cadets est encore représenté par les périodiques suivants: «*Rousskaïa Mysl*» (La Pensée russe) qui est publié par Struwe et «*Viestnik Evropi*» (Le Messager européen). Cette dernière publication est rédigée par Slawinski. Le comité-directeur du parti publie un bulletin hebdomadaire «*Viestnik partii narodnoï svobodi*» (Le Bulletin du parti de la liberté du peuple), dont le rédacteur est Winawer.

Les bolchevikis ont déclaré hors la loi le parti constitutionnel-démocrate. Ses membres ont été l'objet de persécutions impitoyables. Kokochkine et Chingareff ont été assassinés; Milioukoff doit avoir une retraite secrète, les autres chefs du parti sont incarcérés. Malgré cela, le parti violenté poursuit, dans les limites possibles son activité et fait paraître, autant qu'il le peut, ses organes de publicité.

#### *Remarque.*

Au parti des cadets se rattachent les groupes bourgeois *mahométans* et «l'association de l'égalité des droits des *Juifs*» fondée par Grousenberg.

### 5. LES AUTRES PARTIS NON-SOCIALISTES.

A. L'ancien parti des octobristes, conduit par *Goutchkoff*, s'est reconstitué, après la révolution de mars 1917, sous le nom de «*parti libéral républicain*». Il est numériquement insignifiant et représente le point de vue de la grande bourgeoisie. Il est animé d'un esprit patriotique et ententophile.

B. Il faut encore citer le «*parti radical-démocrate*», fondé après la révolution, par *Bernatzki* et *Ejremoff*, les leaders du groupe progressiste à la Douma d'empire. Ce parti publie un quotidien «*Otetchestvo*» (Patrie).

## CHAPITRE VIII.

# LA VIE ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE ET LA RÉVOLUTION DE 1917/1918.

### Observation préliminaire.

Les statistiques concernant les conditions économiques de la Russie moderne peuvent être aisément consultées pour la période précédant la guerre actuelle dans le « Bulletin de la Chambre de commerce russe de Paris », n<sup>os</sup> 5 et 6, mai-juin 1918, et dans « l'Économic Russia, Her Actuality and her possibilities » (A. B. Leach & Co., New York 1917). En raison des nombreuses lacunes qu'offrent les données susceptibles d'être utilisées, il est actuellement impossible de faire pour la période de la guerre et de la révolution un exposé approfondi des questions de la production agricole et industrielle, des moyens de communication et de transport, du commerce privé, de l'économie politique et des finances. Ce chapitre n'a par conséquent d'autre prétention que celle de dégager les grandes lignes du développement économique de la Russie, parallèlement aux événements politiques et sociaux qui s'y sont déroulés ces dernières années.

### COUP D'OEIL RÉTROSPECTIF SUR L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA RUSSIE A LA VEILLE DU CONFLIT MONDIAL.

Recouvert d'un vernis constitutionnel, le régime féodal-autocratique tel qu'il existait en Russie avant 1914, entravait considérablement le développement naturel du pays. Il suffit, pour l'établir, de rappeler la législation arriérée des sociétés par actions, les restrictions de la circulation et les autres limitations moyennageuses apportées à la liberté des populations juives; la politique inerte, bureaucratique — nullement adaptée aux besoins modernes du trafic et de l'échange des marchandises — qui fut suivie en matière de chemins de fer, de canaux et de douanes; de même que le système fiscal absolument suranné du tsarisme, sans parler d'autres faits de toute évidence, tels que la suppression de la liberté des citoyens, les entraves au développement de la culture populaire et la lutte constante contre toute initiative sociale, lutte menée par les pouvoirs publics: tout cela devait nuire au progrès économique. Malgré cela, l'importance des ressources naturelles de la Russie, extraordinairement favorables à son développement économique, se faisait de plus en plus

sentir avant la guerre, si bien qu'en 1913 elle donnait l'image imposante de la vie économique d'un grand empire mondial. Les données géographiques économiques que nous donnons ci-dessous n'ont pas une valeur uniquement rétrospective, mais permettent des déductions pleines de promesses pour l'avenir et la capacité de développement de la Russie dès que l'ochlocratie du bolchévisme aura fait place à une saine organisation démocratique de l'Etat.

Le tableau suivant montre quel a été le commerce extérieure de la Russie durant les dix années qui ont précédé la guerre :

Années	Importation (en 1000 roubles)	Exportation	Total
1904	651,403	1,006,384	1,657,787
1905	635,087	1,077,325	1,712,412
1906	800,690	1,094,866	1,895,556
1907	847,365	1,053,010	1,900,375
1908	912,659	998,250	1,010,909
1909	906,336	1,427,674	2,334,010
1910	1,084,446	1,449,085	2,533,531
1911	1,161,682	1,591,411	2,753,093
1912	1,171,771	1,518,797	2,690,569
1913	1,374,034	1,520,135	2,894,160

L'activité de la balance commerciale de la Russie avant la guerre ne doit cependant pas induire en erreur sur la situation défavorable et l'insuffisance de la vie économique dans l'empire des tsars. A ce sujet, nous avons cité plus haut les facteurs se rattachant à la politique intérieure dont il y a lieu de tenir compte. L'exploitation extensive et la répartition irrationnelle des terres comprimèrent l'essor de l'agriculture. Nous reviendrons plus loin sur les conditions singulières qui régissent la question agraire en Russie. Le traité de commerce russo-allemand fort peu avantageux pour la Russie, dont l'Allemagne était alors le principal pays d'importation et d'exportation, exerça aussi une influence paralysante. Telle une épée de Damoclès, le blocus des Dardanelles menaçait continuellement la Russie dans ses exportations de céréales. Enfin, le réseau de voies ferrées insuffisant et le manque de moyens techniques pour l'exploitation agricole et en partie aussi pour la production industrielle, de même que les conditions défavorables du marché de l'argent, contribuèrent pour leur part à entraver le libre épanouissement des forces économiques de la Russie.

	Superficie en verstes carrées (1 verste <sup>2</sup> = 1,138 km <sup>2</sup> )	Chiffre de population	Produit moyen de la récolte annuelle en 1000 Pounds (1 pound = 16,38 kg)	Têtes de bétail (par 1000 pièces)	Chevaux (par milliers)	Porcs (par milliers)	Production en fer brut	Extraction en charbon	Production en naphte	Lignes férées (en verstes)	Canaux
Russie d'Europe	4,236,713	130,672,100	3,066,396,800 <small>(ou après d'autres calculs 3,064,287,200)</small>	32,135	21,606	11,099	146,185,696	931,525,566	—	48,399	82,428
Caucase . . .	406,517	13,081,500	312,558,500	6,183,706	2,071	1,242	—	2,300,000	493,234,335	3,667	41,303
Sibérie . . .	9,852,934	10,336,500	196,236,000	5,970,814	4,464	1,191	174,270	105,934,103	—	5,317	—
Asie centrale .	3,110,624	11,254,100	128,574,900	5,633,555	4,476	149	—	4,280,431	4,918,050	4,137	—

Remarque. Les chiffres relatifs à la Pologne et à la Finlande ne figurent pas dans ce tableau.

## *INFLUENCE DE LA GUERRE MONDIALE SUR LA VIE ÉCONOMIQUE EN RUSSIE.*

La guerre imposa à tous les Etats belligérants une transformation complète de leur vie économique. La Russie fut également soumise à ces deux lois inéluctables: En premier lieu les besoins de l'armée occupèrent le premier plan; ensuite l'appel sous les drapeaux d'une grande partie de la main d'œuvre priva le pays de la majorité de ses ouvriers.

L'entrée en lice de la Turquie au mois de novembre 1914 coupa la meilleure voie unissant la Russie à ses alliés d'occident. Il en résulta avant tout un arrêt presque absolu de l'exportation russe et, parallèlement à cet arrêt des exportations pour l'Europe, survint un accroissement énorme des importations militaires provenant du Japon, de l'Amérique, de l'Angleterre et de la France, par les voies de Vladivostok, d'Arkhangel et, plus tard, par la côte mourmane après l'établissement de la ligne du chemin de fer mourman. Cette situation eut un effet défavorable sur la balance commerciale et le cours du rouble sur les marchés étrangers; l'extension donnée à la monnaie de papier par le gouvernement tsariste contribua à la dépréciation des moyens officiels de paiement à l'intérieur du pays, de sorte qu'en 1915 et 1916, déjà, un fort renchérissement se manifesta dans la vie économique et dans la production. Les institutions sociales, les associations de Semstwo et les administrations des villes durent prendre à leur charge la plus grande partie de l'organisation économique, le gouvernement ne se sentant pas en mesure d'assumer la tâche économique écrasante qui incombe à une puissance moderne en guerre. Par suite des événements militaires (occupation de la Pologne par les Centraux), la Russie vit s'accroître ses difficultés de ravitaillement en charbon et en produits textiles, difficultés auxquelles vinrent s'ajouter encore une désorganisation complète des moyens de transport.

Années	Importation (en 1000 roubles)	Exportation	Total
1914 (1 <sup>er</sup> semestre)	808,500	729,600	1,537,100
(2 <sup>e</sup> semestre)	289,500	226,500	516,000
1915 (1 <sup>er</sup> semestre)	368,400	130,000	498,400
(2 <sup>e</sup> semestre)	770,200	271,800	1,042,000
1916 (1 <sup>er</sup> semestre)	865,500	222,100	1,087,600

Le néfaste ancien régime légua comme héritage un système économique désorganisé et des finances publiques ruinées. Autant que les

informations dont on dispose soient dignes de foi, voici comment se présente le mouvement de la dette russe pendant la guerre mondiale :

Dette de l'Etat russe	en milliers de roubles
1 <sup>er</sup> janvier 1914 . . . . .	9,888,310
» 1915 . . . . .	10,473,572
» 1916 . . . . .	18,876,731
» 1917 . . . . .	25,220,937

Les gouvernements provisoires de Lvoff et de Kerenski firent des tentatives d'organisation et leur politique économique ne manqua pas de grandeur sur certains points : il suffit pour s'en convaincre de rappeler l'introduction des différents monopoles, notamment celui du commerce des blés, puis la création d'un ministère du travail et de l'assistance sociale ; cependant, l'instabilité si caractéristique de la politique intérieure d'alors, jointe aux luttes des facteurs hétérogènes qui se manifestèrent dans la vie sociale, non seulement ne permirent point à la vie économique de reprendre son équilibre, mais augmentèrent la crise grandissante de la production, de la répartition et de la consommation des marchandises. Pour saisir la portée des événements économiques, il est donc indispensable de se bien représenter la situation politique.

Faisant valoir le caractère provisoire des pouvoirs dont il était investi, le gouvernement révolutionnaire déclara que la réforme fondamentale de l'organisation économique et sociale n'était pas de son ressort. Il prétendit avant tout vouloir laisser à l'Assemblée Constituante qui devait être convoquée plus tard le soin de régler la question agraire, d'importance capitale pour la Russie, afin de ne pas empiéter sur les prérogatives souveraines de cet organe démocratique. Durant ce temps, la révolution de mars 1917 produisit une telle commotion dans la masse des paysans qu'il ne fut plus question d'obtenir de celle-ci qu'elle se soumit d'elle-même aux volontés du gouvernement provisoire dont la forme était cependant, au point de vue juridique, parfaitement régulière. On vit de toutes parts dans les provinces commencer un partage sommaire des terres seigneuriales et autres entre les paysans, que ne réussissait même pas à remettre dans la bonne voie le commissaire agraire Tchernoff, chef du parti socialiste-révolutionnaire et, pendant un certain temps, ministre de l'agriculture dans le gouvernement provisoire.

De vastes étendues de terre restèrent d'ailleurs non cultivées ce qui, joint à la crise persistante des transports, augmenta la disette des grandes villes. Le dualisme des pouvoirs, résultant de la formation au sein des soviets ouvriers d'une opposition internationaliste-communiste contre le gouvernement patriotique libéral et ensuite contre le gouvernement so-

cialiste-révolutionnaire, ainsi que l'anarchie grandissante, paralysèrent la production industrielle. La révolution de mars 1917 fut en effet suivie d'une lutte de classes qui, adroitement conduite par les extrémistes, se répandit telle une avalanche. L'extraction des minéraux diminua de semaine en semaine, si bien que le manque de combustible et de matières premières se fit sentir toujours plus fort. Le papier monnaie introduit à forte dose dans l'organisme économique de la Russie ne tarda pas à déployer des effets désastreux. La circulation du papier monnaie qui était de 25 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 1917 (y compris les billets de banque à cours forcé) se montait au 1<sup>er</sup> septembre 1917 à 49,278,810,000 roubles. Cette augmentation prit des proportions énormes. Mais on envisageait en général cette situation comme passagère et l'on s'en remettait à la Constituante — qui devait se réunir vers la fin de l'automne 1917 — du soin de mettre un terme à cette période intermédiaire critique et, non seulement de réorganiser la vie politique de la Russie, mais aussi de reconstituer sa vie économique et sociale sur une base équitable et raisonnable. Les ressources inépuisables et les richesses naturelles du territoire de la Russie d'Europe et de la Russie d'Asie permirent d'espérer que ce pays, affranchi du joug despotique qui l'oppressait, serait en mesure de développer ses forces productives et de supporter les dommages de la guerre et les commotions de la révolution pour inaugurer une époque d'indépendance économique et de prospérité.

### *L'EXPÉRIENCE COMMUNISTE DES BOLCHEVIKIS.*

La révolution de novembre 1917 vint rouvrir violemment la blessure qui déjà se cicatrisait. Trois semaines avant la date fixée pour la réunion de la Constituante, elle renversa le gouvernement provisoire en supprimant la continuité des pouvoirs de l'Etat maintenue jusqu'alors et proclama la dictature des soviets, c'est-à-dire des organisations de la classe du prolétariat agricole et industriel. Le conseil bolchevik des commissaires du peuple se donna pour tâche à l'intérieur la suppression de l'organisation sociale et de la vie économique bourgeoise et capitaliste, ainsi que la socialisation de tous les moyens de production. Pour réaliser cette gigantesque révolution sociale, le conseil des soviets institua un régime de terrorisme comme n'en connut jamais l'histoire et opposa le principe oligarchique de l'absolutisme des classes et des privilèges du prolétariat au principe démocratique de la souveraineté du peuple, tel que l'avait établi la Constituante élue par le suffrage universel avec représentation proportionnelle.

Les tentatives de socialisation du gouvernement maximaliste usurpateur trouvèrent leur expression dans de nombreux décrets proclamant l'acquisition par l'Etat des terres, des fabriques, des mines et du commerce. Ce début extraordinaire tendant à bouleverser toute la vie économique d'un peuple de 160 millions d'âmes, par des mesures purement législatives et sans tenir aucun compte de sa situation réelle et des conditions organiques de son développement, ce début fut combattu non seulement par les représentants libéraux de la bourgeoisie et des propriétaires terriens, mais aussi par tous les groupes socialistes et par des représentants autorisés de la sociologie et des sciences économiques, notamment par Plekhanoff, le fondateur du socialisme scientifique en Russie. En fait, les expériences doctrinaires communistes que tentèrent en dilettantes Lénine et ses acolytes aboutirent à un fiasco aussi tragique que celui de leur politique étrangère. Dans le domaine agraire, le renversement des pouvoirs publics par le coup d'état de novembre et l'anarchie légale du bolchévisme ne conduisirent point à l'acquisition par l'Etat des biens fonciers et de la production agricole, ainsi que cela avait été décrété; ils donnèrent lieu à une répartition arbitraire aux paysans et sans nul système, des terres appartenant à leurs légitimes propriétaires. D'innombrables exploitations modèles, ainsi qu'un matériel immense furent stupidement détruits. Le résultat fut une forte diminution de la récolte, d'autant plus que la surface cultivée se trouvait déjà considérablement réduite, les paysans ne sachant pas exactement s'ils parviendraient à conserver les terres qu'ils avaient acquises par la violence. Mais la politique agraire démagogique des bolchevikis entraîna aussi un grave changement psychologique dans les milieux agricoles que seul des fanatiques aveuglés n'avaient pas su prévoir. Chez les paysans, devenus petits bourgeois se réveilla l'instinct conservateur et nettement hostile à tout bouleversement de la propriété. Cet état d'esprit existait déjà, avant les mouvements agraires désordonnés du bolchévisme dans les contrées de la Russie méridionale où jamais n'existèrent les communautés rurales (Mir); il se développa aussi, mais dans une mesure plus faible, parmi les paysans des communes de la Russie centrale et septentrionale<sup>1)</sup>. C'est ainsi que la répartition des terres dans la Grande-Russie d'aujourd'hui offre l'image d'une chose incohérente et chaotique. Il ne saurait être question ici ni d'une répartition équitable

---

<sup>1)</sup> Le journal de Gorki «*Nowaja Jisn*» n'a pas tort lorsqu'il dénonce l'aversion des paysans ukrainiens pour le communisme agrarien des bolchéviks comme l'un des facteurs qui ont contribué à la séparation de l'Ukraine. Il va sans dire que la politique insensée des bolchéviks joua à ce propos un rôle de non moindre importance.

tenant compte des intérêts des grandes masses de paysans pauvres, ni d'une politique agraire poursuivant un but déterminé. Phénomène caractéristique: quelques mois étaient à peine écoulés depuis le coup d'état bolchéviste, que le gouvernement de Lénine se voyait dans l'obligation de traiter les paysans russes, c'est-à-dire la plus grande majorité de la population, de « petits bourgeois réactionnaires » et de créer des « soviets spéciaux de paysans pauvres », c'est-à-dire de « Batraki », ouvriers agricoles. Cette excitation du prolétariat villageois contre les paysans hostiles à l'anarchie terroriste du bolchévisme fit naître une indignation violente et justifiée au sein du parti ayant eu la majorité à la Constituante dissoute, le parti socialiste-révolutionnaire. Ces conditions pourraient expliquer l'aide que, dans bien des contrées, les paysans prêtèrent aux Tchéco-Slovaques.

Les tentatives des commissaires du peuple pour socialiser la production industrielle échouèrent elles aussi piteusement. Ici non plus, on ne se basa ni sur des données économiques concrètes ni sur des expériences pratiques. Mais on publia les motions purement théoriques élaborées dans une atmosphère politique malsaine et sectaire par les intellectuels émigrés, sous forme de décrets ayant force de loi. L'absence d'organisation, le manque de moyens financiers et techniques, de matières premières et de combustible, la disparition de la discipline et de l'ardeur au travail chez les ouvriers démoralisés, tout cela eut une effroyable répercussion sur tout le pays.

La campagne contre le capitalisme non seulement ne donna aucun résultat définitif et ne fit faire aucun progrès à la révolution dans le sens de l'idéal socialiste, mais elle porta au contraire à la vie économique de la Russie un coup dont seul un labeur opiniâtre parviendra au cours des années à en atténuer quelque peu les conséquences. Par leurs espérances pleines d'insouciance, les bolchéviks ruinèrent l'aisance relative des classes ouvrières, qui cessèrent d'avoir du pain à cause de l'arrêt de l'industrie mise à sac; ils détruisirent sans raison les fabriques, les exploitations, anéantissant ainsi le patrimoine national, et les ouvriers, s'inspirant fidèlement d'une formule pitoyable: « Après nous le déluge » enlevèrent et vendirent à des prix dérisoires et au grand dommage de la vie économique du pays les accessoires des machines et les approvisionnements en marchandises; enfin, au chômage succéda bientôt une terrible pénurie de denrées dans les villes: l'arrêt de l'industrie empêchant ces dernières de fournir aux paysans les articles manufacturés qu'ils exigeaient en échange de leurs produits agricoles, vu la dépréciation de l'argent. C'est là que l'on put en quelque sorte toucher du doigt les relations compliquées qui existent dans la vie économique.

La politique financière absurde de l'autocratie bolchéviste contribua au retour du commerce d'échange tel qu'il se pratiquait primitivement; l'expérience tentée avec l'industrie fit tomber celle-ci à un niveau qu'on n'avait jamais connu si bas, à tel point que le commerce d'échange mit les millions d'habitants qui forment la population des villes dans la situation fatale de devoir beaucoup demander sans être en mesure de rien pouvoir offrir. Le contraste entre la ville et la campagne s'accrut au point de devenir un abîme infranchissable et de favoriser puissamment l'anarchie sociale. La guerre civile fomentée par les bolchéviks s'accrut de nouveaux conflits et d'expéditions sanglantes que les ouvriers entreprirent contre les campagnes pour arracher de force des céréales aux paysans.

Dans un discours qu'il tint à Moscou, Lénine dut convenir lui-même qu'une très large concession avait été faite, en faveur de l'adversaire victorieux de Brest-Litowsk, en l'exceptant de l'annulation si pompeusement proclamée de l'emprunt d'état émis par le gouvernement tsariste et bourgeois.

Tandis que les bolchéviks dilapidaient avec un sans-gêne sans égal la richesse nationale de la Russie, la politique des commissaires du peuple, fondée sur la guerre civile et la dictature militaire, anti-démocratique au plus haut degré, conduisit à isoler la Grande-Russie du Sud-ukrainien, du Sud-est cosaque et de la Sibérie. Le fait que Moscou et les provinces avoisinantes, tributaires des approvisionnements et des importations de matières premières des autres territoires de l'empire, se trouvèrent dans une détresse insupportable fait apparaître une fois de plus le lien indissoluble existant entre les actions politiques et les événements économiques. Entre temps, les besoins financiers de l'Etat communiste prenaient des proportions énormes, par suite des nombreux milliards qu'engloutissaient la garde rouge et la nouvelle bureaucratie, particulièrement nombreuse des soviets. Il résulte du budget officiel pour les mois de janvier à juin 1918 <sup>1)</sup> que les dépenses du gouvernement des soviets ne s'élevaient pas, pour le premier semestre, à moins de 17,602,727,000 roubles, alors que les recettes n'accusaient qu'une somme de 2,852,727,000 roubles. Le déficit de plus de 14 milliards et demi fut couvert par une émission de nouveau papier monnaie. Il n'est guère étonnant après cela de voir le renchérissement prendre des proportions vraiment fantastiques. Une mercuriale de Petrograd en date du 9 août 1918 mentionne entre autres les prix suivants: saucisse 18 roubles la livre, beurre de table 22 roubles, sucre 28 roubles. Il convient de

---

<sup>1)</sup> Torgowo-Promyehlemlennaïa Gazetta du 10 juillet 1918.

remarquer que les quantités disponibles pour la vente étaient totalement insuffisantes pour couvrir les besoins des villes peuplées de millions d'habitants, de sorte que les prix payés pour les marchandises obtenues en contrebande étaient de cinq à vingt fois plus élevés que les prix officiels. A Petrograd, la ration de pain dut être réduite entre temps à 50 grammes par personne; encore que ce « pain » composé de son, de paille et de sable, fût presque in mangeable. Cette catastrophe économique eut pour effet de dégriser la classe ouvrière et atteignit même les ouvriers de fabrique les plus portés vers le bolchévisme, à tel point qu'en juillet déjà on connut une résolution énergique du prolétariat de Petrograd contre les commissaires du peuple. Mais le gouvernement de Lénine qui considérait toutes les réclamations pour la convocation de la Constituante comme des manifestations de préjugés et des résidus du parlementarisme bourgeois, y répondit par un redoublement du régime terroriste, par de nouveaux massacres du peuple désespéré et affamé et . . . par de nouveaux décrets.

C'est ainsi que nous voyons la vie économique de la Russie en proie au régime bolchéviste, s'offrir à nous sous l'aspect désolant et chaotique, « bellum omnium contra omnes », d'une désorganisation complète et d'une misère profonde. Le développement du pays est retardé de plusieurs années, peut-être même de plusieurs dizaines d'années. Dans les mines, dans les fabriques, dans les ateliers règnent l'abandon et la ruine, dignes pendants des résultats atteints par la politique extérieure du bolchévisme, qui promettait au peuple ignorant des droits civiques, du pain, la paix, la liberté et l'égalité, et qui, au lieu de tout cela, le plongea dans une mer de larmes, dans la faim, les épidémies terribles, le terrorisme ochlocratique impitoyable et la dictature prétorienne des gardes-rouges.

### *PERSPECTIVES D'AVENIR.*

Etant données les fluctuations de la situation internationale au point de vue militaire, politique et diplomatique, et les facteurs sociaux en voie de formation dans la Russie, il serait osé d'émettre des prophéties sur l'avenir économique de cette dernière. Il va de soi que la réorganisation économique qui interviendra en Russie dépend avant tout de l'issue qu'aura l'intervention armée des Alliés, de la nature du pouvoir d'Etat qui doit succéder à la dictature bolchéviste et du cours que prendront les événements au sud et à l'ouest de la Russie. Ce sera un travail terriblement malaisé pour l'Assemblée Constituante, qui tôt ou tard devra se réunir, que de jeter les fondements de la démocratie russe, d'adapter

aux grands bouleversements survenus une forme juridique qui puisse concilier les aspirations nationales et le bien-être des générations à venir, de même que de réaliser une réorganisation de l'économie nationale dans son ensemble. Il sera donc indispensable de trouver dans les relations entre l'individu et l'Etat un juste milieu, qui tienne compte des conditions intellectuelles et matérielles particulières à la Russie, afin d'éviter à la fois le caractère anarchique du régime maximaliste et, d'autre part, l'action impersonnelle et opposée à toute initiative individuelle de l'état « Léviathan ». La terre doit être abandonnée aux cultivateurs, c'est là un principe que nul ne devrait plus tenter d'ébranler.

L'avenir dira si les idées agraires communistes sont appelées à jouer un vaste rôle dans ce domaine. Un travail immense devra être accompli en Russie. Il s'agit d'intensifier avec toutes les forces possibles l'agriculture dont l'exploitation est demeurée en retard, de relever le niveau de la culture générale et professionnelle des populations, de moderniser les moyens techniques de la production, de maintenir les ports à la hauteur des exigences du trafic actuel, d'établir tout un réseau d'«élévateurs», entrepôts de céréales comprenant des appareils perfectionnés de chargement et de déchargement pour le transport des grains, de rendre le crédit meilleur marché et plus accessible aux divers milieux, d'augmenter notablement l'étendue et le rendement des chemins de fer, de créer de nouvelles voies d'eau. A cela, il faut ajouter les problèmes importants et compliqués de la politique en matière de douane et de tarifs, de la création d'une flotte de commerce, de la réorganisation des banques, de l'assainissement des finances de l'Etat, de la réforme du système judiciaire et de l'assistance sociale.

La foi inébranlable dans la résurrection politique et dans l'essor vers la civilisation du peuple russe, si éprouvé, la confiance dans l'inépuisable faculté d'expansion de ses forces spirituelles et de ses biens matériels, les immenses ressources du pays et le besoin que ressentent les diverses régions du nord, du sud, de l'est et de l'ouest de la Russie de se compléter économiquement l'une par l'autre, tout cela justifie l'inébranlable espérance que nous ne cessons d'avoir, même aux heures du pire danger, aux jours du plus sombre abattement, dans une ère de liberté et de progrès dont nous voyons déjà joindre l'aurore naissante!

## CHAPITRE IX.

### LA RUSSIE ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

La Russie ne voulait pas la guerre. A la veille du conflit mondial, elle ne possédait aucun parti militaire qui eût quelque force ou disposât d'une certaine influence. Comme partout ailleurs il y avait bien dans ce pays une coterie d'aventuriers militaires souhaitant toujours la guerre, qui devait être pour eux une excellente occasion de « faire une carrière ». Par contre, tous les milieux qui disposaient d'une réelle influence sur la marche des affaires publiques se faisaient un devoir net et précis d'éviter coûte que coûte un conflit armé.

Cette tendance générale de la politique russe se manifeste avec une clarté particulière en 1913 déjà, lors de la liquidation des guerres balkaniques de 1912/13. Sasonoff, le premier ministre russe des affaires étrangères qui entrevit le rôle important que la Douma d'empire pouvait jouer dans la vie publique, travailla sans relâche durant les conférences de la paix de Londres et de Budapest à localiser le foyer d'incendie des Balkans et à l'étouffer le plus vite possible afin d'éviter un embrasement général. Non seulement M. de Giers à Constantinople, M. Schebeko à Bucarest et M. Benkendorff à Londres renoncèrent à faire prévaloir le point de vue russe et à exploiter le conflit balkanique au profit de la Russie, mais, sur les ordres que leur transmet Petrograd, ils se montrèrent disposés à toutes les concessions imaginables en faveur de Vienne et de Berlin dans l'unique but d'éviter de dangereuses complications. Au risque de perdre son prestige dans les Balkans, la Russie céda dans les questions de Skutari, de l'Albanie et de Kavalla, et quelques mois plus tard, après la conclusion du traité de paix de Bucarest, elle cédait encore dans la question de l'envoi à Constantinople d'une mission militaire allemande sous les ordres du général Lemann von Sanders. Or la tâche nettement définie de cette mission consistait à bloquer quelques mois avant le début de la guerre mondiale la seule issue que la Russie possédât sur la pleine mer et à couper ainsi la seule voie pratique de communication entre la Russie et les puissances occidentales.

Les modifications qui intervinrent en 1913 dans le corps diplomatique russe des Balkans (nomination de M. Poklewski-Kosel comme

ministre à Bucarest et de M. Sawinski à Sofia) ne furent pas seulement des changements de personnes mais marquèrent le début d'une ère nouvelle dans la politique des Balkans. Si jusqu'alors certains milieux caressaient encore le rêve d'une politique active dans la péninsule, l'automne 1913 vit s'évanouir définitivement cette illusion, la Russie prenant en considération la situation internationale et se rendant compte des dangers qui pouvaient résulter de cette politique. C'est précisément dans ce sens que des instructions furent données aux ministres Poklewski-Kosel et Sawinski. La diplomatie russe agit avec tant de prudence et tant de circonspection dans les efforts qu'elle tenta avec raison pour réconcilier la Serbie avec la Bulgarie, entre lesquelles le traité de Bucarest avait creusé un abîme, qu'à Belgrade aussi bien qu'à Sofia on parlait alors de l'impuissance totale de la Russie.

L'opinion libérale en Russie appuyait pleinement la diplomatie russe dans ces questions. Milioukoff, l'homme le mieux au courant de la question balkanique, voua tous ses efforts à la Douma et hors du parlement à combattre les tendances aventureuses de certains personnages irresponsables et à appuyer la politique prudente de Sassonoff.

Cet amour de la paix, qui en 1913 et 1914 valut à la Russie une série d'humiliations et la perte presque complète de son prestige dans les Balkans, n'avait rien de fortuit et ne correspondait pas à une tactique de circonstance. Il se rattachait au contraire à un changement bien caractérisé dans la politique intérieure de l'empire au début d'un nouveau processus, fort compliqué, dont les événements interrompirent le cours.

Avant 1913, la diplomatie de la Russie était trop peu stable et manquait d'esprit de suite, cela pour bien des raisons. Tandis que la Russie s'efforçait d'une part de consolider son alliance avec la France et d'établir des relations d'amitié avec l'Angleterre, la politique qu'elle menait d'autre part dans toute une série de questions allait directement à l'encontre de ces tendances. Dans la politique balkanique notamment, la Russie ne cessait d'espérer que l'Allemagne et l'Autriche accepteraient en fin de compte un compromis qui lui donnerait la possibilité de respirer librement et serait de nature à résoudre le problème des Balkans dans le sens du traité de Murzsteg.

Après Murzsteg cependant, des événements se déroulèrent qui furent pour la Russie autant de cruelles déceptions et lui laissèrent entrevoir clairement le résultat inévitable d'une action commune avec les puissances centrales. L'entrevue de Buchlau a prouvé que sous le couvert d'une politique d'entente l'Autriche-Hongrie s'efforçait de continuer la « poussée vers l'est ». L'attitude des puissances centrales au cours des conférences pour la paix de Londres et de Bucarest ne laissa plus aucun

doute sur le caractère agressif de leur politique au-delà même des limites balkaniques, c'est-à-dire vis-à-vis du groupement européen opposé dans son ensemble. Suivre les puissances centrales signifiait pour la Russie courir au devant d'aventures politiques qu'elle avait, comme nous l'avons dit plus haut, toujours cherché à éviter au prix des plus grands sacrifices. D'un autre côté, les conférences de Reval et de Raconigi révélèrent à la Russie que des rapports d'amitié avec la Grande-Bretagne et l'Italie lui ouvraient les vastes perspectives d'une paisible évolution. Dès 1913, la Russie fit des efforts loyaux en vue de fortifier son alliance défensive avec la France et l'Angleterre, non pas en vue d'une « politique d'encerclement », mais seulement afin d'être garantie contre le danger croissant d'une politique d'amoindrissement et d'humiliation.

En 1913 la démocratie russe entrevit une perspective de rapprochement avec les démocraties de l'ouest. L'on n'a certainement pas oublié à Paris, à Londres et à Rome l'énergie unanime que déploya la démocratie russe, pour obtenir que l'entente entre les gouvernements ne fût pas une vaine et creuse formule bureaucratique mais répondit à un lien réel et vivant.

Ce fut pour la Russie, dans le domaine économique, le début d'une période où elle secoua l'influence monopolisatrice de l'Allemagne, noua des relations plus étroites avec l'Angleterre, la France et l'Italie et donna une impulsion nouvelle à toutes ses forces productives.

Les perspectives de la Russie apparurent vraiment immenses et merveilleuses. A lui seul un tel avenir valait bien des sacrifices. Les temps semblaient venus où l'on pourrait s'affranchir du joug économique des entreprises étrangères, et l'on apercevait déjà la fin de l'odieux régime qui puisait sa force aussi bien dans l'ignorance politique et économique des masses que dans l'appui prêté « par un autocrate éclairé à ses incultes voisins ».

Cette ère nouvelle, dont l'aurore coïncidait avec les événements de 1912—13, était aux antipodes de toute idée d'impérialisme et de militarisme. Il est vrai que l'affermissement de l'alliance avec l'Angleterre et la France et le resserrement des relations amicales avec l'Italie ouvraient à la Russie des voies pleines de promesses, mais elles ne portaient aucun germe d'esprit militaire ni d'entreprise impérialiste. Cette alliance, plus encore pour la Russie que pour les démocraties occidentales, marquait le début d'une émancipation économique et politique vis-à-vis des puissances centrales.

Ces aspirations de la Russie vers une émancipation pacifique étaient ouvertement secondées par l'Angleterre et la France; l'Italie d'autre part leur était sympathique. Par contre, les puissances centrales couraient

le risque de perdre un débouché gigantesque où elles avaient jusqu'alors régné sans conteste. On se rendit clairement compte à Berlin et à Vienne que l'aide prêtée par l'Angleterre et la France à la Russie avait pour but d'augmenter la puissance productive de ce dernier pays, alors que la politique des puissances centrales ne visait qu'à l'exploiter économiquement. Aussi, dès 1913, quantité de brochures et d'articles de journaux allemands et autrichiens discutèrent avec une inquiétude croissante la question des mesures qu'il importait de prendre pour conserver la grande colonie orientale, à laquelle avaient été consacrés tant d'argent et tant d'énergie. Cependant l'avant-garde pangermaniste prêchait la nécessité de couper le mal à la racine et de déclarer une guerre préventive à la Russie sans attendre que ce pays fût organisé et modernisé.

Vaut-il la peine de mentionner à nouveau toute la littérature qui parut en Allemagne et en Autriche sur ce sujet et que connaissent fort bien tous ceux qui ont étudié l'état d'esprit qui, à la veille de la guerre, régnait dans ces deux pays? Nous dispenserons le lecteur d'une longue énumération d'auteurs et d'ouvrages. On trouvera, indiquées au commencement de ce livre, quelques-unes des œuvres qui parurent en Allemagne et en Autriche au cours de ces deux ou trois dernières années. Que ceux qui n'ont pas encore eu l'occasion de se faire une idée claire de cette question veuillent bien prendre en main une publication allemande quelconque sur la Russie pour se convaincre de l'angle sous lequel les intellectuels allemands et autrichiens considéraient les richesses naturelles du sol de la Russie et ses conditions économiques.

\* \* \*

Le conflit mondial qui éclata en 1914 était un conflit entre deux principes opposés, entre deux conceptions de politique internationale séparées par un abîme infranchissable. Dans l'un des camps, nous voyons rassemblés ceux pour lesquels, au XX<sup>e</sup> siècle encore, la force prime le droit et qui ont pour devise égoïste « Nécessité ne connaît point de loi ». Dans l'autre camp devaient se retrouver, et se retrouvèrent en effet, ceux qui voyaient dans les idées de démocratie, de solidarité internationale et dans la notion du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes l'unique chemin qui pût conduire l'humanité vers un avenir meilleur. D'un côté, ce sont les théoriciens de l'Europe centrale qui tendent à satisfaire égoïstement les aspirations d'un groupe d'état restreint, de l'autre, ceux qui préconisent la société des nations comme étant la seule garantie de l'évolution harmonique de l'humanité et l'unique possibilité de fonder sur une base solide l'édifice du droit international.

Ce ne fut pas par le fait du hasard que la Russie, dont le régime politique n'avait rien de commun avec celui des démocraties occidentales, fut amenée à se joindre à ces dernières pour former avec elles un front commun. Et ce ne fut pas non plus par le fait du hasard, que l'on vit la Russie dont, depuis de longues années, les représentants les plus autorisés répandaient des idées pacifistes, sacrifier avec enthousiasme dès les premiers jours de la guerre sur l'autel de la patrie toutes ses forces intellectuelles et matérielles. La Russie, qui avait aussi peu souhaité la guerre que les démocraties de l'ouest, comprit nettement en août 1914 que son peuple et son territoire constituaient sinon l'unique raison de la guerre, du moins l'un des enjeux les plus convoités. La Russie savait que son existence en tant qu'état libre était en danger et que dans le camp adverse on espérait bannir une fois pour toutes le « danger russe » en plaçant sous une tutelle durable l'immense territoire qui s'étend de la Vistule à Vladivostok et de la côte Mourmane à la Mer noire.

Il est hors de doute que la Russie devait avoir infiniment plus de peine à mener la guerre que les puissances occidentales. Tout d'abord militairement, la Russie n'était aucunement préparée, et le procès Suchomlinoff prouva surabondamment le chaos et la confusion qui régnaient dans l'armée russe; et cela prête un caractère presque miraculeux aux succès que les soldats russes remportèrent dans les Carpathes, en Galicie et en Prusse orientale, où ils se battirent, presque sans armes et sans artillerie, contre un ennemi supérieurement armé et fortement discipliné. Un autre facteur compliquait la participation de la Russie au conflit mondial: la masse des paysans russes, dans laquelle se recrutaient les plus gros contingents de l'armée, demeurait étrangère à toute vie politique et n'arrivait pas à saisir le but et les tâches sublimes pour lesquels le pays avait consenti tant de sacrifices. Les soldats belges, serbes, français, anglais et italiens se rendirent parfaitement compte du sacrifice que l'on exigeait d'eux; la masse des soldats russes, au contraire, accomplissait des actes héroïques plus par croyance que par compréhension; c'est l'instinct seul qui leur fit saisir la nécessité du combat. Or cette situation était de nature à diminuer la force combative de l'armée dont l'un des éléments de succès doit être avant tout une compréhension raisonnée des buts de la guerre. Cet état de chose créa d'autre part un terrain favorable à la propagande défaitiste, entreprise par des gens qui surent mettre à profit l'ignorance politique des masses, en faisant miroiter à leurs yeux le leurre d'une paix immédiate, qu'ils opposaient aux souffrances que leur réservait une guerre prolongée. Lorsqu'après la révolution de mars 1917, les masses eurent conquis une

influence directe sur la marche des événements en Russie, le résultat de cette propagande se traduisit éloquentement en manifestations, dont on trouvera au chapitre V de ce volume des spécimens caractéristiques.

Enfin, et ce fut là un troisième empêchement à la poursuite d'une guerre victorieuse, les « Allemands de l'intérieur » aussi dénommés « Allemands russes », paralysèrent dans la mesure où ils le purent la lutte contre les « Allemands du dehors ». Par « Allemands de l'intérieur » on désignait en Russie tous les cercles qui souhaitaient la victoire de l'Allemagne, laquelle devait selon eux fortifier en fin de compte le principe autocratique en Russie. Que leurs noms se terminassent en « er » ou en « off », ils espionnèrent et trahirent la Russie, se laissant aller à commettre des actes d'une déloyauté criminelle, spéculant sur l'effondrement du cours du rouble et corrompant par leurs intrigues la vie du front et celle de l'arrière. Ils menèrent dans les journaux « Russkoïe Snamia » et « Russki Grachdanin » une campagne sauvage contre les Polonais, excitèrent les Géorgiens contre les Arméniens, préconisèrent les pogromes contre les Juifs. Entre temps les « Allemands du dehors » faisaient des avances à la Pologne, et promettaient une Ukraine indépendante aux prisonniers de guerre ukrainiens, offraient aux Géorgiens la suprématie dans le Caucase et aux Arméniens . . . mais ici la question n'était plus tout à fait aussi simple à résoudre.

Dans le chapitre II sur la première année de la révolution en Russie, nous avons montré combien durent être les efforts héroïques des milieux progressistes en Russie pour parvenir à tenir tête à ces difficultés intérieures. Deux années et demie durant la Russie eut non seulement à combattre sur ses deux fronts extérieurs, contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie à l'ouest, contre la Turquie au sud, mais elle eut encore en quelque sorte deux fronts de combat intérieurs : contre le défaitisme international et contre le défaitisme germanophile. Et s'il faut un océan de sang et de larmes pour assurer un avenir meilleur à l'humanité, l'opinion publique russe peut constater non sans fierté que la Russie n'a ménagé ni son sang ni ses larmes. Peut-être voudra-t-on bien pardonner aux témoins qui vécurent sur place ces effroyables émotions si, fascinés par les passions et les soucis de l'heure présente, ils ne s'en sont pas suffisamment rendus compte. Mais nos descendants sauront se souvenir du sang et des larmes versées et garderont une pieuse reconnaissance à ceux qui, au prix de tant de souffrances, travaillèrent au bien des générations futures.

\* \* \*

J'entrevois que cette affirmation soulèvera de très vives protestations aussi bien de la part des idéologues et des défenseurs de la politique des empires centraux que de la part des internationalistes de tous les pays et surtout de ceux de mes compatriotes pour lesquels l'impérialisme russe — même celui de la Russie de la première année de la révolution — paraît être plus menaçant encore que celui des empires centraux.

On me répondra sans doute ce qu'on a tant de fois déjà reproché à la Russie: En entrant dans la guerre, la Russie ne se préoccupait ni des intérêts des démocraties occidentales ni du bien des générations futures. Longtemps avant la guerre déjà, la Russie avait exposé des revendications concernant la possession de Constantinople et des détroits. Ce sont ces revendications, entre autres, qui provoquèrent la guerre. La défense de la Serbie, la sympathie envers la Belgique, la collaboration avec les démocraties occidentales, tout cela n'était que prétextes hypocrites qui n'avaient d'autre but que de dissimuler l'impérialisme russe professé aussi bien par le gouvernement que par l'opposition libérale à la Douma. Et si, au cours de cette guerre, la Russie a subi une catastrophe inouïe ce ne fut point parce qu'elle était mûre pour une révolution sociale, mais parce qu'elle n'était pas mûre pour une guerre impérialiste.

Ayant, au cours d'une longue activité comme publiciste, insisté sur la nécessité qu'il y avait pour la Russie de se créer un accès libre à la mer libre, je ne puis laisser cette réponse qui me paraît sérieuse sans lui opposer une sérieuse réfutation.

La volonté de la Russie de se libérer de l'influence prépondérante des empires centraux et de se créer une voie libre pour son trafic commercial est un fait bien établi. C'est un fait également que la seule voie libre pour la Russie était celle de Constantinople et des détroits. Je suis d'accord avec ceux qui repoussent les arguments mystiques et religieux et les réminiscences historiques proposés par certains auteurs russes comme base aux revendications mentionnées ci-dessus. Toutes les déclarations selon lesquelles le peuple russe serait lié à « Tsaregrad » par des liens religieux ne sont que pure légende et n'ont servi qu'à embrouiller la question. Je suis d'accord aussi avec ceux qui, dans cette volonté de la Russie, ne voient qu'une manifestation d'impérialisme.

Mais qui dit impérialisme, ne dit rien. Fatiguée de l'histoire passée, l'humanité cherche déjà des bases nouvelles pour son développement à venir, et un jour luira où l'impérialisme passera définitivement dans le domaine de l'histoire. Si, à ce moment, il devait rester un état ou un groupe d'état qui se laisserait guider encore par des principes impérialistes, ce seul fait suffirait à les rendre méprisables. Mais tant que l'im-

périalisme se trouve encore à la base de toute la politique mondiale, il faut faire expressément la différence entre les diverses manifestations de ce principe général.

L'impérialisme russe, non seulement, n'entravait pas le développement normal de l'humanité, mais à certains égards le facilitait au contraire. Ce fut l'impérialisme russe qui donna naissance à la Grèce indépendante, à la Serbie indépendante et à la Bulgarie indépendante. Ce fut lui aussi qui protégea les intérêts des Arméniens, des Grecs, des Bulgares et des Serbes restés sous le joug des Turcs. Ce fut lui encore qui, pendant de longues années, préconisa une alliance balkanique dans laquelle devait entrer la Turquie<sup>1)</sup>. C'est un fait très caractéristique que l'impérialisme russe fut le premier à saluer l'avènement du régime Jeune-turc. Lors du Congrès interparlementaire de Berlin, les impérialistes russes ont fait aux délégués turcs des propositions relatives aux détroits, propositions qui ne tendaient à rien moins qu'à assurer à la Russie la libre utilisation de la voie des détroits et à l'empire ottoman son existence comme état. Et ce n'était pas l'impérialisme russe qui fit échouer la solution proposée. Tous ces faits n'étaient pas simple coïncidence. L'impérialisme russe était obligé, dans toutes ces manifestations, de tenir compte de l'opinion publique qui ne fut jamais militariste. Dans l'opposition à l'impérialisme russe se trouvait un autre impérialisme guidé par des principes et par une tactique tout à fait opposés; c'était l'Autriche-Hongrie qui, à cette même époque, a annexé les territoires serbes, la Bosnie et l'Herzégovine; c'était l'Allemagne qui commençait à construire déjà sa grande voie ferrée vers Bagdad; c'était l'Allemagne encore qui fortifiait la tête de pont de cette voie, Constantinople; c'étaient les empires centraux qui semaient la discorde entre les états balkaniques, jetaient le trouble dans les relations entre la Russie et la Turquie, et accumulaient les matériaux pour l'incendie mondial.

Et quand cet incendie éclata, la Russie comprit définitivement que ce n'était pas la Turquie qui s'opposait à la solution amiable de la question des détroits, mais bien l'Allemagne.

C'est l'Allemagne elle-même qui expliqua cela à l'opinion publique russe. C'est dans le remarquable ouvrage de MM. Paul Rohrbach et Axel Schmidt<sup>2)</sup> que nous trouvons des renseignements précieux à ce sujet.

---

<sup>1)</sup> Voir sur cette question l'excellent ouvrage d'André Mandelstam « Le Sort de l'Empire ottoman », Payot & Cie., éditeurs, Lausanne et Paris 1917, spécialement pages 128 à 142 et 547 et suiv.

<sup>2)</sup> « Die Russische Gefahr ». Die russische Revolution. Herausgegeben von P. Rohrbach. Stuttgart 1917.

Aux pages 67—68 de ce volume, l'économiste allemand bien connu, M. Hermann écrit :

.... « Seule, une Russie complètement vaincue pourrait renoncer aux territoires du sud. Et tant que la Russie possède ces territoires, elle doit avoir la possibilité d'en verser les produits sur le marché mondial. En outre, la Russie doit songer à assurer son exportation méridionale. Pour toute l'exportation sud-russienne, il n'y a qu'une route maritime — celle des Dardanelles.... Les Dardanelles sont donc la clef du commerce de la Mer Noire, du bilan de commerce russe, et partant du bilan de paiement de l'Empire. Dans la garantie du libre passage par ces routes maritimes se trouve l'intérêt réel de la Russie d'aujourd'hui, celui pour lequel elle combat. Le bonheur et le malheur de la Russie sont entre les mains de l'Etat qui domine sur les Dardanelles. »

« Même la neutralisation des détroits ne peut offrir une garantie suffisante, car l'Etat riverain des détroits peut les fermer à tout moment, comme l'Angleterre a fermé le Canal de Suez pendant cette guerre... » « Ce qu'il faut entendre par une issue libre sur la Méditerranée, le gouvernement russe l'a déclaré franchement en énumérant ses buts de guerre : la possession des Dardanelles par la Russie.... Ce ne sont plus des idées religieuses, et encore moins des idées panslavistes qui forcent la Russie à étendre sa main vers Constantinople, c'est l'amère nécessité de son existence » (es ist die bittere Notwendigkeit seiner Existenz).

« S'il est vrai que Pierre le Grand, il y a deux cents ans, a dû conquérir pour son pays l'accès de la Baltique, le présent exige impérieusement la lutte pour les Dardanelles jusqu'à la victoire complète ou l'anéantissement.

« Voilà les bases réelles de la politique russe de notre temps, en opposition à celles de la guerre turque de 1877—1878. Alors les Dardanelles offraient à peine un intérêt réel, puisque le développement du territoire économique du sud de la Russie et de l'exportation par les Dardanelles ne commença que plus tard. Si alors c'étaient des motifs idéaux qui poussaient à la guerre, ce sont aujourd'hui, en première ligne, des motifs pratiques, qui touchent de près à l'existence de l'Etat. Tant que la Russie sera grande et forte, elle tendra vers Constantinople, que la route qui y mène passe par Vienne ou même par Berlin »

Et M. Hermann conclut :

« Ce que nous avons vécu pendant les journées de juillet et d'août 1914 se répétera tant que le péril russe ne sera pas conjuré par de lourdes défaites de la Russie, et qu'on ne l'aura pas radicalement et pour toujours affaiblie (durchgreifende, dauernde Schwächung Russlands) en lui arrachant de grands territoires. Une paix avec la Russie avant son écrasement définitif équivaldrait pour la Quadruplice à de nouvelles guerres dans un avenir prochain jusqu'à ce que la Russie ou bien ait atteint son but, ou bien ait cessé d'être la grande puissance actuelle. Jusqu'à l'issue de cette lutte décisive, la Russie constituera une grave menace pour les Dardanelles et, partant, pour notre politique d'Orient, pour nos alliés et pour nous-mêmes... »

A la page 76, M. Axel Schmidt écrit :

« . . . . Et dès que la nécessité de lier notre sort dans la politique mondiale à celui de la Turquie est clairement reconnue, toute pensée d'arrangement avec la Russie doit être abandonnée. Ici il n'y a que deux alternatives (entweder oder). Tout compromis est exclu. Notre ligne économique-politique Berlin-Bagdad est coupée à Constantinople par la ligne d'expansion russe Odessa-Constantinople. Allemagne ou Russie, voilà le mot d'ordre, et non Russie et amitié turque, comme le veulent faire accroire certains politiciens naïfs. La Russie une fois solidement établie à Constantinople, l'Allemagne en sera réduite à traîner une triste existence comme vassale soit de la Russie, soit de l'Angleterre, comme « un Portugal de qualité supérieure » (besseres Portugal). »

Enfin, aux pages 9 et 10, M. Rohrbach tire les conclusions des articles de ses éminents collègues :

« Tout nous oblige à considérer l'idée d'une domination russe sur les détroits comme scellant la ruine du grand avenir allemand. Si grand que soit le désir qui pousse les Russes à Constantinople, nous ne pourrons jamais consentir à ce qu'il s'y établissent . . . . A son point de vue, la Russie doit s'efforcer de se rendre maîtresse du passage entre la Mer Noire et la Méditerranée. Mais puisque cela aurait fatalement pour conséquence d'empêcher à tout jamais le peuple allemand de devenir peuple mondial (Weltvolkstum), il s'en suit que nous n'avons pas à choisir entre deux politiques à l'égard de la Russie: nous devons affaiblir notre voisin et ennemi oriental à tel point qu'il se contente de se voir garanti, par la paix, le passage par les détroits, qui resteront sous la domination turque. »

Ainsi, en entrant dans le conflit mondial, la Russie s'est trouvée non pas devant le problème: Constantinople restera-t-il turc ou deviendra-t-il russe? mais bien devant la question: Constantinople deviendra-t-il allemand ou russe? Dans les conditions générales de cette époque, la Russie ne pouvait faire qu'une réponse.

La guerre mondiale à ses débuts n'était qu'un ensemble de conflits entre différents états, dominés par une seule idée générale, à savoir la lutte contre le militarisme prussien. Mais cette idée, qui trouva son expression dans la formule de la lutte pour le droit et la liberté, resta purement théorique pendant les deux premières années de la guerre, tandis que seul prévalaient les intérêts particuliers des différents états belligérants.

Ce qui demeurera la gloire des démocraties occidentales, c'est d'avoir poursuivi en tout temps, au milieu de cette lutte d'intérêts particuliers, la réalisation pratique de la formule de la lutte pour le droit et la liberté. Et en même temps que les armées alliées s'opposaient dans un effort gigantesque à l'envahisseur, la solution cherchée était trouvée à l'arrière sous la forme de la Société des Nations. Cette solution marque une nouvelle étape dans l'histoire. Elle est l'aube d'une ère nouvelle où l'hu-

manité, affranchie définitivement de l'impérialisme, pourra se vouer librement au développement de toutes ses forces morales.

C'est cette modification du sens général de la guerre actuelle qu'indiquait le président Wilson dans son message aux ouvriers d'Amérique à l'occasion du « jour du travail » le 2 septembre 1918 :

« Quelque conscients que nous fussions il y a un an de l'entreprise de vie et de mort où s'embarquait la nation, nous ne concevions pas la portée de cette entreprise aussi clairement que nous le faisons maintenant. Nous savions que nous étions associés tous et que nous devons tenir et frapper ensemble, mais nous ne réalisions pas alors comme nous le faisons aujourd'hui que nous sommes tous soldats de la même armée, ayant certes de nombreux rôles à jouer.... »

« Ceci est une guerre dont le but est de garantir les nations et les peuples du monde entier contre toute puissance telle que l'autocratie allemande; c'est une guerre d'émancipation et tant qu'elle ne sera pas gagnée, les hommes ne pourront nulle part vivre sans crainte et respirer librement en accomplissant leur besogne quotidienne et se dire que les gouvernements sont leurs serviteurs et non pas leurs maîtres.... »

« Nous pouvons compter les uns sur les autres. La nation est unanime. Elle ne prend conseil d'aucun élan particulier. Elle ne sert aucun intérêt privé ou individuel. Son âme a été clarifiée et fortifiée par ces journées à la flamme desquelles se sont détruites toutes les impuretés. Une lumière nouvelle a pénétré chaque classe parmi nous car nous comprenons comme nous n'avons jamais fait auparavant que nous sommes camarades et dépendant les uns des autres, que nous sommes invincibles lorsque nous sommes unis et que nous sommes impuissants lorsque nous sommes divisés. C'est dans cet esprit que nous joignons les mains pour conduire le monde vers des jours nouveaux et meilleurs.... »

La première année de la révolution russe a coïncidé avec l'époque où fut proclamée la Société des Nations. On ne peut pas reprocher à M. Milioukoff et à ses collègues du premier cabinet du gouvernement provisoire de n'avoir pas su s'orienter dès le premier moment dans le sens de la modification que nous indiquions tout à l'heure. Il est tout naturel qu'il ait insisté encore sur la réalisation des buts de guerre russes tels qu'ils étaient formulés avant la révolution. Mais déjà le deuxième cabinet du gouvernement provisoire se rendait parfaitement compte que le principe de la Société des Nations était pour la Russie une garantie beaucoup plus forte de son affranchissement économique et politique. En présence d'un but aussi élevé, la Russie était disposée à abandonner ses buts particuliers et impérialistes.

\* \* \*

Une année ne s'était pas encore écoulée depuis les belles et claires journées de la révolution que, déjà, les patriotes russes enduraient la honte de Brest-Litowsk. Il sembla alors que tout ce que la démocratie russe avait rassemblé de force et de fierté s'écroulait comme un château de cartes. Il sembla que plus jamais on ne réussirait à réédifier sur les ruines du grand empire un état nouveau capable de résister aux orages politiques. Il sembla que toute raison d'être fût perdue, toute croyance évanouie, toute espérance à jamais abolie.

Et cependant il est indéniable que les déceptions et les catastrophes sont nécessaires à notre génération. A peine quelques mois se sont-ils écoulés depuis Brest-Litowsk que déjà nous sommes capables non seulement d'en analyser de sang-froid les causes véritables, mais d'aspirer à en circonvénir les effets. Il suffit de se reporter à tout ce qui se passe dans les diverses régions de la Russie pour se convaincre que cette paix n'a pas été acceptée par le peuple russe, qu'elle ne peut pas l'être, et que la Russie marche lentement mais sûrement dans la voie d'une union étroite et forte qui aura pour mot de ralliement: la lutte contre Brest-Litowsk.

Brest-Litowsk, ce mot symbolise à la fois ce que l'Allemagne voulait ravir à la Russie et ce que le tsarisme a légué à cette dernière. Déjà, bien avant la guerre, l'Allemagne avait formulé avec une étonnante précision ses revendications vis-à-vis de la Russie. L'ouvrage de Otto-Richard Tannenberg « Grossdeutschland » (1911) prophétise ouvertement que la guerre à venir se terminera par deux traités: par la « paix de Bruxelles » l'Allemagne recevra les Vosges, Epinal, Nancy, Verdun; la Belgique et les Pays-Bas seront incorporés à l'Allemagne; la France paiera une contribution de guerre de 35 milliards de marcs et cédera ses colonies de même que ses droits financiers en Russie. Par le « traité de Riga », l'Allemagne annexera la Lituanie et les provinces baltiques; la Pologne sera réunie à l'Autriche, la Finlande à la Suède. De plus la Russie sera obligée d'abandonner la Sibérie orientale au Japon.

Tannenberg calculait que la Russie céderait 202,000 km<sup>2</sup> à l'Allemagne; de fait, le traité de Brest-Litowsk a fait perdre à ce pays 780,000 km<sup>2</sup> et 56 millions d'habitants.

Les intellectuels russes ne pourront jamais effacer de leur mémoire que le tsarisme s'était fait en réalité le complice de l'Allemagne lors de la destruction du grand empire, car c'est bien le tsarisme qui maintint l'ignorance des masses, laissa l'armée sans armes, ruina tous les facteurs productifs, tint les patriotes à l'écart de la politique et, en un mot, prépara le terrain où devait triompher le bolchevisme, cet intime proche-parent du tsarisme.

Maintenant que se sont effondrés les espoirs des pangermanistes qui escomptaient les « traités de Bruxelles et de Riga », le peuple russe peut avoir confiance qu'il ne subsistera rien de l'infâme traité de Brest-Litowsk. Les démocraties occidentales, qui ont sacrifié tout pour empêcher la réalisation du programme de Tannenberg à l'Ouest, sauront faire table rase du traité de Brest-Litowsk qui avait tenté de le réaliser à l'Est.

Les démocraties victorieuses de l'Entente, libres désormais de reconstruire l'Europe sur les bases de Justice et de Liberté qu'elles ont proclamé et pour lesquelles elles ont combattu, considéreront qu'il est de leur devoir de contribuer à la réorganisation de la Russie et de donner tout leur appui aux vrais démocrates russes. Elles le feront par égard pour le peuple russe, qui a tant souffert et dont elles connaissent l'esprit idéaliste et sincèrement démocratique; elles le feront également parce que la Société des Nations qu'elles se proposent de créer ne peut se concevoir sans la participation du peuple russe. Dans cette Société des Nations, la démocratie russe, qui a derrière elle un si terrible passé de douleurs, a sa place marquée. Et elle ne doit pas venir y demander cette place comme un parent délaissé ou un mendiant honteux; non, elle voudra y entrer la tête haute, non point chargée seulement de ses désillusions et de ses fautes, mais en y apportant ses croyances, son idéalisme et son esprit de sacrifice. Son apport sera de tout ce qu'a déjà produit l'esprit russe dans le domaine des sciences et des arts, et de tous les espoirs illimités dont il poursuit inlassablement la réalisation. Qui pourrait prétendre alors que la démocratie russe ne sera pas un membre bienvenu dans la Société des Nations?

BIBLIOTEKA FUNDACJI  
„DOKY AKADEMICKIE im. Prez. G. NARUTOWICZA”  
w Warszawie.  
№ 3304

BIBLIOTEKA F. D. A.  
Warszawa, Pl. Narutowicza 5  
Nr. Inw. 3324 Nr. 3304

Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page. The text is arranged in several paragraphs and is too light to transcribe accurately.

# I N D E X.

	pages et tableau
<i>Adjemoff</i> , anc. député à la Douma, IV A 11	43
<i>Adler Fr.</i> , soc. autrichien . . . . .	45
<i>Agueieff N.</i> , cosaque . . . . .	65
<i>Aladiine</i> , anc. député à la Douma, 58, III A 9	85, III A 9, III A 11
<i>Alexeieff</i> , généralissime, 37, 41, 43, 57, 59, 60	83, 211, V B 4, V B 9
<i>Alexeïenko</i> , anc. député à la Douma . . . . .	VI A 9, VI A 11
<i>Alexinsky Grégoire</i> , anc. député à la Douma . . . . .	I, II A 11
<i>Alexis Nicolaïevitch</i> , Grand-Duc hériter . . . . .	116
<i>Ambrozy Stefan</i> , graf, écrivain . . . . .	7
<i>Amphitheatroff A.</i> , publiciste . . . . .	VI B 10
<i>Anet Claude</i> , écrivain . . . . .	8
<i>Annenski S.</i> , publiciste . . . . .	III A 4, III A 9
<i>Anikine</i> , publiciste . . . . .	III A 9, III A 11
<i>Anissimoff</i> , membre du bureau de Soviet . . . . .	59
<i>Astroff</i> , président de l'Union des villes . . . . .	37, 39
<i>Astroff</i> , socialiste . . . . .	II B 9
<i>Aulard A.</i> , Prof. à l'Université de Paris . . . . .	8
<i>Avksentieff N.</i> , soc.-rév., 37, 41, 58, 64, 73, 83, 84, 87, 132, 148, 173, IA 9, I A 10, IB 9	36, 51, 85, 189, I A 4, I B 9
<i>Axelrod Paul</i> , socialiste, 18, 24, 42, 56, 200, 202; 203, II A 4, II A 9, II A 10, II B 9	III B 10
<i>Badenko W.-I.</i> , . . . . .	84
<i>Badmaïeff</i> , médecin . . . . .	57
<i>Bainville Jacques</i> , publiciste . . . . .	8
<i>Balabanova A.</i> , socialiste . . . . .	42
<i>Bakounine</i> , anarchiste . . . . .	31
<i>Barnes Steveni William</i> , publiciste . . . . .	1
<i>Barkoff J.-G.</i> , . . . . .	84
<i>Bartuska V.</i> , Dr., publiciste . . . . .	1
<i>Barychnikoff A.</i> , ministre des Secours publics . . . . .	37, 82
<i>Basounoff L.</i> , avocat . . . . .	37
<i>Batchmanoff A.</i> . . . . .	54
<i>Belevsky A.</i> , publiciste . . . . .	1
<i>Benjamin</i> , archevêque . . . . .	43
<i>Benkendorff</i> , ambassadeur . . . . .	223
<i>Berenstamm M.</i> , avocat . . . . .	III A 4
<i>Berezine</i> , N.-I. . . . .	85, III A 9, III A 11
<i>Bernatzki M.</i> , Professeur, Ministre des finances . . . . .	83, 211, V B 4, V B 9
<i>Bienstock J.-W.</i> , publiciste . . . . .	1, 8
<i>Bitsenko M.</i> , socialiste . . . . .	200, I B 9
<i>Blagonrawoff</i> , enseigne . . . . .	70
<i>Bobinski</i> , socialiste . . . . .	76
<i>Bogdanoff B.-O.</i> . . . . .	84
<i>Borissoff A.-P.</i> . . . . .	84
<i>Botchkarewa</i> , Mme commandante du premier bataillon féminin de la mort . . . . .	44, 46
<i>Boulat</i> , ancien député à la Douma, III A 11	37, 84, I A 9
<i>Bounakoff I.</i> , (Foundaminski), socialiste-révolutionnaire . . . . .	37, 84, I A 9
<i>Bourtseff W.</i> , publiciste . . . . .	65
<i>Bovet Pierre</i> , publiciste . . . . .	5
<i>Bramson</i> , socialiste . . . . .	84
<i>Branting</i> , socialiste suédois . . . . .	36
<i>Bratiano K.</i> , président du conseil . . . . .	62
<i>Brechko-Brechkowskaïa E.</i> , Mme, socialiste . . . . .	36, 51, 85, 189, I A 4, I B 9
<i>Brioukhatoff</i> , publiciste . . . . .	III B 10
<i>Brocher G.</i> , publiciste . . . . .	18
<i>Brouckère Louis de</i> , socialiste belge, 16, 41	16, 41
<i>Broussiloff</i> , général . . . . .	21, 42
<i>Bykhowski N. I.</i> , publiciste . . . . .	III B 10
<i>Cachin</i> , socialiste français . . . . .	36, 37
<i>Cappa</i> , socialiste italien . . . . .	43
<i>Caspar Jean-Jacques</i> , avocat . . . . .	1
<i>Cehelsky L.</i> , Dr publiciste . . . . .	1
<i>Chabanowa A.</i> , Mme, Dr Présidente du Congrès féministe . . . . .	35
<i>Chabaloff</i> , général . . . . .	92
<i>Chakhowski</i> , prince, ministre des secours publics . . . . .	47
<i>Chakhraï</i> , . . . . .	75

	pages et tableau
<i>Charles</i> , empereur . . . . .	127
<i>Chasles Pierre</i> , publiciste . . . . .	8
<i>Chichkina-Javeyne Mme</i> . . . . .	35
<i>Chichko L.</i> , socialiste-révol. . . . .	I A 4
<i>Chidlowski</i> , ancien député à la Douma . . . . .	VI A 11
<i>Chingareff A.</i> , ministre d'agriculture, 41, 47, 70, 75, 82, 210, 211, IV A 9, IV A 11	
<i>Chipoff D.</i> . . . . .	VI A 4, VI A 9
<i>Chliapnikof A.-G.</i> , (Bélénine), socialiste . . . . .	84
<i>Chmeleff</i> , soldat . . . . .	155
<i>Choulguine</i> , ancien député . . . . .	19, 35, 57, 79
<i>Cyrille Wladimirovitch</i> , Grand-Duc . . . . .	34
<i>Czernin</i> , ministre autrichien . . . . .	67, 75
<i>Dan</i> , socialiste . . . . .	58, 59, II B 9
<i>Daya Werner</i> , publiciste . . . . .	1
<i>Dehio G.-G.</i> , publiciste . . . . .	3
<i>Demianoff A.</i> , ministre de la Justice . . . . .	83, III A 11
<i>Deutsch</i> , socialiste . . . . .	37, 51, 200, II A 4, II A 9, II B 9
<i>Diamandi</i> , ambassadeur roumain . . . . .	74
<i>Dirr Ad.</i> , Dr, publiciste . . . . .	3
<i>Djaparidzé</i> . . . . .	II A 11
<i>Djougachvili J.-W.</i> , socialiste . . . . .	84
<i>Dmitriewski W.-A.</i> , publiciste . . . . .	84
<i>Dmitrioukoff I.-I.</i> , ancien député, 37, 79, VI A 11	
<i>Dolgoroukoff P.</i> , prince . . . . .	64, 70, IV A 4
<i>Dolivo-Dobrowolski</i> , capitaine de vaisseau . . . . .	41
<i>Donzow Dmytro</i> , publiciste . . . . .	2
<i>Dorochenko</i> . . . . .	55, 56
<i>Doukhonine</i> , général . . . . .	60, 67, 68, 69
<i>Doukhovskoy Barbara</i> , (née princesse Galitzine) . . . . .	2
<i>Doummergue G.</i> , professeur . . . . .	17
<i>Doutoff</i> , cosaque . . . . .	45
<i>Draghicesko D.</i> , sénateur roumain . . . . .	2
<i>Dudan Camille</i> , licencié ès-lettres . . . . .	9
<i>Duncan</i> , délégué américain . . . . .	44
<i>Dzioubinski W.-N.</i> , publiciste . . . . .	85
<i>Efremoff I. N.</i> , ministre de la Justice et de l'assistance publique, ministre russe à Berne, 62, 82, 83, 211, V A 4, V A 9, V A 11, V B 1, V B 9	
<i>Egoroff</i> , économiste . . . . .	53
<i>Ehrlich</i> , délégué du Soviet . . . . .	49, 84

	pages et tableau
<i>Elpatiewski S.</i> , écrivain, III A 4, III A 9, III A 10, III B 10	
<i>Enkel</i> , publiciste . . . . .	35
<i>Erich Rafael</i> , Dr, Prof. . . . .	9
<i>Erstrem E.</i> , sénateur . . . . .	37
<i>Eucken Rudolf</i> , Prof., publiciste . . . . .	3
<i>Fabricius</i> , publiciste . . . . .	10
<i>Fedoroff G.-F.</i> . . . . .	84
<i>Felde Léon</i> , Dr, ès-sciences . . . . .	2
<i>Felkner W.-M.</i> , rédacteur du « Messager de la Chambre de Commerce de Russie » . . . . .	18
<i>Ferrière Louis</i> . . . . .	5
<i>Figner Véra</i> , socialiste . . . . .	35, 51, 85
<i>Forel Aug.</i> , Prof., Dr . . . . .	2, 5
<i>Fourlan V.</i> , Dr, rédacteur . . . . .	4, 5
<i>Franciel Pinzi</i> . . . . .	2
<i>Gaigalat W.</i> , Dr, publiciste . . . . .	2
<i>Gassenko Georg</i> , officier ukrainien . . . . .	2
<i>Gegetchkori</i> , ancien député à la Douma . . . . .	II A 11
<i>Giers M. (de)</i> , ambassadeur russe . . . . .	223
<i>Gimmer-Soukhanoff N. N.</i> , publiciste . . . . .	84
<i>Gleboff I.</i> . . . . .	37
<i>Godneff J.</i> , ministre du contrôle de l'Etat . . . . .	82
<i>Goldenberg</i> , délégué des Soviets . . . . .	49
<i>Golitsine</i> , prince, président du Conseil . . . . .	19
<i>Golovine</i> , ancien président de la Douma . . . . .	IV A 11
<i>Golowin K.</i> . . . . .	2
<i>Gorelik Sch.</i> , publiciste . . . . .	2
<i>Gorémkyne</i> , président du Conseil . . . . .	19, 72
<i>Gorki Maxime</i> , écrivain . . . . .	II B 10
<i>Gorrini Jean</i> . . . . .	2
<i>Gotz A.-R.</i> , socialiste-révol., 58, 59, 84, 85, 199, I B 9	
<i>Gotz M.-R.</i> , socialiste-révol. . . . .	I A 4
<i>Gouchtchine</i> , colonel . . . . .	42
<i>Goukowsky A.</i> , publiciste . . . . .	I B 10
<i>Gourevitch W.-I.</i> . . . . .	85
<i>Gourko</i> , général . . . . .	56
<i>Goutchkoff A.-N.</i> , ancien député à la Douma, ministre de la Guerre, 23, 24, 37, 40, 42, 57, 82, 211, VI A 4, VI A 9, VI A 10, VI A 11, VI B 4, VI B 9	

	pages et tableau
<i>Goutchkoff N.-N.</i> . . . . .	VI A 9
<i>Grimm</i> , professeur russe, membre du Conseil d'Empire . . . . .	IV A 12
<i>Grimm Robert</i> , socialiste suisse . . . . .	37, 44
<i>Grousenberg O.</i> , avocat . . . . .	211
<i>Grumbach S.</i> , socialiste . . . . .	2
<i>Guerschouni M.</i> , socialiste-révol. . . . .	I A 4
<i>Guilbeaux H.</i> , socialiste français . . . . .	13
<i>Guiles</i> , journaliste . . . . .	75
<i>Guillaume II</i> , Empereur, 104, 125, 126, 127	
<i>Gustedt</i> , Dr, Baron . . . . .	2
<i>Gwosdeff K.</i> , ministre de Travail, 83, 84, II B 9	
<i>Hanfmann</i> , publiciste . . . . .	IV A 10
<i>Haller Johann</i> , professeur . . . . .	3
<i>Hecker Jul.</i> , Ph.-D., écrivain . . . . .	2
<i>Heiden</i> , comte . . . . .	VI A 4, VI A 9
<i>Heinemoser</i> , socialiste suisse . . . . .	70
<i>Hempel (von)</i> , membre de la Commission allemande . . . . .	72
<i>Henderson Arthur</i> , socialiste anglais	43, 44
<i>Herzenstein</i> . . . . .	IV A 11
<i>Hessen I.</i> , journaliste russe, 39, 210, IV A 10, IV B 10, IV A 11	
<i>Hermann</i> , économiste allemand . . . . .	231
<i>Hoetzsch Otto</i> , publiciste . . . . .	3
<i>Hofmann</i> , général . . . . .	74
<i>Holoubovitch</i> , ministre ukrainien . . . . .	74
<i>Hruschewski M.</i> , professeur . . . . .	3, 44, 60
<i>Iankoveskou</i> , ministre roumain . . . . .	62
<i>Ignatowski</i> , professeur . . . . .	46
<i>Inorodoretz</i> . . . . .	3
<i>Ioureneff</i> , ministre des transports	57, 83
<i>Ivanoff S.</i> , sénateur . . . . .	37
<i>Jakovenko Boris</i> , écrivain . . . . .	18
<i>Jansen</i> . . . . .	36
<i>Jennings</i> , publiciste . . . . .	10
<i>Jilkine</i> , écrivain . . . . .	III A 9, III A 11
<i>Joffé</i> , socialiste . . . . .	73
<i>Jordania N.</i> , socialiste, président de l'Assemblée nationale géorgienne à Tiflis . . . . .	69, II A 11
<i>Jouve P.-J.</i> , écrivain . . . . .	13
<i>Kaledine</i> , général . . . . .	72
<i>Kalinin W.</i> , publiciste . . . . .	3
<i>Kameneff</i> , socialiste . . . . .	48, II B 9, II B 10
<i>Kamkoff (Katz)</i> , socialiste, 17, 199, I B 9, I B 10	

	pages et tableau
<i>Kapelinski N.-I.</i> , socialiste . . . . .	84
<i>Karaouloff M.-A.</i> , cosaque . . . . .	72, 79
<i>Karavaïeff</i> . . . . .	III A 11
<i>Kareivis A.</i> , publiciste . . . . .	3
<i>Karge Paul</i> , publiciste . . . . .	3
<i>Kartacheff</i> , ministre des cultes . . . . .	60, 83
<i>Karpovitch</i> , socialiste-révol. . . . .	36
<i>Keiserling</i> , parlementaire allemand . . . . .	40
<i>Kennin Anna</i> , publiciste lettone . . . . .	5
<i>Kerenski F.</i> , président du Conseil, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 42, 43, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 57, 58, 59, 60, 62, 66, 68, 79, 82, 83, 84, 85, 96, 110, 116, 148, 156, 198, 199, 216, I A 11, I B 9, III A 11	
<i>Kerenski O.</i> , Mme . . . . .	70
<i>Kert</i> , représentant de l'armée des Etats-Unis d'Amérique . . . . .	67
<i>Kharlamoff W.-A.</i> . . . . .	65
<i>Khintchouk L.</i> . . . . .	43
<i>Khomiakoff</i> . . . . .	VI A 11
<i>Khroustaleff-Nossar</i> . . . . .	46
<i>Khroustcheff</i> , ministre des finances	82
<i>Kichkine</i> , ministre des secours publics . . . . .	75, 83
<i>Kiltchewski W.-K.</i> . . . . .	85
<i>Kirian</i> , Patriarche géorgien . . . . .	61
<i>Kolioubakine A.</i> . . . . .	IV A 4
<i>Kollontai</i> , socialiste . . . . .	II B 9
<i>Koltzoff</i> , socialiste . . . . .	II B 9
<i>Klibanski H.</i> , publiciste allemand . . . . .	3
<i>Klioutchinski</i> . . . . .	84
<i>Klivanski</i> , journaliste russe . . . . .	75
<i>Kokochkine</i> , ministre des finances	43, 57, 70, 74, 83, 210, 211, IV A 4, IV A 9, IV A 11
<i>Kokovtzeff</i> , président du Conseil . . . . .	19
<i>Komarowski</i> , comte, professeur	VI A 9
<i>Kondratieff D.-N.</i> . . . . .	85
<i>Konovaloff</i> , ministre de Commerce, 43, 72, 79, 82, 83, V A 4, V A 9, V A 11	
<i>Korniloff</i> , généralissime, 41, 49, 51, 54, 56, 58, 60, 69, 92, 111, 185	
<i>Korniloff</i> , Chef des gardes-rouges, 154, 155	
<i>Korolenko W.</i> , écrivain, 204, 206, III A 10, III B 10	
<i>Korovitchenko</i> , général . . . . .	61
<i>Koslowski M.-N.</i> . . . . .	84
<i>Kostomaroff N.</i> , écrivain . . . . .	3
<i>Kotliarewski</i> . . . . .	83

	pages et tableau		pages et tableau
<i>Koudriavtseff I.-A.</i> . . . . .	84	<i>Lounatcharski L.</i> , socialiste,	27, 52, 203, II B 9, II B 10
<i>Koutler</i> , ancien ministre . . . . .	70	<i>Loutouguine N.</i> , ingénieur . . . . .	37
<i>Kovalevsky W.</i> , ancien ministre . . . . .	3	<i>Lvoff</i> , prince, président du Conseil, 23, 24, 28, 34, 35, 40, 41, 48, 57, 79, 82, 102, 105, 216	
<i>Krapas</i> . . . . .	44	<i>Maklakoff W.-A.</i> , avocat, ambassadeur à Paris, 62, 210, IV A 9, IV A 11, IV B 9	
<i>Krapotkine Pierre</i> , écrivain, anarchiste . . . . .	44	<i>Maliantovitch P.</i> , avocat ministre de Justice . . . . .	83
<i>Krassikoff P.-A.</i> . . . . .	84	<i>Malinowski</i> , socialiste . . . . .	II A 11
<i>Krotowski K.-K.</i> . . . . .	84	<i>Malissou E.</i> . . . . .	53
<i>Krokhmal W.-N.</i> . . . . .	85	<i>Malmberg Aino</i> . . . . .	4
<i>Krylenko</i> , généralissime . . . . .	66, 68, 77	<i>Mandelstam André</i> , Dr en droit international, écrivain . . . . .	4, 230
<i>Krymoff</i> , général . . . . .	58, 203	<i>Mandelstam</i> , membre du parti C.-D. . . . .	IV A 8
<i>Kuhlman (von)</i> . . . . .	74	<i>Mann Henri de</i> , socialiste belge . . . . .	16, 41
<i>Kwiczinski</i> , général . . . . .	68	<i>Manassevitch-Manouïloff</i> . . . . .	57
<i>Labriola</i> , socialiste italien . . . . .	43	<i>Manouïloff A.</i> , ministre d'instruction publique . . . . .	47, 82
<i>Lafont</i> , socialiste français . . . . .	18, 36, 37	<i>Margoulies M.</i> , avocat . . . . .	37
<i>Lanson Gustave</i> , professeur à l'Université de Paris . . . . .	3	<i>Morkovitch Marylie (Mme Amélie de Néry)</i> , écrivaine . . . . .	11
<i>Lanz Heinrich</i> , publiciste . . . . .	3	<i>Marchand R.</i> , écrivain . . . . .	4
<i>Laverne M.</i> , chef de la mission militaire française . . . . .	67	<i>Martoff</i> , socialiste, 24, 42, 71, 166, 202, 203, II A 9, II A 10, II B 9, II B 10	
<i>Lebedev V.</i> , socialiste- révolutionnaire, ministre, 3, 25, 37, 56, 82, 83		<i>Martynoff</i> , socialiste, 24, 202, 203, II A 9, II B 9, II B 10	
<i>Leclercq Jules</i> , publiciste . . . . .	3	<i>Martiouchine G.-A.</i> . . . . .	84
<i>Lednicki A.</i> , avocat . . . . .	38	<i>Martinet Marcel</i> , écrivain . . . . .	13
<i>Leger Louis</i> , membre de l'Institut . . . . .	3	<i>Masereel Frans.</i> . . . . .	13
<i>Leist Arthur</i> . . . . .	3	<i>Maslennikoff</i> . . . . .	V A 11
<i>Lénine N. (Oulianoff)</i> , socialiste, 10, 11, 27, 29, 30, 31, 37, 48, 50, 61, 70, 71, 74, 140, 201, 202, 203, 220, 221, II A 9, II A 10, II B 9, II B 10		<i>Masloff S.-L.</i> , socialiste-révol., ministre d'agriculture . . . . .	38, 83, 85
<i>Leman von Sanders</i> , général . . . . .	223	<i>Masloff N.</i> , socialiste démocrate . . . . .	II B 9
<i>Leontieff Alexandre</i> . . . . .	4, 5	<i>Massaryk Th.</i> , professeur . . . . .	4, 41
<i>Lerda</i> , socialiste italien . . . . .	43	<i>Masson Aimé</i> . . . . .	12
<i>Lerche</i> . . . . .	VI A 9	<i>Mayewski</i> , général . . . . .	4
<i>Leroy-Beaulieu</i> , écrivain . . . . .	3, 4	<i>Medwedeff</i> . . . . .	75
<i>Liber M.-I. (Goldmann)</i> , socialiste, 58, 84, II B 9		<i>Melgounoff S.</i> . . . . .	45
<i>Liebknecht</i> , socialiste allemand . . . . .	45	<i>Meller-Sakomelski W.</i> . . . . .	47
<i>Lifschitz Fr.</i> , Dr, Privat-Dozent . . . . .	4, 11	<i>Mennecke</i> , parlementaire allemand . . . . .	40
<i>Linde F.-F.</i> . . . . .	84	<i>Merejkowski D.</i> , écrivain . . . . .	12
<i>Lindhagen</i> , socialiste suédois . . . . .	36	<i>Messner A.</i> , général . . . . .	65
<i>Lindley</i> , chargé d'affaires anglais . . . . .	74	<i>Meyendorff</i> , ancien député à la Douma . . . . .	VI A 9
<i>Liwerowski A.</i> , ministre des transports . . . . .	83	<i>Miakotine W. A.</i> , écrivain, 85, 204, 206, III A 4, III A 9	
<i>Loewenthal N.</i> , publiciste . . . . .	11		
<i>Lototzki A.</i> . . . . .	35		
<i>Loukachevitch</i> . . . . .	51		
<i>Loukanski</i> , général . . . . .	60		

	pages et tableau
<i>Michel Alexandrovitch, Grand-Duc</i>	34, 56, 91, 116, 117
<i>Michel C., publiciste</i>	18
<i>Mikhailowski N.-K., sociologue russe</i>	204
<i>Miloukoff P.-N., ministre</i>	4, 23, 27, 28, 34, 38, 41, 42, 79, 82, 116, 118, 121, 210, 211, 224, 233, IV A 4, IV A 9, IV A 11, IV B 9
<i>Mille Pierre, écrivain</i>	3
<i>Minor O., socialiste-révolutionnaire</i>	I A 4
<i>Mirbach, comte</i>	73
<i>Montvert J.</i>	4
<i>Mosler Alexandre</i>	12
<i>Mouromtseff, président de la</i> Douma	IV A 11
<i>Mouté, socialiste français</i>	36, 37
<i>Mstislawski, socialiste- révolutionnaire</i>	199, I B 9, I B 10
<i>Munir Pacha Salih, ambassadeur de Turquie</i>	4
<i>Murat Lucien, (princesse)</i>	12
<i>Nabokoff W., secrétaire général du Conseil</i>	41, 87, IV A 4, IV A 11
<i>Natanson M., socialiste- révolutionnaire</i>	199, I A 9, I B 9
<i>Necrasoff, ministre</i>	47, 49, 58, 60, 79, 82, 83, 178, 184, IV A 8, IV A 11
<i>Nicolas II Romanoff</i>	34, 54, 89, 116, 90, 126
<i>Nicolas Nicolaievitch, Grand-Duc</i>	34, 90
<i>Nikitine, ministre des postes</i>	58, 83, 110
<i>Nikotine W.-M.</i>	85
<i>Nolde Boris, baron</i>	4
<i>Nötzel Karl</i>	5
<i>Novossiltseff, lieutenant</i>	41
<i>Novoroussky, publiciste</i>	51
<i>Noulens, ambassadeur français</i>	50, 71
<i>Nys Ernest, professeur à l'Université de Bruxelles</i>	5
<i>Oberoutcheff K., colonel</i>	12, 63
<i>O'Grandy, socialiste anglais</i>	36, 37
<i>Oktavo, attaché militaire roumain</i>	62
<i>Oldenbourg, ministre d'instruction publique</i>	57, 83
<i>Onipko</i>	37, I B 10, III A 9, III A 11
<i>Oppel W., professeur</i>	38
<i>Orekhoff</i>	51
<i>Osolin (Krause) Austra, publiciste</i>	2,5
<i>Ossip-Lourié, professeur</i>	4
<i>Otchakowski P.-P.</i>	85

	pages et tableau
<i>Oussyckhine</i>	43
<i>Ovtchinnikoff</i>	155
<i>Ozeroff S., professeur</i>	5
<i>Paassikivi, sénateur finlandais</i>	63
<i>Paderine A.-N.</i>	84
<i>Panina, comtesse</i>	70
<i>Pankoff G.-G.</i>	84
<i>Pankratoff</i>	51
<i>Parvus (Gelfand), socialiste</i>	5
<i>Paul Alexandrovitch, Grand-Duc</i>	56
<i>Passetchnyi I.-P.</i>	85
<i>Pechekhonoff A., publiciste, ministre du ravitaillement</i>	57, 62, 82, 83, 87, 204, 206, III A 4, III A 9, III A 10, III B 10
<i>Perewseff, avocat, ministre de la Justice</i>	48, 82
<i>Peskine M.</i>	18
<i>Petlioura</i>	69
<i>Petrajtchski, professeur</i>	IV A 11
<i>Petrichtcheff A., publiciste</i>	III A 4
<i>Petrounkevitch</i>	210, IV A 4, IV A 10, IV B 10, IV A 11
<i>Philipowski W.-N.</i>	84
<i>Pianych N.-I.</i>	85
<i>Pillo, lieutenant</i>	43
<i>Plekhanoff G.-W.</i>	36, 44, 51, 56, 200, 202, 203, 218, II A 4, II A 8, II A 9, II A 10, II B 9
<i>Plewako, avocat</i>	VI A 9, VI A 11
<i>Poklewski-Kosel, ministre russe à Bucarest</i>	223, 224
<i>Pokrowski G.</i>	70, 85, II A 11
<i>Polkownikoff, colonel</i>	59
<i>Polovtseff, général</i>	43, 49
<i>Posern</i>	37
<i>Posnikoff A.</i>	43, 47
<i>Potanine G.-N.</i>	72
<i>Potresoff, socialiste</i>	202, 203, II B 9
<i>Pouchnikoff-Grebeniouk D., commandant</i>	39
<i>Pouvreau I.</i>	5
<i>Preobrajenski, ministre d'instruction publique</i>	82
<i>Pritfrink, parlementaire allemand</i>	40
<i>Prokopovitch, ministre du commerce</i>	67, 82, 83, 175, 178
<i>Protopopoff, ministre</i>	VI A 9
<i>Prougavine, publiciste</i>	51
<i>Puluj J., Dr</i>	5

	pages et tableau
<i>Raczkiewicz</i> , enseigne . . . . .	44
<i>Radek</i> , socialiste . . . . .	76
<i>Raffalovitch Arthur</i> , correspondant de l'Institut . . . . .	6
<i>Ragana M.</i> , publiciste . . . . .	5
<i>Ragaz</i> , socialiste suisse . . . . .	70
<i>Rakitnikoff Inna</i> , soc.-rév. . . . .	13, 155
<i>Rak-Michailowski</i> . . . . .	72
<i>Rakowski</i> , socialiste roumain . . . . .	39, 41
<i>Rambaud Alfred</i> , écrivain . . . . .	6
<i>Ramichvili J.-J.</i> , socialiste géorgien . . . . .	84, II A 11
<i>Raspoutine Grigory</i> . . . . .	19
<i>Raymondo</i> , socialiste italien . . . . .	43
<i>Recke W.</i> , Dr . . . . .	5
<i>Reicher</i> . . . . .	42
<i>Rémézov K.</i> , publiciste . . . . .	6, 18
<i>Riabouchinski P.</i> . . . . .	54, 56
<i>Rikli M.</i> , professeur . . . . .	6
<i>Rivas C.</i> , publiciste . . . . .	6, 13
<i>Rivet Charles</i> , publiciste . . . . .	6
<i>Rjewski W.-A.</i> . . . . .	79, V A 11
<i>Roditcheff</i> , ancien député à la Douma . . . . .	70, 210, IV A 4, IV A 9, IV A 11, IV B 9
<i>Rodsianko M.</i> , président de la Douma . . . . .	33, 35, 40, 54, 55, 56, 64, 79, 89, 92, 93, 97, VI A 9, VI A 11
<i>Rohrbach Paul</i> , publiciste . . . . .	6, 14, 230, 232
<i>Rolland-Romain</i> , écrivain . . . . .	13
<i>Romanowski</i> , général . . . . .	60
<i>Root</i> , délégué américain . . . . .	44
<i>Rosanoff</i> , délégué du Soviet . . . . .	48, 52
<i>Roubakine N.</i> , Dr, publiciste . . . . .	14
<i>Roubanovitch I.-A.</i> , soc.-révol. . . . .	85
<i>Roudneff W.</i> , maire de Moscou . . . . .	49, 50, 187
<i>Roussanoff Nicolas</i> , publiciste . . . . .	18
<i>Roussine</i> . . . . .	155
<i>Sadowski A.-D.</i> . . . . .	84
<i>Saltykoff</i> , ministre . . . . .	83, II A 11
<i>Salaskine A.</i> , ministre . . . . .	37, 83
<i>Samarine A.</i> . . . . .	34
<i>Sanders</i> , socialiste anglais . . . . .	36, 37
<i>Sands Bedwin</i> . . . . .	6
<i>Sasonoff</i> , ministre . . . . .	211, 223, 224
<i>Sassoulitch Wéra</i> , socialiste . . . . .	56, 199, II A 4
<i>Savinkoff</i> , soc.-rév., ministre . . . . .	25, 37, 51, 55, 57, 58, 64, 82, 83, 198, 199, IB 9, IB 10
<i>Savitch</i> . . . . .	VI A 9

	pages et tableau
<i>Savinski A.</i> , ministre russe à Sofia . . . . .	224
<i>Schaechter K.-S.</i> (Grinewitch) . . . . .	84
<i>Schaefer Dietrich</i> , professeur . . . . .	3
<i>Schafranoff W.-P.</i> . . . . .	87
<i>Schebeko</i> . . . . .	223
<i>Scherer</i> , socialiste suisse . . . . .	70
<i>Schmocker</i> , socialiste suisse . . . . .	70
<i>Schmidt Axel</i> . . . . .	6, 14, 230, 231
<i>Schreder</i> , maire de Petrograd . . . . .	37, 47, 69, 70
<i>Schröer Gustav</i> , publiciste . . . . .	7
<i>Schulz</i> , socialiste suisse . . . . .	70
<i>Seeck Otto</i> , publiciste . . . . .	6
<i>Segalow César</i> , publiciste . . . . .	6
<i>Sembat Marcel</i> , socialiste français, député, ancien ministre . . . . .	14
<i>Semenoff</i> . . . . .	7
<i>Semkowski</i> , socialiste . . . . .	200, II A 9, II B 9, II B 10
<i>Sensinoff</i> , soc.-révol. . . . .	87, I B 9, I B 10
<i>Singer J.</i> . . . . .	7
<i>Sinovieff</i> , socialiste . . . . .	10, 48, 50, 61, II A 9, II B 9, II B 10
<i>Sirotkine D.</i> . . . . .	41
<i>Skalon</i> , général . . . . .	70
<i>Skobelev</i> , socialiste, ministre du Travail . . . . .	23, 24, 38, 43, 47, 58, 59, 64, 82, 83, 84, 134, II A 4
<i>Skoropadski</i> . . . . .	VI A 9
<i>Skriabine W.-M.</i> (Stalni) . . . . .	84
<i>Slawinski</i> , écrivain . . . . .	203
<i>Smirnoff S.</i> , ministre du contrôle de l'Etat . . . . .	83
<i>Smirnoff</i> , délégué des Soviets . . . . .	49
<i>Sokolnikoff</i> . . . . .	10
<i>Sokoloff N.-D.</i> , sénateur . . . . .	46, 84
<i>Sokoloff N.-N.</i> . . . . .	85
<i>Solovieff Wladimir</i> , écrivain . . . . .	7
<i>Sorokoletoff</i> , soldat . . . . .	37
<i>Sorokine P.-A.</i> . . . . .	85, 155, I B 10
<i>Soukhanoff (Himmer) Nicolas</i> . . . . .	7
<i>Soukhomline V.-V.</i> . . . . .	18, 199, I B 10
<i>Soukhomlinoff</i> . . . . .	55
<i>Soumensohn, Mme</i> . . . . .	48
<i>Spiridonowa Marie</i> . . . . .	67, 69, 200, I B 9, I B 10
<i>Stavenhagen Kurt</i> , Dr, publiciste . . . . .	7
<i>Stakhovitch M.</i> . . . . .	53, 62, VI A 4
<i>Stekloff S.-M.</i> (Nakhamkess) . . . . .	84
<i>Stern E. (von)</i> , professeur, publiciste . . . . .	15
<i>Stienon Charles</i> . . . . .	7
<i>Stoutchka P.-N.</i> , socialiste . . . . .	84

	pages et tableau
<i>Strouvé B</i> , écrivain . . . IV A 10, IV B 10	
<i>Sturmer</i> , président du Conseil . . .	19, 56
<i>Svinhutvuds</i> , sénateur finlandais . . .	35
<i>Swesditch P.</i> , publiciste . . . . .	15
<i>Swiatitski N.-W.</i> . . . . .	84
<i>Szepticki</i> , métropolitte ukrainien . . .	35
<i>Takhtamycheff</i> , ministre des trans- ports . . . . .	82
<i>Tannenberg Otto-Richard</i> , publiciste . . . . .	234, 235
<i>Tanychkaieff</i> , ancien député à la Douma . . . . .	70
<i>Taynbée A.-J.</i> , publiciste . . . . .	7
<i>Tchaikowski N.</i> 37, 45, 51, 84, 85, III B 9	
<i>Tcharnolousski</i> , publiciste . . . . .	37, 45, 51
<i>Tchernobaieff</i> . . . . .	155
<i>Tchernoff V.</i> , soc.-rév. 23, 24, 25, 47, 51, 57, 59, 60, 70, 82, 83, 85, 88, 148, 177 199, I A 4, I A 9, I A 10, I B 9, I B 10	
<i>Tchkheidze</i> , socialiste 23, 35, 36, 40, 56, 57, 59, 60, 62, 79, 84, 132, 203, II A 11, II B 9	
<i>Tchkhengkeli</i> , socialiste géorgien 49, II A 11	
<i>Tchlenoff E.</i> , sioniste . . . . .	43
<i>Teploff</i> , général . . . . .	58
<i>Terechtchenko M.</i> , ministre 25, 26, 28, 37, 47, 51, 57, 58, 60, 77, 82, 83, 110, 122	
<i>Testia A.-E.</i> . . . . .	85
<i>Thomas Albert</i> , socialiste français 38, 43, 44, 122	
<i>Thomas Franc</i> , écrivain . . . . .	5
<i>Tikhon</i> , métropolitte de Moscou 46, 55, 68	
<i>Timiriaseff W.</i> . . . . .	40
<i>Tokoi</i> , sénateur finlandais . . . . .	53, 54
<i>Toptchibacheff</i> , ancien député à la Douma . . . . .	38
<i>Torn</i> , socialiste anglais . . . . .	36, 37
<i>Trepoff</i> , président du Conseil . . . . .	19
<i>Tretiakoff</i> , président du Conseil économique . . . . .	73, 82
<i>Trogau P.-F.</i> , publiciste . . . . .	3
<i>Trotzki L.</i> , socialiste 11, 15, 16, 27, 29, 30, 48, 52, 59, 62, 67, 68, 70, 71, 73, 74, 75, 76, 77, 140, 203, II A 9, II B 10	
<i>Troubetskoi E.</i> , prince, écrivain IV A 12	
<i>Troubetskoi G.</i> , prince . . . . .	7, 89

	pages et tableau
<i>Trounine</i> . . . . .	44
<i>Tsereteli I.</i> , socialiste, ministre des postes 7, 23, 26, 35, 47, 49, 55, 58, 59, 82, 84, 132, 203, II A 11, II B 9	
<i>Tsereteli M.</i> , publiciste . . . . .	7
<i>Tyrkova, Mme</i> , écrivaine . . . . .	35
<i>Uebersberger Hans</i> , publiciste . . . . .	7
<i>Valloton Benjamin</i> , écrivain . . . . .	5
<i>Vandervelde Emile</i> , socialiste belge, 16, 41, 43, 49	
<i>Vassilieff</i> . . . . .	IV A 12
<i>Verbelis K.</i> , publiciste . . . . .	7
<i>Verderewski D.</i> , amiral . . . . .	58, 60, 83
<i>Verkhowski</i> , général 57, 58, 60, 66, 83, 110	
<i>Verow N.-E.</i> , publiciste . . . . .	16
<i>Victoroff-Toporoff V.</i> , publiciste 4, 5, 18	
<i>Vidûnas W.-St.</i> , publiciste . . . . .	7
<i>Vikhlaieff P.</i> , publiciste, ministre d'agriculture . . . . .	83
<i>Vinogradoff Paul</i> , professeur . . . . .	16
<i>Viscont Antoine, Dr</i> en philosophie, publiciste . . . . .	7
<i>Vogel Adolf (von)</i> . . . . .	7
<i>Voronoff B.</i> , publiciste . . . . .	1
<i>Wagner A.-M.</i> , Dr . . . . .	5
<i>Wakoulenko</i> . . . . .	84
<i>Wasilewski Léon (Ploknotski)</i> . . . . .	3, 7,
<i>Wassanowitch</i> . . . . .	59
<i>Wassilkowski</i> , général . . . . .	51
<i>Wichniak M.-W.</i> . . . . .	85, 87, 88
<i>Wienckowski</i> . . . . .	64
<i>Wikhlaieff, I.-W.</i> . . . . .	85
<i>Wilcox E.-H.</i> , publiciste . . . . .	10
<i>Wilson</i> , président . . . . .	233
<i>Winawer</i> 36, 70, 210, 211, IV A 4, IV A 9, IV B 9	
<i>Winitchenko</i> . . . . .	55, 56, 58
<i>Wladimir</i> , métropolitte de Kiev . . . . .	55
<i>Woiciekhowski</i> . . . . .	52
<i>Wolski W.-K.</i> . . . . .	85
<i>Wrangel F.</i> , baron ( <i>von</i> ) . . . . .	16
<i>Wyrubowa, Mme</i> . . . . .	57
<i>Wyzewa (de)</i> , écrivain . . . . .	3
<i>Zaloutski P.-A.</i> . . . . .	84
<i>Zaroudnyi A.</i> , ministre . . . . .	58, 83
<i>Zeelen F. (Zinis)</i> . . . . .	7
<i>Zévaès A.</i> . . . . .	17



34346/  
12